

De la révolution  
démocratique  
à la révolution sociale



## **L'autre Bakounine**

*Troisième partie : 1861-1868*

# **De la révolution démocratique à la révolution sociale**

**René Marie Berthier**



<b>1. – « LE REFLUX EST FINI » .....</b>	<b>8</b>
« AUX RUSSES, POLONAIS ET TOUS MES AMIS SLAVES » .....	10
LA CAUSE DU PEUPLE .....	20
L'EXEMPLE POLONAIS.....	24
<b>2. – LA SUÈDE.....</b>	<b>40</b>
ANALYSE DE LA SITUATION EN SUÈDE.....	51
SOCIÉTÉS SECRÈTES EN SUÈDE.....	60
LA SUÈDE ET LA POLITIQUE EUROPÉENNE.....	71
<i>Bakounine, Lénine et minorités révolutionnaires</i> .....	75
L'AFFAIRE DES DUCHÉS .....	84
<i>Bakounine et Marx sur la question des duchés</i> .....	87
<i>Napoléon III et l'alliance russe</i> .....	91
1862-1864, UNE TRANSITION DANS L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE POLITIQUE DE BAKOUNINE .....	93
<b>3. – L'ITALIE .....</b>	<b>99</b>
LES SOCIÉTÉS SECRÈTES.....	102
<i>Le problème italien</i> .....	108
<i>La Vénétie</i> .....	111
EN ITALIE.....	116
FLORENCE.....	124
NAPLES .....	128
1864. – L'ENCYCLIQUE QUANTA CURA ET LA POLITIQUE DE PIE IX ....	133
1865. – LES « FRAGMENTS MAÇONNIQUES » : UN « BROUILLON » DE FÉDÉRALISME, SOCIALISME ET ANTITHÉOLOGISME ?.....	144
1865. – « LA SITUATION EN ITALIE » .....	151
1. – <i>L'athéisme</i> .....	151
2. – <i>Les « honnêtes gens » au pouvoir</i> .....	153
3. – <i>Tactique des « honnêtes gens »</i> .....	154
4. – <i>Le peuple</i> .....	155
5. – <i>L'opportunisme des « honnêtes gens »</i> .....	157
1864-1866. – LE « CATÉCHISME ».....	159
1866. – PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE-SOCIALE ITALIENNE .....	174
1867. – LIBERTÀ E GIUSTIZIA .....	181
DU RÉVISIONNISME.....	185
DU RADICALISME AU SOCIALISME.....	187
UN CONGRÈS PUBLIC ?.....	189

1867. – FÉDÉRALISME, SOCIALISME ET ANTITHÉOLOGISME : DERNIÈRE TENTATIVE DE RALLIER LES DÉMOCRATES .....	194
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>198</b>
<b>DOCUMENTS.....</b>	<b>201</b>
AVERTISSEMENT .....	201
1865. – LETTRE À KARL MARX .....	202
1865. – ARTICLES POUR IL POPOLO D’ITALIA .....	203
1866. – LA SITUATION ITALIENNE .....	216
1868. – LA SITUATION 2 .....	230
1866. – PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE ITALIENNE .....	241
1867. – LETTRE AU <i>KOLOKOL</i> .....	249
1867. – EXTRAIT D’UNE LETTRE AU <i>KOLOKOL</i> .....	252
1867. – LA QUESTION SLAVE.....	255
1867. – RÉPONSE DE BAKUNIN À HERZEN .....	259
1867. – ESSENCE DE LA RELIGION .....	262
1867. – ESSENCE DE LA RELIGION .....	266
1866. – LE CATÉCHISME RÉVOLUTIONNAIRE. – PRINCIPES ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE .....	272

**D**ans les années soixante du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas de « mouvement » anarchiste à proprement parler, mais c'est une période déterminante pour la constitution de la doctrine. Proudhon, qui meurt en 1865, a développé un grand nombre de thèmes qui seront ceux de l'anarchisme, mais il ne laisse pas d'organisation politique s'attachant à son nom. Des hommes se réclameront de lui dans l'Association internationale des travailleurs, fondée en 1864, mais ils constitueront plutôt l'aile droite de l'organisation. L'extrême complexité de la pensée du Bisontin s'accorde difficilement aux inévitables simplifications que nécessite la propagande politique.

L'Association internationale des travailleurs sera le témoin d'un affrontement qu'on a trop rapidement attribué à une opposition – de personnes ou d'idées – entre Bakounine et Marx : en réalité il n'y a jamais eu de « débat » entre les deux hommes, si on entend par là un affrontement contradictoire d'idées.

Bakounine a abondamment commenté la pensée et l'action de Marx, mais ce serait une grave erreur de penser qu'il était en opposition systématique avec tout ce que disait l'auteur du *Manifeste*. Il faisait le tri et ne se privait pas de souligner les points sur lesquels il était d'accord avec Marx. Ce dernier en revanche n'a jamais exposé publiquement ce qui l'opposait au révolutionnaire russe. Néanmoins, les thématiques opposées que les deux hommes, mais surtout les deux courants du mouvement ouvrier dont ils étaient la personnification, vont formuler seront bien celles de l'anarchisme et du marxisme.

Bakounine, qui ne devient « anarchiste » qu'en 1868, ne se qualifie pas d'anarchiste mais de collectiviste ou de socialiste révolutionnaire. Ce n'est que rarement qu'il revendique le terme d'« anarchiste ». Le courant qui se réclame de lui se dira aussi « anti-autoritaire », expression dont le sens a dévié ensuite, mais dont le contenu sémantique était alors celui d'« anti-bureaucratique ». Le mouvement *anarchiste* à proprement parler n'apparaîtra qu'après la dissolution de l'Internationale, comme dérive dégénéréscente du courant « anti-autoritaire ». Nous nous expliquerons en temps voulu sur cette hypothèse qui, on le devinera, ne fait pas l'unanimité dans le mouvement libertaire.

La période qui nous concerne dans le présent volume est celle de la transition entre l'action pour la révolution démocratique dans les pays slaves et la période où Bakounine devient un militant dont le champ d'action est, exclusivement ou presque, le mouvement ouvrier. La transition est graduelle : on verra que si certains thèmes « anarchistes » se trouvent déjà dans son discours pré-anarchiste, il expose aussi des options qui sont loin d'être « anti-autoritaires ».

## 1. – « Le reflux est fini »

Après son évasion de Sibérie, en 1861, et un périple de cinq mois par le Japon et les États-Unis, Bakounine arrive à Londres le 14 décembre 1861. En cette période de réaction qui a suivi l'échec des révolutions de 1848-1849 en Europe, Londres est devenu le centre de ralliement des réfugiés politiques – du moins de ceux qui ne sont pas en prison. Bakounine y retrouve nombre de quarante-huitards qu'il a fréquentés pendant cette période <sup>1</sup>.

Alors qu'il était emprisonné, un certain Urquhart, proche de Marx, avait diffusé des calomnies infâmes contre lui ; Mazzini <sup>2</sup> et Aurelio Saffi <sup>3</sup> l'avaient fermement défendu. A Londres, Bakounine leur rend visite. Peu après son arrivée en Angleterre, les mêmes calomnies furent publiées, sans signature mais émanant sans doute du même Urquhart <sup>4</sup> ; Bakounine fit sa-

---

<sup>1</sup> Bakounine raconte les événements qui ont conduit à son arrestation dans sa « Lettre sur la Russie », cf. *infra*, « Documents ».

<sup>2</sup> *Giuseppe Mazzini* (1805-1872), patriote et républicain révolutionnaire italien qui lutta passionnément pour la réalisation de l'unité italienne. Bien que Bakounine fût en désaccord avec lui sur presque tout, et en particulier sur sa vision mystique du monde, il le respectait. Mazzini avait défendu Bakounine contre les calomnies de Marx. Lors de son séjour en Italie, le révolutionnaire russe combattit la politique mazzinienne. Bakounine rompit cependant avec lui lorsque Mazzini condamna la Commune de Paris.

<sup>3</sup> *Aurelio Saffi* (1819-1880), patriote italien, écrivain et partisan de Mazzini. Bakounine le rencontre au printemps de 1862. Saffi fut membre de l'éphémère triumvirat de la république romaine en 1849. De retour d'exil en 1860, il devint directeur du *Popolo d'Italia*, le journal mazzinien. Il est élu au parlement italien en 1861.

<sup>4</sup> *David Urquhart* (1805-1877). – Urquhart était un personnage curieux. C'était un diplomate spécialiste des affaires russes, qui haïssait féroceement les Russes et vouait aux Turcs une admiration sans bornes. Il publia un violent pamphlet anti-russe : *England, France, Russia and Turkey*. Il fonda un journal en 1855, le *Free Press*, renommé en 1866 le *Diplomatic Review*. Il partageait avec Marx la russophobie et l'opposition au ministre britannique Palmerston – c'était d'ailleurs là leurs seuls points d'accord. Marx collabora aux journaux d'Urquhart et autorisa *The Free Press*



voir qu'il y répondrait non plus la plume à la main mais avec la main, sans la plume<sup>1</sup>. Le calomniateur se calma.

Les ouvriers anglais, en revanche, ne s'y trompèrent pas, qui lui manifestèrent leur sympathie, comme en témoigne une lettre de Bakounine, extrêmement concise mais étonnamment prophétique :

« Réponse à une députation d'ouvriers anglais,  
« *The Cosmopolitan Review*, 1<sup>er</sup> février 1862, Londres

« Amis,

« Je suis profondément touché par cette manifestation de sympathie de votre part que je n'espérais pas avoir méritée. Je l'attribue à l'instinct démocratique qui vous permet de reconnaître un ami, même en un étranger, parce qu'il est un ami dévoué à notre cause commune. Et en effet, aussi loin que je puisse m'en souvenir, je me suis passionnément dévoué à la cause de l'émancipation sociale et économique de l'humanité. Je n'ai pas réussi à faire grand-chose. La prison et l'exil m'ont privé de douze années de vie et d'activité. Mais tout ce qui me reste de vie et de force sera consacré à notre grande cause. Le temps est venu où le peuple russe, endormi depuis si longtemps, s'éveillera et ne s'endormira jamais plus. Nous, les Russes, savons tout ce qui dépend de cette lutte pour l'émancipation du travail, mais nous savons aussi que sa force n'est pas destructrice, mais productive. Nous sommes persuadés que l'élément Russe apportera une nouvelle idée à la grande question sociale et que la nation Russe trouvera à son tour sa place au nombre des nations qui aspirent à la pleine émancipa-

---

à publier, sous forme de tracts, plusieurs de ses articles parus dans le *New York Daily Tribune*. « Ces pamphlets anti-Palmerston eurent des tirages atteignant jusqu'à 15 000 ou 30 000 exemplaires et connurent un grand retentissement », écrit Franz Mehring dans sa biographie de Marx.

<sup>1</sup> Lettre au *Working Man*, 12 mars 1862 : « Monsieur, – Mon ami M. Herzen m'a communiqué votre aimable lettre et les articles infâmes qu'un auteur anonyme (payé pour cela ou n'ayant pas reçu de récompense) a écrit à mon sujet dans le *Free Press*.

« Je vous remercie sincèrement d'avoir attiré mon attention sur ces écrits. Je ne m'abaisserai pas à réfuter ce tissu de mensonges. Il est des rectifications que l'on ne fait pas la plume à la main, mais de la main seule.

« Je compte publier sous peu un bref compte rendu des plus importants événements de ma vie politique. Ce sera, je l'espère, pour tous ceux qui ne me connaissent pas suffisamment la meilleure réponse à toutes les calomnies.

« Recevez, cher Monsieur, l'expression de ma plus chaleureuse sympathie.

« Avec mes meilleurs sentiments...

« Michail Bakounin. »

tion de l'humanité et tendent une main fraternelle à ceux qui travaillent à notre cause commune. »

L'évadé est reçu à bras ouverts par Herzen et Ogarev. Bakounine n'est plus l'aristocrate dandy qu'ils ont connu. Il a vieilli et grossi, il est débraillé, mais les conditions terribles de son incarcération n'ont pas affecté son esprit. Et son appétit d'ogre n'a pas changé. Après les effusions d'usage, Bakounine demande : « Y a-t-il des huîtres, ici ? »

Herzen s'était établi à Londres en 1852 après l'échec de 1848. Pendant un séjour en France il avait collaboré à la *Voix du peuple* de Proudhon. Banni de Russie, il n'avait plus aucun contact direct avec son pays.

Après la guerre de Crimée et la mort de Nicolas I<sup>er</sup>, un vent de libéralisme souffla en Russie. Herzen fonda en 1855 une revue, *l'Etoile polaire*, puis en 1857 le *Kolokol* (La Cloche) qui aura une importante diffusion auprès de l'émigration russe et en Russie même, en particulier auprès des couches dirigeantes du pays. On dit que le tsar Alexandre II lui-même lisait la revue, qui devint le porte-parole du libéralisme. A l'Ouest, la réaction victorieuse après les révolutions de 1848 est de nouveau menacée partout : Garibaldi a abattu le royaume des Deux-Siciles. Bismarck est en mauvaise posture. L'empereur d'Autriche accorde une constitution. En France Napoléon III est obligé de faire des concessions ; le mouvement ouvrier conquiert le droit de grève. Ce qui fait dire à Bakounine : « Le reflux est fini, la haute marée va commencer. »

### « Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves »

Bakounine a pu constater la présence et l'impact du *Kolokol* jusqu'en Sibérie. A peine arrivé à Londres, il présente à ses amis un texte qui sera publié dans leur revue le 15 février : « Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves ».

« Me voilà libre, enfin, après huit ans d'emprisonnement dans différentes forteresses et quatre ans d'exil en Sibérie. L'âge m'est venu, ma santé s'est délabrée, j'ai perdu cette élasticité des membres qui donne à l'heureuse jeunesse une force invincible. Mais j'ai gardé le courage de la fière pensée et mon cœur ; ma volonté, mon âme sont restées fidèles à mes amis et à la grande cause de l'humanité. »

Herzen est quand même un peu inquiet, avec raison. A peine arrivé, le révolutionnaire bouscule tout le monde et pousse son entourage à l'action, reproche au *Kolokol* d'être trop modéré, propose de créer une société secrète et entend promouvoir l'émancipation de tous les Slaves en général et des Polonais en particulier.

Dans le premier texte publié après son évasion, Bakounine n'y va pas par quatre chemins. Il trace clairement sa voie : la liberté des Russes, des Polonais et de tous les Slaves. Cette libération passe par la liquidation du régime tsariste que le révolutionnaire russe qualifie lui-même d'« allemand ». L'idée que le système politique russe est « allemand » revient constamment dans l'œuvre de Bakounine, qui oppose la monarchie, d'origine allemande, au peuple, qui est slave. Bakounine veut-il expliquer que le système politique russe n'est plus viable ? Il déclare que « les colonnes allemandes qui soutenaient l'empire fondé par Pierre sont pourries »<sup>1</sup>. De même, la Pologne est dominée par trois gouvernements *allemands* – c'est-à-dire la Prusse, l'Autriche et la Russie politiquement assimilée à un régime « allemand » : « Les efforts réunis des trois gouvernements allemands, ceux de Berlin, Vienne et Pétersbourg peuvent seuls la tenir sous un joug qu'elle hait. » « Nous ne devons plus, ajoute-t-il, être les Allemands de St. Pétersbourg »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.

<sup>2</sup> *Ibid.* Cette idée du caractère germanique du pouvoir en Russie était dans l'air du temps. En 1854, un livre était paru dans lequel on pouvait lire notamment les propos suivants :

« ...c'était bien un prince allemand, c'était le fils d'un duc d'Allemagne, tout pénétré de l'esprit, des mœurs, des institutions de son pays, qui allait inaugurer la troisième dynastie des tsars [*dont les deux précédentes, précise l'auteur, étaient également allemandes*]. Le prince dont je parle était le duc Charles-Pierre-Ulric de Holstein-Gottorp, dont le père, Charles-Frédéric, dépouillé d'une partie de ses états, à la suite des guerres de la Suède et de la Russie, avait cru se dédommager en épousant une fille du tsar victorieux. Le jeune duc était donc par sa mère le petit-fils de Pierre le Grand, le cousin de Pierre II, qui avait, succédé à Catherine, et le neveu de la tsarine Elisabeth; mais il était en même temps par son père le neveu du roi de Suède Charles XII, il était avant tout prince de l'empire d'Allemagne, et, malgré les liens qui l'unissaient aux tsars, il manifestait une aversion profonde pour la Russie et l'esprit russe. » [...]

« La grande habileté de Catherine II fut d'employer les généraux et diplomates allemands, tout en laissant aux vieux Russes (*Alt-Russen*) l'apparence de la faveur et du pouvoir. On sait que Catherine II était Allemande. Fille d'un prince d'Anhalt-Zerbst, elle avait été mariée par Frédéric le Grand lui-même au duc de Holstein-Gottorp... » [...]

« Catherine cependant savait bien que ses fonctionnaires allemands étaient ceux qui rendraient le plus de services à l'Etat : les Orlof étaient environnés de lieutenants étrangers qui menaient à bien les projets de l'impératrice sans leur enlever l'honneur du succès, et c'est ainsi que deux Allemands, le général Bauer et le diplomate Assebourg, remportaient des triomphes qui ne réveillaient plus les haines de race. Pour introduire l'élément germanique en Russie, Pierre le Grand avait brisé toutes les résistances : l'égorgement des Strélitz et le supplice même

Bakounine reconnaît tout de même que c'est un État à la sauce tatare, oserions-nous dire : « Notre monde officiel, toute notre actualité ne sont rien autre qu'un amalgame d'arbitraire tartare et de formes allemandes. Renvoyons nos Tartares en Asie, nos Allemands en Allemagne. » Ces propos, qui frisent de très près la xénophobie, se fondent sur l'idée fortement enracinée chez Bakounine qu'il y a une coupure irrémédiable entre la monarchie russe, qualifiée d'allemande, et le peuple qui conserve les qualités idéalisées des slaves. Exprimée ici par des jugements à l'emporte-pièce, l'idée sera affinée plus tard dans sa période libertaire.

L'article pour le *Kolokol* contient une analyse de la situation générale de l'Europe qui émerge de douze années de réaction féroce et qui se trouve à un nouveau tournant de son histoire :

« Le monde s'est reposé, a regagné la conscience de soi-même, et repris des forces pour rentrer dans la voie de l'avenir. L'Italie, que nous aimons tous, est ressuscitée, l'édifice de la monarchie Habsbourg-Lorraine est ébranlé – cette lourde pierre qui pèse sur la poitrine des peuples qui reviennent à la vie, – et menace ruine sous les coups des Italiens, des Magyars et des Slaves. Semblable à l'Autriche, nous voyons, tremblant sur ses fondements et prêt à tomber – son ennemi d'autrefois et maintenant son unique allié – son camarade d'âge, de craintes et de douleur, l'Empire ottoman, qui n'est pas moins barbare qu'elle, mais peut-être plus honnête – et des ruines de ces deux empires naîtront, pour une vie nouvelle, une large liberté – les élus de la nouvelle civilisation : les Italiens, les Grecs, les Roumains, les Magyars et la grande nation slave réunie par les liens d'une fraternité commune. Maintenant la Pologne renaît. La Russie aussi ressuscite <sup>1</sup>. »

Avec des accents un peu hégéliens, il ajoute : « Oui, nous vivons dans une grande époque. Un nouvel esprit semble avoir soufflé sur les nations endormies, il appelle les peuples vivants à l'action et creuse une tombe aux mou-

---

de son fils disaient assez clairement jusqu'où irait son implacable volonté ; Catherine II avait marché au même but, mais par des voies tortueuses, et obligée, en qualité de princesse allemande, de dissimuler sa politique, elle s'était appliquée à relever l'orgueil moscovite sans cesser de mettre à profit la science et le talent des étrangers. Comment s'étonner que la princesse d'Anhalt-Zerbst, la femme du duc de Holstein-Gottorp, soit devenue, aux yeux de la Russie enivrée, le plus grand et le plus glorieux des vrais chefs nationaux ? » (*Les Allemands en Russie et les Russes en Allemagne*, Saint-René Taillandier, *Revue des Deux Mondes*, T.7, 1854.)

<sup>1</sup> « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.

rants. » Le voilà donc prêt à reprendre le combat pour la libération des Slaves. La Russie est à la veille d'une révolution, affirme Bakounine dans le même article. Après la guerre de Crimée, un renouveau est apparu dans ce pays.

« La Russie a pu respirer après les trente années du règne de Nicolas. Elle a proclamé avec toute l'énergie de la jeunesse combien une régénération était indispensable. C'était un beau moment – tout respirait une vie nouvelle, tous avaient secoué leur torpeur – on n'avait même pas de haine pour le passé, on ne regardait que l'avenir, on croyait, on aimait. »

Le début du règne d'Alexandre II est marqué par un désir de réformer et moderniser la société ; ces réformes étaient conditionnées à l'abolition du servage. En juin 1858, un oukase avait lancé les réformes dans les terres domaniales. Le problème était soumis à des comités de la noblesse, laquelle était hostile, traitant le ministre de l'Intérieur de « socialiste ». Dans le nord de la Russie et dans les pays baltiques, les propriétaires terriens voulaient bien libérer les serfs mais en gardant la terre, ou en la leur vendant très cher. Les propriétaires de terres à blé étaient surtout soucieux de garder à leur disposition une nombreuse main-d'œuvre paysanne.

L'intelligentsia russe s'enthousiasma un temps pour ces réformes : Herzen s'écria à propos de l'émancipation des serfs : « Tu as vaincu, Galiléen ! » Quant à Tchernichevsky, il salua l'initiative du tsar en déclarant : « L'abolition du servage couronne l'époque d'Alexandre de la plus belle gloire du monde. » Pourtant, le bilan de la réforme fut plutôt négatif : si les quelque 20 millions de serfs de l'État et les 900 000 serfs des apanages, dont le sort fut définitivement réglé en 1865, furent traités à peu près équitablement, les 22 millions de serfs mâles qui étaient la propriété des nobles avaient, pour 42 % d'entre eux, reçu des parts notoirement insuffisantes.

L'émancipation des serfs se soldera par un ensemble de demi-mesures qui ne satisferont personne. Le tsar nomma à la tête de la commission de 1860 le grand-duc Constantin Nicolaïevitch, qui fit réduire les parcelles paysannes ; on n'enlèverait aux nobles qu'un tiers de leurs terres. Le grand-duc signa un statut du paysan libéré du servage : les serfs utilisés comme domestiques seraient émancipés sans bourse déliée dans un délai de deux ans. Pour les autres, qui constituaient l'immense majorité, la question de fond était la terre. Une partie des terres seigneuriales devaient être cédées aux serfs pour qu'ils puissent assurer leur subsistance. L'étendue de ces parcelles variait selon qu'il s'agisse de terres noires, de terres non fertiles ou de steppes : il y avait seize catégories. Sous l'euphémisme d'« obligation temporaire », le serf devait racheter la terre dans un délai de vingt ans ; s'il renonçait à ce rachat, il recevait gratuitement le quart de cette parcelle, qu'on appela par

dérision « la part du mendiant ». En 1881, les rachats avaient tellement traîné en longueur qu'on dut les rendre obligatoires.

Enthousiastes au début, les démocrates déchantèrent. Quant aux moujiks, ils s'estimèrent trompés parce que dans leur esprit la terre n'appartenait à personne et qu'il aurait dû y avoir une redistribution périodique en fonction de l'augmentation de la population paysanne. Ces redistributions, lorsqu'elles eurent lieu, se firent sans augmentation de la superficie totale. La réforme aboutit à une immense déception parmi les serfs libérés : d'importantes révoltes éclatèrent, suivies de répressions féroces. Les nobles étaient furieux parce que les indemnisations qu'ils reçurent n'étaient à leurs yeux pas suffisantes. Cette classe était lourdement endettée. Comme leurs serfs faisaient partie de leur patrimoine, ils pouvaient, comme n'importe quel bien, les hypothéquer. Ainsi, en 1861, 70 % des serfs étaient-ils hypothéqués. Les nobles ne pouvaient garder les terres qui leur restaient et les louaient aux paysans. Des bandes de spéculateurs apparurent qui achetaient les terres des nobles et les revendaient aux paysans. A la veille de la révolution russe, la noblesse avait ainsi perdu la moitié des terres qui lui étaient restées après l'émancipation des serfs <sup>1</sup>.

Les serfs n'appartenant plus aux seigneurs, le droit de police passa aux communes rurales. L'abolition du servage aboutit ainsi à une modification de l'administration locale. La justice locale passa à des tribunaux à compétence limitée, au-dessus desquels siégeaient des tribunaux de canton.

Si la Russie est à la veille d'une révolution, il faut maintenant passer à l'action : « Que faire ? », demande Bakounine <sup>2</sup>. Tout le monde sait qu'on ne peut garder les choses en l'état. La Russie s'écroulera, mais ses adversaires ne doivent pas se réjouir : même séparée de la Pologne, de la Lituanie, de la Russie blanche et de la Petite-Russie, de la Finlande, des provinces baltes, de la Géorgie, il restera le peuple grand-russien fort de quarante millions, « un peuple plein de force, de sagacité, de talents, presque intact, non affaibli par

<sup>1</sup> En 1907 Lénine rédigea un document intitulé « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 », qui ne sera publié qu'en 1917, et qui est en fait une longue monographie – plus de 200 pages – extrêmement détaillée dans laquelle il analyse les données statistiques de l'agriculture russe ; il y dresse un tableau précis de la structure de la propriété foncière et des classes sociales dans la société agraire en Russie. Ce document est très utile pour comprendre la situation de la paysannerie sous le régime tsariste. (Lénine, *Œuvres complètes*, éditions de Moscou, tome XIII, pp. 229-452. – Cf. également René Berthier, *Octobre 1917, le Thermidor de la révolution russe*, pp. 206-232.)

<sup>2</sup> « Que faire ? Où aller ? Que désirer, demander ? Mille questions surgissent, et chaque question avait mille nuances. » (« Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.)

l'histoire et qui, on peut le dire, n'a fait jusqu'à présent que se préparer à une vie historique ». Dans le schéma hégélien de civilisations qui successivement s'effondrent et naissent, le peuple grand-russe serait donc à l'aube de son existence historique, plein de vigueur et de promesses. Ce peuple a gardé ses institutions sociales et économiques purement slaves. « Lui seul, entre tous les peuples slaves, sut garder son intégrité, ne fut pas englouti par l'Europe et prouva sa force. » L'opinion de Bakounine sur les institutions propres au peuple russe se modifiera considérablement par la suite. Dans sa période libertaire, il considérera que le *mir* ne peut conduire qu'à la stagnation.

Le peuple russe, affirme Bakounine, est aujourd'hui dominé par un système politique qui l'écrase ; le système monarchique russe est pratiquement assimilé à une occupation étrangère subie par le peuple – Bakounine parlera des « empereurs pétersbourgeois, allemands, les Holstein-Gottorp » ; le peuple russe, par nature pacifique, soutient cependant la dynastie en place en cas de guerre parce que celle-ci permet aux Russes d'être le seul peuple slave indépendant. Bakounine ne semble pas conscient d'un paradoxe dans son raisonnement : on ne peut pas à la fois reprocher à la monarchie des « Holstein-Gottorp » (les Romanov), d'origine allemande <sup>1</sup>, d'avoir mis en place un appareil d'État d'essence germanique et se réjouir que les Russes, qualifiés de pacifiques paysans incapables de bâtir un État, soient le seul peuple slave indépendant. L'idée qui vient immédiatement à l'esprit est que l'un explique l'autre. C'est une contradiction qui ne quittera jamais Bakounine.

Dans ce texte, Bakounine fait un saisissant portrait d'une société russe au bord de l'effondrement, dans laquelle « le mensonge est partout et en toute chose » et le bureaucrate – le *tchinovnik* <sup>2</sup> – corrompt tout. « Est-il donc possible que, dans les questions soulevées maintenant par le gouvernement, questions qui concernent l'affranchissement des serfs et l'abrogation du pouvoir des seigneurs, le noble-*tchinovnik* agisse contre lui-même, c'est-à-dire contre le noble-seigneur de village » ?

La noblesse est « prédestinée à une fin inévitable » ; une minorité d'entre elle « devra fusionner avec le peuple, se perdre dans ses rangs ». Aujourd'hui la force ne repose plus dans le tsar mais dans le peuple : « La no-

---

<sup>1</sup> Rappelons que Catherine II était une princesse allemande. De fait, la famille impériale russe se trouvait liée à la plupart des familles princières allemandes.

<sup>2</sup> Le *tchin* est une hiérarchie fondée par Pierre le Grand qui renferme tous les employés de l'État (*tchinovniks*) quelle que soit la branche de service et d'administration à laquelle ils appartiennent. Tout noble dont le père et le grand-père n'ont pas servi l'État dans le *tchin* et qui n'est pas lui-même *tchinovnik*, est déchu de la noblesse.

blesse n'a, dans les tourments sociaux qui nous menacent, d'autre ancre de salut que l'abolition non seulement des privilèges nobiliaires, privilèges ridicules et absurdes, mais aussi de tous les signes et conditions extérieurs de l'existence de la noblesse, oui, même de son nom. » La majorité de la noblesse ne comprendra cela que « quand le fer de la hache brillera au soleil ». Aucune classe en Russie – noblesse, clergé, bourgeoisie – ne peut vivre de sa propre vie. Il n'y a de vivace que le peuple. Il y a cependant une force qui n'est pas représentée par une classe à proprement parler mais qui constitue une communauté, celle des hommes de pensée et de bonne volonté appartenant à toutes les couches de la population, qui ont souvent brisé avec leurs positions de classe et qui sont prêts à se sacrifier pour l'avenir.

« Ils ont les instincts du peuple, les écoutent et vivent dans leur milieu comme mus par une seule pensée, une seule passion, une seule volonté. Leurs rangs se grossissent de tout ce qui est fort, jeune, de ce qui porte en soi le germe de l'avenir, de ce qui souffre et attend sa délivrance, de tout ce qui a une volonté, et ces nouvelles recrues sortent indifféremment des rangs de la noblesse et des paysans, des penseurs et des *raskolniks* <sup>1</sup>. Leur arme, c'est la parole vivante <sup>2</sup>. »

Bakounine donne ainsi la composition sociale des militants de l'ensemble des partis qui s'affronteront pour le pouvoir en 1917. Il propose un programme en trois points :

1. Estimant que toutes les tentatives de réformes venant du pouvoir sont vouées à l'échec et hâteront sa chute, il ne faut pas, dit-il, s'en mêler. Il faut au contraire former un parti national, une force réelle en dehors et contre le pouvoir officiel, avec des cercles, recruter parmi ceux qui, indépendamment de leur appartenance sociale, veulent un changement de régime, « pour savoir sur qui nous avons à compter, quand viendra le temps de l'action ». Il faut rassembler des moyens, se cotiser « pour pouvoir publier et répandre

---

<sup>1</sup> Schismatiques, dissidents. Terme générique employé pour désigner les dissidents de l'Église établie qui voulaient conserver les formes initiales du rite byzantin. Ils étaient opposés à toute réforme de l'Église orthodoxe.

Le *raskol* désigne la scission qui survint au sein de l'Église orthodoxe russe en 1666-1667. En 1652 le patriarche de Moscou Nikon entreprit d'établir la suprématie du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel et de réformer l'Église orthodoxe russe. Des millions de fidèles, qu'on appelle « vieux-croyants » ou *raskolniks*, se trouvèrent ainsi séparés du patriarcat orthodoxe de Moscou. Comme les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle, Bakounine identifie le mouvement avec la lutte des communes contre l'Etat centraliste, de la démocratie contre le servage.

<sup>2</sup> « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.



dans notre patrie le plus possible de brochures et d'autres imprimés, afin de former une masse de cercles actifs dans toute la Russie et les réunir en une seule société ». En résumé, il propose de constituer un parti politique.

2. Il faut également définir et faire connaître les objectifs de l'organisation : le pouvoir au peuple, la terre, la totalité de la terre, et la liberté. La terre doit être la propriété commune de tous.

La liberté implique celle de circuler librement, sans restrictions, de s'associer, de croire, de se réunir. Naïvement, Bakounine semble penser que les restrictions à la circulation des paysans et de la bourgeoisie empêchaient que s'établissent des passerelles entre ces deux classes et que la liberté de circulation permettra une certaine mixité sociale :

« Le monde russe n'aura alors que deux classes : la classe bourgeoise et la classe villageoise : ce ne seront pas même des choses, mais seulement des différences de population et non pas des différences pétrifiées comme à l'Occident, mais bien se confondant par la libre transmigration des villageois dans la bourgeoisie et de celle-ci dans la population rurale. »

Pourtant, en Occident la liberté de circulation existait bien, mais pas la « transmigration » entre les classes. Bakounine semble penser qu'elle serait possible en Russie...

Le ciment de cette organisation sera « la libre confédération des sociétés indépendantes, en commençant par la commune – cette unité politique et sociale, la pierre angulaire du monde russe, – et allant jusqu'à une administration provinciale, générale pour l'État entier, et – si vous voulez – fédérative pour tous les Slaves ».

3. Le troisième point est la solidarité avec les Slaves, et en particulier les Polonais. L'oppression de la Pologne par la Russie a des effets terribles sur le peuple russe. « Tant que nous imposons notre joug à la Pologne, il nous faut entretenir une immense armée, ruineuse pour le peuple, et qui, ayant appris en Pologne à massacrer sans pitié, devient une excellente arme pour l'oppression intestine. » L'oppression des Polonais est donc un facteur d'oppression du peuple russe lui-même. Il y a cependant une difficulté : les Polonais, tout opprimés qu'ils sont, ont des prétentions territoriales. Ils sont tournés vers un passé révolu, une grandeur évanouie : ils ont tort, dit Bakounine : « Et malheur aux peuples – de même qu'aux individus – qui contempnent trop et trop longtemps leur passé : ils affaiblissent leur présent et leur avenir. » Si l'idée que la Pologne doit être libre est maintenant largement répandue en Russie, la question qui se pose est : comment l'affranchir ? Car, dit Bakounine, « il se peut bien que les Polonais demandent trop ».

L'ancien royaume de Pologne était un « État chevaleresque et aristocratique », et démocratique dans le sens antique. La démocratie s'exerçait entre nobles. « Il suffisait donc autrefois que toute contrée où l'aristocratie et la *chliachta* étaient composées de Polonais fût supposée polonaise, à quelque nationalité que pût appartenir le peuple. C'était naturel alors, car dans ces temps-là le peuple ne comptait pour rien. » Aujourd'hui les peuples demandent l'indépendance : il n'est plus possible de concevoir une Pologne réclamant des droits historiques sur des territoires tels que la Lituanie, la Russie-Blanche, la Livonie, la Courlande et l'Ukraine – territoires qui sont occupés par la Russie. Or les Polonais « ne se contentent pas du royaume de Pologne, ils veulent avoir des prétentions historiques à la Lithuanie, à la Russie-Blanche, en y comprenant Smolensk, à la Livonie, à la Courlande, à toute l'Ukraine, sans excepter Kiev. En un mot ils voudraient rétablir le royaume polonais dans ses anciennes limites <sup>1</sup>. » Les peuples de ces régions, qui ne sont pas indépendantes, et alors même que la Pologne non plus n'est pas indépendante, devront choisir leur destin :

« Je pense que les Polonais sont dans l'erreur quand ils annexent d'avance l'Ukraine sans consulter les Ukrainiens et se basant sur leurs droits historiques seuls. Je pense que l'Ukraine polonaise, de même que les Russiens de la Galicie et notre Petite-Russie – comptant quinze millions d'habitants qui parlent la même langue, ont la même religion, n'appartiendront ni à la Pologne, ni à la Russie, mais à eux-mêmes. Je pense que toute l'Ukraine, de même que la Russie-Blanche, – la Courlande et la Livonie – qui ne sont pas des provinces allemandes mais finno-lettonnes, la Lituanie même seront, ainsi que la Russie, la Pologne et les nations slaves qui peuplent l'Autriche et la Turquie, des membres autonomes de la grande confédération panslaviste. »

Bakounine soulève une question parfaitement actuelle, qui a été maintes fois posée, que Marx Ferro a traitée, celle de l'appartenance de la Russie à l'Europe <sup>2</sup>. Bakounine apporte à cette question une réponse politique, en disant que « les limites de l'Asie sont là où commencent l'arbitraire et la

---

<sup>1</sup> Bakounine, 1862 : « Aux Russes, Polonais et tous mes amis Slaves. »

<sup>2</sup> « S'interroger sur l'euroanéité des Russes m'apparaît scandaleux dans la mesure où il s'agit du peuple le plus culturel de notre continent. Les auteurs russes ne cessent d'être joués sur les scènes de théâtre et je ne sache pas de pays qui connaisse mieux la littérature européenne dans sa diversité. Alors, l'Europe jusqu'où ? Non pas jusqu'à l'Oural mais jusqu'à Vladivostok, jusqu'à l'extrémité orientale de la Sibérie. » (« Conscience européenne : mythe ou réalité ? » interview pour Label France, propos recueillis par Daniel Bermond, journaliste aux revues *l'Histoire* et *Lire*.)

violence » et que, à ce titre, l'Asie gouverne l'Empire russe : « devenons un peuple libre et véritablement russe et alors soyez sans crainte, personne n'aura la force, ni la volonté de nous repousser hors de l'Europe. » Ainsi, l'appartenance à l'Europe n'est pas un tant un fait géographique qu'un fait politique. Cette réflexion reste aujourd'hui remarquablement actuelle.

« Une seule rivalité entre la Russie et la Pologne est maintenant permise, la rivalité de force attractive envers les populations qui vivent dans leur milieu. Elles se pencheront du côté qui prendra le dessus par sa vie intellectuelle, elles se rallieront au parti qui leur octroiera la plus large liberté. » ... « S'ils veulent enfin se séparer et vivre en état tout à fait indépendant, qu'ils se séparent <sup>1</sup>. »

Conscient qu'il y a entre Russes et Polonais des torrents de sang, Bakounine conclut son texte en reconnaissant que ces derniers sont légitimement méfiants. Les mots, quelque chaleureux qu'ils soient, ne suffisent pas pour laver les crimes des gendarmes, des généraux, des fonctionnaires, des officiers et des soldats russes. C'est pourquoi il faut des actes, et Bakounine demande : « La Pologne nous tendra-t-elle la main au moment de l'action ? » Dans ce premier texte publié après son évasion, il n'y a aucune place pour une évolution progressive et pacifique du système en Russie. Or les rédacteurs du *Kolokol* pensaient que pour conserver leur statut implicite d'arbitre, il convenait de garder un ton modéré dans leurs critiques. Herzen, émigré à Londres, pense que l'opposition entre le tsar et son peuple n'est pas irréductible et que les réformes d'Alexandre II sont un début : il suffirait d'en appeler à la bonne volonté du tsar pour aller plus loin.

En Sibérie, Bakounine avait eu de la Russie une vision plus proche de la réalité. Il avait constaté lui-même, sur place, une nette évolution dans le pays : « Avec le nouveau règne est née une vie nouvelle dans tout l'Empire, et la Russie dans son ensemble a tressailli et répondu à l'appel en faveur de la rénovation ; partout a résonné la parole vivante et s'est éveillée l'initiative civique », écrit-il de Sibérie <sup>2</sup>.

« Sans parler des comités sur la question paysanne appelés à édifier un monument d'une grandeur sans pareille en vue de la grandiose Libération d'un grand peuple, combien d'autres entreprises importantes ont vu le jour en Russie ces dernières années : banques dans les villes et villages ayant pour but de promouvoir le crédit et les moyens propres à assurer

---

<sup>1</sup> Bakounine, « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.

<sup>2</sup> Bakounine, « Amur, quelques mots sur la vie sociale d'Irkutsk », 11 avril 1861, Irkutsk.

l'épanouissement économique, sociétés littéraires et savantes, sociétés pour la propagation de l'instruction, écoles spéciales, commerciales, agricoles, artisanales, gymnases de filles et avant tout écoles populaires gratuites du dimanche et des jours de semaine. La Russie semblait avoir senti que son principal défaut était le manque d'instruction et qu'elle avait besoin de lumière, de beaucoup de lumière et de savoir pour exécuter la digne mission que lui a imposée l'histoire et la puissance intérieure de l'esprit national. »

Bakounine connaissait beaucoup mieux que Herzen la situation intérieure de la Russie. Exilé depuis de nombreuses années, son ami de Londres était coupé de la réalité russe. Les quatre années que Bakounine passées en Sibérie lui permirent de constater les évolutions importantes qui marquaient le pays, mais il voyait aussi parfaitement les limites des réformes entreprises. Surtout, il pouvait constater à quel point les bonnes intentions affichées, confrontées à la réalité du terrain, étaient dévoyées. Selon Bakounine, la société russe avait atteint un seuil qui rendait toute réforme interne impossible. Les faits lui donneront raison cinquante ans plus tard.

Les conseils de modération de Herzen contribuèrent sans doute, un temps, à réfréner ses ardeurs révolutionnaires et son esprit critique. On parlait beaucoup d'états généraux (*Zemsky-Sobor*), de *Douma* nationale (assemblée nationale). Une délégation de la noblesse de Tver, dont faisaient partie deux frères de Bakounine, avait même présenté une supplique à l'empereur pour demander une Constitution.

### **La Cause du peuple**

Dans les appels, proclamations et textes d'analyse de Bakounine de l'époque, on peut souvent lire le mot *zemstvo*. Le statut de 1864 créa les *zemstvo*, qui sont des assemblées de district auxquelles se superposent des assemblées de gouvernement. Ils sont désignés par des électeurs censitaires répartis en trois classes : les propriétaires, les citoyens, les paysans. L'existence des paysans, totalement ignorants, était dans ces assemblées symbolique, mais comme aucune des catégories représentées n'avait la majorité, les *zemstvos* restaient subordonnés à l'administration. Néanmoins, ils jouèrent un certain rôle économique et social en créant des écoles, des dispensaires, développant la vie locale. Bakounine reprendra l'idée du *zemstvo* comme organe d'auto-administration. « Sur les ruines de l'État de Pierre le Grand, dit-il, ne peut exister que la Russie du *Zemstvo*, le peuple vivant. Il fallait déblayer la place pour le peuple. » Est-ce une préfiguration du so-

viet<sup>1</sup> ? « Pour assurer l'issue pacifique de la crise actuelle, imminente, il n'y a qu'un seul moyen : l'*Assemblée populaire du zemstvo* », dit Bakounine : « C'est l'unique moyen de sauvetage que le tsar tient entre les mains. Mais il ne veut pas l'employer. Donc, il veut le sang<sup>2</sup>. »

Bakounine est au fond absolument sceptique sur la capacité du tsar à mener des réformes, si tant est qu'il en ait réellement la volonté : c'est que l'appareil d'État, la bureaucratie, toute la société russe ont une formidable force d'inertie. Il dira, peu après avoir rédigé son texte « Romanov, Pugacev ou Pestel ? » que ceux qui croient aux réformes « ont oublié que le principal vice de notre gouvernement, vice qui le ronge et lui creuse l'abîme, c'est l'absence totale de la vérité, c'est le mensonge qui est partout et en toute chose, et ils ne pensent pas qu'un mensonge si général et radical ne peut pas exister seulement à la surface, mais doit avoir poussé ses racines dans le fond même, dans l'origine du système gouvernemental<sup>3</sup>. »

Mais pour l'instant, il se plie, sur la forme, à la position de ses amis Herzen et Ogarev qui pensent plus utile de s'adresser au tsar. C'est dans cet esprit que Bakounine rédigea « La Cause du peuple. Romanof, Pougatchev ou Pestel ? » (juin-juillet 1862), dans lequel il expose à Alexandre II les conditions qui pourraient accroître sa grandeur. La dynastie pourrait « élever la maison du tsar à une hauteur de puissance et de gloire qu'elle n'avait pas connue jusqu'à présent » : au lieu de cela, elle cherche le salut « en interrompant et non en encourageant la vie ».

« Rarement un rôle aussi grandiose, aussi bénéfique n'a échoué en partage à la maison du tsar. Alexandre II aurait pu si facilement devenir l'idole du peuple, le premier tsar russe du *zemstvo*, capable d'assurer la prospérité de son peuple non pas par la peur ni par l'ignoble violence, mais par l'amour, par la liberté. En s'appuyant sur ce peuple, il aurait pu devenir le sauveur et le chef de tout le monde slave. »

Alexandre II aurait dû libérer la Pologne « avec tous ceux qui voulaient être la Pologne ». Il aurait dû sentir que l'édifice de l'oppression ne pouvait plus durer.

---

<sup>1</sup> « Nous voulons l'auto-administration populaire, de la commune, du canton, du district, régionale et enfin du gouvernement, avec le tsar ou sans le tsar, peu importe et comme le voudra le peuple. Mais qu'il n'y ait plus de fonctionnaires en Russie et que la centralisation bureaucratique soit remplacée par la libre fédération régionale. » (« La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? »)

<sup>2</sup> Bakounine, « La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? » Londres, juin-juillet 1862.

<sup>3</sup> « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », Londres, 2 février 1862.

Dans « La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? » Bakounine écrit que par le décret du 19 février 1861 émancipant les serfs, « Alexandre II était le tsar le plus grand, le plus aimé, le plus puissant qui eût jamais régné en Russie ». Mais il comprenait si mal son peuple, « il était à ce point allemand que ce même jour, le jour le plus solennel d'entre les jours solennels de l'histoire russe, il s'est caché dans son palais et s'est entouré de gardes dans la crainte d'une révolte populaire ». Ensuite, les choses ont mal tourné : le tsar déclara au peuple avide de terre qu'il n'y aurait pas d'autre liberté ; il fit tirer sur des paysans innocents dans différents gouvernements ; il fit arrêter des nobles qui demandent une constitution. Il commit tellement d'erreurs que Bakounine le définit comme « le principal révolutionnaire de Russie »...

« Si nous désespérons d'une issue pacifique, ce n'est pas parce qu'il est trop tard, mais parce que nous avons désespéré en fin de compte de la capacité d'Aleksandr Nikolaevitch de comprendre quel est l'unique chemin sur lequel il peut se sauver lui-même et sauver la Russie. »

Il suffirait pour cela qu'il prenne la tête du mouvement de réformes. En somme Bakounine demande à Alexandre II de devenir le tsar du peuple et de se séparer de la classe dirigeante. Mais au contraire de Herzen, qui croit vraiment à l'utilité d'adresser des suppliques au tsar, Bakounine dans son texte ne propose à celui-ci, sous le couvert de monarchie constitutionnelle, rien d'autre que son suicide politique : la démarche de Bakounine n'a qu'un objectif de propagande : suppression de la noblesse, « auto-administration totale » du peuple.

Le titre même de la brochure envisage trois évolutions possibles de la politique du pouvoir en place :

1. Romanov, c'est le maintien de la politique autocratique ;
2. Pougatchev était un chef bande mi-paysan mi révolutionnaire dont les bandes résistèrent farouchement aux troupes de l'impératrice Catherine, et qui fit trembler tous les possédants en Russie. Il symbolise une révolution paysanne impitoyable, féroce, dont le souvenir faisait encore trembler la noblesse. La seule solution pour éviter cette éventualité est que le tsar adopte le programme de Pestel <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Pavel Ivanovitch Pestel* (1793-1826), issu d'une famille noble, officier, conspira en faveur d'une république, pour l'émancipation paysanne. Il participa au soulèvement des Décembristes en 1825, lors de l'avènement de Nicolas I<sup>er</sup>, réclamant une république unitaire, centraliste, égalitaire et une profonde réforme agraire avec la

3. Pestel était un authentique chef révolutionnaire, éclairé, qui avait un programme politique et qui réclamait des réformes de fond. C'était aux yeux de Bakounine un homme « d'un génie incontestable » : il « entrevit le premier la nécessité d'une révolution sociale et économique en Russie ».

Que préfère Bakounine ? « Disons la vérité ; nous suivrions plus volontiers Romanov, si Romanov pouvait et voulait se transformer de tsar pétersbourgeois en tsar du zemstvo. »

« Nous le suivrions encore parce que lui *seul* peut accomplir, achever la grande révolution pacifique sans répandre une seule goutte de sang russe ou slave. Les révolutions sanglantes, grâce à la stupidité humaine, deviennent parfois nécessaires, mais elles sont malgré tout un mal, un grand mal et un gros malheur, non seulement sur le plan de leurs victimes, mais aussi sur le plan de la pureté et de l'ampleur avec lesquelles elles touchent le but pour lequel elles se réalisent. Nous l'avons vu pour la Révolution française. »

Et Bakounine ajoute : « Notre position vis-à-vis de Romanov est claire. Nous ne sommes pas ses amis et nous ne sommes pas ses ennemis, nous sommes les amis de la cause populaire russe, de la cause slave. Si le tsar est à sa tête, nous sommes derrière lui. Mais quand il marchera contre elle, nous serons ses ennemis. » Après ce texte, Bakounine sera d'autant moins disposé à s'adresser au tsar que celui-ci fit arrêter ses deux frères, qui faisaient partie de la délégation de nobles de Tver venue demander une Constitution. A ce sujet, Bakounine écrit à sa belle-sœur, la femme de Paul, que l'arrestation de ses deux frères a suscité en lui « une douloureuse inquiétude, une inquiétude impuissante qui ne peut venir en aide, mais en même temps un sentiment de fierté, voire même de joie attristée. Honneur et gloire à eux. » Ils se sont montrés comme les « défenseurs dévoués d'un droit incontestable et sublime en même temps que de la raison politique ». C'est, dit-il encore, « uniquement par l'autosuppression de la noblesse que pourra être assuré un vaste et tranquille épanouissement de la liberté russe ». Pour se sauver, le régime en place à Petersbourg, les autorités auraient « besoin de changer de nature, pour cela elles ne possèdent ni assez de raison, ni assez de volonté et de réserves de forces vives »<sup>1</sup>. Il n'est pas certain que cette lettre ait rassuré la jeune épouse.

---

distribution gratuite des terres aux paysans. Il fut pendu le 13 décembre 1825. Ry-leieff, poète et homme d'action, fit partie de la conspiration.

<sup>1</sup> Lettre à sa belle-sœur Natal'ja Semenovna Bakunina-Korsakova, 15 avril 1862.

## L'exemple polonais

Au mois d'août 1862, Bakounine publie dans le *Kolokol* un curieux texte, « Aux frères slaves de la part de la société panslave », dans lequel commencent à poindre les éléments de ses manies de sociétés secrètes. Y est ébauchée, en même temps que l'idée d'une fédération des Slaves, l'idée d'une sorte d'association internationale des peuples. Ce texte très court d'une page contient neuf fois le mot « tribu », s'appliquant aux peuples, fait qui est tout à fait inhabituel chez Bakounine. Il faut dépasser les « malentendus » qui ont déchiré nos « tribus » et constituer une fédération slave qui seule peut résoudre des problèmes qui, autrement, deviendront insolubles. Il faut donc constituer une grande « alliance » dans laquelle les peuples jouiraient de droits égaux « sur le plan de l'originalité et de l'indépendance », respectant les particularités nationales.

Apparaissent ainsi pour la première fois des thèmes qui seront récurrents dans la politique bakouninienne :

« La représentation égale en droit des régions dans le rassemblement général de l'alliance ; la liberté et l'égalité identiques devant la loi de tous les membres de l'alliance dans chacune de ses régions, sans distinction de croyance, d'origine et de langue ; l'absence de confession officielle dominante ; l'abolition totale des différences d'état<sup>1</sup> ; la pleine liberté de pensée et de parole ; l'unité des principes dans la multiplicité des formes de gouvernement et de législation populaires ; les monnaies, les poids, les mesures uniques, la liberté de commerce et de relations ; l'unification des forces militaires et du pouvoir de liaison susceptibles de préserver l'intégrité de l'alliance volontaire contre les ennemis extérieurs et intérieurs. »

Certes, la mise en œuvre de ce plan demandera à tous de lourds sacrifices, mais, est-il affirmé, c'est la condition du développement indépendant de la force de notre « tribu » et de notre liberté commune. Sont appelés à participer à cette œuvre grandiose d'« auto-développement de leurs peuples » les autres « tribus » : celles que le destin a lié aux Slaves : Lettons, Roumains, Hongrois, Turcs et Finnois, mais aussi les peuples des autres « tribus » qui ont connu « d'autres destinées historiques », ceux qui ont « devancé les Slaves sur la voie de la liberté civique et du développement historique ».

« Aux frères slaves de la part de la société panslave » est un appel à l'action et à l'organisation. De fait, en janvier 1863 éclate l'insurrection

---

<sup>1</sup> Il faut entendre ce mot dans le sens de classe ou catégorie sociale, comme dans « tiers état », c'est-à-dire tout ce qui n'était pas aristocratie ou noblesse.



polonaise contre l'oppression tsariste. Le tsar Alexandre II avait donc commencé son règne avec de grands projets de réformes, qui se heurtaient à une obstruction systématique de toutes les couches dont elles lésaient les intérêts, à commencer par les grands propriétaires ; aussi furent-elles largement sabotées dans leur mise en application.

« Ai-je besoin de raconter ce qui est arrivé depuis ? – Ce furent d'abord d'insignifiants essais de réformes, enfants misérables, mal conçus et mort-nés de la fausse et impuissante bienveillance impériale, de petits changements avec un grand bruit de paroles pour tromper l'opinion publique de l'Europe <sup>1</sup>. »

Les réformes entreprises par Alexandre II en Russie suscitaient des espoirs en Pologne, mais à des degrés divers. Le pays était divisé en un courant aristocratique, la *chliachta*, composé de gros propriétaires fonciers qui s'accordaient bien de l'occupation russe, et un courant plus populaire sous la direction d'un comité central national qui était opposé à la fois aux grands propriétaires et aux Russes et qui recherchait l'appui des démocrates européens. Bakounine, qui était alors à Londres avec Herzen et Ogarev, maintenait le contact avec les délégués des deux parties.

En août 1862, il se rend à Paris où il rencontre le général polonais Mieroslawski <sup>2</sup>. C'était un vieux combattant qui s'était battu dans les légions de Garibaldi. D'opinions avancées, il réclamait cependant le rétablissement de la Pologne dans ses frontières historiques. En outre, il se réclamait seul représentant de la Pologne, alors que Bakounine ne voulait pas couper le contact avec le comité central polonais, qui représentait ceux qui se battaient en Pologne même – une variante de l'éternel conflit de prépondérance entre l'exil et l'intérieur. De retour à Londres, Bakounine reçut des délégués polonais qui remirent une lettre du comité central proposant une alliance entre démocrates polonais et russes pour libérer la Pologne. Herzen, qui dirigeait la revue *Kolokol*, hésitait à s'engager. Une entrevue eut lieu entre Bakounine, Ogarev, Herzen et les délégués des comités de Varsovie. Herzen, réticent et un peu froid, informa néanmoins les Polonais qu'il comptait publier un appel demandant aux officiers russes de ne pas prendre les armes contre la

---

<sup>1</sup> Bakounine, lettre sur la Russie, mai 1863, paru dans *La Cloche*, 15 septembre 1863, n° 27, Londres et dans *Aftonbladet*, Stockholm en mai 1863.

<sup>2</sup> *Ludwik Mieroslawski* (1814-1878), général polonais émigré qui prit part à l'insurrection de 1830-1831. Il fut également l'un des chefs de l'insurrection des Polonais en Prusse en 1846, puis à celle de 1848-1849. Il prit part aux révolutions de 1848-1849, puis se réfugia à Paris. Chef de l'insurrection polonaise en 1863. Il fit la connaissance de Bakounine en août 1862 mais se brouilla avec lui.

Pologne. Les Polonais, à leur tour, lurent une lettre qu'ils souhaitaient publier. Cette lettre insistait surtout sur les revendications territoriales des Polonais ; elle avait un tour trop nationaliste et n'évoquait pas la question du servage et de la propriété foncière. Il s'ensuivit une véritable négociation de marchands de tapis.

Bakounine et Herzen avaient des préoccupations divergentes dans l'affaire. Pour Bakounine, le simple fait qu'il puisse y avoir un accord entre les Polonais et les Russes était un progrès, quel que puisse être le contenu des revendications polonaises : dans son esprit, ces questions se résoudreaient sur le terrain par la logique des faits. Il fallait donc qu'apparaisse publiquement un accord. Bakounine passait d'un groupe à l'autre pour tenter de trouver une voie médiane ; à ses yeux, Herzen, qui s'en tenait aux principes, chipotait sur des détails. On finit par trouver un compromis surprenant : le *Kolokol* publia le 1<sup>er</sup> octobre un article reconnaissant « une seule Pologne comprenant la Lituanie et les Ruthènes » tandis que les Polonais, dans leur réponse, reconnaissaient aux habitants de ces régions « l'entière liberté de disposer d'eux-mêmes »...

C'était quand même un succès pour Bakounine car, après tout, la position adoptée par les Polonais importait plus que celle du *Kolokol*. Mieroslawski réagit vigoureusement : il écrivit une lettre furieuse à Bakounine : « Ce que vous honorez du nom du Comité central, c'est une pure fiction », écrit-il. L'opposition de Bakounine à ce que la Pologne (occupée par les Russes, rappelons-le) annexe l'Ukraine, la Ruthénie etc. (elles-aussi occupées par les Russes) rendit le général furieux :

« Que vous prétendiez nous enseigner la géographie de notre république à votre façon, il n'y pas grand mal ; nous sommes quittes pour refaire la carte et l'ethnographie russes à la nôtre, et nous n'en resterons pas moins bons amis pour cela.

« Mais un Polonais, ne fût-ce qu'un seul capable de jouer au démembrement de sa patrie en nationalités de fantaisie, c'est une honte pour notre école révolutionnaire tout entière. Vous avez gagné là un triste allié et tué, c'était autrement viable, le dernier Mohican du Comité Central. *Vous allez entendre un long et formidable écho de ce jugement dans la presse révolutionnaire polonaise* et alors peut-être vous rappellerez-vous de ce que je vous disais lors de votre dernière visite à Paris<sup>1</sup>. »

---

<sup>1</sup> Citée par Bakounine dans une lettre à Józef Wierciakiewicz, Londres, 15 octobre 1862.

Pour amadouer le général, Bakounine écrivit un article élogieux sur lui, mais celui-ci déclara « ne plus vouloir avoir à faire avec ce fou dangereux de Bakounine »...

En Pologne, l'émancipation des paysans russes suscitait de fortes inquiétudes chez les grands propriétaires polonais. Le tsar allait-il étendre la réforme à la Pologne ? Alexandre II décide d'y envoyer son frère, le grand-duc Constantin, et Alexandre Wielopolski, aristocrate terrien que Bakounine, qui ne l'aimait décidément pas, traite de « Polonais renégat ». Wielopolski était très hostile à l'Autriche et voyait le salut dans l'union avec la Russie.

Le margrave (comte) Wielopolski (1803-1877) était issu d'une vieille famille aristocratique et de grands propriétaires. On pourrait le qualifier de conservateur pragmatique – à une époque où le pragmatisme n'était plus à l'ordre du jour. Sa politique aurait pu aboutir à des résultats s'il avait eu affaire à un tsar lui aussi pragmatique, ce qui était loin d'être le cas. Il voulait que la Pologne acquière une certaine forme d'autonomie dans le cadre de la domination russe. Il entreprit des réformes, augmentant le nombre d'écoles assurant un enseignement en polonais, créa à Varsovie une université (*Szkola Glowna*), mit en place des réformes dans la banque et dans l'agriculture. C'était en outre un partisan de l'émancipation des Juifs. Il pensait que les difficultés internes aussi bien qu'internationales de l'empire russe forceraient le tsar à faire des concessions à la noblesse polonaise, en contrepartie de quoi cette dernière devait accepter la domination russe et prendre part à la vie politique. Peut-être pensait-il que la participation à la vie politique russe jouerait en faveur de la Pologne du fait de son degré supérieur de civilisation et contribuerait en quelque sorte à poloniser la vie russe... outre que cela garantirait les propriétaires fonciers contre toute tentative de céder des terres aux paysans. Cette vision des choses n'était pas rare, mais face aux nationalistes sourcilleux, et vu le contexte de l'époque, ceux qui n'avaient pas un point de vue maximaliste et intransigeant étaient considérés comme des traîtres. Des « collaborateurs », en quelque sorte. Pourtant l'histoire montrait plus d'un cas où l'envahisseur se faisait absorber par la civilisation du vaincu. Bakounine cite d'ailleurs des exemples de fonctionnaires ou militaires russes ayant cédé à cette tentation.

Malheureusement pour lui, Wielopolski, dans sa tentative de mettre en application cette politique « pragmatique », fut conduit à prendre des initiatives aux conséquences irréparables. L'envoyé du tsar attendait de son maître qu'il restaure les « libertés polonaises », établisse un gouvernement semi-indépendant, supprime la censure et les cours militaires russes. Le tsar rejeta ces demandes et fit quelques concessions limitées alors qu'il était trop tard. Pas de Constitution, pas d'armée polonaise, pas d'autonomie politique. En revanche, le

tsar accorda quelques libertés administratives avec nominations de Polonais, mais sans exclure les nominations de Russes. Mais à ce moment-là, les rues de Varsovie baignaient dans le sang.

Wielopolski avait voulu éviter que la réclamation d'indépendance prenne le dessus ; pour briser le mouvement nationaliste polonais, il instaura la conscription des activistes dans l'armée russe (pour vingt ans !), ce qui provoqua l'insurrection de janvier 1863 – précisément ce qu'il avait voulu éviter ! Son pragmatisme avait trouvé sa limite.

En pleine insurrection, Wielopolski demanda un congé, qui lui fut accordé en juillet 1863 : il fit mine d'aller dans une station thermale dans l'île de Rügen, mais en fait quitta le pays. Il mourut à Dresde en 1877.

Voici comment Bakounine raconte l'affaire :

« Le marquis Wielopolski, un Polonais renégat, parricide, un traître plus infâme même que Cronstadt, ce livreur de Sveaborg <sup>1</sup>, et dont le nom sera désormais attaché au pilori de l'histoire, lui en suggéra une nouvelle : un nouveau mode de recrutement monstrueux, sans règle et sans limite, ou comme l'a dit un ministre anglais, une proscription en masse, soumise uniquement au bon plaisir d'une infâme et cruelle police, et qui devait frapper sans exception tous ceux qui avaient eu l'honneur de mériter ses soupçons. – Par cette mesure savante et qui rappelle si bien la politique du roi Hérode d'évangélique mémoire, on avait espéré d'atteindre l'un de ces deux buts : ou bien elle réussirait et alors la Pologne, privée d'un seul coup de toute son héroïque jeunesse, de la partie vivante, énergique de sa population, serait pacifiée pour longtemps. Ou bien ces malheureux Polonais, réduits au désespoir, se soulèveraient sans préparation aucune, sans armes, sans espoir de succès, et seraient facilement écrasés <sup>2</sup>. »

Ce fut donc le signal de l'insurrection, qui éclata dans la nuit du 22 au 23 janvier 1863. Des bourgeois, de petits nobles, des propriétaires, des em-

---

<sup>1</sup> *Carl Olof Cronstedt* (1756-1820). Officier qui mena la flotte suédoise à une grande victoire contre la Russie lors de la seconde bataille de Svensksund, dans le golfe de Finlande, en 1790. Tombé en disgrâce peu après, il fut nommé commandant de la forteresse de Sveaborg, que les Russes assiégèrent pendant deux mois. Cronstedt finit par livrer aux Russes la forteresse. Bakounine lui en veut manifestement parce qu'à l'issue de la guerre qui suivit, la Suède céda en 1809 la Finlande à la Russie. Le ressentiment de Bakounine à son égard n'est pas justifié. Cronstedt servit de bouc émissaire après la prise de Sveaborg, mais la forteresse était mal équipée, son armement était inférieur à celui des Russes, il manquait de poudre et il n'avait pas reçu les renforts espérés. Cronstedt se rendit pour éviter le massacre des civils qui s'étaient réfugiés dans la forteresse.

<sup>2</sup> « Lettre sur la Russie », mai 1863. *Kolokol* n° 27, septembre 1863.

ployés rédigèrent un manifeste révolutionnaire qui ne se prononçait pas sur la cession des terres aux paysans. La masse paysanne resta donc indifférente à l'insurrection, qui se trouva ainsi vouée à l'échec. Le nouveau gouvernement « refusa de s'entendre avec les révolutionnaires russes, Herzen et Bakounine. Il eut contre lui les libéraux russes, qui lui avaient d'abord été favorables, mais qui lui reprochaient de vouloir démembrer la Russie en soulevant la Ruthénie et la Lituanie <sup>1</sup>. » L'insurrection en Pologne est sévèrement réprimée par les Russes. Comme à Prague en 1848, à Dresde en 1849, Bakounine juge l'insurrection prématurée, insuffisamment préparée, et il prodigue des conseils de prudence. Sa préoccupation principale reste la lutte contre l'autocratie russe, et c'est en cela que l'insurrection polonaise l'intéresse. L'indépendance polonaise n'est pas une fin en soi. Il voudrait profiter des circonstances pour infiltrer des agents en Russie afin d'y soulever la paysannerie.

Il ne surestime pas la difficulté qu'il y a à travailler avec les Polonais. Il participa à une expédition, à laquelle il s'était joint en cours de route, et qui devait débarquer des hommes dans le pays. Il raconte à ce sujet : « Pendant le court laps de temps que j'ai passé parmi les Polonais qui formaient le corps expéditionnaire, j'ai pu me rendre compte combien il est difficile à un Russe d'entreprendre une action russe avec des Polonais » <sup>2</sup>.

Déjà en 1848, dans son *Appel aux Slaves*, il avait critiqué ces derniers pour leur tendance à faire bande à part. Bakounine avait tenté sans succès de persuader les Polonais que les démocrates russes avaient les mêmes objectifs qu'eux, ce que les Polonais récusait catégoriquement. Ce sont, dit Bakounine, « d'incorrigibles nobliaux chevaliers avec tous les vices vertueux et fondamentaux de cette caste » <sup>3</sup>. Ils se passaient d'autant plus volontiers d'une alliance avec les Russes révolutionnaires qu'ils orientaient leur stratégie sur l'intervention étrangère, en particulier celle de la France qui vient de prêter secours à l'Italie contre l'Autriche. Là encore, Bakounine dès 1848 leur avait reproché leur tendance à jouer le jeu de la diplomatie, jeu qui se retournait toujours contre eux.

« Nous devons tirer tout le profit possible du mouvement polonais qui ébranle l'empire, or la guerre avec l'étranger l'ébranlera encore plus. Je pense que la guerre elle-même n'arrêtera pas nos activités ; nous ne devons pas oublier que notre principal ennemi est notre Empire allemand-

---

1 *Du libéralisme à l'impérialisme* (1860-1878), H. Hauser, J. Maurain, P. Benaerts, PUF, p. 48.

2 *Zemlja i Volia* [Terre et Liberté], Stockholm, 9 juillet 1863, Lettre adressée au représentant en Suisse.

<sup>3</sup> *Ibid.*

Pétersbourg et qu'avant tout et mieux de tout, nous devons le renverser par n'importe quels moyens. Bien entendu nous ne marcherons pas contre la Russie avec les Français, les Suédois, ni même avec les Polonais ; marcher avec eux nous compromettrait auprès du peuple. Mais la guerre ne doit pas nous empêcher de provoquer par tous les moyens le soulèvement intérieur du peuple et de déclarer à ce dernier qu'aujourd'hui le moment est effectivement venu où il doit revendiquer et prendre tout ce dont il a besoin ; et que s'il laisse passer l'heure propre <sup>1</sup>, il n'obtiendra rien. Nous devons tourner contre le gouvernement les armes qu'il utilise contre les Polonais, en provoquant dans les gouvernements de l'Ouest la guerre sociale, nous devons profiter de cette anarchie-même qu'il inspire aujourd'hui au sein du gouvernement pour sa propre défense et dans laquelle il se plonge de plus en plus sans pudeur <sup>2</sup>. »

Cette déclaration peut sembler abusive aujourd'hui, mais pour la plupart des protagonistes de l'époque, une guerre des puissances occidentales contre la Russie était une option possible – la guerre de Crimée l'avait bien montré <sup>3</sup>. Le gouvernement russe lui-même pense qu'une révolution est imminente : la tête de Bakounine est de nouveau mise à prix, pour cinquante mille roubles (cinq fois plus qu'en 1848...).

Que dit Bakounine, dans le passage ci-dessus ? Que la révolution n'a rien à faire des conflits entre États et qu'il faut tirer profit de la guerre pour promouvoir la révolution sociale, en Russie d'abord, dans l'Europe de l'Ouest ensuite. « C'est la première fois qu'un révolutionnaire déclare que la révolution n'a rien à voir avec les conflits des États impérialistes, mais que son unique intérêt est d'en tirer profit à ses propres fins », dit Kaminski <sup>4</sup>. Il y a

---

<sup>1</sup> Bakounine veut sans doute dire « propice ».

<sup>2</sup> *Zemlja i Volia*, Stockholm, 9 juillet 1863.

<sup>3</sup> L'une des obsessions de la politique extérieure russe est de parvenir à s'ouvrir au sud sur la mer Noire, d'occuper Constantinople pour accéder aux détroits du Bosphore et des Dardanelles, puis à la Méditerranée. Prétextant la protection des chrétiens de l'Empire ottoman, le tsar Nicolas Ier occupe la Moldavie et la Valachie (l'actuelle Roumanie). En février 1854, la France et la Grande-Bretagne exigent que la Russie quitte ces deux principautés. Le 27 mars, la France et la Grande-Bretagne lui déclarent la guerre. L'une des obsessions de la politique étrangère britannique est d'empêcher la Russie d'accéder aux détroits du Bosphore et des Dardanelles et de contrôler le commerce maritime entre la mer Noire et la Méditerranée. La Russie, dont l'expansion territoriale dans le Sud-Est asiatique inquiète la Grande-Bretagne, menace les possessions de cette dernière en Inde. Il s'agit donc aussi de briser toute possibilité pour l'Empire russe de contrôler la route des Indes par le Proche-Orient (le canal de Suez n'existe pas encore).

<sup>4</sup> H.-E Kaminski, *Michel Bakounine*, Aubier, p. 197.

une étonnante ressemblance d'analyse avec celle de Lénine au début de la Première Guerre mondiale. En réalité, Bakounine avait déjà dans son « Appel aux Slaves » de 1848 *subordonné* la réalisation de l'indépendance nationale à la révolution sociale.

Il n'y avait aucune chance que la France intervienne après l'expérience de Crimée : pour le seul siège de Sébastopol, elle avait perdu 95 000 hommes <sup>1</sup>. Dans sa « lettre sur la Russie » publiée par le journal suédois *Aftonbladet* en mai 1863, Bakounine s'explique. « Le gouvernement [*russe*] sentit le danger. Convaincu de l'imminence d'une insurrection polonaise que ses actes barbares avaient rendue nécessaire, il résolut de la précipiter dans l'espoir qu'il pourrait l'étouffer à la naissance. »

A cela, il y avait plusieurs raisons : au moment où éclatait l'insurrection polonaise, les gouvernements russe et français étaient en train de conclure une alliance. « On y avait travaillé des deux côtés pendant plus d'une année et on était parvenu à s'entendre dans la question d'Orient, contre l'Autriche et la Turquie et contre l'Angleterre aussi. » Il s'agissait de s'appuyer sur les nations chrétiennes de la Turquie et sur les provinces slaves d'Autriche pour attaquer la Turquie. Pour cela, il fallait que la Russie ait les mains libres. « Donc avant de s'embarquer dans cette grosse aventure d'une guerre orientale, qui ne manquerait pas de devenir une guerre générale, la Russie devait ou bien satisfaire la Pologne ou bien l'écraser de manière à ce qu'elle ne puisse bouger de longtemps. » Incapable de résoudre pacifiquement la question polonaise, le cabinet de Saint-Petersbourg adopta la manière forte : « pour avoir les mains libres au printemps, il fit éclater le mouvement polonais en hiver <sup>2</sup>. »

Il y avait cependant une autre raison à l'écrasement de l'insurrection : en Pologne, un nombre croissant d'officiers russes contestaient l'occupation, et des contacts s'étaient établis avec les patriotes polonais. Le tsar « ne pouvait ignorer les dispositions dont s'animaient de plus en plus les jeunes officiers russes en Pologne, puisque dans une adresse mémorable au grand-duc Cons-

---

<sup>1</sup> Napoléon III était plutôt favorable à la Russie mais il avait besoin de donner à l'Empire une stature internationale et entendait engager la France dans le conflit. Il envoya secrètement son cousin négociateur avec le prince Alexandre Gortchakov, en poste à Baden-Baden. Gortchakov en toucha un mot au tsar, qui finit par répondre : « Entre un Romanoff et un Bonaparte, il ne peut y avoir rien de commun. » Trois jours plus tard, la France et l'Angleterre s'alliaient contre la Russie. On a là un exemple flagrant de morgue aristocratique et d'imbécillité politique. Napoléon III ne mit pas longtemps à comprendre qu'il engageait des fonds et des hommes dans le seul l'intérêt du commerce britannique. Il ne valait pas mieux que son confrère Romanoff, la morgue aristocratique en moins...

<sup>2</sup> « Lettre sur la Russie ».

tantin, publiée dans *le Kolokol*, ces officiers avaient hautement exprimé leur sympathie pour la cause polonaise et leur dégoût pour le rôle de bourreau qu'on leur faisait jouer en Pologne<sup>1</sup>. »

Enfin, une troisième raison faisait pencher la balance en faveur d'un écrasement hâtif de la Pologne. Selon Bakounine, le terme que le tsar avait assigné – mars 1863 – pour l'émancipation des paysans russes arrivait. Confronté au mécontentement croissant des paysans, le tsar redoutait un soulèvement général : « Si la révolution russe donne la main à la révolution polonaise, elles deviendront désormais toutes les deux invincibles. »

Selon Bakounine, les chefs de l'organisation secrète russe auraient demandé au comité central polonais de retarder l'insurrection, demande à laquelle les Polonais auraient souscrit. Les autorités devaient donc à tout prix susciter son déclenchement prématuré à n'importe quel prix. Ainsi s'expliquerait la provocation de Wielopolski.

L'écrasement de l'insurrection dut être terrible et affecter même le moral de l'armée russe. « C'est en vain que nos jeunes officiers honteux, indignés, désespérés, s'efforcent de contenir les soldats : ceux-ci tournent leurs baïonnettes contre eux. Beaucoup d'officiers russes passent chaque jour dans les rangs polonais, comprenant toujours davantage qu'il ne s'agit plus ici de lutte nationale, mais du combat de la liberté et de l'humanité contre la plus infâme tyrannie<sup>2</sup>. » Bakounine mentionne un certain Krasovskij, colonel des hussards, qui a été condamné aux travaux forcés pour avoir diffusé parmi les soldats des ouvrages interdits :

« Il y a beaucoup de militaires nobles parmi les officiers d'infanterie et d'artillerie ; ils ont déjà eu le temps de se manifester à Varsovie comme à Pétersbourg ; maintenant la cavalerie se joint aussi à eux. L'exemple du colonel Krasovskij ne peut manquer d'avoir d'heureuses conséquences. Les soldats l'aimaient comme un ami ; ils lui ont lancé par la fenêtre de la prison des lettres attachées à des pierres ; ils y disaient qu'ils ne l'oublieraient jamais<sup>3</sup>. »

C'est une constante que toute armée d'occupation est confrontée à une forme de démoralisation, au sentiment de déshumanisation, surtout lorsqu'elle se voit imposer des mesures de répression sauvages. Un travail de propagande avait été fait de longue date auprès des soldats russes, et en particulier des officiers. Le *Kolokol*, journal de Herzen et Ogarev, auquel Ba-

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> « Lettre sur la Russie ».

<sup>3</sup> « Article à traduire pour le *Przegląd Rzeczy Polskich* », début décembre 1862, Londres.



kounine participa activement, rend compte de cette situation. Ce journal pénétrait en Russie à des milliers d'exemplaires et participa au travail de propagande. Peu de temps avant l'éclatement de l'insurrection, la rédaction reçut une lettre datée du 6 novembre 1862 :

« Monsieur, vous avez inséré notre adresse au grand-duc Constantin ; nous vous en remercions. Nous n'attendions aucun résultat de cette adresse, et nous ne l'avons écrite que pour l'acquit de notre conscience. En effet, aucun résultat ne s'est produit. Le gouvernement se conduit aujourd'hui en Pologne comme il s'y conduisait hier. Maintenant, nous venons vous prier d'insérer dans le *Kolokol* notre adresse aux officiers russes, car nous voulons que l'armée connaisse notre situation et nos convictions. Ce n'est plus pour l'acquit de notre conscience que nous avons conçu la présente adresse, mais c'est parce que nous croyons fermement à son succès.

« Varsovie, 6 novembre 1862. »

Voici le texte de cette Adresse, qui porte le sceau du Comité militaire avec l'inscription : Terre et liberté :

**« AUX OFFICIERS DE L'ARMÉE RUSSE  
« adresse du comité des officiers russes en Pologne**

« Camarades de tous les corps militaires, de la ligne et de l'artillerie, de la garde et de l'armée, des garnisons et des Cosaques, des académies militaires et de l'état-major !

« Notre situation est exceptionnelle.

« La manière d'agir du gouvernement dans les villes polonaises est telle, que le peuple doit perdre patience et s'insurger, sans même se demander s'il sera vainqueur ou vaincu. Les événements rapprochent, de jour en jour, le moment où il nous faudra accepter le rôle de bourreaux de la Pologne ou bien nous soulever avec elle.

« Nous ne voulons pas du rôle de bourreaux.

« Si nous étions seuls, nous aurions déposé les armes et nous nous serions éloignés ; mais derrière nous, il y a des soldats : et les soldats ne veulent pas non plus du rôle de bourreaux. Or, il n'est pas humainement possible de décider des régiments entiers à déposer les armes et à rester complètement neutres. Vous le voyez, nous n'avons pas le choix : nous soutiendrons la cause de la liberté. Nous attesterons que le peuple russe arbore le drapeau de l'émancipation et non de l'asservissement des peuples slaves. Nous ne déshonorerons pas le nom russe en nous prêtant à la

continuation des crimes de l'impérialisme pétersbourgeois : nous péri-rions plutôt, comme des victimes d'expiation et de rédemption.

« Le Comité central de Varsovie, placé aujourd'hui à la tête du mouvement polonais, nous a déclaré que son but est : la cession aux paysans polonais des terres qu'ils cultivent, l'égalité des droits politiques et l'abolition des privilèges de classes, la délivrance de la Pologne du joug du gouvernement de Pétersbourg et des autres gouvernements allemands et la reconnaissance aux provinces unies à la Pologne par le souvenir du passé, du droit absolu de disposer d'elles-mêmes, sans égard aux intérêts d'État polonais ou russe. C'est conformément à ces principes, mais à ces principes seuls, que, nous et nos soldats, nous sommes prêts à nous joindre à l'insurrection polonaise, car ces principes sont ceux de la liberté russe.

« En prévision d'une lutte imminente, nous sommes décidés à nous réunir en comité pour peser toutes les circonstances et déterminer la marche à suivre. Nous ferons tous nos efforts pour écarter les malheurs inutiles – mais le temps est précieux.

« Le gouvernement agit en Russie aussi mal qu'en Pologne. Après la guerre de Crimée, le gouvernement battu s'est aperçu qu'on ne pouvait plus se fier aux pilotes pourris de la bureaucratie et de la police secrète. Il a commencé à réformer avec un faux air de sincérité, mais avec la ferme intention, au fond, de ne faire aucune concession.

« Il en est résulté :

« 1° L'émancipation des paysans – avec réduction de leurs propriétés foncières, avec des chartes réglementaires forcées, avec le *rachat impossible, avec des fusillades contre le peuple*, et enfin avec la promesse de l'empereur qu'il ne donnerait jamais aucune autre liberté à la nation ;

« 2° La réforme financière – avec *augmentation* d'impôts, d'emprunts et de ruine ;

« 3° La promesse de réformes judiciaires – avec *l'emprisonnement, dans les casemates*, d'hommes dont le seul crime est leur attachement à la vraie liberté du peuple, et l'exécution d'officiers et de soldats condamnés à mort pour avoir osé parler ici de cette liberté ;

« 4° La promesse de Conseils provinciaux chargés de diriger les affaires économiques des provinces – avec *l'état de siège* introduit par degrés depuis les provinces occidentales jusqu'à Nijni-Novgorod.

« Vous voyez que l'impérialisme de Pétersbourg n'est pas sincère et qu'il est incapable.

« Le peuple russe ne peut s'organiser selon sa vraie liberté, – c'est-à-dire sans privilèges de classes, avec le droit de chacun à la terre, avec l'autonomie des provinces et leur fédération, – que par l'intermédiaire

d'une *assemblée nationale* de députés élus par *tous* et ayant la confiance de *tous*.

« Le gouvernement ne convoquera jamais l'Assemblée nationale.

« La Russie étant, à cause de son immense étendue, moins concentrée que la Pologne, s'agitera peut-être un jour plus tard qu'elle, mais son heure n'est pas éloignée. L'absence d'ordre et d'unité présage des massacres sauvages et une terrible effusion de sang.

« Qui donc sauvera la Russie ?

« L'armée !

« L'armée doit se refuser à tenir la Russie en état de siège et à être le bourreau du peuple russe, de même que nous, que le hasard a envoyés en Pologne, nous nous refusons à être les bourreaux du peuple polonais. Mais ce refus ne suffit pas : pour sauver la Russie, l'armée doit se faire l'âme du peuple et la servante de sa liberté.

« Camarades ! Prenez nos paroles à cœur, en quelque lieu qu'elles vous parviennent !

« Formez des comités comme le nôtre ; dites aux soldats que leur mission n'est pas de se faire les bourreaux, mais bien les sauveurs de la vraie liberté du peuple. Seul, le peuple russe libre peut relever les soldats du rôle mercenaire de l'impérialisme, pour en faire des hommes libres, possédant leur lot de terre, et défenseurs d'une libre patrie. Dites-leur que la liberté russe demande un nouveau serment et un saint dévouement.

« Quand vous aurez organisé des cercles puissants, avec des comités à leur tête, d'accord avec vos soldats, entrons en relations, unissons-nous en un même esprit et pour une même action. De Pétersbourg et de la Bessarabie, de l'Oural et du Don, de la mer Noire et du Caucase, formons nos rangs et traversons avec calme tous les pays russes, prévenant une inutile effusion de sang, laissant le peuple s'arranger librement et en appelant partout à la *Grande Assemblée Nationale* des élus de la nation russe, pour établir une organisation raisonnable et une union générale. Nous n'avons pas d'amour-propre, nous ne nous érigeons pas en comité central ; nous voulons que *les plus capables* soient nos guides et les vôtres : nommez-les ; nous les suivrons. Mais hâtez-vous ! le temps est précieux !

« Si pourtant le sort décide que nous devons être les premiers à refuser le rôle de bourreaux et à nous unir à la cause de la liberté, – alors c'est à vous que nous léguons le testament de la vraie liberté du peuple, que nous avons accepté des Pestels et des Ryleïeff.

« Camarades ! Nous, qui allons à la mort, nous vous saluons !

« Il dépend de vous que ce ne soit pas la mort, mais une vie nouvelle !

« 5 novembre 1862. »

Il y a suffisamment de thèmes bakouniniens dans ce document pour qu'on ne doute pas que Bakounine ait au moins contribué à sa rédaction.

Bakounine a toujours milité pour l'indépendance de la Pologne, pour des raisons inverses de celles de Marx. Dans la construction théorique de ce dernier, il y a les nations historiques et les nations non historiques. D'une façon générale, les Slaves ne constituent pas des nations historiques parce qu'ils n'ont pas su construire d'États par eux-mêmes. Le critère de définition d'une nation historique est précisément sa capacité à construire un État, ainsi que sa capacité à développer les forces productives.

Mais c'est surtout la Pologne qui a un statut à part. Nation dont les structures politiques et économiques sont nobiliaires et agraires, elle n'a rien, selon les critères ainsi définis, pour avoir les faveurs de Marx ; néanmoins, elle est définie comme nation historique malgré tout. Ce statut enviable lui vient du fait que, située entre l'Allemagne et la Russie, elle constitue un efficace tampon contre les visées expansionnistes vers l'Ouest que Marx prête à l'empire des tsars. Tant que la Pologne résiste à la Russie, l'Allemagne peut respirer. Ce serait encore mieux si la Pologne pouvait être indépendante – à condition toutefois qu'elle ne revendique pas les territoires polonais acquis par l'Allemagne <sup>1</sup>. En 1848, la reconstitution de la Pologne est censée refouler la Russie au cœur de l'Europe, créant entre l'Allemagne et la Russie un rempart de « vingt millions de héros », selon l'expression de Marx. Ce sont des considérations géostratégiques qui motivent Marx plus que le souci de rendre « justice » au peuple polonais. Ce genre de préoccupation éthique vaudra à Bakounine les sarcasmes d'Engels, par ailleurs peu empressé de rendre aux vingt millions de « héros » les territoires polonais annexés par la Prusse. Dans la guerre que ce dernier appelle de ses vœux, les Polonais pourront se consoler en se dédommageant largement à l'Est, au détriment de la Russie <sup>2</sup> : « Les Polonais, mis en possession de vastes territoires dans l'Est,

---

<sup>1</sup> Ce point est développé dans : *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*, René Berthier, éditions du Monde libertaire et dans le tome 2 du présent ouvrage.

<sup>2</sup> La position d'Engels sur les territoires polonais a varié. Le 12 avril 1853 il écrit à Weidemeyer : « Quant aux anciennes provinces polonaises en deçà de Dvina et de Dniepr, je ne veux pas en entendre parler depuis que j'ai appris que les paysans là-bas sont tous des Petits-Russes (Ukrainiens) et que seule la noblesse, avec une partie des bourgeois, est polonaise et que pour les paysans de là-bas, comme dans la Galicie petite-russe en 1846, la reconstitution de la Pologne équivalait à la reconstitution de la vieille domination nobiliaire sans allégement. » C'est là exactement le point de vue de Bakounine. Mais en 1866, son opinion change totalement. Dans une série d'articles qu'il écrivit pour le journal *The Commonwealth*, il déclare que la Pologne

eussent été plus traitables au sujet de l'Ouest ; et, en fin de compte, Riga et Mitau leur auraient paru tout aussi important que Dantzig et Elbing <sup>1</sup>. »

Marx déclare encore en 1870 que la « principale tâche de la branche russe [de l'AIT], c'est de travailler pour la Pologne, autrement dit de débarrasser l'Europe du voisinage » <sup>2</sup>. C'est là un thème qui revient constamment sous la plume des fondateurs du socialisme dit scientifique. On sait également que Marx avait écrit un vaste ouvrage, inachevé, sur l'histoire de l'assujettissement de la Prusse à la Russie en raison de la question polonaise.

Si les optiques respectives de Marx et de Bakounine, ou en d'autres termes les raisons pour lesquelles chacun veut l'indépendance de la Pologne sont différentes, leurs analyses sont très proches.

Bakounine pense en effet que la Prusse et la Russie sont liées par leur occupation commune de la Pologne qui leur interdit de se faire la guerre, ce qui profiterait à la Pologne. Mais à l'opposé de Marx, Bakounine pense que c'est la Russie qui est assujettie à la Prusse en raison de l'occupation de la Pologne... La Prusse comme puissance européenne serait née du partage de la Pologne. La Prusse et la Russie « ne peuvent se faire la guerre, à moins d'émanciper les provinces polonaises qui leur sont échues, ce qui est aussi impossible pour l'une que pour l'autre, parce que la possession de ces provinces constitue pour chacun d'eux la condition essentielle de sa puissance comme État <sup>3</sup> ». Or l'empire russe est littéralement fondé, dit Bakounine, sur les ruines de l'État nobiliaire polonais : sans les provinces polonaises acquises lors du partage de 1772, l'empire russe s'écroule, car ce sont là les régions les plus riches, les plus fertiles et les plus peuplées. Sans elles, la richesse de l'empire, « qui n'est déjà pas considérable, et sa force diminueront de moitié ». En outre, la perte de ces provinces serait inévitablement suivie de celle des États baltes, puis de la Petite-Russie, qui deviendrait une province polonaise ou un État souverain. La Russie perdrait l'accès aux côtes de la mer Noire, serait coupée de l'Europe et refoulée en Asie. Ces dernières considérations seront formulées plus tard, dans *Étatisme et anarchie*, c'est-à-dire dans la dernière période, la période libertaire de l'évolution de la pensée de Bakounine.

Comme Bakounine, Marx pense que la Prusse « est née de la dissolution de la Pologne » <sup>4</sup>, que le dépècement de la Pologne lie la Prusse à la Russie

---

indépendante devra récupérer les territoires perdus lors des différents partages qu'elle a subis, peuplés de Lituaniens, de Biélorusses et d'Ukrainiens.

<sup>1</sup> Engels, « Révolution et contre-révolution en Allemagne. »

<sup>2</sup> Lettre de Marx à Engels, 24 mars 1870.

<sup>3</sup> *Étatisme et anarchie*, IV, 254.

<sup>4</sup> Cf. « La Pologne, la Prusse et la Russie » in *Marx, Engels, La Russie*, 10/18.

et constitue la Prusse comme État<sup>1</sup>. Les deux hommes divergent sur l'interprétation à donner à ce constat : Marx y voit la cause de la situation de dépendance de la Prusse envers la Russie – ce qui en quelque sorte dédouane la première qui devient presque la victime de la Russie. Pour Bakounine il s'agit d'une interdépendance qui leur interdit précisément de se faire la guerre (dont la Pologne profiterait). C'est avec le partage de la Pologne que commencerait le processus d'autonomisation de la politique étrangère prussienne, qui va aboutir à l'élimination de l'influence russe du Nord-Ouest de l'Europe. C'est une différence d'optique qui a son importance.

Le révolutionnaire russe constate que le premier partage de la Pologne donna à la fois à la Prusse et à la Russie la « complexion d'une grande puissance européenne<sup>2</sup> » et qu'à ce titre elles sont complices à titre égal. Marx veut accréditer l'idée que la Prusse fut en quelque sorte amenée malgré elle à participer au démantèlement de la Pologne.

La Pologne est elle aussi définie par Bakounine comme une « grande nation historique, sublime dans son martyre »<sup>3</sup> ; le révolutionnaire russe affina son raisonnement dix ans plus tard, lorsqu'il sera devenu libertaire. La Pologne, dira-t-il dans *Étatisme et anarchie*, constitue un bloc à part dans le monde slave, auquel elle ne se solidarise pas. La classe dominante, dans l'ouest du pays, est largement germanisée et se trouve bien plus proche des Magyars, avec lesquels elle est liée par l'histoire. Enfin, Bakounine considère que le « monde patriote polonais » est « plus ou moins au bout de sa carrière », alors que le reste du monde slave « n'a pas encore d'existence ». Chez Bakounine, on retrouve toujours Hegel au coin du chemin.

Les raisons pour lesquelles l'indépendance de la Pologne est indispensable divergent chez Marx et Bakounine : pour ce dernier, en dehors de l'argument de justice selon lequel les peuples ont le droit de déterminer eux-mêmes leur sort, le maintien de l'occupation russe en Pologne est une entrave à tout mouvement de libération sociale en Russie même<sup>4</sup>. C'est un point que Bakounine répétera à satiété, de façon obsessionnelle, essayant de convaincre les Polonais sceptiques que les deux combats sont liés. En 1863, les Polonais avaient parfaitement compris ce point, et leur opposition à cette stratégie

1 « La Prusse est née de la dissolution de la Pologne, et la progression de la Russie est la loi fondamentale du développement de la Prusse. Pas de Prusse sans Russie, bien que le danger russe subsiste même sans la Prusse. » Marx, « La Pologne, la Prusse et la Russie », in *Marx Engels, La Russie*, 10/18.

2 *Étatisme et anarchie*, IV, 254.

3 « Lettre sur la Russie », mai 1863.

4 Obnubilé par la politique étrangère russe, Marx ignorera encore longtemps l'existence du peuple russe et de la question sociale dans ce pays.

venait de ce qu'ils ne tenaient pas du tout à voir déferler sur la Pologne une révolution sociale, par contagion. Bakounine n'est pas dupe : « En effet, dit-il, avec les Polonais nous avons du mal. Il y en a peu, trop peu avec lesquels nous pourrions vivre cœur à cœur <sup>1</sup>. » Ailleurs, il dit : « Je menais une lutte souterraine contre les Polonais, lutte entamée non par moi, mais par eux <sup>2</sup>. »

La sympathie qu'éprouve Bakounine pour la cause polonaise s'accompagne d'un manque total de complaisance à l'égard des nationalistes polonais. Les Slaves du Nord, les Polonais, dira-t-il plus tard dans *Étatisme et anarchie*, n'ont jamais cessé de se battre. Malheureusement, les partis dirigeants, constitués en grande partie de nobles, ne veulent pas abandonner leurs privilèges et sont contraints de chercher tantôt l'appui d'un Napoléon, tantôt l'alliance avec les Jésuites ou les féodaux autrichiens. En cent ans de luttes ininterrompues, les Polonais ont tout essayé : « conjurations de la noblesse, complots de la petite-bourgeoisie, bandes d'insurgés opérant les armes à la main, soulèvements nationaux et, enfin, toutes les ruses de la diplomatie, voire le soutien de l'Église. Ils ont tout tenté, se sont accrochés à tout et tout a lâché et trahi. »

« Les Polonais, héros et martyrs, ont un grand passé de gloire ; les Slaves, eux, sont encore des enfants et toute leur importance historique se situe dans l'avenir. Le monde slave, la question slave ne sont pas des faits réels, mais un espoir, et un espoir que seule la révolution sociale pourra réaliser <sup>3</sup> ; mais les Polonais, nous parlons bien entendu des patriotes, lesquels appartiennent en majeure partie à la classe cultivée et surtout à la noblesse, ont jusqu'à présent manifesté très peu d'envie pour cette révolution <sup>4</sup>. »

Ces considérations ont été émises exactement dix ans après l'insurrection polonaise.

En 1863, malgré son désir ardent de parvenir à un accord avec les Polonais sur le déclenchement simultané de l'insurrection, Bakounine est toujours resté inflexible sur la question des prétentions territoriales polonaises. C'est, sans doute, une des principales causes des réserves des Polonais à son égard. On a vu que son opinion sur la question lui a d'ailleurs valu quelques inimitiés.

---

<sup>1</sup> Lettre du 1<sup>er</sup> août 1863 à Herzen et Ogarev.

<sup>2</sup> *Zemlja i Volia*.

<sup>3</sup> Je souligne.

<sup>4</sup> *Étatisme et anarchie*, IV, 271.

## 2. – La Suède

En février 1863, Bakounine se rend à Copenhague en attendant un message de Varsovie et des instructions. Il attend cinq jours. En fait, les Polonais ne tiennent pas du tout à voir Bakounine débarquer chez eux. Ils finissent par le lui faire savoir. Bakounine regrette que les tentatives pour lier la cause russe à la cause polonaise se soient révélées infructueuses. Dans une lettre à Aleksandr Guttry <sup>1</sup> datée du 2 mars 1863, rédigée à Copenhague, Bakounine accuse réception du refus des Polonais de le voir venir en Pologne :

« Cher Monsieur, votre lettre m'a convaincu que le temps de partir pour la Pologne n'est pas encore arrivé pour moi. Je ne veux ni ne puis abandonner le projet dont l'exécution représente pour moi les espoirs les plus chers de toute ma vie et que je n'entreprendrai pas avant d'avoir la certitude que ma présence dans le royaume est souhaitable. »

Empêché par les Polonais eux-mêmes d'intervenir au moment de l'insurrection de 1863, Bakounine se rend en Suède, en février, pour ouvrir un second front à la révolution polonaise. Il devait y séjourner deux semaines, il y resta sept mois et s'attaqua à la question de l'indépendance de... la Finlande.

« J'emploierai tous mes efforts à animer en Finlande le mouvement que nous ne sommes pas les seuls à souhaiter, mais que souhaitent aussi nos amis de Pétersbourg. En admettant que l'insurrection polonaise se prolonge encore un mois ou deux, je suppose qu'alors tout sera gagné <sup>2</sup>. »

Il regrette que les politiciens et les diplomates fassent « plus confiance à la politique et à l'[intervention <sup>3</sup>] extérieure des puissances occidentales qu'aux efforts propres de la révolution polonaise ». Il faut, dit-il, que l'insurrection polonaise se prolonge encore quelque temps. En attendant, il compte « inciter les patriotes suédois slavophiles à commencer l'insurrection en Finlande ».

Son objectif est double : mettre en place des filières pour faire passer de la littérature révolutionnaire en Russie ; tenter de soulever la Finlande, qui fait

---

<sup>1</sup> *Alexandre Guttry* (1813-1891) patriote polonais de Posnanie. Bakounine et lui se rencontrent en 1848. Il prit part à l'insurrection polonaise de 1830. Représentant des propriétaires libéraux. En 1863, il vit à Paris. Avant de partir pour la Suède, en mars 1863, Bakounine lui proposa ses services.

<sup>2</sup> « Lettre à Aleksandr Guttry », 2 mars 1863.

<sup>3</sup> Dans le texte original il y a « insurrection ». Il s'agit manifestement d'un lapsus ou d'une erreur de transcription.



partie de l'empire russe – mais qui a un statut à part. Le second objectif ne sera pas atteint, mais des études ont révélé qu'une nombreuse littérature révolutionnaire était passée dans l'empire russe à ce moment-là. A la même époque, Herzen et Ogarev, de Londres, dirigeaient une revue, le *Kolokol*, d'inspiration vaguement proudhonienne. Bakounine s'associe à eux pour faire passer cette littérature en Russie : dans une lettre à Herzen et Ogarev du 10 novembre 1862, il écrit en effet : « Devant la chasse évidente, systématique et, il faut aujourd'hui le reconnaître, intelligente que fait le gouvernement à toutes les publications de Londres et qui tend à annihiler entièrement notre propagande de Russie, il nous faut, enfin, sortir de notre apathie et opposer à l'action ennemie l'action alliée. » Bakounine ajoute qu'établir « de larges et constantes communications avec la Russie est devenu une tâche de première et d'urgente nécessité » : il ne faut pas perdre de temps. On comprend d'après cette lettre que les réseaux sont complexes : de la Turquie et l'Autriche vers la Russie ; de Constantinople et Galac vers Odessa ; par le Caucase parmi les troupes caucasiennes et sur le Don ; par les Arméniens à Tiflis et jusqu'à Nijni Novgorod. « Par la suite, conclut Bakounine, on pourra également penser à un agent en Suède. »

Si le gouvernement suédois, conservateur, ne voulait pas de vagues avec la Russie, l'opinion publique était favorable à la Pologne ; aussi la population fit-elle un accueil triomphal à Bakounine : banquets, collaboration à des journaux, il est reçu par des ministres et même par le frère du roi. Les sept mois de séjour qu'il fit dans le pays l'amènèrent naturellement à s'intéresser à la politique locale et régionale. Il rencontra beaucoup de monde, démocrates suédois et finlandais.

Cependant, Bakounine est pratiquement seul, il n'a pas à proprement parler d'organisation. Il joue sur la célébrité et la sympathie que lui ont acquises son activité pendant la révolution de 1848 et son évasion de Sibérie. Il est, semble-t-il, mandaté par un certain Provansov, le représentant de l'organisation *Zemlja i Volia* (Terre et Liberté), à laquelle il a adhéré à Londres. Provansov lui a donné « mandat d'agir au nom de l'association en Suède, en Pologne, en général, partout où les circonstances me jetteront », précise-t-il. Provansov devait le mettre en relation avec un homme sûr à Stockholm, grâce auquel il devait entrer en contact avec l'organisation et décider d'un plan d'action. Bakounine a attendu en vain, et Provansov disparaît de la circulation. Bakounine apprit peu après que son recruteur était devenu fou.

La correspondance du révolutionnaire russe révèle une lettre qu'il a adressée au représentant en Suisse de *Zemlja i Volia*. Il indique qu'il a mis en place des moyens pour communiquer avec la Russie. Il a des filières pour faire des envois de propagande vers les gouvernements baltes, les gouver-

nements d'Oloneck et d'Archangelsk ; « des hommes et des voies pour communiquer j'en ai trouvé ici beaucoup de tout à fait sûrs et sans danger », écrit-il, afin de « nouer partout des relations et établir des communications permanentes et régulières ». Il a également « une filière de relais à travers toute la Finlande jusqu'à Pétersbourg même »<sup>1</sup>. Mais, ajoute-t-il dans sa lettre, « afin de tirer profit de toute la question, j'ai besoin de m'entretenir avec vous », ce qui laisse penser qu'il ne connaît pas son correspondant, à qui il demande de lui indiquer quels sont les buts de *Zemlja i Volja* et les moyens de les atteindre. En somme il demande des consignes à une organisation à qui il a proposé ses services, et à laquelle il se soumet. Bakounine a appris l'existence à Petrograd d'un comité central de *Zemlja i Volja* et, dit-il, « avec joie je m'y suis subordonné. Depuis, je me considère comme appartenant exclusivement à vous. Mais pour que de cette liaison et de cette subordination sorte du gain, pour que je puisse vous être utile, il faut que je m'assimile votre programme et votre plan d'action, vos attentes et espérances, il faut aussi que mes relations avec vous soient justes et constantes, et surtout que j'obtienne de vous des missions concrètes et un travail régulier »<sup>2</sup>. » Les relations de Bakounine avec *Zemlja i Volja* en resteront là, il ne rencontrera jamais de représentant de cette organisation sinon le fils de Herzen, avec qui il ne s'entendra pas.

Sacha Herzen semble avoir été un garçon plutôt antipathique. Il s'était présenté en Suède comme l'unique représentant de *Zemlja i Volja*, ce qui avait fortement déplu à Bakounine. Il s'était vanté d'avoir détourné une partie des fonds que son père lui avait confiés pour sa mission en Suède. « Le plus grave est que Sacha ait traité Bakounin en personnage de second plan et ait dit du mal de lui »<sup>3</sup>. Selon Mervaud, Herzen et Ogarev « n'ignoraient pas les côtés déplaisants du caractère de Sacha ». « Ils reconnaissaient l'un et l'autre son amour-propre exacerbé, son impertinence, son arrogance puérile ». Le plus grave fut que la brouille avec Sacha Herzen avait remis en question les relations que Bakounine avait établis avec Emil von Qvanten, un poète et

---

<sup>1</sup> « Dès septembre 1863, grâce à Bakounin et à ses amis fennomanes, les éditions russes de Londres pénétraient en Russie par la Suède et la Finlande. D'autre part, c'est par l'intermédiaire de Bakounin qu'un Finlandais d'Helsinki avait pu adresser à Herzen plusieurs lettres (aujourd'hui perdues) et publier dans le *Kolokol* du 15 novembre 1863 un article anonyme intitulé « Golos iz Finljandii » (Une voix de Finlande). » (Lettres de Nikolas Ogarev à Alexandre Herzen fils, présentées par Michel Mervaud, Publications de l'université de Rouen. Institut d'études slaves, p. 79, note 9.)

<sup>2</sup> Lettre, 9 juillet 1863.

<sup>3</sup> *Herzen, Ogarev, Bakounine, lettres inédites*, introduction de Michel Mervaud, note, p. 26. Librairie des cinq continents, Paris.

éditeur finno-suédois partisan de l'union de la Finlande avec la Suède dans une fédération avec un roi commun et une assemblée fédérale commune. On comprend dès lors que Bakounine ait été furieux d'avoir été coupé d'un contact essentiel à ses projets.

Cela ne l'empêche pas de faire un énorme bluff : aux Suédois il présente *Zemlja i Volia* comme une organisation puissante ayant de nombreuses ramifications en Russie : lors d'un banquet que ses amis suédois avaient organisé le 28 mai 1863, Bakounine déclare :

« Messieurs, une vaste association patriotique, conservatrice, libérale et démocratique à la fois vient de se former en Russie. Elle porte le nom de “*la Terre et la Liberté – Zemlja i Volia*” – Son centre est à St Pétersbourg, ses adhérents et ses membres dans toutes les provinces de la Grande Russie. Elle embrasse toutes les classes de la société russe, tous les Russes de bonne volonté, quelle que soit d'ailleurs leur fortune et leur position : généraux, officiers en masse, grands et petits fonctionnaires civils, propriétaires nobles, marchands, prêtres, fils de prêtres et paysans, et des millions de sectaires dissidents, qui voulant la même chose que nous, travaillent souvent sans y songer avec nous. »

Il ajoute que cette société est « régulièrement et fortement organisée, tend à former un État dans l'État », qu'elle a conclu une alliance avec le « Comité Central de Varsovie, aujourd'hui gouvernement national polonais, sur des bases aussi larges que justes, en reconnaissant à chaque peuple quelque faible qu'il soit, à chaque province grande ou petite le droit absolu, illimité de disposer d'eux-mêmes selon leur convenance ». Il assure même que cette organisation a « conclu une autre alliance avec les patriotes de la petite Russie, et quand les Finlandais le voudront elle leur donnera la main aux mêmes conditions ».

Est-ce de la candeur ou du cynisme ? Probablement un peu des deux. Bakounine devait bien savoir à quoi s'en tenir à propos de *Zemlja i Volia*. En effet, dans un texte datant de la même période, il dresse un tableau qui doit plus ressembler à la réalité du terrain en Russie :

« Si amer soit-il de le reconnaître, je crois que, pour assurer le succès futur de la cause révolutionnaire même, nous devons proclamer à haute voix notre conviction que l'influence de notre parti sur le peuple a été, jusqu'à ce jour, proche de zéro. La propagande révolutionnaire n'a pas encore trouvé accès à lui et n'a pas encore su ébranler sa foi insensée et malheureuse dans le tsar. Jamais encore ne s'est fait si fortement sentir la coupure

existant entre le peuple et nous, et aucun de nous n'a encore franchi le gouffre qui nous sépare de lui <sup>1</sup>. »

En attendant, Bakounine a raconté aux démocrates suédois (et finlandais) ce qu'ils voulaient entendre. C'est qu'il avait besoin de leur soutien pour réaliser ses objectifs. Quelques petites distorsions avec la réalité n'avaient au fond pas d'importance, d'autant qu'il a fourni au public suédois, à travers les articles que lui demandait la presse – notamment l'*Aftonbladet*, un journal de gauche – et les réunions auxquelles il participait, des analyses sur la situation en Russie et dans les pays slaves qui étaient tout à fait remarquables. Bakounine a largement contribué à éveiller l'opinion publique suédoise aux problèmes sociaux en Russie. Et puis, le propre d'une société secrète n'est-il pas qu'on n'en connaît pas les effectifs ?...

Malgré tout, *Zemlja i Volia* devait bien avoir une certaine influence car dans sa lettre à Guttry il rappelle « l'erreur qu'a commise le Comité central de Varsovie : au moment où des compagnies entières d'infanterie russe prêtaient serment sous notre drapeau : "Terre et Liberté" et n'attendaient que l'insurrection polonaise pour se joindre à elle, juste à ce moment, les Polonais les ont attaquées et ont anéanti de la sorte une année de précieux travail ; il n'y a plus aucun moyen maintenant de rallier ces compagnies à nous. »

De Stockholm, Bakounine écrit que « tout en reconnaissant avec mes amis de Londres l'énorme différence qu'il y avait entre les principes des Polonais et des Russes, j'étais tout de même d'avis et je continue de l'être que dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, nous devons prendre part directement au soulèvement de la Pologne, étant donné qu'elle est un soulèvement contre notre commun ennemi : l'État impérial de Russie » <sup>2</sup>.

Le 21 mars, un navire anglais, le *Colin Ward*, prit la mer avec à son bord, recrutés à Paris par le comte Braniki, les membres d'une légion internationale de volontaires, décidés à aider les Polonais. Bakounine n'a pas été tenu informé, mais le 22 il reçoit un télégramme de Herzen et d'un responsable polonais, l'invitant à se rendre à Helsingborg où le navire fait escale. Bakounine, furieux, n'arrive que le 26. L'expédition est encore retenue deux jours par la tempête et par la mauvaise volonté du capitaine qui avait, déclara

---

1 « La cause du peuple. Romanov, Pougatchev ou Pestel ? », juin-juillet 1862 Londres. L'historien Piotr S. Wandycz précise le tableau que donne Bakounine – celui de la lettre du 9 juillet, pas celui du banquet avec les Suédois : « ... l'assistance russe ne pouvait pas être très efficace, vu la faiblesse de Zemlja i Volia. ». *The Lands of partitioned Poland, 1795-1918*, Seattle, University of Washington Press.

2 *Zemlja i Volia* (Terre et Liberté), 9 juillet 1863.

celui-ci, oublié les documents nécessaires pour le fret et l'équipage. Ce brave capitaine avait entre-temps pris contact avec le consul russe. « Ce n'est qu'une fois à bord du bateau que nous apprîmes que le capitaine, après avoir rassemblé ses marins, leur avait tenu un discours décrivant les dangers auxquels ils s'exposaient s'ils entraient avec nous dans la Baltique. »

Finalement, le capitaine débarque tout le monde à Copenhague « sous prétexte d'approvisionner le bateau en eau douce, ce que, soi-disant, il n'avait pas eu le temps de faire au cours des quatre journées passées à Hålsingborg ». Il fonça à l'ambassade d'Angleterre et revint le lendemain en déclarant qu'il ne repartirait pas tant qu'il resterait un Polonais à bord. Bakounine n'est, à ce moment-là, pas au courant de la démarche du capitaine et se rend lui aussi chez l'ambassadeur qui l'informe de la visite du capitaine, la veille. A Copenhague se trouvait une agence de la compagnie propriétaire du navire, la Hansel & Cie, et Sir Paget, l'ambassadeur, informa Bakounine qu'elle était « en même temps celle de la marine de guerre russe pour les fournitures de charbon, etc. ; justement, dans ce même moment, cette agence était en train de préparer une cargaison de charbon pour un navire de guerre russe attendu le lendemain »...

Entre-temps, les marins anglais avaient tous quitté le navire, sauf le mécanicien et le pilote danois. Il fallait à tout prix quitter le Danemark dont le gouvernement s'était « jeté plus ou moins sous la protection du Cabinet de Saint-Pétersbourg ». La compagnie embaucha un capitaine et des marins danois « avec le concours desquels, le 30 mars, à 5 heures de l'après-midi, notre infortuné bateau, abandonné par tous les Anglais, entra dans le port de Malmö ». La légion internationale, débarquée, est chaleureusement accueillie par la population, et l'aventure se termine par un banquet fraternel.

On peut dire que l'équipée était de toute façon mal partie, car de profondes dissensions divisaient les deux chefs polonais de l'expédition, Lapinski et Demontowicz<sup>1</sup>. Les sympathies de Bakounine vont au second, avec qui il est en relation depuis un moment, malgré leurs divergences. Lapinski, dit Bakounine, « est courageux, adroit, sensé, mais c'est un condottiere sans scrupules ou pour le moins à la conscience élastique, un patriote, ce terme pris dans le sens d'une haine implacable et invincible des Russes ; en tant que militaire, il déteste et méprise par profession n'importe quel peuple, voire même le sien. »

---

<sup>1</sup> *Joseph Demontowicz* (1823-1876). Bakounine fait la connaissance de Joseph Demontowicz lors de l'expédition du Colin Ward en 1863, dont il était le chef. C'était un émigré polonais agent du Comité central national polonais en Posnanie en 1863. Il devient ensuite agent gouvernement central polonais à Stockholm.

De Lapinski, Bakounine déclare qu'il nourrissait à l'égard de Demontowicz un sentiment d'hostilité : « Pour moi, il n'y avait pas le moindre doute qu'il profiterait de la première occasion, de la première chance, pour le supprimer ». Quant à Demontowicz, il était si méfiant de Lapinski qu'il « se gardait bien (selon ses propres paroles) d'accepter de Lapinski ses aliments, craignant du poison ». « Belle expédition, commente Bakounine, où les deux principaux chefs dont dépendent sa réussite, se trouvaient en de tels rapports ! »

« En un mot, je découvrais un monceau de malentendus et de mécontentements secrets ; et je me disais qu'il faudrait attendre qu'apparaisse une très bonne étoile pour que notre malheureuse expédition ait une issue heureuse. »

Le 31 mars, Bakounine, qui est fort en colère, écrit à Herzen :

« Vous vous êtes conduits avec moi comme avec un enfant, ne me prévenant qu'au dernier moment et, comme vous le voyez vous-même, par un trop bref et trop tardif télégramme, que je devais aller ici et là ; or les préparatifs de l'expédition ont duré plus d'un mois ; vous aviez donc assez de temps pour m'informer clairement et en détails de tout ; ne l'ayant pas fait, vous avez causé un grave préjudice à l'expédition, car prévenu à temps, j'aurais pu, ici même, en Suède, être pour elle d'une incontestable et considérable utilité. »

Ce serait une erreur d'interpréter les propos de Bakounine comme une vantardise. Il était en effet – on l'oublie souvent – un officier d'artillerie de l'armée russe, qui a su faire preuve de réelles capacités militaires et qui a montré sur le terrain ses qualités d'organisateur et de meneur d'hommes. Si, à Prague, en 1848, il était sceptique quant aux chances de succès de l'insurrection, une fois qu'elle fut déclenchée il y participa en tentant d'éviter de trop grandes pertes chez les insurgés. Il fut l'un des dirigeants de l'insurrection de Dresde, en 1849, où il fit merveille, et une fois les insurgés battus, il organisa une retraite en bon ordre – exercice notoirement difficile étudié dans les écoles de guerre – « en emportant toute la poudre, toutes les munitions, et les blessés » précisera-t-il, ce qui lui valut une appréciation louangeuse d'Engels :

« A Dresde, le combat des rues dura quatre jours. Les petits-bourgeois de Dresde – la “garde nationale” –, non seulement ne participèrent pas à cette lutte, mais ils appuyèrent la progression des troupes contre les insurgés. Ceux-ci, par contre, comprenaient presque exclusivement des ouvriers venus des quartiers industriels environnants. Ils trouvèrent un chef capable

et de sang-froid dans la personne du réfugié russe Michel Bakounine, qui fut fait prisonnier par la suite <sup>1</sup>... »

Plus tard, à Lyon, Bakounine fut un des meneurs du mouvement qui préluda à la Commune de Paris, et eut, encore une fois, une appréciation louangeuse d'un historien bolchevik, Steklov, qui déclara qu'à ce moment-là il n'y avait pas de meilleur plan possible : l'intervention de Bakounine à Lyon, dit-il, fut « une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger vers la lutte contre le système capitaliste et en même temps de repousser l'invasion étrangère »<sup>2</sup>.

Il est donc tout à fait probable que la présence de Bakounine aurait permis de régler nombre de problèmes d'organisation ; en revanche, il est tout aussi probable que les dissensions au sein des dirigeants polonais eussent de toute façon fait capoter l'affaire.

En attendant, la colère de Bakounine, qu'il regrettera aussitôt, s'abat sur Herzen et Ogarev, restés à Londres :

« Dites-vous bien que je ne suis pas un enfant, que j'aurai bientôt 50 ans et qu'il ne me convient pas, voire qu'il ne m'est pas possible d'être chez vous un garçon de courses ; et que, désormais, je ne me croirai pas tenu à n'accepterai pas de participer à toute action, dont la nature et les modalités ne me seront connus dans leur entier. »

On a coutume de railler l'expédition ratée à laquelle Bakounine se joignit – comme on peut s'y attendre, Marx ne s'en priva pas : « Le colonel Lapinski, de retour depuis quelques jours de son "expédition" entreprise avec Bakounine et si joliment terminée, grâce à Palmerston, sur la côte suédoise, fait remarquer, avec force jérémiades, que les comités de Varsovie, de Londres et de Paris sont absolument sous l'influence de Bonaparte et de Czartoryski<sup>3</sup>. » Il est significatif que Marx, qui a rencontré Lapinski, le trouve, au contraire de Bakounine, sympathique : « La connaissance la plus intéressante que j'aie faite ici, c'est celle du colonel Lapinski. C'est évidemment le plus spirituel des Polonais que j'aie vu jusqu'à ce jour, et avec cela homme d'action. » C'est que toutes les sympathies du colonel sont « acquises à l'Allemagne », précise Marx. Ce brave colonel hait tous les Orientaux « parmi lesquels il range avec la même préférence Russes, Turcs, Grecs, Arméniens etc. »<sup>4</sup>

---

1 F. Engels, cité dans *Michel Bakounine et les autres*, Arthur Lehning, 10/18, p. 170.

2 Cité par F. Rude, in *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos.

<sup>3</sup> Lettre à Engels, 15 août 1863.

<sup>4</sup> Lettre à Engels, 12 septembre 1863.

Les accusations portées contre Bakounine, rendu responsable de l'échec d'une expédition qu'il n'a pas organisée, dont il fut informé tardivement, commencèrent aussitôt.

Un certain Cwierczakiewicz, qui joua un rôle d'intermédiaire dans l'organisation de l'équipée, s'en prit à Bakounine afin, dit celui-ci, de détourner sa propre responsabilité. Dans un projet de lettre à Herzen et Ogarev, Bakounine cite les chefs d'accusation : il lui est reproché d'avoir « perdu, vendu, trahi mille fois depuis un siècle, divulgué les secrets confiés par nous à son honneur » et, « contre toute délicatesse au moins, si ce n'est pas plus, de s'être mêlé de nos affaires intérieures par des conseils incongrus et pernicieux ».

L'expédition ayant échoué, dit Bakounine, et « comme dans cette expédition il s'est trouvé un Russe, dont toute la vie a été vouée à la cause de l'indépendance et de la liberté polonaise – ce Russe seul doit être coupable »<sup>1</sup>. Ce projet de lettre est intéressant parce qu'il révèle la pensée réelle de Bakounine sur les Polonais, dont il défend par ailleurs la cause. « Ceci me rappelle 1848, dit-il ; alors comme aujourd'hui, j'aspirais au même but, alors comme aujourd'hui, je fus calomnié par des Polonais qui méconnurent toute l'ardente sincérité de mes vœux, m'accusèrent spirituellement et généreusement à la fois d'avoir été un agent du gouvernement de St Pétersbourg – Ce qui prouve que si leur courage héroïque ne faillit jamais, leur esprit d'injustice non plus. » Propos bien amers qui reflètent l'idée – que Bakounine ne formule jamais aussi explicitement – que les Polonais ne sont pas à la hauteur de leur cause.

Fin de l'épopée polonaise.

A la suite de cela, ses amis Herzen et Ogarev lui adressent des critiques terribles. Trop grande confiance, insouciance d'enfant, vantardises, agitation fiévreuse, absence de toute préparation, accuse Ogarev. Herzen, quant à lui, reproche à Bakounine d'adorer les conspirations mais d'être un mauvais et ridicule conspirateur... Ogarev l'exhorte à abandonner ses tendances révolutionnaires et à étudier les problèmes de l'État et de l'organisation sociale.

Ces critiques n'ont apparemment pas d'effet immédiat, mais porteront à la longue leurs fruits : il réalise la nécessité d'une organisation structurée, disciplinée, qui ne soit pas l'effet d'improvisations successives. C'est également à partir de l'échec de l'expédition de 1863 qu'il commence à évoluer vers l'« anarchisme » – une évolution qui prendra tout de même encore cinq ans.

---

<sup>1</sup> Projet de lettre à Herzen et Ogarev, avril 1863.



Bakounine doit se rendre à l'évidence que l'insurrection polonaise était une révolte nobiliaire. Les Blancs, le parti des grands seigneurs, sont opposés à tout changement social, tandis que les Rouges, le parti de la petite noblesse, tout en acceptant quelques concessions aux paysans, craignent que ces derniers ne se radicalisent.

Bakounine rapporte une conversation qu'il a eue avec Demontowicz :

« Demontowicz, le commissaire d'ici du gouvernement populaire de Pologne, se disant ultra-rouge, me disait encore ces jours-ci : “ Notre mouvement est provoqué par l'intelligentsia ; votre mouvement moujik serait le triomphe de la barbarie ; il est pour nous infiniment plus dangereux que la victoire même de l'Empire, car il pourrait entraîner nos paysans également ; si bien que si je devais faire un choix entre l'empereur et la révolution russe, je préférerais le premier.” »

On ne peut exprimer plus clairement que l'occupation russe est préférable à la révolution sociale.

La capacité des Suédois à s'exalter pour la cause slave avait des limites. Le gouvernement conservateur suédois, qui tenait à garder de bonnes relations avec la Russie, trouvait ce géant russe un peu encombrant. En faveur de Bakounine, il y avait le roi de Suède, qui détestait le tsar et qui voyait d'un œil favorable l'union de la Finlande et de la Suède que préconisait Bakounine, d'autant que cette idée avait ses partisans en Finlande, dont la bourgeoisie parlait le suédois. Le roi Charles XV accorda une entrevue à Bakounine, dont on ne sut pas grand chose.

Si Bakounine constate que l'insurrection polonaise n'a aucune chance de se transformer en révolution populaire, il constate également que ses analyses se sont vérifiées : la Pologne ne peut vaincre que par la révolution. La stratégie de la noblesse polonaise consistant à transposer leur lutte pour l'indépendance sur le terrain diplomatique a conduit à une entente entre la Prusse de Bismarck et l'empire de Russie contre les insurgés. La manie des Polonais à miser sur la diplomatie plutôt que sur l'action de masse avait déjà été dénoncée par Bakounine dans sa brochure de 1842, « la Réaction en Allemagne » et dans l'« Appel aux Slaves » de 1848. En 1863, les Polonais pensent, une fois de plus, que l'action diplomatique permettra d'aboutir à leur libération. Ils comptent sur l'intervention de Napoléon III, et pensent que l'empereur des Français leur accordera la même aide militaire qu'il a donnée aux Italiens.

Or le contexte est totalement différent.

Les Autrichiens occupent des territoires au Nord de l'Italie. L'aide que la France apporte à l'Italie contre l'Autriche ne lui vaudra que l'hostilité de cette dernière. D'autant que la Prusse, qui est en conflit avec l'Autriche sur des questions territoriales dans le Nord de l'Allemagne (l'affaire des duchés du Schleswig-Holstein), soutient la France tandis que la Russie reste neutre. Ayant des frontières communes avec l'Italie, la France espère réaliser des gains territoriaux en échange de son aide (elle acquerra Nice et la Savoie).

La France n'a aucune frontière commune avec la Pologne, qui est elle-même occupée par l'Autriche, la Prusse et la Russie. Aider la Pologne, c'est se retrouver avec trois ennemis d'un coup, et de taille. Et aucune perspective de gains territoriaux.

Il est tout à fait surprenant que les stratèges polonais aient pu sérieusement imaginer une aide de la France. Bakounine ne cessa d'ailleurs de leur dire qu'ils n'obtiendraient rien par la voie diplomatique et qu'ils n'avaient rien à attendre des gouvernements étrangers.

La fixation des Polonais sur les perspectives diplomatiques s'expliquent parce qu'il était de leur point de vue inconcevable d'agir autrement : l'alternative aurait été un véritable soulèvement populaire de la paysannerie polonaise (ce qui aurait impliqué des concessions à cette classe en termes de terres) mais aussi des populations non polonaises opprimées par les Russes. De telles options n'étaient pas envisageables. L'extrême réticence des chefs polonais à accepter le soutien des révolutionnaires russes, et de Bakounine en particulier, vient précisément de ce qu'ils craignaient par-dessus tout la transformation de leur insurrection nationaliste en révolution sociale.

Le nouveau gouverneur général russe en Pologne met en place une politique de russification du pays par la terreur. Il s'appelle Mouraviev.

Sur la question finlandaise, Bakounine commit une erreur : il fit une analogie entre la situation de la Pologne et celle de la Finlande. Or cette dernière n'était pas écrasée par la domination russe, comme l'était la Pologne. Depuis le XII<sup>e</sup> siècle la Finlande avait fait partie de la Suède. La souveraineté russe sur le pays était récente (1809). L'usage et l'enseignement de la langue finnoise n'étaient aucunement réprimés, même si, à partir de 1872, l'enseignement du russe deviendra obligatoire dans les écoles. Il y avait un sénat de 14 membres nommés pour trois ans par le tsar ; une convention établissait que les gouverneurs de province seraient finlandais. Il existait une diète rassemblant les quatre ordres : noblesse, clergé, bourgeoisie et paysans. Cette diète, qui n'avait pas été réunie depuis l'annexion, fut convoquée sur l'ordre du tsar en septembre 1863. Les propositions de conciliation du tsar Alexandre II convenaient aux Finlandais. Mais si, après l'insurrection polo-

naise, le tsar se vit obligé de faire des concessions aux Finlandais, c'est peut-être en partie la conséquence de l'agitation provoquée par *Zemlja i Volia*.

La collaboration entre militants russes et finlandais fut en effet durable : ces derniers permirent d'ouvrir des voies de passage à la propagande révolutionnaire en Russie. « Cette collaboration tendait à créer une tradition de luttes communes entre les peuples de Russie et de Finlande », écrit Michel Mervaud<sup>1</sup>.

La situation de Bakounine en Suède se compliqua avec l'arrivée de Sacha Herzen, le fils de l'ami de Bakounine, qui avait pris ombrage du succès du révolutionnaire russe auprès de l'opinion et avait entrepris de le déconsidérer. Bakounine considérait le jeune homme comme un blanc-bec sans envergure<sup>2</sup>.

## Analyse de la situation en Suède

Bakounine n'est donc pas resté inactif en Suède et ne s'est pas seulement intéressé à la Pologne. Il a noué de nombreux contacts et s'est beaucoup intéressé à la situation politique des pays scandinaves, comme le montre une lettre qu'il a adressée d'Italie à Demontowicz, réfugié en Suède. Il le bombarde de questions sur ce pays, ses relations avec le Danemark, les projets du roi de Suède, ceux du Parti populaire danois, la Norvège, le Parti libéral suédois, les relations entre le Danemark et le Schleswig-Holstein<sup>3</sup>. Ce n'est pas l'attitude de quelqu'un qui est resté pendant six mois en marge des problèmes du pays où il a séjourné.

Dans un de ses projets d'organisation visant à regrouper les démocrates scandinaves, rédigé en octobre 1864 lors de son second séjour à Stockholm, Bakounine tente de montrer que si la constitution d'une organisation secrète

---

1 *Herzen, Ogarev, Bakounine, lettres inédites*, introduction de Michel Mervaud, p. 45. Librairie des cinq continents, Paris.

2 « Du fils de Herzen, je ne parle pas : c'est un bon garçon presque tout entier formé de qualités négatives. Ecrasé par le puissant prestige du père, il n'est point parvenu à développer en lui ni l'esprit ni le caractère jusqu'à l'indépendance. Jusqu'à présent, il ne s'est distingué que par sa mollesse et son irrésolution ; et il a été le pâle et erratique reflet de son père. (...) Jusqu'ici il n'a ni idées ni passions propres. (...) Au demeurant, en lui s'est éveillée présentement une vanité infantile et ridicule et, à regret, je dois dire, pas tout à fait pure, qui l'a amené à faire ici, en Suède, une masse de bêtises impardonnables, à propos desquelles je me crois obligé d'écrire à son père. » *Zemlja i Volia* (Terre et Liberté) 9 juillet 1863.

3 Lettre à Józef Demontowicz, 26 février 1864.

scandinave est nécessaire, celle-ci doit tenir compte des particularités de ces pays qui constituent « au milieu de l'Europe, comme un monde à part ».

Ce sont des pays profondément monarchiques, et Bakounine pense que « vu la situation particulière, intérieure et extérieure, des trois pays scandinaves, un roi est encore nécessaire. C'est au moins la conviction des hommes les plus intelligents du parti le plus avancé », qui se disent platoniquement républicains mais ne remettent pas en cause la monarchie. Il y a, dans ces pays, l'habitude d'une grande liberté. « La Norvège possède des institutions presque républicaines, et le Danemark depuis la réforme est gouverné par des lois beaucoup plus démocratiques que la celles de la Suède. » En Suède, s'étonne Bakounine, c'est le gouvernement lui-même et la couronne qui prennent l'initiative des réformes : c'est, dit-il, « un monde renversé <sup>1</sup> » !

« Et ce qui est digne également de remarque, c'est que toutes les classes de la société y sont plus ou moins libérales, aucune, pas même la noblesse et le clergé n'osant, ni ne voulant, ni même ne pouvant se poser comme des corps de résistance franchement réactionnaires <sup>2</sup>. »

Mais en même temps, toutes les classes y sont plus ou moins conservatrices ! Pourtant il y a une classe nombreuse de prolétaires : serviteurs des deux sexes, ouvriers des campagnes, des fabriques et des villes qui forme à peu près la moitié de la population et ne jouissent d'aucun droit politique et sont à peine émancipés au civil, mais cette classe n'a pas conscience de ses droits et n'exige rien.

Les deux classes qui représentent une puissance sont la bourgeoisie et la paysannerie, qui l'une et l'autre veulent une réforme constitutionnelle « dans un sens très libéral, mais pas du tout démocratique ». Quant à la jeunesse lettrée, confinée dans les universités de Lund et d'Upsala, elle est stérilisée par son éducation et n'a comme perspective que de rêver d'une carrière bureaucratique. Elle « n'apporte pas, comme elle devrait le faire, un surcroît de vie au mouvement politique de la Suède ».

L'esprit politique des Suédois est peu développé, lent, indolent, imprévoyant. Cependant, « lorsque la nécessité d'un acte décisif devient pressante, le cœur s'allume et le fait s'accomplit ». Les Suédois jouissent d'une grande liberté qui leur a peu coûté, pour laquelle ils ne se sont pas beaucoup sacrifiés.

---

1 « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

2 *Ibid.*

« Elle leur est venue comme un bien naturel, dont à cause de cela même ils ne comprennent pas tout le prix. Ils en sont infatués, et en quelque sorte par elle endormis – ils en sont tellement sûrs, qu'ils ne croient pas devoir veiller pour la garder, ni travailler pour l'élargir encore et pour en étendre les bienfaits également sur tous les Suédois <sup>1</sup>. »

La politique, la science, la religion, les arts ne sont pas la principale préoccupation des Suédois. Ce qui les préoccupe, ce sont plutôt « les intérêts quotidiens de la vie matérielle, corrigés quelque peu par la frivolité des caquets de petite ville ». Ils s'intéressent peu aux événements de l'Europe.

« Ils ont pour tout ce qui se fait dans les autres pays, l'intérêt curieux d'amateurs et d'hommes civilisés, des sympathies ou des antipathies de goût, mais non d'intérêt. La majorité de la classe civilisée en Suède, pense, à tort sans doute, que les événements de l'Europe entière ne sauraient réagir en Suède – et que fût-ce la révolution, fût-ce la réaction qui doit l'emporter définitivement sur le Continent, la Suède ne changera ni de direction, ni de pas <sup>2</sup>. »

Mollesse et apathie de l'opinion publique, absence d'une grande idée, d'un grand intérêt moral, intellectuel, politique ou social, mais surtout absence d'une « grande crainte ou d'un grand désir communs à toute la nation », voilà qui explique l'isolement dans lequel vivent les hommes politiques de la Suède – ce qui ennuie bien Bakounine, car il voudrait bien attirer la Suède dans le concert des nations européennes. D'autant que, selon lui, il y a deux questions qui doivent « réveiller la Suède » : la réforme constitutionnelle et la question scandinave.

De la première, Bakounine montre qu'elle aboutira à faire perdre à la noblesse les sinécures et les emplois qui lui étaient réservés par le privilège constitutionnel. Cependant, cette réforme sera très certainement accordée sans coup férir, ce qui là encore ennuie bien Bakounine : à son correspondant suédois, il déclare « qu'il serait désirable pour la Suède que cette réforme ne passe sans une grande résistance, – qu'elle vous coûte de grands sacrifices, que vous l'emportiez de haute lutte. Vous êtes malade de trop de bonheur, de vos conquêtes trop faciles – vos muscles se sont relâchés ; pour les fortifier il faut la guerre : intérieure et extérieure. La réforme, si elle vous arrive tranquillement, ne vous apportera pas grand chose. Mais la lutte intestine pour la réforme réveillera l'esprit et le cœur d'une nation généreuse naturellement énergique et fière. Et une fois l'âme suédoise réveillée, ce sera

---

1 *Ibid.*

2 *Ibid.*

un monde de questions politiques et sociales qui surgira de cette pauvre question de Réforme. Alors, mais alors seulement, vous redeviendrez une grande nation européenne, vivante et progressive<sup>1</sup>. »

L'irritation de Bakounine devant cette Suède où les habitants sont en somme trop heureux, où leurs conditions de vie s'améliorent à l'initiative même des instances de pouvoir – le gouvernement et la monarchie – sans qu'il y ait de conflit est assez amusant. Ce grand gaillard hyperactif qui a déjà participé à trois révolutions, fait huit ans de forteresse et quatre ans de relégation en Sibérie, qui n'a connu que des régimes despotiques, est complètement déboussolé en Suède. Bakounine le dit lui-même : c'est le monde à l'envers.

Il y a une certaine ironie de l'histoire à voir Bakounine s'étonner de ce qui est peut-être déjà le modèle social suédois, qui pose un réel problème encore d'actualité : le *welfare state* dont la Suède semble être le précurseur est-il le moyen d'éviter la révolution ?

La question scandinave est l'autre question susceptible de soulever l'enthousiasme des Suédois. Ceux-ci auraient un instinct général, quoique non formulé : la haine contre la Russie et, plus récemment, la haine contre la Prusse et contre l'Allemagne en général. La nation suédoise se sent prise comme dans un étau entre ces deux puissances. S'adressant aux hommes qui doivent constituer la nouvelle société secrète, Bakounine affirme :

« C'est à vous à lui expliquer que pour sortir avec honneur et avec triomphe de ce danger, il n'y a qu'une issue : c'est l'union Scandinave<sup>2</sup>. »

Il semble donc que, pendant les sept mois qu'il a passés en Suède, Bakounine ait consacré beaucoup d'efforts à la tentative de constituer une sorte de fédération des pays scandinaves comme contre-poids à l'influence russe et allemande. « Vous êtes en train de fonder une magnifique chose : C'est l'Association scandinave », dit Bakounine, qui regrette cependant que le nom de cette organisation ait été modifié en Association du Nord car ainsi, l'Allemagne et la Russie pourraient y adhérer, alors que « le mot Scandinave est compris, et ce qui plus est applaudi de tous les amis de la liberté en Europe ».

Bakounine réaffirme ainsi la nécessité d'une union du type fédéral avec la Norvège et le Danemark respectant les principes qu'il a exposés de liberté d'adhésion et de sécession : « Que toute nation, tout peuple petit ou grand, faible ou fort, toute province, ont le droit absolu de disposer d'eux-mêmes

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

selon leurs sympathies, leurs intérêts et leurs pure volonté, sans qu'aucun Etat, sous quelque prétexte que ce fût, ait le droit de les en empêcher. »

Bakounine fait alors un commentaire très curieux :

« On ne fait plus aujourd'hui, comme au temps de la grande révolution, de déclaration de principes, et tout le monde s'en moquerait. – Eh bien ! tant pis – C'est précisément parce qu'on fait aujourd'hui fi des principes, qu'on commet tant de cochonneries. – Et ce n'est pas vrai qu'on ne les fasse plus [*Bakounine parle des déclarations de principes*], mais on les fait avec hypocrisie, falsifiées. Qu'est ce donc que le principe de "nationalité" dont on a fait tant de bruit ? N'est ce pas un principe, et précisément le même principe que celui que je vous propose, avec cette différence que le mien est clairement exprimé. Et ne comprenez-vous donc pas quelle puissance morale et par conséquent politique aussi cette déclaration vous donnerait vis-à-vis des Allemands ? Et quelle sympathique confiance en surgirait pour vous dans tous les peuples ? Si vous dites seulement : Nous voulons l'union scandinave parce qu'elle est nécessaire à notre sécurité, à notre puissance, cela ne regardera que vous. Mais si vous ajoutez : "Nous la voulons parce qu'elle est voulue librement par les peuples qui doivent la former, et nous rejetons avec dédain toute idée de conquête, de violence et de droit historique ; nous voulons pour nous et pour les autres la liberté et rien que la liberté", votre cause deviendra celle de tous les peuples <sup>1</sup>. »

Dans un monde profondément bouleversé depuis son arrestation, Bakounine semble reprendre du service sur la scène européenne avec les concepts de 1848.

Le mouvement scandinaviste est apparu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et se manifesta dans la presse danoise en 1787. Une société scandinave fut créée. En 1809 la Finlande, alors partie de la Suède, est annexée par la Russie. Dans le contexte de la réorganisation de l'Europe mise en œuvre lors du Congrès de Vienne, après la chute de Napoléon, le roi du Danemark Frédéric V céda la Norvège à la Suède en échange d'une portion de la Poméranie suédoise, portion que le Danemark abandonna aussitôt à la Prusse en échange du duché de Lauenburg, lequel allait être plus tard l'objet d'un conflit, en même temps que le Schleswig et le Holstein, entre le Danemark et la Confédération germanique <sup>2</sup>. Le mouvement scandinaviste perd alors son élan, mais une nouvelle agitation commença en 1829 dans les universités, qui inquiéta les

---

1 « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

2 Cf. ci-dessous, « L'affaire des duchés ».

gouvernements. Christian VIII combattit une société scandinave qui s'était constituée à Copenhague en 1843 et qui favorisait le parti constitutionnel danois. Un journal qui avait préconisé l'idée d'une fusion des trois États sous une même dynastie fut poursuivi.

Le roi de Suède Oscar I<sup>er</sup> tenta d'enrayer le mouvement mais ne put empêcher que les étudiants suédois soient reçus avec enthousiasme au Danemark, en 1845, où tout le monde prêta serment de se dévouer à la défense commune contre l'hostilité de la Confédération germanique.

Lorsqu'il fut avéré que le roi du Danemark n'avait pas de succession, la guerre de succession des duchés éclata en 1848 avec l'Allemagne sur la question du Schleswig et du Holstein. La Suède n'intervint pas. Mécontents devant l'attitude de la Suède, les Danois acceptèrent l'ordre de succession de 1852 défini au traité de Londres : l'héritier présomptif serait le prince allemand Christian de Sonderburg-Glücksburg. Cette solution ne convenait à personne et l'idée d'une fusion sous une même dynastie refit surface. Lorsque Frédéric VII mourut en 1863, le prince fut couronné sous le nom de Christian IX, mais le Holstein refusa de le reconnaître.

Une nouvelle société scandinave se constitua en 1864 dans les trois États scandinaves en vue d'un rapprochement.

Ce rapide survol du contexte scandinave contemporain à Bakounine montre qu'il existait des germes de discorde entre les États scandinaves et la Confédération germanique – en fait la Prusse – qui pouvaient justifier la mobilisation des scandinavistes. Il est évident que Bakounine souhaitait que les Scandinaves s'unifient pour constituer un front commun contre l'Allemagne.

En 1863, la Prusse annexe trois duchés au détriment du Danemark. Devenant le maître du jeu en Allemagne du Nord, la Prusse de Bismarck devient une menace.

Dans ses projets, Bakounine n'abandonne pas l'idée d'une libération de la Finlande : soucieux de préserver le caractère « scandinave » de l'association quand il s'agit d'en exclure la Prusse et la Russie, il est moins regardant quand il s'agit d'intégrer la Finlande. Il tente donc de convaincre ses correspondants d'inclure ce pays dans l'Association

« Je sais bien qu'il a beaucoup de membres fort honorables de votre association – (Mankell, Enblom etc.) qui ne veulent pas du tout de la Finlande. Je crois que c'est une grosse erreur politique que je n'ai pas besoin de vous démontrer. Je demanderai seulement encore une fois : Pourquoi diable alors vous appelez-vous Association du Nord ?



« Si j'avais une voix parmi vous, j'aurais proposé de faire un appel solennel à la Finlande et de lui déclarer que si jamais des circonstances plus heureuses rendaient possible son retour à la Suède, celle-ci l'acceptera avec bonheur, non comme une esclave, mais comme une sœur égale en indépendance et en liberté, non comme une province, mais comme un État confédéré seulement pour les grands intérêts généraux politiques, de toute la Scandinavie – et conservant toute son indépendance intérieure, sa langue, et sa législation particulière.

« Rappelez vous que le retour de la Finlande à la Suède entraînerait probablement vers vous une grande partie des populations finnoises, dans le Nord de l'Empire de Russie, – peut-être aussi l'Esthonie et la Livonie, sans conquête de votre part, sans violence, par le mouvement spontané et libre des populations – et que vous formeriez alors réellement la grande Fédération libre du Nord. Est-ce que vous n'aurez donc pas le courage de risquer la chance d'un si grand avenir <sup>1</sup> ? »

Le projet de Bakounine est grandiose : constituer une sorte d'union européenne avant la lettre, limitée à l'Europe du Nord, se posant comme un bloc anti-despotique distinct à la fois de l'Allemagne et de la Russie et attirant dans son orbite les pays de la Baltique. Il s'agit en somme de s'appuyer sur les États les plus libéraux pour créer un modèle de libre fédération attractif pour les *populations* des États européens, faute de l'être pour leurs *couches politiques dirigeantes*. Les proclamations selon lesquelles « le droit autonome de toutes les quatre nations » sera respecté cachent mal l'intention réelle de Bakounine qui est de parvenir à terme à une forme d'interdépendance qui rendra impossible tout retour en arrière. Il sait bien qu'il est difficile de remettre en cause le principe monarchique : aussi, tout en déclarant qu'il faut parvenir à une « union dynastique », il affirme qu'il faut transformer celle-ci en « fédération réelle et directe de ces nations » dans laquelle le roi n'est pas « une condition absolument nécessaire de cette union, et pour que l'union reste quand le roi tombera » : « Vous aurez donc en dehors ou au-dessus des parlements suédois, norvégien, danois, finlandais, un parlement scandinave <sup>2</sup>. »

L'idée de république européenne n'est pas une nouveauté chez Bakounine ; dans une lettre à *La Réforme* du 13 mars 1848 il écrivait déjà : « Le mouvement révolutionnaire ne s'arrêtera que lorsque l'Europe, l'Europe toute entière, *sans en excepter même la Russie*, sera devenue une république démocratique-confédérée. (...) La révolution périra si la royauté ne disparaît

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Je souligne.*

complètement de la surface de l'Europe. » En 1864 sa position n'a pas changé sur ce point. Précurseur ou rêveur, il est difficile de présenter, comme le fait l'image d'Epinal, l'auteur d'un tel projet comme un « nihiliste » et un « pan-destructeur ».

La méthode argumentative de Bakounine est amusante. S'adressant à des hommes sur lesquels il ne se fait au fond pas d'illusion, il ne cesse de leur suggérer des positions politiques en précisant qu'il sait bien qu'ils ne les adopteront pas<sup>1</sup>. Ainsi, dit-il, « vous devriez faire, selon moi, mais vous ne ferez pas, je le sais, une déclaration de principes pour la politique intérieure... »

Le programme de Bakounine pour la fédération scandinave ne s'arrête pas là. Il faut aussi une politique intérieure : « Liberté et droits politiques pour chacun – Suffrage universel – Système large d'éducation populaire – Emancipation du peuple par la liberté, par les écoles et par le crédit au travail – Principe d'association<sup>2</sup>. » On retrouve dans ce programme l'idée proudhonienne de banque du peuple. Bakounine semble bien, à cette période, faire un retour à Proudhon, retour qui coïncide avec le retour aux préoccupations sociales, très présentes dans les textes « suédois » : les mots « ouvrier », « associations ouvrières » reviennent fréquemment, ainsi que les références à Proudhon :

« Proudhon, qui n'est pas un conspirateur du tout, a dit, dans un de ses ouvrages les plus remarquables : (*De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, Edition Belge), que s'il se trouvait seulement 100 en Europe, vraiment et complètement pénétrés de l'idée révolutionnaire, et qui se donneraient la main pour une action en commun, dûment organisée, le triomphe de la Révolution serait assuré dans le monde. – Je crois, cher ami, qu'il y a en Europe beaucoup plus de 100 hommes qui pensent, qui

---

<sup>1</sup> Sur le bateau qui le ramène en Angleterre, Bakounine écrit à Adolf Hedin une lettre significative quant aux effectifs en jeu dans ses projets : « Vous êtes Vous réuni tous les trois, après mon départ et le résultat de Votre réunion a-t-il été satisfaisant ? », s'enquiert-il. « J'espère que vous tiendrez votre promesse », demande-t-il encore : « Ce sera pour moi et pour Vous même une preuve que Vous avez pris la chose au sérieux. »

*Adolf Hedin* (1834-1905), journaliste, publiciste et homme politique suédois partisan des réformes sociales et de la démocratie. Il fut rédacteur en chef de *Aftonbladet* de 1874 à 1876. Elu au parlement en 1870. Partisan du scandinavisme, il soutint initialement l'union de la Norvège et de la Suède mais se rallia à une solution pacifique du conflit.

<sup>2</sup> « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

sentent et qui veulent comme nous, mais que chacun de nous, restant séquestré en lui même et ignorant tous les autres, est réduit par là-même à une triste et honteuse impuissance. Que serait-ce si nous nous recherchions, si nous tachions de nous reconnaître, et si nous nous donnions tous effectivement la main pour l'accomplissement en commun pour cette grande œuvre ? Mais ayant la révolution pour but, nous ne pouvons naturellement nous chercher qu'en secret, par voie de conspiration, pour réunir toute l'Europe en une Confraternité internationale secrète et révolutionnaire. »

Dans un autre document de la même période, daté de Stockholm, septembre-octobre 1864, Bakounine cite encore Proudhon et sa trop fameuse phrase : « La propriété c'est le vol »<sup>1</sup>, dans un développement sur l'idée que le travail seul crée la richesse. Peu après, lorsque Bakounine retournera en Italie, il passera par Paris pour revoir Proudhon. Le 11 novembre 1864, sachant celui-ci malade, il lui écrit une lettre pour lui demander s'il peut le recevoir.

C'est sans doute en Suède que commence un processus, qui durera quatre ans, de désengagement progressif par rapport à la question slave et d'engagement progressif dans les problèmes de la classe ouvrière. Ce processus culminera avec une lettre qu'il écrira à Marx en 1868, dans laquelle il déclarera qu'il ne se consacrera plus qu'à la cause prolétarienne.

La suite du texte de Bakounine aux Frères scandinaves est consacrée à l'organisation de la société secrète. Là, on peut dire qu'il verse dans le fantasme, car il se lance dans des précisions tout à fait en dehors de la réalité : Gouvernement régional, Conseil régional, présidence régionale, Conseil national, etc.

On peut aborder la question des « sociétés secrètes » de Bakounine de deux manières. Soit on pense qu'il s'agit chez lui d'une sorte d'obsession, et dans ce cas on abandonne toute réflexion politique pour se consacrer à la pathologie mentale du révolutionnaire russe ; soit on considère qu'il y a une certaine rationalité dans l'approche de Bakounine et on tente d'en comprendre le processus. Le lecteur aura sans doute compris que notre choix est celui de la rationalité, ce qui ne nous empêche pas de reconnaître qu'il y a tout de même un petit brin de manie chez lui.

Il semble évident que Bakounine ne se faisait pas d'illusions sur ses amis suédois : il espère cependant réunir quelques militants susceptibles de maintenir le flambeau et, pour ce faire, il n'y avait pas d'autre moyen que de

---

<sup>1</sup> « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », Stockholm, sept.-oct. 1864.

former un petit groupe d'hommes actifs et cohérents. Appelons cela une société secrète : « Puisque vous ne pouvez pas le faire en public, dit-il, faites-le par la voie d'associations secrètes. » Il faut tout de même garder à l'esprit que dans la plus grande partie de l'Europe, le droit d'association n'existe pas.

C'est pourquoi il propose de constituer une structure qui anticipe en quelque sorte sur une invention du parti bolchevik : la fraction. La création de fractions sera une des conditions d'admission à l'Internationale communiste. Ce sont des groupes cohérents de militants chargés de diffuser dans les organisations de masse les positions du parti. Bakounine ne propose rien d'autre que cela. Il faut qu'il y ait, dans l'association scandinave publique, « une association beaucoup moins nombreuse, mais composée uniquement d'hommes intelligents et déterminés, unis fortement entre eux par un programme beaucoup plus large et plus avancé que celui qui sera reconnu en public, unis non seulement par l'identité de leurs pensées politiques, mais encore par l'engagement solennel et secret qu'ils auront pris, l'un vis à vis de l'autre, de n'agir désormais que selon un plan arrêté en commun et d'observer sur toute l'étendue de la Suède la plus grande discipline. En un mot il vous faut une Société scandinave secrète, qui par cette puissance d'unité qu'elle aura seule au milieu de l'anarchie du grand nombre, gouvernerait et dirigerait naturellement et d'une manière invisible la grande et publique association scandinave. »

On ne peut trouver de définition plus précise d'une fraction politique.

### **Sociétés secrètes en Suède**

L'expédition de Bakounine en Baltique a certes tourné au tragi-comique, mais ce serait une erreur de sous-estimer les analyses politiques qu'il fait à la fois des pays scandinaves et de la politique polonaise.

Installé en Italie, Bakounine retourne encore une fois en Suède en 1864, pour une courte durée. Est-ce pour vérifier qu'il n'y a vraiment rien à faire pour la Pologne ? S'il reconnaît que l'insurrection polonaise n'avait aucune chance de se transformer en révolution populaire, il constate également que ses analyses se sont avérées justes : la Pologne ne peut vaincre que par la révolution. La stratégie de la noblesse polonaise consistant à transporter leur lutte pour l'indépendance sur le terrain diplomatique a conduit à une entente entre la Prusse de Bismarck et l'empire de Russie contre les insurgés.

La raison du second séjour de Bakounine en Suède semble plutôt de concrétiser un travail commencé pendant son premier séjour. Il ne fait pas de

doute que Bakounine a été mêlé aux milieux maçonniques lors de son long séjour en Suède. D'Italie, en avril ou mai 1864, il écrit à Lars Johan Hierta <sup>1</sup>, à Stockholm, une lettre dans laquelle il déclare travailler sur un « projet de réforme de la franc-maçonnerie, qui doit redevenir selon [moi] un champion vraiment militant et actif de la liberté religieuse, politique et sociale, – en un mot de la démocratie humanitaire. » Aurait-il écrit cela à un profane ?

C'est en septembre-octobre 1864 qu'est créée à Stockholm une « Société internationale secrète de la Révolution » avec un « Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs <sup>2</sup> ». On peut donc émettre l'hypothèse que son séjour en Suède lui a permis de prendre contact avec des cercles maçonniques – les thématiques maçonniques étant particulièrement présentes dans le programme de cette société secrète.

Ce programme est un mélange d'utopie politique et sociale, d'idéal maçonnique auxquels il faut ajouter un zeste de « préanarchisme ». Il y est question de « dissolution radicale de toutes les organisations politiques, sociales et économiques actuellement existantes et la réorganisation de la Société, européenne d'abord, ensuite mondiale, sur les bases de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *Justice* ». On n'en saura pas plus sur le programme de cette société secrète.

Un « catéchisme révolutionnaire » est présenté qui pose d'emblée comme premier point l'élimination de l'influence divine – ce qui est une constante chez Bakounine – mais aussi chez les franc-maçons <sup>3</sup>. Avec la religion, l'homme « pose en dehors de sa raison et de sa conscience le principe régulateur de ses actes » et se trouve donc « incapable de bien et destitué de tout droit propre ». Entérinant l'existence d'une autorité supérieure, la religion condamne les hommes à la misère et à l'esclavage « en les consolant par l'espoir d'une récompense dans le Ciel ». Bakounine affirme donc que la raison humaine est la seule source de vérité ; la conscience humaine est la

---

<sup>1</sup> Lars Johan Hierta (1801-1872) fait la connaissance de Bakounine en mars 1863. C'est un homme politique suédois fondateur en 1830 du journal libéral *Aftonbladet*. Il est membre de la chambre des nobles de 1828 à 1866 et membre du Comité suédois pour la cause polonaise.

<sup>2</sup> Sept.-oct. 1864.

<sup>3</sup> Le « Catéchisme révolutionnaire » de Bakounine est le point II d'un document dont l'intitulé complet est « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II Catéchisme révolutionnaire ». Ce catéchisme-là ne doit pas être confondu avec le « Catéchisme du révolutionnaire » de Netchaïev. Le premier est un embryon de programme politique qu'on pourrait qualifier de préanarchiste, tandis que le second est une sorte de manuel du comportement individuel du nihiliste, d'un cynisme extrême. Les deux documents, qui ont souvent été confondus, n'ont rien à voir l'un avec l'autre.

seule source de justice ; la liberté individuelle et collective sont les seules bases de l'ordre. On retrouve textuellement cette équation dans les « Fragments d'écrits sur la franc-maçonnerie », datés de l'été-automne 1865<sup>1</sup>.

« L'ordre dans la société doit être la résultante du plus grand développement possible de toutes les libertés locales, collectives et individuelles<sup>2</sup>. »

Le programme nie le « principe d'unité » en politique, c'est-à-dire la centralisation, et affirme le « principe de liberté » par voie d'association et de fédération. L'influence proudhonienne est ici claire. Est également affirmée l'idée que l'égalité politique est impossible sans l'égalité économique et sociale – thème qui sera récurrent chez Bakounine.

L'implication politique de ces principes est la mise en place d'une République fondée sur le suffrage universel. Ce point ne contredit pas l'anarchisme futur de Bakounine en ce sens qu'il n'a jamais nié la validité du suffrage universel en tant que tel mais son application dans un système politique qui ne garantit pas l'égalité économique.

En économie, les principes avancés impliquent la suppression du droit d'héritage – là encore un thème récurrent plus tard chez le Bakounine libertaire. Le travail devient « l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme ». Le travail devient « moralement et socialement, mais *non légalement* obligatoire pour tout le monde », chacun, commente Bakounine, conservant « la liberté de mourir de faim et de se déshonorer par l'oisiveté ». On a là une morale du travail très stricte. Suit un programme économique sous forme d'énumération qui est un florilège de la pensée proudhonienne :

« – Emancipation et organisation du travail par l'association libre –  
 Juste répartition des produits, fondée sur la juste balance de la qualité et de la quantité du travail de chacun – Equilibre des forces et des intérêts – Ré-

1 « La raison humaine, collective et individuelle, comme critérium unique de la vérité : la conscience humaine comme base de la justice et la liberté individuelle et collective comme source et fondement unique de l'ordre dans l'humanité. » (« Fragments d'écrits sur la Franc-Maçonnerie », Fragment B.)

2 « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs ». Cf. également : « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II Catéchisme révolutionnaire », Naples mars 1866. Bakounine avait l'habitude de reprendre fréquemment des passages des textes déjà employés.

ciprocité des services – Organisation du travail par l'association et la solidarité universelle – Solidarité économique universelle<sup>1</sup>. »

Les chômeurs qui, « par un accident difficile à supposer », ne trouveraient pas de travail seraient pris en charge par la communauté, ainsi que les enfants, les malades et les vieillards.

Un autre point qui constitue une constante chez Bakounine : « La femme différente de l'homme, mais non inférieure à lui, intelligente, travailleuse, libre comme lui, est déclarée son égale. » On ignore cependant si l'égalité accordée aux femmes incluait la possibilité pour elles d'adhérer à la franc-maçonnerie, ce qui aurait été une réelle innovation pour l'époque...

Le mariage religieux et civil est remplacé par le mariage libre. L'instruction est gratuite et obligatoire pour tous (les filles aussi, par conséquent) du primaire « jusqu'aux plus hautes institutions de perfectionnement, théorique et pratique, dans les sciences, dans les lettres, dans les arts et dans l'industrie » – on a là une préfiguration de l'Instruction intégrale qui sera discutée plus tard au sein de l'AIT.

Sur le chapitre des relations internationales, « l'indépendance et l'intégrité nationale est un droit naturel inaliénable comme celles de l'individu » : c'est même, est-il précisé, un droit *naturel*, et non *historique*. « Chaque nation, chaque province, chaque commune aura le droit absolu de disposer d'elle-même comme elle le voudra, de rompre ses alliances passées et présentes et de s'associer avec qui elle voudra ». Cependant, précise-t-on, « chacun cherchera plutôt à s'unir qu'à se séparer ». « Car tout ce qui voudra rester en dehors de la Révolution sera abandonné d'elle, et tout ce qui se mettra contre elle, elle le brisera. » Là encore, c'est un thème qui reviendra fréquemment plus tard chez le Bakounine libertaire : le droit à la sécession, mais dans une perspective d'unification à terme.

Cette vision des rapports internationaux n'est pas une simple lubie. Elle est au contraire très pragmatique et révèle peut-être une extrême intelligence politique. Bakounine ne croit pas à la viabilité des petits ensembles territoriaux. Il pense que seuls les grands ensembles sont viables : il le dira très clairement en 1873 dans *Étatisme et anarchie*. Mais pour constituer un grand ensemble, il y a la méthode étatique, par la force et la violence, et il y a la méthode démocratique, ou plutôt fédéraliste.

Pour constituer un grand ensemble, il faut que les parties qui le constituent aient fait l'expérience de l'indépendance. Et pour que ces parties s'agrègent volontairement au grand ensemble, il faut qu'elles aient la garantie de pou-

---

1 « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire ».

voir le quitter si elles le désirent. Ensuite, la logique des choses fait son œuvre : l'habitude de la vie commune homogénéise ce nouvel ensemble.

Dans une lettre à Józef Demontowicz, un des chefs de l'insurrection polonaise, Bakounine dresse un plan qui implique, dit-il, une « décision vaste et courageuse »<sup>1</sup>. Il faut abandonner les prétentions territoriales et reconnaître « la liberté et l'absolue indépendance de toute la région de l'Ukraine-Petite Russie, incluant la Volhynie et la Podolie et même la région de Ruthénie en Galicie ».

« Je suis convaincu que si ces pays doivent rester dans une union gouvernementale avec la Pologne, alors c'est seulement par cette voie que l'union peut être réalisée. Donnez-leur une entière liberté, reconnaissez-leur le droit inconditionnel à s'autodéterminer, déclarez-les indubitablement libres de tout lien historique, plus ou moins involontaire avec la Pologne, et la Petite-Russie créera un lien nouveau, véritable avec vous, sous quelque forme que ce soit. Exigez d'elle seulement un soulèvement contre Moscou et rien d'autre. »

Si les Polonais veulent continuer la « politique ancienne, étriquée, bornée concernant les régions de la Petite-Russie, vous les rejetez définitivement de vous dans les bras de Moscou et de Vienne ». C'est, en fait, ce qui s'est passé.

Mais si Bakounine ne croit pas en la viabilité des petits ensembles politiques, il ne croit pas non plus que les grands projets se réaliseront spontanément. La révolution n'est « guère comprise par la plupart des hommes », dit-il dans son « programme provisoirement arrêté », aussi faut-il s'organiser afin de « la développer et de l'accélérer dans tous les pays ».

« D'où suit la conséquence, que tout en laissant à chaque pays *l'autonomie et l'initiative nécessaires à la liberté de chacun*, il faut néanmoins que l'organisation révolutionnaire secrète aboutisse à un *centre unique* qui ralliera à un *plan général* d'action et de mouvement les efforts partiels des révolutionnaires de tous les pays<sup>2</sup>. »

Lors de la révolution de 1848 qui avait secoué toute l'Europe, Bakounine avait agi seul, aussi bien à Paris qu'à Prague et à Dresde. Les nombreux contacts qu'il avait en Europe centrale pendant cette période ne peuvent pas être qualifiés d'organisation. Après son évasion de Sibérie, il était seul également, même s'il était en théorie affilié à *Zemlja i Volia*, dont il n'a cepen-

---

<sup>1</sup> 26 février 1864.

<sup>2</sup> « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs », sept.-oct. 1864.



dant pu rencontrer aucun membre – mis à part son « recruteur » devenu fou...

Maintenant apparaît l'idée qu'une organisation structurée est nécessaire, mais le seul modèle qu'il a est le modèle maçonnique<sup>1</sup>. Il semble que Bakounine ait adhéré à cette vénérable institution à Paris vers 1844-1846<sup>2</sup>. Pendant la révolution de 1848-1849 il n'apparaît pas qu'il ait ressenti le besoin d'une organisation, en dehors du cercle de ses relations. Son besoin d'organisation apparaît en fait avec son implication progressive dans les luttes sociales, en Italie, vers 1864. C'est d'Italie qu'il écrit à Lars Johan Hierta<sup>3</sup> qu'il veut transformer la franc-maçonnerie en centre de propagande pour le socialisme. En Italie, il est confronté à la l'influence hégémonique du très catholique Mazzini et le poids de la religion pèse très lourd. 1864 marque aussi le départ d'une offensive papale inouïe contre l'athéisme, le socialisme, les franc-maçons. Bakounine se faisait des illusions sur la capacité de la franc-maçonnerie à se transformer<sup>4</sup>. Il reste que les textes maçonniques de Bakounine auxquels on peut avoir accès mériteraient d'être étudiés.

---

<sup>1</sup> Le père de Bakounine, lecteur des auteurs des Lumières, humaniste, amateur d'Italie, pourrait bien avoir été lui aussi franc-maçon – il en avait en tout cas le profil. Parlant de la renaissance intellectuelle en Russie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Nicolas Berdiaev écrit : « La renaissance dont nous parlons ne se fait jour que dans une partie insignifiante de la noblesse. Les amis de la culture et de la vérité se groupent en toutes petites confréries. La maçonnerie, si répandue alors, joue dans tout ce mouvement, avec son appareil mystique, un grand rôle éducateur. » *Les sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, 1938, p. 32.

<sup>2</sup> Selon Max Nettlau, Bakounine serait devenu franc-maçon en 1866 à Florence. Nous ne partageons pas cet avis.

<sup>3</sup> Le père de Bakounine, lecteur des auteurs des Lumières, humaniste, amateur d'Italie, pourrait bien avoir été lui aussi franc-maçon – il en avait en tout cas le profil. Parlant de la renaissance intellectuelle en Russie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Nicolas Berdiaev écrit : « La renaissance dont nous parlons ne se fait jour que dans une partie insignifiante de la noblesse. Les amis de la culture et de la vérité se groupent en toutes petites confréries. La maçonnerie, si répandue alors, joue dans tout ce mouvement, avec son appareil mystique, un grand rôle éducateur. » *Les sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, 1938, p. 32.

<sup>4</sup> Proudhon était sans aucun doute maçon, mais sans grande conviction, semble-t-il. Invité à faire une planche dans une loge belge, il était un peu gêné parce qu'il avait oublié les détails du rituel maçonnique et demanda qu'on lui rappelât comment se comporter lors de la tenue. Bakounine avait adhéré à la franc-maçonnerie lors de son séjour à Paris, entre 1845 et 1847. On dit qu'il fut « trente-troisième » – un grade élevé dans cette institution. Il dira plus tard que la franc-maçonnerie fut au XVIII<sup>e</sup> siècle l'Internationale de la bourgeoisie en lutte contre le despotisme, mais qu'elle était devenue une « vieille intrigante radoteuse ».

Revenons à notre société secrète suédoise.

Après avoir conclu son « catéchisme » par la nécessité de constituer un « centre unique » et d'établir un « plan général d'action », Bakounine définit les modalités d'organisation.

Il serait fastidieux d'entrer dans le détail de ces modalités, qui sont tellement précises et si manifestement irréalistes qu'elles relèvent de toute évidence du fantasme.

La société s'organisera en Régions, Nations, Provinces, et Communes et se partagera en deux catégories différentes, les Frères internationaux et les Cousins, ou Frères nationaux.

Le « Pouvoir Révolutionnaire secret » sera reparti entre une Constituante, une junte (Gouvernement) centrale avec un Conseil suprême, une Présidence et un Conseil Régionaux ; une Présidence et un Conseil nationaux ; une Présidence et un Conseil Provinciaux

Ce n'est pas un système particulièrement démocratique, et encore moins libertaire ; il s'agit d'une organisation pyramidale où chaque niveau de la structure est soumis à l'autorité du niveau supérieur. « Le pouvoir des chefs et des Conseils de Communes relèvera directement du pouvoir provincial. »

Il est convenu qu'« il est impossible de prescrire une même norme d'organisation pour chaque pays » ; aussi, lorsqu'un pays veut adhérer, il présente à la Junte centrale son projet d'organisation, et celle-ci « pourra confirmer ou rejeter le projet d'organisation qui lui sera ainsi présenté ».

Les membres de cette société sont des « frères » formant une « famille internationale » ; ils sont « choisis parmi les plus honnêtes, parmi les plus énergiques et les plus intelligents révolutionnaires de tous les pays ». L'adhésion de chaque « frère » se fait par le parrainage de trois frères avec mission spéciale ou bien de sept frères ordinaires, « et dans tous les cas la sanction par la Présidence régionale ou nationale ». Les « parrains » – Bakounine n'emploie pas ce mot – sont responsables de leurs choix et engagent leur « responsabilité directe et personnelle » ; des sanctions sont prévues en cas de mauvais choix.

Les frères doivent adopter de cœur et d'esprit le Catéchisme révolutionnaire :

« Ils abjurent leur patrie aussi bien que toute ambition personnelle, et n'auront désormais qu'une seule patrie et qu'un seul suprême intérêt : la Révolution et son triomphe dans le Monde. A quelques pays différents, même hostiles entre eux, qu'ils appartiennent, ils ne formeront désormais qu'une seule grande Famille invisible et unie à jamais, couvrant toute l'Europe et le monde comme d'un invisible réseau. Les Frères internatio-

naux de tous les pays doivent pouvoir se reconnaître à l'aide de paroles et de signes convenus<sup>1</sup>. »

Les Frères ont pour devoir absolu « la solidarité et l'assistance mutuelles ». Chaque frère est totalement soumis aux autorités supérieures, le « gouvernement central d'abord, et ensuite aux autorités Régionales, Nationales et Provinciales ».

La soumission des membres à l'autorité supérieure va très loin :

« Aucun Frère ne pourra entreprendre ni continuer une action politique quelconque sans l'assentiment de ses chefs. Aucun ne pourra soustraire son action politique, soit comme écrivain, soit comme bureaucrate, soit comme homme politique à la direction de ses chefs, ni persister dans une tendance condamnée par ses chefs. Aucun ne pourra refuser soit le service de sa plume, soit l'appui de sa position politique et de son crédit personnel, ni même son action individuelle, à la direction, à la chose et à la personne qui lui seront recommandées par ses chefs. Il ne pourra non plus se refuser de faire, dans la mesure de ses forces, une guerre acharnée aux tendances, aux personnes et aux choses qui seront condamnés par ses chefs. »

Cependant, lorsque le Frère se voit ordonner de faire des choses contraires à sa conscience, des mesures de récusation sont prévues ; il peut même démissionner, à condition bien entendu de ne rien révéler de ce qu'il sait et de ne jamais faire partie d'une autre société secrète. « Une Contravention à ce serment sera punie de mort. »

« Travaillant pour la liberté, nous ne pouvons et ne devons compter qu'aux services et à l'obéissance libres », précise le document. L'irrésolution, la mollesse, l'apathie, la négligence, surtout répétées et habituelles sont des fautes graves qui peuvent conduire à l'exclusion. A noter que « les Femmes pourront être admises à faire partie de la Société soit dans le grade de Frères, soit dans celui de Cousins ou Frères nationaux – mais pas avant que la première Constituante ait définitivement arrêté le programme et l'organisation sociale »... à l'élaboration desquels, donc, les femmes ne sont pas conviées...

En dessous des « frères » se trouvent les « cousins » qui forment « un degré subalterne d'apprentissage dans la pratique révolutionnaire ».

---

1 « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs », sept.-oct. 1864.

« L'objet de cette organisation subalterne n'est autre que celui de rattacher autant que possible à la grande entreprise de la famille internationale les éléments de révolution qui existent partout et qui par suite de conditions différentes, particulières à chaque pays, ne sont pas encore parvenus à la hauteur de la vraie pensée révolutionnaire. »

Résumons : cette société secrète n'a rien de libertaire. Elle est constituée sur le modèle de toutes les sociétés secrètes, avec hiérarchie, devoir d'obéissance, sanctions, signes de reconnaissance secrets. De telles sociétés foisonnaient au XIX<sup>e</sup> siècle. Il est douteux que celle que Bakounine décrit pour la Suède ait jamais fonctionné. En effet, sa correspondance révèle qu'une fois rentré en Italie, ses tentatives de correspondre avec les contacts qu'il avait établis se heurtent au silence de ses correspondants : ils ne répondent pas.

Certains statuts ou projets de statuts retrouvés relèvent manifestement du fantasme. On peut suggérer une méthode pour juger de la capacité opérationnelle des différentes sociétés secrètes imaginées ou constituées par Bakounine. Plus les « statuts », les « programmes » sont longs et précis, moins l'organisation qu'ils sont censés refléter est opérationnelle. Plus le document fondateur est court, plus l'organisation a une chance de correspondre à une réalité. Ainsi, l'Alliance pour la démocratie socialiste, fondée en 1868, repose sur des textes très courts. Or elle a eu un rôle effectif non considérable.

La « Société internationale secrète de la Révolution », fondée à Stockholm, a eu au moins l'avantage de permettre à Bakounine de développer sommairement quelques éléments d'un programme politique dont certains points sont très vagues : liberté, égalité et justice, mais d'autres relativement précis, par exemple en ce qui concerne l'éducation, le statut de la femme. Il s'agit chez Bakounine d'une sorte de *république sociale* fondée sur le *suffrage universel*, visant à la *réorganisation de la société*, garantissant *l'égalité économique par l'abolition du droit d'héritage*, reconnaissant *le travail comme seul producteur des richesses, comme l'unique titre de possession légitime, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun*.

Il s'agit également d'un système dans lequel il est affirmé que la liberté est « l'unique principe constitutif de toute organisation sociale », un système décentralisé<sup>1</sup>, soucieux du « plus grand développement possible de toutes

---

<sup>1</sup> L'une des caractéristiques de la pensée politique de Bakounine est qu'il perçoit la *société civile* comme un ensemble devant être organisé de manière décentralisée, alors même que ses sociétés secrètes sont conçues comme des structures extrêmement centralisées. Le paradoxe se résout si on considère que la société secrète (ou parti politique) est une organisation d'opinion, tandis que la société civile est un fait

les libertés locales, collectives et individuelles » et fonctionnant non plus, « comme aujourd'hui, de haut en bas, et du centre à la circonférence, par voie de centralisation et par principe d'unité, – mais de bas en haut et de la circonférence au centre, par voie d'association et de fédération, conformément au principe de la liberté »<sup>1</sup>.

Rappelons que nous sommes en 1864, l'année de la fondation de l'Association internationale des travailleurs. Lors de son passage à Londres, Marx a demandé à Bakounine d'y adhérer. Il ne le fera que quatre ans plus tard.

On pourra comparer l'embryon de programme proposé ici par Bakounine avec ce que Marx avait proposé 18 ans plus tôt dans le *Manifeste communiste*. Il est évident que, pour ce qui est du niveau de l'élaboration de sa pensée, Bakounine est très en retard par rapport à Marx. On peut mettre cela sur le compte des huit ans de forteresse et des quatre ans de Sibérie du révolutionnaire russe : il a pris beaucoup de retard. Il reste cependant qu'on voit déjà poindre les divergences qui se manifesteront avec plus de force dans les débats qui secoueront l'Internationale : alors que le *Manifeste* veut « centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État », Bakounine parle « d'association et de fédération » ; alors que le *Manifeste* préconise l'« organisation d'armées industrielles », Bakounine parle d'« organisation du travail par l'association libre ».

Ce sont les deux points autour desquels tourneront tout le conflit entre marxisme et anarchisme. Dès 1864, donc les termes du débat sont posés.

Dans le document que nous avons brièvement examiné, Bakounine révèle un peu naïvement le niveau des effectifs de cette société secrète, puisqu'il est prévu qu'une « constituante » soit créée qui « concentrera en elle-même tous les pouvoirs administratifs, judiciaires et constitutifs » : elle sera réunie, apprend-on, « aussitôt que le nombre des Frères internationaux *se sera élevé à 55* »... ce qui laisse entendre que ce chiffre n'est pas atteint...

Il appartient au lecteur de décider ce qui, dans ce document, doit être pris au sérieux : les modalités d'organisation ou les premiers éléments d'un programme anarchiste. Mais avant de conclure, il convient de poser une question : comment expliquer le contraste entre le caractère extrêmement centralisé, autoritaire de l'organisation, et le caractère « pré-libertaire » du programme ?

---

quasi organique. Dans l'esprit de Bakounine, la prépondérance reste cependant à la société civile.

<sup>1</sup> « Société internationale secrète de la Révolution. Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs », septembre-octobre 1864.

La réponse se trouve peut-être en Allemagne.

Il n'existait nulle part de parti ouvrier. Le concept est encore extrêmement flou, même chez Marx. On oublie que son *Manifeste*, écrit en 1848, n'est pas celui du *parti communiste* : le titre de l'ouvrage est : *Manifeste communiste* (c'est-à-dire manifeste qui expose ce qu'est le communisme). Ce n'est que plus tard qu'on parlera du *Manifeste du parti communiste* (c'est-à-dire manifeste de l'organisation dite : Parti communiste). Le terme « parti communiste » ne se trouve qu'une fois dans le *Manifeste* mais dans le sens de « mouvement », pas celui d'organisation. C'est ainsi qu'il faut comprendre la seule phrase où il est question de *parti communiste* : « En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie. » Le parti communiste est le mouvement de ceux qui *prennent parti* pour le communisme.

La fonction de ce parti est « d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même ». C'est très général : il n'est pas question *d'organiser* les ouvriers mais de les *éveiller*. Lorsque ce sera fait, les ouvriers – et non le parti – « convertiront les conditions politiques et sociales » en armes contre la bourgeoisie, sans plus de précisions.

Ce n'est pas Marx, mais Lassalle qui va trouver la solution. Il prend pour la première fois la parole dans un meeting ouvrier en avril 1862. En août 1864 il meurt dans un duel. En deux ans il réussit à constituer un parti ouvrier qui va marquer durablement de son empreinte le prolétariat allemand. La forme du parti ouvrier est dès lors trouvée. Nous sommes à peu près à la même époque où Bakounine est en Suède.

Qu'est-ce qu'un parti ouvrier ? C'est une organisation qui a des principes de base, des statuts et un programme. On adhère sur la base des principes et on accepte les statuts. Les principes de base sont donc un élément non négociable lors de l'adhésion : on est d'accord ou on ne l'est pas. La fonction du parti – et de sa direction – est de veiller à faire respecter l'invariance de ces principes de base. (Distinguons les *principes de base* du *programme* : dans le cas présent, le principe de base serait le communisme et le programme les modalités de détail permettant d'y atteindre. Le caractère invariant d'un parti n'est pas sujet au débat « démocratique » : celui qui adhère à un parti communiste (ou quelque autre parti) en disant : « je ne suis pas communiste et je

propose de modifier les objectifs du parti » se fait gentiment inviter à aller voir ailleurs.

Donc, si on réduit à l'essentiel la « société secrète » de Bakounine, en élaguant les aspects un peu folkloriques, on a un parti politique : des principes, des statuts et un programme. Le caractère secret n'est dans l'affaire que conjoncturel : habitué aux régimes despotiques où les libertés de parole et d'association sont interdites, Bakounine n'envisage pas d'autre forme. Le parti bolchevik avant la révolution russe était lui aussi une « société secrète », beaucoup plus proche de la société secrète bakouninienne que du parti de type marxiste.

### **La Suède et la politique européenne**

Bakounine a laissé de nombreux documents d'analyse de la situation politique en Suède et de sa place dans la politique européenne. Dans un assez long document qui semble avoir été écrit en marge de son projet de statut de société secrète se trouve une analyse tendant à démontrer la nécessité de former en Europe une « alliance vraiment sainte de la liberté contre la sainte Alliance de toutes les tyrannies en Europe : religieuse, politique, bureaucratique et financière <sup>1</sup> ». Les peuples ne doivent rien attendre que d'eux-mêmes.

Les nations qui veulent s'émanciper et établir chez elles une sérieuse liberté, doivent chercher en elles-mêmes les éléments de leur force et ne compter que sur elles-mêmes d'abord et ensuite sur les autres nations, dit-il. L'erreur des Polonais est d'avoir trop compté sur les gouvernements étrangers et la diplomatie.

Tous les gouvernements européens sont réactionnaires, aucun ne peut accepter l'établissement d'une « liberté radicale et démocratique ». Quelle que soit la rivalité des États entre eux, « ils se donneront toujours la main, secrètement ou ouvertement, toutes les fois qu'un peuple quelconque en se soulevant au nom de ses droits, menacera d'entraîner par son exemple les autres ». Une seule révolution nationale heureuse, dit Bakounine, entraînerait la révolution de toute l'Europe.

« Je n'ai pas besoin de rappeler la conduite de la Prusse, de l'Autriche et de l'Angleterre dans l'affaire de Pologne. Je m'arrêterai sur celle de Napoléon III, le protecteur ostensible de cette malheureuse nation. Eh bien, nous savons maintenant de source certaine, que depuis le commencement de l'insurrection polonaise jusqu'à sa fin, il n'a pas cessé de trahir

---

<sup>1</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité, Stockholm, septembre-octobre 1864.

au gouvernement russe, son ennemi ostensible, tous les secrets que la crédulité des Polonais lui avaient confiés <sup>1</sup>. »

Bakounine veut démontrer que les peuples, lorsqu'ils veulent se libérer, se heurtent systématiquement aux « intrigues monarchistes » et à la trahison. Ainsi écrit-il que Napoléon III complotait avec Victor-Emmanuel d'Italie, avec les rois du Danemark et de Suède, les petits princes d'Allemagne, la Prusse, l'Autriche et la Russie ! Bakounine veut également dénoncer les illusions de ceux qui fondent leurs espoirs sur « ces souverains quasi-révolutionnaires : le Roi d'Italie, le Roi de Suède et à leur tête l'escroc couronné, Napoléon III » : « Jamais la réaction n'a été aussi menaçante, ni la situation des peuples libres ou qui aspirent à la liberté en Europe, aussi dangereuse qu'aujourd'hui. »

Surtout, Bakounine veut montrer que les Suédois ne sont pas à l'abri du courant de réaction qui submerge l'Europe.

« Il y a beaucoup de Suédois assez libéraux qui prétendent que tout cela ne peut regarder ni la Suède, ni la Norvège, que séparées du reste de l'Europe par leur position quasi-insulaire, et plus encore par leur développement politique tout à fait original, fortes du libéralisme sérieux de leurs paysans, ni l'une, ni l'autre ne courent le danger de se voir entraînées par le courant général de la réaction Européenne, et que même le triomphe du despotisme sur le continent ne saurait arrêter leur marche progressive en avant. – Je pense qu'ils se trompent beaucoup <sup>2</sup>. »

L'avenir de la Scandinavie, dit Bakounine, dépend en effet du cours que prendront les choses en Europe. Il pense en particulier à la fédération scandinave dont ils s'étaient fait le promoteur. L'idée était en l'air. Le roi de Suède avait écouté avec une oreille attentive son projet de regroupement avec la Finlande. Par ailleurs, le ministre danois Hall avait formé le projet d'une union scandinave – à laquelle la Suède ne voulait pas s'associer. Si la liberté triomphe en Europe, dit Bakounine, cette union se fera ; elle ne se fera pas « si la Prusse monarchique, l'Autriche et la Russie impériale deviennent toutes-puissantes en Europe ».

Même sur le plan intérieur, le maintien des libertés dans les pays scandinaves dépendra « de la direction politique et sociale, de l'esprit libéral ou antilibéral qui l'emportera définitivement sur le continent de l'Europe ». Le souffle qui balaye la liberté en Europe touchera également la Suède, ses classes dirigeantes et le roi.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*



« Votre royauté et sa cour, votre gouvernement, votre bureaucratie, vos financiers, vos classes privilégiées sont au fond les mêmes que partout ailleurs – libérales quand elles sont forcées de l'être. Mais leur essence, leurs instincts, leurs tendances naturelles et leurs intérêts sont pour la réaction, et dans des circonstances favorables pour eux ils en feraient jusqu'aux limites du possible<sup>1</sup>. »

Il est vrai que le « libéralisme historiquement développé » des peuples norvégien et suédois peut limiter le danger, mais le danger persiste. Pour que la démocratie devienne une force, il faut qu'elle s'organise ; or, dit Bakounine, « cette organisation vous manque tout à fait » :

« Il y a dans votre pays une incapacité de s'organiser tout à fait remarquable et très inquiétante pour votre liberté à venir. – Il y a dans votre public une telle insouciance, une telle naïveté et une telle incurie politique, que si le gouvernement s'y prenait adroitement, en évitant seulement de froisser la vanité ou la susceptibilité nationale, il pourrait faire de grands pas dans la réaction, avant que ce public s'en aperçoive<sup>2</sup>. »

A l'évidence, le projet d'union scandinave de Bakounine, incluant la Finlande qui n'est pas scandinave mais qui se trouve historiquement liée à la Suède, répond à une nécessité stratégique : constituer en Europe du Nord un bloc capable de faire contre-poids aux influences russe et allemande.

Le document dans lequel Bakounine s'exprime est intitulé « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », mais très rapidement, comme c'est habituel chez Bakounine, le texte dérive vers des considérations plus générales et devient une analyse globale de la situation européenne.

« Je ne crois pas avoir besoin d'autres arguments, cher ami, pour vous prouver que la cause de la Scandinavie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, est inséparable de la cause de toute l'Europe et que les dangers de celle-ci sont les siens<sup>3</sup>. »

Manifestement, Bakounine cherche à effrayer le public suédois : il évoque la possibilité d'une intervention européenne, russe et prussienne contre la Suède et la Norvège. Il faut donc s'entendre pour combattre l'ennemi commun.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*

Suit un long développement sur les « moyens à employer pour produire cette union désirable ». Malheureusement, constate Bakounine, dans presque tous les pays d'Europe les masses populaires ne savent ni lire, ni écrire, et ne sont pas capables de concevoir la nécessité d'une telle organisation : « Leur imagination ne dépasse que pour de bien rares exceptions la mesure modeste de leurs préoccupations journalières et de l'intérêt du clocher. » Les masses ne savent pas jouir d'une liberté qu'elles n'ont pas : « on les laisse à peine discuter leurs intérêts journaliers, comment pourraient ils concevoir les intérêts généraux ? »

« Changez leur position, changez leur éducation, rendez-leur tous les droits qui appartiennent à l'homme, et leur indifférence disparaîtra. Jusque-là elles resteront indifférentes, et il faudra les entraîner malgré elles vers l'accomplissement de leur destinée <sup>1</sup>. »

Les « classes civilisées », de leur côté, sont encore moins aptes à « s'élever aux grands intérêts de l'humanité ». L'indifférence des masses populaires est due à l'ignorance, tandis que celle de la bourgeoisie s'explique par des intérêts égoïstes. « Une alliance étroite entre les minorités libérales de tous les pays peut seule conjurer le danger. »

Le révolutionnaire russe émet alors une opinion étonnante :

« Mais supposons même, chose qui me paraît impossible, que vous parveniez à réunir en un congrès toutes les minorités opposantes de l'Europe. Qu'en résulterait-il ? Vous entendriez sans doute beaucoup de beaux et de ronflants discours, mais il n'en sortirait pas un seul acte. Les brillants discoureurs, comme les brillants écrivains, n'agissent pas, et c'est à peine si sur cinquante orateurs, vous en trouveriez un qui saurait et voudrait mettre ses paroles en action <sup>2</sup>. »

Or précisément, Bakounine participera en 1867, à un congrès de ce type, le congrès de la Ligue de la paix et de la liberté. Se trouvera là tout ce que l'Europe avait de démocrates radicaux.

Bakounine dresse dans ce « Programme d'une société secrète de l'émancipation de l'humanité » un tableau des classes sociales en Europe et tente de définir lesquelles pourraient être porteuses de transformations.

« On pourrait partager, je pense, la société européenne en six catégories suivantes :

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

« 1. D'abord vient la grande masse populaire souffrante, travaillante, ignorante, non réellement hostile au progrès mais ne s'en doutant pas, résignée par tradition et par nécessité, et incapable de marcher elle-même en avant si on ne l'entraîne pas.

« 2. Au dessus d'elles il y a la minorité des classes populaires, pour la plupart du temps et dans la plupart des pays composée des ouvriers des fabriques et des villes, – minorité infiniment plus éveillée, plus passionnée et plus intelligente, ne demandant pas mieux que de marcher, mais incapable de se diriger à elle seule.

« 3. Ensuite il y a la grosse majorité des classes civilisées, – le ventre – ennemie intéressée de tout mouvement, et qui se laisse prêcher par ses doctrinaires et ses prêtres la théorie de l'immobilité.

« 4. Mais au milieu et quelque peu au dessous d'elle, il y a une minorité d'hommes pratiques, simples, honnêtes, rudes travailleurs, pas trop riches, quelquefois même très intelligents, mais peu instruits, modestes, ayant l'instinct du dévouement et l'amour de la liberté, ne demandant pas mieux que de la servir, mais attendant modestement qu'on les appelle à ce service et qu'on leur montre le chemin.

« 5. Il y a encore la jeunesse bourgeoise, portant en elle pour la plupart du temps comme une maladie traditionnelle déjà le germe de l'égoïsme bourgeois, mais généreuse encore par la vivacité de son sang et capable, sous une bonne direction, de produire de grandes choses.

« Cette direction appartient de droit à la minorité libérale des classes civilisées : écrivains, hommes de science ou hommes politiques <sup>1</sup>. »

Bakounine désigne ainsi les catégories sociales auxquelles il s'adressera trois ans plus tard au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, catégories qu'il tentera en vain de convertir au socialisme.

### **Bakounine, Lénine et minorités révolutionnaires**

Faisons une parenthèse.

La révolution que Bakounine appelle de ses vœux est une révolution démocratique, c'est-à-dire anti-despotique, qui instaurerait la liberté civile fondée sur le suffrage universel, mais ayant également un caractère social marqué – le travail, seul producteur des richesses, étant l'unique base des droits politiques et sociaux.

La classe porteuse de cette révolution n'est pas le prolétariat mais la bourgeoisie radicale, c'est-à-dire une fraction minoritaire de la bourgeoisie. Pendant quatre ans encore, telle sera la conviction de Bakounine, jusqu'au

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

deuxième congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, après quoi il abandonnera toute tentative de rallier la bourgeoisie radicale à la révolution.

Cette fraction de la bourgeoisie est elle-même divisée en plusieurs catégories, dit Bakounine.

« Cette minorité se subdivise à son tour en trois catégories :

« a) En une majorité relative de bonnes âmes, plus ou moins vaniteuses, bien intentionnées sans doute, mais sans aucune portée ni dans le caractère, ni dans l'esprit, ni dans le cœur, et dont toute la vie se passe en paroles.

« b) En une minorité d'hommes habiles et infiniment plus pratiques, mais dans un sens personnel, pour eux-mêmes, exploités heureux du libéralisme au profit de leur ambition et de leurs intérêts.

« c) Et au-dessus de tout cela il y a enfin la toute infime minorité des hommes intelligents, sincères, passionnément dévoués à la cause de l'humanité, se dévouant à elle jusqu'à la mort et ne comprenant pas de plus grand bonheur que celui de la servir, – petite église invisible, qui de tout temps a seule entraîné l'humaine société en avant. Voilà les hommes qui doivent se chercher et qui seuls peuvent former entre eux une alliance sérieuse et réelle. – Mais comment et où les chercher <sup>1</sup> ? »

Un constat : il est distingué entre « la grande masse populaire souffrante, travaillante, ignorante » et la *minorité* des classes populaires composée d'ouvriers des fabriques. Bakounine ne dit pas qui est cette grande masse souffrante : cette couche est désignée comme « travaillante ». On peut penser qu'il s'agit de la paysannerie pauvre.

Le prolétariat – les ouvriers des fabriques – est une *minorité*, ce qui est effectivement le cas dans l'Europe d'alors. Ce constat est important, car Marx orienta le mouvement ouvrier sur la voie parlementaire en partant de l'idée que les ouvriers étaient majoritaires, ce qui ne sera *jamais* la cas dans l'histoire du capitalisme ; il faudra donc contracter des alliances électorales avec les fractions radicales de la bourgeoisie. Une fois libertaire, Bakounine combattra vigoureusement cette stratégie. Pour lui, le fait que le prolétariat soit minoritaire n'a jamais constitué un fait décisif dans la mesure où, dans son schéma, l'élément déterminant sera le rôle dans le processus de production. Mais là, nous anticipons.

Les ouvriers des fabriques, pense Bakounine, constituent donc une minorité intelligente mais « incapable de se diriger à elle seule ».

---

<sup>1</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité, Stockholm, septembre-octobre 1864.

En dessous de la bourgeoisie – les « classes civilisées » – et au-dessus des ouvriers se trouve une classe que Bakounine ne nomme pas mais dont toutes les caractéristiques désignent comme la petite-bourgeoisie : pratiques, rudes travailleurs, peu instruits, etc. Pour l'instant cette classe n'a que des déterminations positives. Ses membres ont l'instinct du dévouement et l'amour de la liberté. C'est encore, pour Bakounine, la classe qui a fait la Révolution française. Bientôt, elle sera désignée tout autrement : lâche, conservatrice, égoïste.

Les jeunes bourgeois ont pour eux la candeur de la jeunesse mais Bakounine ne s'est jamais fait d'illusion sur eux, bien que quelques éléments peuvent s'en détacher.

Cette analyse, qui a pour objet de désigner quelles couches doivent constituer la direction du mouvement démocratique, aboutit à une conclusion curieuse : c'est dans les « classes civilisées » qu'elle se trouve, plus précisément dans la « minorité libérale » de ces classes : écrivains, hommes de science ou hommes politiques. Conclusion très peu « libertaire ». Et même, il s'agit d'une *infime minorité* de cette minorité libérale, puisque la majorité en est constituée, pour une part de « bonnes âmes » bien intentionnées mais sans caractère, et pour une autre d'exploiteurs du libéralisme.

Plus tard, Bakounine réajustera le tir en décrivant avec férocité les intellectuels bourgeois « exploités du socialisme » pour qui le mouvement ouvrier est un tremplin pour leurs ambitions politiques.

Par élimination, on se retrouve donc avec une direction constituée d'une infime minorité d'hommes « intelligents, sincères, passionnément dévoués à la cause de l'humanité », une *petite église*. C'est ainsi, *de tout temps* que l'humanité a été entraînée en avant : ce sont de tels hommes qu'il faut rechercher et organiser.

A ce point de notre réflexion sur l'évolution de la pensée politique de Bakounine, trois constats s'imposent.

1. Le point de vue de Bakounine évoluera radicalement lorsque, quelques années plus tard, il deviendra libertaire. Pour l'instant, ses positions sont étonnamment proches de celles de Lénine sur l'acquisition de la conscience politique et la capacité de la « masse populaire » à s'organiser.

2. Il y a une constante qui n'évoluera pas : la nécessité de maintenir une minorité consciente ayant la faculté d'analyser le contexte politique et social. La divergence qu'il y aura avec Lénine portera sur la fonction de cette minorité.

3. La spontanéité des masses est un concept totalement étranger aussi bien au Bakounine libéral-démocrate social qu'au Bakounine libertaire.

La première et la principale ligne de clivage entre l'anarcho-syndicalisme, dont on peut considérer qu'il reprend l'héritage de Bakounine<sup>1</sup>, et les différentes écoles marxistes – et en particulier le léninisme – se situera sur la question de l'acquisition, par la classe ouvrière, de la conscience de classe et de la conscience révolutionnaire ou, pour reprendre l'expression de Proudhon, de la « capacité politique ».

L'examen de la pertinence des différentes thèses en présence, pour intéressant qu'il soit<sup>2</sup>, ne doit pas occulter celui, plus significatif, de *l'enjeu* que représente la réponse à cette question. Car l'enjeu est en vérité vital. Il s'agit de déterminer *qui* peut *légitimement* se réclamer de la direction de la classe ouvrière. Si celle-ci n'est pas capable d'atteindre seule la capacité politique, c'est-à-dire la conscience de la nécessité de renverser l'ordre social capitaliste, la direction légitime du mouvement ouvrier appartiendra au groupe qui sera en mesure de lui apporter cette conscience.

L'optique léniniste est connue :

« L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels<sup>3</sup>. »

Lénine ne peut s'appuyer sur aucun texte de Marx pour affirmer sa thèse – sinon il ne s'en serait pas privé. « Marx se fiait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action et de la discussion communes », dit Engels en 1890 dans la préface de la réédition allemande du *Manifeste* – ce qui ne va pas du tout dans le sens de Lénine. Aussi ce dernier cite-t-il abondamment Kautsky qui, après la mort d'Engels, est considéré comme le gardien de l'orthodoxie marxiste. Il reconnaît certes que « comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même titre que la lutte de classe du prolétariat ». Mais il y a une coupure, ontologique, dirait-on, entre le socialisme et la lutte des classes qui ne « s'engendrent pas l'un

---

<sup>1</sup> Cf. Gaston Leval, « Bakounine, fondateur du syndicalisme révolutionnaire », in *L'Humanisme libertaire*, octobre 1970-avril 1971.

<sup>2</sup> C'est la continuation, sur le terrain de la lutte des classes, d'une longue réflexion philosophique sur la théorie de la conscience, commencée avec Platon et jamais achevée.

<sup>3</sup> Lénine, *Que faire ?*

l'autre », car ils « surgissent de prémisses différentes » – c'est Lénine qui parle. La conscience socialiste ne peut surgir que « sur la base d'une profonde connaissance scientifique » ; or, dit Lénine, « le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés... » La conscience socialiste est donc « un élément importé du dehors dans la lutte du prolétariat ». Le point de vue de Bakounine en 1864 n'est pas éloigné de celui que développera Lénine cinquante ans plus tard. Cependant, le Bakounine libertaire sera beaucoup plus proche des positions de Marx telles qu'elles sont rapportées par Engels...

Il n'est pas possible d'identifier les positions de Marx à celles de Lénine (ou de Kautsky). Marx n'a jamais dit les choses aussi cyniquement que Lénine. Lorsque, parlant des communistes, il écrit dans le *Manifeste* qu'ils « ont sur le reste du prolétariat [*je souligne*] l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétaire » et que parmi eux il y a des intellectuels bourgeois qui « à force de travail se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique », il se situe totalement en dehors du système de pensée léniniste, et en conformité totale avec celui du Bakounine anarchiste.

La théorie de la conscience révolutionnaire chez Lénine part d'un amalgame. Il ne saurait y avoir de conscience révolutionnaire sans marxisme ; or le marxisme est une science ; par conséquent, la conscience révolutionnaire ne peut être apportée à la classe ouvrière que par ceux qui détiennent la « science » (marxiste), les intellectuels, qui sont, à l'époque, forcément d'origine bourgeoise. La thèse de Marx selon laquelle la conscience est le produit des conditions matérielles d'existence est complètement niée ; implicitement, Lénine considère qu'un prolétaire n'est pas capable de comprendre Marx.

Bakounine est loin d'avoir négligé le problème de la « science » et de la nécessité pour la classe ouvrière de posséder une connaissance théorique indispensable à la lutte révolutionnaire. Mais « science » dans le vocabulaire bakouninien signifie « savoir ». Et Bakounine pose comme prémisses que « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu'elles y sont poussées par des puissances – à la fois intérêts et principes – qui émanent de leur propre vie...<sup>1</sup> »

A Lénine, le Bakounine libertaire avait, curieusement, répondu d'avance :

---

1 Lettre à Celsio Cerretti, 14-17 mars 1872.

« L'aristocratie de l'intelligence, cet enfant chéri du doctrinarisme moderne, ce dernier refuge de l'esprit de domination (...) n'a pu prendre naissance qu'au sein de la bourgeoisie. » Les partisans du « doctrinarisme moderne » sont opposés à l'émancipation du prolétariat et toutes leurs théories économiques, philosophiques, politiques et sociales « n'ont au fond d'autre fin que de démontrer l'incapacité définitive des masses ouvrières, et par conséquent aussi la mission de la bourgeoisie (...) de les gouverner jusqu'à la fin des siècles <sup>1</sup>. »

Le point de vue libertaire de Bakounine tranche considérablement avec les positions qu'il développe en 1864.

Bakounine a d'ailleurs créé un concept, celui de « socialiste bourgeois » <sup>2</sup>, qu'il appelle aussi « exploiteur du socialisme ». Si la bourgeoisie n'a, pour fonder son droit, que la puissance de l'argent, les socialistes bourgeois, eux, fondent leur action non pas sur le privilège de la richesse, dont ils sont souvent dépourvus, mais sur celui du savoir.

On notera au passage que Bakounine ne nie pas qu'il y a un décalage entre le savoir détenu respectivement par la bourgeoisie et la classe ouvrière – on dirait aujourd'hui un « différentiel de savoir » <sup>3</sup>... Il reconnaît que le « monde ouvrier est généralement ignorant » et que « la théorie lui manque encore tout à fait » <sup>4</sup>. Toute la différence réside dans la façon d'aborder ce « différentiel ». Pour Lénine, le fossé est irrémédiable : « il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement ». « Toute diminution du rôle de "l'élément conscient", du rôle de la social-démocratie signifie par là même (...) un renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers <sup>5</sup>. » Cela ressemble furieusement à une justification théorique du rôle dirigeant de l'intellectuel <sup>6</sup>.

1 « Les Endormeurs », paru dans *L'Égalité* n° 27 du 24 juillet 1869.

2 Selon Michel Mervaud, l'idée viendrait de Herzen.

3 Parlant des décennies qui ont suivi la Révolution française pendant lesquelles le prolétariat français a progressivement pris conscience de lui-même, Bakounine écrit : « Avant même que les travailleurs eussent compris que les bourgeois étaient leurs ennemis naturels, encore plus par nécessité que par mauvaise volonté, les bourgeois étaient déjà arrivés à la conscience de cet antagonisme fatal. » (« Lettre aux Internationaux du Jura. »)

4 Bakounine, « La politique de l'Internationale », paru dans *L'Égalité*, de Bruxelles, 1869.

5 Lénine, *Que faire ?*

6 Le discours par lequel Lénine justifie le rôle dirigeant des intellectuels bourgeois sur la classe ouvrière est, sur le plan politique et idéologique, le même que celui par lequel il justifiera le rôle dirigeant des « spécialistes » sur le plan technique à partir



Que dit le Bakounine militant de l'AIT ? Le mouvement ouvrier doit « s'emparer de cette arme si puissante de la science, sans laquelle il pourrait bien faire des révolutions, mais ne serait pas en état d'établir, sur les ruines des privilèges bourgeois, cette égalité, cette justice et cette liberté qui constituent le fond même de toutes les aspirations politiques et sociales<sup>1</sup>. » C'est tout de même une autre perspective ! La démarche de Lénine ne laisse aucune place au doute : le chef révolutionnaire, l'intellectuel d'origine bourgeoise *élabore* la doctrine socialiste et la *transmet* au prolétariat – à ses éléments les plus avancés. La démarche de Bakounine est tout autre : la science sociale (élaborée par ces mêmes couches sociales), « ne fait autre chose que développer et formuler les instincts populaires »<sup>2</sup>. Car « ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'*instinct* révolutionnaire éclairé, dans la *volonté* collective et dans l'*organisation* propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants<sup>3</sup>. »

Il est remarquable de constater à quel point la théorie de Lénine est en contradiction avec le matérialisme historique, dont il se réclame pourtant sans cesse, et selon lequel « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience »<sup>4</sup>. Lorsque Marx déclare dans le *Manifeste* que « les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante », il n'exclut pas qu'il y ait des idées *autres* que les idées dominantes, c'est-à-dire que des idées opposées à l'idéologie dominante puissent se formuler. Dès lors que les conditions d'existence se font jour qui permettent, par l'action et la pensée, la remise en cause d'un ordre social donné, l'« existence sociale » du prolétariat déterminera leur conscience, avec ou sans Lénine.

Bakounine réclame simplement le droit pour le prolétariat de faire sa propre expérience : « Nous croyons que le peuple peut se tromper souvent et beaucoup, mais il n'y a personne au monde qui puisse corriger ses erreurs et réparer le mal qui en résulte toujours, que lui-même ; tous les autres répara-

---

de 1918. C'est un discours de classe – la sienne –, c'est-à-dire la petite bourgeoisie intellectuelle déclassée.

1 « Les Endormeurs ».

2 *Protestation de l'Alliance*.

3 « Lettres à un Français sur la crise actuelle », 1870.

4 Marx, Avant-propos à la *Critique de l'économie politique*.

teurs et redresseurs (...) ne faisant et ne pouvant qu'augmenter les erreurs et le mal<sup>1</sup>. » Rosa Luxembourg, de ce point de vue, est beaucoup plus bakouninienne que marxiste lorsqu'elle écrit, en 1904 : « Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur "Comité central"<sup>2</sup>. » La même idée est reprise par Edouard Berth : « Dans la conception syndicaliste révolutionnaire, le prolétariat est, au contraire, regardé comme une personne majeure et parfaitement autonome, qui n'a pas d'utopies toutes faites à réaliser par décret, mais qui entend parfaire son émancipation par lui-même et à son idée. »

La démarche léninienne est une aberration dialectique en ce sens que le problème ne consiste pas à déterminer si le socialisme est une production théorique des intellectuels bourgeois apportée au prolétariat, ou une création exclusive et spontanée (au sens bakouninien) de ce dernier. Un phénomène social chez Bakounine est spontané lorsqu'il est le produit exclusif de ses déterminismes internes, sans interférence de déterminismes extérieurs. C'est une définition de la spontanéité qui ressemble beaucoup à une certaine forme de déterminisme. L'approche correcte du problème consiste à découvrir le mouvement dialectique de création et d'élaboration du socialisme : alors, les questions de « préséance » ne jouent plus.

Kropotkine, qui rejetait le concept de dialectique mais qui, tel M. Jourdain, pratiquait le raisonnement dialectique sans le savoir, a parfaitement résumé l'optique libertaire :

« Le socialisme est issu des profondeurs mêmes du peuple. Si quelques penseurs, issus de la bourgeoisie, sont venus lui apporter la sanction de la science et l'appui de la philosophie, le fond des idées qu'ils ont énoncées n'en est pas moins le produit de l'esprit collectif du peuple travailleur. Ce socialisme rationnel de l'Internationale, qui fait aujourd'hui notre meilleure force, n'a-t-il pas été élaboré dans les organisations ouvrières, sous l'influence directe des masses ? Et les quelques écrivains qui ont prêté leur concours à ce travail d'élaboration ont-ils fait autre chose que de trouver la formule des aspirations qui déjà se faisaient jour parmi les ouvriers<sup>3</sup> ? »

---

<sup>1</sup> Bakounine, « La théologie politique de Mazzini ». Le concept de « peuple » chez Bakounine inclut le prolétariat, la paysannerie pauvre et la petite-bourgeoisie prolétarisée.

<sup>2</sup> « Questions d'organisation de la social-démocratie russe », 1904. Ce texte est connu aussi sous le nom de « Centralisme et démocratie ». Il s'agit d'une réponse de Rosa Luxembourg aux conceptions d'organisation du parti développées par Lénine.

<sup>3</sup> *Les Temps nouveaux*, 1913.

Bakounine réclamera pour les intellectuels d'origine bourgeoise le droit de s'associer au prolétariat dans sa lutte, ce qui implique évidemment, entre autres choses, leur contribution à l'élaboration théorique. « Les principes sociaux, disait-il, ne constituent la propriété de personne : ils sont plus naturellement représentés par les ouvriers que par l'intelligence qui s'est développée au milieu de la classe bourgeoise... Mais du moment que nous avons accepté ces principes autant par notre intelligence que par notre sentiment de justice, au point qu'ils sont devenus une condition vitale pour nous, personne, ni d'en haut ni d'en bas n'a le droit de nous défendre d'en parler, de nous associer et d'agir au nom de ces principes – qui sont à nous autant qu'aux ouvriers si même ils le sont d'une autre manière <sup>1</sup>. »

Le révolutionnaire russe s'oppose radicalement aux théories simplistes selon lesquelles le prolétariat n'a pas besoin des intellectuels. S'il est lucide et ne se fait pas d'illusions sur ces derniers, il se méfie aussi des « ouvriers à demi littéraires, prétentieux, ambitieux » qui « se posent comme des chefs, comme des hommes d'État des associations ouvrières » qui craignent « la compétence des hommes sortis de la bourgeoisie, souvent plus dévoués, plus modestes et moins ambitieux qu'eux-mêmes » <sup>2</sup>.

Il y a cependant dans la classe ouvrière une « aristocratie bienfaisante », une aristocratie « non de la condition, mais de la conviction, du sentiment révolutionnaire, de la passion ardente, éclairée et de la volonté ». Ils réunissent en eux « dans leur compréhension de la question sociale (...) tous les avantages de la pensée libre et indépendante, de la connaissance scientifique ». Ils pourraient très bien abandonner leur classe et passer dans les rangs de la bourgeoisie, mais ils ont la « passion de la solidarité ». Si on ajoute à cette catégorie de travailleurs « celle des militants sortis de la classe bourgeoise, qui ont rompu tous les liens avec elle et qui se sont voués corps et âme à la grande cause de l'émancipation du prolétariat », vous aurez, dit Bakounine, « l'aristocratie utile et bienfaisante du mouvement ouvrier international <sup>3</sup> ».

On peut faire deux remarques :

1. – Le point de vue de Bakounine sur la genèse de la conscience socialiste dans la classe ouvrière apparaît comme infiniment plus « dialectique » que celui de Lénine qui, en fait, relève d'une perception

---

1 « Protestation de l'Alliance ».

2 « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872.

3 « L'Alliance révolutionnaire universelle de la démocratie socialiste » *Œuvres*, VI, p. 319.

parfaitement mécaniste. La théorie léninienne de la conscience révolutionnaire dévoile ses intérêts de classe de petit-bourgeois intellectuel avec une telle clarté qu'on se demande comment cela a pu abuser tant de gens ;

2. – La question du rôle des intellectuels, pour Bakounine, ne se pose pas, on le voit, en termes de *direction* mais de *collaboration*. Elle est en outre totalement dénuée d'illusion et de complaisance à l'égard aussi bien des socialistes bourgeois que des ouvriers embourgeoisés. On mesure ainsi la différence qu'il y a entre le point de vue du révolutionnaire russe développé en 1864 et celui qu'il développera à partir de 1868.

Pour l'instant – revenons à 1864 – Bakounine en est encore à une approche quelque peu élitiste. Si on organisait un congrès « qui se composerait des libéraux et démocrates avancés de tous les pays » pour faire l'état des lieux et « arrêter un plan général d'action », cela mettrait certes en lumière la situation respective de chaque pays, cela permettrait « aux **hommes sincères de tous les pays** de se reconnaître mutuellement », mais il en résulterait plus d'inconvénients que d'avantages. En effet, dans une Europe dominée par le despotisme, les participants à un tel congrès seraient repérés par le pouvoir et seraient victimes de persécutions de leurs gouvernements respectifs : « dans cette position se trouveraient les Français, les Polonais, les Russes, tous les Slaves, les Hongrois, une partie des Allemands, les Italiens de Venise et de Rome, les Finlandais, et peut-être même bientôt les Danois, non émigrés <sup>1</sup>. »

### L'affaire des duchés

Le 15 novembre 1863, le roi du Danemark, Frédéric VII, meurt sans enfants. Or ledit roi était aussi un prince allemand, duc de Holstein et de Lauenburg. A cette époque-là, Bakounine vient de quitter la Suède et se trouve à Londres.

Les duchés du Schleswig et de Holstein constituaient une épine dans le sentiment national allemand. Ils avaient été rattachés au Danemark depuis 1460, mais ils étaient la propriété personnelle du souverain danois, et non une partie intégrante du royaume. Le Holstein, peuplé entièrement d'Allemands, était un membre de la Confédération germanique <sup>2</sup>, ce qui

---

<sup>1</sup> « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité. » 1864.

<sup>2</sup> La Confédération germanique a été constituée au congrès de Vienne en 1815, après la chute de Napoléon I<sup>er</sup>. C'est une instance qui organise l'ensemble des États

n'était pas le cas du Schleswig, peuplé majoritairement d'Allemands dans sa moitié sud.

En 1848, les Allemands de ces duchés, soutenus par toute l'Allemagne, s'étaient soulevés contre le roi du Danemark. La Prusse avait envoyé des troupes mais les grandes puissances s'étaient unies pour faire respecter les traités. La Prusse avait reculé et les duchés avaient été rendus au Danemark au traité de Londres en 1852.

Avec la mort de Frédéric VII se posa à la fois la question de sa succession et celle du sort de ces duchés. Christian IX, le nouveau roi, débuta son règne en confirmant une constitution qui incorporait le Schleswig dans un « grand-Danemark » unitaire, ce qui constituait une violation du traité de Londres. Les libéraux allemands crurent que leur heure était venue de mobiliser les masses allemandes, poussant les princes allemands à soutenir le duc d'Augustenburg, le candidat rival, et à libérer les duchés de la domination danoise.

Bismarck ne voulait pas voir débarquer à la diète allemande un nouveau petit État qui voterait contre lui. Selon lui, seule l'annexion des duchés à la Prusse pouvait valoir une guerre. Il ne voulait pas non plus prendre le moindre initiative aux côtés des libéraux qui soutenaient la cause du Schleswig. Aussi eut-il l'idée de proposer une coopération entre la Prusse et l'Autriche pour faire appliquer le traité de Londres. Une alliance fut signée le 16 janvier 1864, aux termes de laquelle les deux signataires mèneraient une action commune contre le Danemark et statueraient sur le sort des duchés plus tard.

Cette alliance n'était pas voulue comme un piège pour l'Autriche mais elle aboutit à sa perte. Il y avait déjà des exemples de pays qui se partageaient la domination d'un autre pays. Le cas de la Pologne était caractéristique. La Pologne était le lien le plus fort entre la Russie et la Prusse, qui collaboraient parfaitement pour maintenir le *statu quo*. Il n'allait pas en être de même pour les duchés danois.

La guerre contre le Danemark débuta le 1<sup>er</sup> février. Les Danois ne faisaient pas le poids contre deux grandes puissances, mais comptaient sur une aide étrangère. Les signataires du traité de Londres laissèrent l'Autriche et la Prusse envahir les duchés, mais réagirent quand les armées d'invasion atteignirent la frontière du Danemark. Un armistice fut signé et une conférence internationale eut lieu à Londres le 25 avril. Les Danois tentèrent alors un coup de force : ils refusèrent de restaurer l'autonomie des duchés, ce qui aboutit à la dénonciation des traités par l'Autriche et la Prusse. La conféren-

---

allemands (une cinquantaine), y compris l'Autriche. C'est une citadelle du particularisme qui défend surtout les intérêts de l'Autriche et des petits États.

ce fut ajournée et la guerre reprit. Personne ne vint au secours des Danois. Isolés, ceux-ci furent de nouveau battus et signèrent au début d'août une paix qui remettait les duchés à la Prusse et à l'Autriche conjointement.

C'était une situation absolument nouvelle : les deux puissances allemandes, adversaires, avaient mené ensemble une action de guerre ; il fallait maintenant gérer la paix.

Le projet de Bismarck était simple :

1. Il voulait asseoir la Prusse comme grande puissance à côté de l'Autriche, ce que celle-ci refusait catégoriquement.
2. Il voulait faire reconnaître l'hégémonie prussienne en Allemagne au nord du Main.

Contrairement à l'idée reçue, Bismarck n'était pas un politicien assoiffé de conquêtes territoriales. Il était à sa manière un partisan du principe des nationalités : une nationalité, un État. Sa seule préoccupation était de constituer une Allemagne homogène. Luthérien, il n'avait aucune ambition envers les États allemands du sud, catholiques. Bismarck n'avait pas d'objection à ce que Napoléon III annexe la Belgique, estimant que la France pouvait s'étendre « aussi loin que le français est parlé ». Et lorsque, après la guerre de 1870, la France perdit l'Alsace et la Lorraine, Bismarck n'était en fait pas très enthousiaste, pressentant que cette annexion allait avoir des conséquences fâcheuses à terme.

Le 23 août 1864 eut lieu en Autriche une rencontre entre les deux monarques concernés, accompagnés de Bismarck et de Rechberg, son homologue autrichien. Il s'agissait de décider du sort des duchés. Bismarck réclama ceux-ci pour la Prusse ; Rechberg exigea une garantie prussienne sur la Vénétie et l'aide de la Prusse pour reconquérir la Lombardie dans l'éventualité d'une nouvelle guerre contre l'Italie.

Il arrive que des ministres n'aient pas le monarque qu'ils méritent. Ce fut le cas de Bismarck et de Rechberg. Le roi Guillaume et l'empereur François-Joseph firent capoter la négociation ; le premier en déclarant qu'il n'avait aucun droit sur les duchés, le second en refusant tout agrandissement de la Prusse sans que celle-ci ne cède à l'Autriche l'équivalent en territoires. Il n'y eut donc pas de traité et on convint simplement d'une domination conjointe des duchés jusqu'à nouvel ordre.

Il y avait à cette époque dans l'Allemagne du Nord – divisée en d'innombrables États – un accord douanier, le *Zollverein* dont l'Autriche ne faisait pas partie. Cet accord expirait en 1865 et devait être renégocié. Des promesses avaient été faites à l'Autriche pour l'inclure dans l'accord. Bismarck renouvela ses assurances mais se débrouilla pour en exclure de nou-

veau l'Autriche. La frontière douanière entre les États du *Zollverein* et l'Autriche devint la frontière entre deux mondes : le commerce autrichien fut relégué, via le Danube, aux Balkans et le commerce allemand se tourna vers le marché mondial par la mer du Nord.

L'alliance austro-prussienne en fut cassée. Les ministres autrichiens détestaient le nationalisme allemand et avaient le sentiment de s'être fait embarquer malgré eux dans l'affaire des duchés. Ils entreprirent de soutenir la candidature du duc d'Augustenburg au trône du Danemark, pour provoquer la Prusse. Bismarck tenta de désamorcer la crise en proposant, en février 1865, de reconnaître Augustenburg comme duc du Schleswig-Holstein, mais à condition que la Prusse ait le contrôle militaire des duchés. Augustenburg, qui rêvait de devenir un prince indépendant et qui avait le soutien des libéraux allemands et du prince impérial, soumit ses propres exigences à Bismarck, avec le soutien de l'Autriche. Bismarck congédia froidement le candidat.

Finalement, un traité, signé à Gastein le 14 août 1865, divisa l'administration des duchés : le Holstein revint à l'Autriche, le Schleswig à la Prusse. Un petit morceau de territoire, Lauenburg, fut cédé à la Prusse.

Bilan : le traité de Gastein ignore le duc d'Augustenburg ; la Prusse gagne le territoire de Lauenburg ; la division administrative des duchés favorise la Prusse. Ce traité aurait pu être une occasion pour l'Autriche de prendre la Prusse au sérieux, ce qu'elle n'a pas fait. L'obstination de l'Autriche à refuser un compromis va conduire à un conflit au terme duquel elle perdra sa prééminence au Nord de l'Allemagne, et la Vénétie.

L'affaire des duchés danois, qui débuta en janvier 1864, allait, en deux ans et par un enchaînement de circonstances, bouleverser complètement le jeu subtil des rapports de forces en Europe et, après une victoire prussienne éclatante contre les Autrichiens à Sadowa en 1866, asseoir la Prusse comme puissance dominante sur le continent.

L'affaire des duchés survient peu après l'évasion de Bakounine et son arrivée en Europe ; elle se déroule en même temps et peu après son séjour en Suède. L'issue de cette crise a contribué à façonner l'Allemagne et l'Europe centrale que Bakounine va analyser dans sa période italienne et dans sa période libertaire. C'est après la victoire de Sadowa que la Prusse, avec Bismarck à sa tête, devient le champion de l'unité allemande. La physionomie de l'Europe centrale n'est plus du tout celle que Bakounine a connue en 1848, avant son arrestation.

## **Bakounine et Marx sur la question des duchés**

L'affaire des duchés n'est pas une question essentielle chez Bakounine mais il y fait assez souvent référence. Dans le premier texte où il en parle, l'« Appel aux Slaves », datant d'octobre 1848, les Allemands du Limbourg et du Schleswig-Holstein font partie, avec les Italiens, les Polonais, les Slaves, les Magyars, les Valaques de l'Autriche et de la Turquie, des peuples qui gémissent « dans les fers et sous le joug étranger ». Il n'en dit pas plus. Selon toute vraisemblance, il n'en sait pas plus non plus. À ce moment-là, ses préoccupations sont plutôt tournées vers les Slaves de Bohême.

On comprend seulement que sur la question du Schleswig-Holstein, le joug ici, est danois. Cependant, il serait contraire à ses opinions d'imaginer que Bakounine puisse envisager l'annexion pure et simple de ces territoires par la Prusse.

Dans une lettre adressée à Annenkov datée du 17 avril 1848, Bakounine tempête contre le Parlement de Francfort<sup>1</sup> en général et contre le Philistin allemand en particulier qui « prend toutes les mesures possibles contre le peuple » et « envoie les jeunes gens contre le Danemark pour sauver ses frères allemands à Schleswig et Holstein ». C'est là, dit-il, une action « complètement réactionnaire ». Dans leur enthousiasme nationaliste, les Allemands « déclarent le Schleswig terre allemande, bien que la moitié de la population soit formée de Danois ».

En 1848, Marx et Engels furent eux aussi saisis de cet enthousiasme national : ils s'étaient déchaînés contre l'incapacité du roi de Prusse à annexer le Schleswig et le Holstein. Engels écrivit à ce sujet que « la guerre que nous menons dans le Schleswig-Holstein est donc une véritable guerre révolutionnaire »<sup>2</sup>.

Bakounine écrit à Lars Johan Hierta, dans une lettre datant du début mai 1864, qu'il ne faut prendre le parti du Danemark dans la question du Schleswig-Holstein que « dans la mesure d'une stricte justice » : selon Bakounine l'affaire doit être résolue en mettant le Schleswig « en dehors de toute influence et de toute prétention soit germanique soit danoise », ce qui place la solution dans le cadre du droit de chaque peuple à disposer de son sort.

---

<sup>1</sup> L'Assemblée nationale constituante allemande ou Parlement de Francfort, avait été instituée en Allemagne en 1848 après la révolution de Mars et tenta d'unifier le pays de manière démocratique. Le Parlement siégea du 18 mai 1848 au 31 mai 1849. C'était la première tentative d'unification politique de l'Allemagne. Le Parlement n'avait aucun pouvoir et la révolution fut écrasée.

<sup>2</sup> *Nouvelle gazette rhénane*, 9 sept. 1848, « L'armistice prusso-danois ».



Bakounine distingue dans la question des nationalités deux aspects : d'une part « le droit incontestable des nationalités réelles, naturelles » ; d'autre part « le droit plus que contestable des soi-disantes nationalités historiques »<sup>1</sup>. Il cite alors deux exemples qui permettent de cerner parfaitement son point de vue :

« ...comme par exemple dans la question du Danemark vis-à-vis de la partie allemande du Schleswig – ou de la Pologne comme Etat vis-à-vis de la Ruthénie et des Allemands du Grand Duché de Posen. »

Or on sait ce qu'il pense de la question nationale polonaise : il soutient la libération de la Pologne, la reconstitution d'une Pologne unifiée, mais pas sur les bases de la Grande Pologne d'avant le partage de 1772, qui incluait des nationalités non polonaises – ce qui déplut fortement aux nationalistes polonais.

Il tient donc le même raisonnement pour le Danemark, qui ne peut en aucun cas prétendre intégrer « la partie allemande du Schleswig ». D'ailleurs, concernant les nationalités non polonaises, Bakounine n'exclut pas qu'elles puissent lier leur sort aux Polonais, mais cela ne peut se faire qu'à la suite d'un choix de leur part. Là encore, on peut penser que le même raisonnement vaut pour les Allemands du Schleswig.

En 1864, la réflexion de Bakounine sur la fonction « géopolitique » de l'Allemagne n'est pas encore formée : on peut dire qu'elle se formera à partir de la victoire prussienne de Sadowa en 1866, mais surtout avec l'affirmation du rôle joué par Bismarck.

Bakounine et Marx s'accordent sur l'idée que certains phénomènes historiques ont un caractère progressiste et d'autres non : là où les deux hommes divergeront, ce sera sur les critères d'évaluation. Dans la pensée de maturité de Bakounine, l'Allemagne est devenue le centre de la réaction en Allemagne – en quoi il s'oppose vigoureusement à Marx, pour qui ce centre se trouve en Russie. Leurs divergences sur ce point fonderont un antagonisme bien antérieur, et sans doute bien plus profond, que celui qui les opposera au sein de l'Internationale sur la stratégie du mouvement ouvrier.

Bakounine fera remarquer que le tsar n'avait soulevé aucune objection à la guerre menée par la Prusse pour annexer le Schleswig-Holstein, alors même que cette annexion pouvait aller à l'encontre des intérêts russes en renforçant la position prussienne sur la Baltique. Bakounine est convaincu qu'il y a eu

---

<sup>1</sup> « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », sept.-oct.1864.

un accord entre la Prusse et la Russie : la première a les mains libres au Nord-Ouest, en échange de quoi la seconde est libre d'agir au Sud-Est :

« Le prince de Gortchakov [*le ministre russe des Affaires étrangères*] devait bien s'en douter quand il acquiesçait au démembrement du royaume du Danemark et au rattachement du Schleswig de l'Holstein à la Prusse<sup>1</sup>. »

Alors, Bakounine s'interroge : « Ou bien le prince de Gortchakov a trahi la Russie, ou bien pour compenser la suprématie, sacrifiée par lui, de l'Etat russe dans le Nord-Ouest, il a obtenu du prince de Bismarck l'engagement formel d'aider la Russie à conquérir une nouvelle puissance dans le Sud-Est<sup>2</sup>. »

Et là, on revient dans le débat entre Bakounine et Marx.

Ce dernier est persuadé de voir la main du tsar dans toutes les initiatives qui ont empêché l'émergence de la démocratie en Allemagne. Bakounine – celui de la période « anarchiste » – ne nie pas que la Russie soit intervenue en Europe, mais il affirme qu'elle est une puissance sur le déclin, tandis que l'Allemagne est une puissance en expansion. Le déclin même de la Russie l'empêcherait de toute façon d'intervenir directement en Europe centrale et occidentale, tandis que l'industrie allemande en plein développement, la puissance financière allemande constituent les meilleurs barrages contre les ambitions russes. C'est pour cette raison même que la Russie est contrainte de tourner ses ambitions territoriales vers l'Asie du Sud-Est, c'est-à-dire vers des régions moins développées qu'elle.

Pour le Bakounine de la maturité, la puissance politique de l'Allemagne, la puissance du capitalisme allemand constituent un danger pour la démocratie. La victoire allemande de 1870 et l'écrasement du mouvement ouvrier parisien qui en est la conséquence directe confirmeront son point de vue.

A partir de 1868, l'annexion du Schleswig n'est plus, dans l'optique de Bakounine, une simple question d'agrandissement territorial, elle s'intègre à ses yeux dans un plan général élaboré par la Prusse pour dominer l'Europe du Nord : il évoque « cette politique ambitieuse de la Prusse, qui, au nom des nécessités maritimes et commerciales de l'Allemagne, veut englober forcément des populations danoises du Schleswig dans la grande Confédération Germanique du Nord<sup>3</sup>... »

---

<sup>1</sup> *Etatisme et anarchie. La lutte des deux partis dans l'Association internationale des Travailleurs*. 1873.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Quatrième discours au Congrès de la Paix et de la Liberté, 25 septembre 1868.

En 1871, Bakounine étendra ses réflexions à l'ensemble des provinces baltiques et, on le verra, il reviendra à un projet qu'il avait élaboré pendant son séjour en Suède.

« Ces provinces, on le sait, ne sont ni russes ni allemandes. Elles sont Lethes ou Finnoises, la population allemande, composée de nobles et de bourgeois, n'y constituant qu'une minorité très infime. Ces provinces avaient appartenu d'abord à la Pologne, plus tard à la Suède ; plus tard encore, elles furent conquises par la Russie <sup>1</sup>. »

La solution, selon Bakounine, serait « leur retour, ensemble avec la Finlande, non sous la domination de la Suède, mais dans une alliance fédérative, très intime, avec elle, à titre de membres de la fédération scandinave, embrassant la Suède, la Norvège, le Danemark et toute la partie danoise du Schleswig, n'en déplaise à Messieurs les Allemands. »

Une telle solution serait « juste » et « naturelle ». Elle permettrait en outre de poser une « limite salutaire » aux ambitions maritimes des Allemands. On en revient à l'idée de Confédération scandinave.

### **Napoléon III et l'alliance russe**

Dès qu'il est au pouvoir, Louis-Napoléon abandonne ses positions ouvertement favorables à la Pologne pour adopter un profil bas. Il ne parle jamais de la Pologne, sinon pour rester dans les généralités. La victoire alliée contre la Russie en Crimée remet la France sur la scène internationale après la signature du traité de Paris le 30 mars 1856. L'empereur des Français est dès lors moins soucieux du droit de la Pologne à disposer d'elle-même que des intérêts de la diplomatie française. Or la Russie, vaincue, cherche maintenant un allié et Napoléon III cherche à réduire le poids de l'influence anglaise. Un rapprochement s'amorce donc dès 1856, qui devient effectif en 1858. Bakounine a parfaitement raison de souligner ce fait <sup>2</sup>. Mais c'est un rapprochement fragile. La Russie soutiendra la France dans son intervention en faveur de l'unité italienne, mais l'empereur Alexandre est inquiet : le nationalisme italien ressemble un peu trop au nationalisme polonais, et il y a risque de contagion. Et puis le Second empire fait un peu trop référence au

---

<sup>1</sup> *L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution Sociale*. La révolution sociale ou la dictature militaire, septembre 1870-avril 1871.

<sup>2</sup> Cf. *infra* : « Lettre sur la Russie », mai 1863 : « Personne n'ignore plus maintenant qu'au moment où a éclaté cette magnifique et, espérons-le, cette dernière révolution polonaise, une alliance offensive et défensive était au point de se conclure entre la Russie et la France. »

Premier, dont on connaît les liens qu'il avait avec les Polonais. Cela indispose les Russes.

Lors de l'insurrection polonaise de 1863, Napoléon reste d'une totale discrétion, mais l'opinion publique française soutient la Pologne. Or le 8 février 1863, Bismarck s'était introduit dans la danse : il signa avec la Russie la convention d'Alvensleben qui instituait une collaboration militaire de la Prusse et de la Russie contre les insurgés polonais, ce qui renvoyait la France au second rang. Bismarck remporta une victoire diplomatique éclatante contre la tendance francophile du ministère russe des affaires étrangères de Gortchakov.

La France perdait son principal allié ; la Prusse prenait l'initiative. Bakounine a donc raison, encore une fois, de souligner que toutes les initiatives de Napoléon III en matière de politique étrangère tournent à la catastrophe :

« À cette époque on le prenait pour l'arbitre du monde et aujourd'hui il n'est plus l'arbitre de rien. Il ne prend plus aucun risque et pourtant, la seule façon lui permettant de se maintenir, c'est de prendre souvent de gros risques. Il prit parti pour la Pologne et on opprima la Pologne. Il voulut prendre parti pour le Danemark et ce petit royaume fut ravagé par la guerre. Il a essayé d'inspirer confiance à un royaume mexicain et aucun homme raisonnable et quelque peu prévoyant n'y croit. Il s'est déclaré en faveur des Confédérés d'Amérique et ceux-ci sont à l'agonie. Il est contre Lincoln et Lincoln est réélu. Il essaie encore de magnétiser et de paralyser l'Italie par la toute-puissance des baïonnettes françaises, mais tout le monde en Italie, en France et surtout lui-même reconnaît que l'Italie échappe chaque jour un peu plus à son influence. En un mot, toutes ses actions révèlent une grande incertitude, une hésitation et une inquiétude, résultant du fait qu'il ne comprend plus l'enchaînement des événements qui commentent pourtant à évoluer dans l'ensemble et partout de façon définitive contre lui <sup>1</sup>. »

L'écrasement de l'insurrection polonaise marque la fin de toute initiative d'envergure en Pologne. A partir de 1864, la Russie met en place une vaste campagne de réformes administrative : le royaume de Pologne perd toute marque d'autonomie. Le traité de Vienne laissait en principe une certaine autonomie aux territoires polonais : une armée nationale, une administration propre <sup>2</sup>. L'insurrection de 1863 était en partie motivée par l'exigence que

---

<sup>1</sup> « Lettre d'un démocrate », 5 décembre 1864..

<sup>2</sup> « La revendication de la Russie à la possession de la Pologne porte la date du traité de Vienne », déclara Palmerston à la Chambre des Communes le 9 juillet 1833 – ce qui impliquait l'application de cette Constitution par le tsar. Mais dans une autre

ces dispositions soient appliquées. Désormais, il n'en est plus question. Le nom même de Pologne disparaît officiellement, remplacé par celui de « région de la Vistule », régie par un gouverneur général qui cumule les fonctions civiles et militaires, comme dans n'importe quelle province russe. La résistance à la Russie va désormais prendre d'autres formes, économiques et culturelles.

L'insurrection polonaise, qui a fait perdre à la France l'allié russe, marque le début d'un déclin qui s'achèvera sept ans plus tard lors de la guerre franco-prussienne.

### **1862-1864, une transition dans l'évolution de la pensée politique de Bakounine**

Le socialisme a toujours constitué le fond de la pensée de Bakounine, depuis le début de 1843 où, en Suisse, il a rencontré le communiste Wilhelm Weitling, et surtout depuis sa rencontre avec Proudhon. Cependant, son socialisme restait vague et se trouvait toujours marginalisé par sa préoccupation majeure, la question slave.

Une remarque s'impose à l'examen du programme de la « Société internationale secrète de la Révolution », rédigé en septembre-octobre 1864.

En février 1863, Bakounine se rend en Suède pour soutenir la cause polonaise, présentée comme une priorité absolue.

En septembre 1864, il crée une société secrète internationale dont le projet est « le triomphe de la Révolution dans le monde » et dont le programme contient des éléments socialistes, empruntés à l'évidence de Proudhon.

Dans le « catéchisme révolutionnaire » inclus dans son programme provisoire de la « Société internationale secrète de la Révolution », Bakounine avait déjà affirmé le statut supérieur du travail, défini comme « l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme ». Le travail, est-il également dit, est « seul producteur des richesses, tout homme qui dans la société vit sans travail est un exploitateur du travail d'autrui, un voleur ». Ces principes hautement affirmés sont peut-être l'une des raisons de la tiédeur des démocrates suédois à se précipiter dans une action commune avec le révolutionnaire russe.

---

intervention, du 26 mars 1834, Palmerston précisa : « Le simple fait que ce pays soit partie prenante du traité de Vienne ne signifiait pas que nous garantirions qu'il n'y aurait pas d'infraction à ce traité par la Russie... » Cité par Marx dans *The Story of the Life of Lord Palmerston*, Article 3. On comprend que Marx ait détesté Palmerston...

On peut dire qu'il y a un basculement progressif de Bakounine de la cause slave au socialisme. Dans la période qui se situe entre son séjour en Suède et son installation en Italie, le discours de Bakounine évolue. Dans les textes qu'il écrit sur la Suède en 1863 et 1864, que commence à apparaître une thématique jusqu'alors presque absente, celle du monde ouvrier. C'est à partir de son second séjour en Suède qu'apparaissent fortement les affirmations socialistes. Entre les deux séjours se passe un an, lors duquel il rencontre beaucoup de monde, et notamment des socialistes italiens. On peut penser que leur contact a pu l'influencer.

Lorsqu'il quitte la Suède pour la seconde fois, Bakounine écrit plusieurs « Lettres d'un démocrate » qui seront publiées dans le journal suédois *Aftonbladet* entre la fin décembre 1864 et le début de janvier 1865. Ces articles sont une critique en règle de toutes les familles régnantes d'Europe. Commençant par la Belgique, il constate qu'elle subit dans tous les domaines des attaques contre les libertés : l'autonomie des communes est remise en cause, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse. La réaction s'installe dans le pays, la bourgeoisie belge partage désormais toutes les appréhensions de la bourgeoisie française devant le « fantôme rouge », qui lui cause « une grande angoisse », d'autant plus qu'il ne manque pas, dit Bakounine de matière inflammable dans le pays :

« La Belgique est, on le sait, un pays relativement riche en industries, toute sa surface est couverte d'usines et de manufactures. En conséquence on trouve un nombre extraordinaire de pauvres ouvriers. Leur sort est en général assez malheureux, ils vivent du jour au lendemain, et sont chargés d'un travail extrêmement lourd. Ces pauvres gens ne peuvent pas économiser beaucoup, et lorsqu'il y a une crise industrielle, ce qui a lieu assez souvent, ils meurent de faim. La question sociale n'est pas non plus une question théorique mais c'est en même temps une question d'une pratique la plus brûlante et menaçante <sup>1</sup>... »

C'est plus le futur militant collectiviste de l'Internationale qui parle que le partisan de la révolution démocratique. Les articles de Bakounine sont une critique décapante de la politique de la monarchie belge et de ses prétentions à se poser en arbitre de l'Europe.

La reine Victoria est rapidement expédiée car il a déjà consacré à l'Angleterre une longue « Lettre de Londres » destinée au même journal. Autrefois « idole de l'Angleterre loyale », elle a contribué à convaincre

---

<sup>1</sup> « Lettre d'un démocrate », 5 décembre 1864.

beaucoup de gens à considérer la monarchie « comme une institution non seulement inutile et dépassée, mais plutôt triste et déplorable ».

Le tsar de Russie a surpassé son père en cruauté, mais « il y a joint l'hypocrisie qui est chez lui un trait remarquable et dont personne n'a accusé son père ». En Prusse, le « futur empereur d'Allemagne », dit Bakounine, commença son règne en se comportant « en souverain juste, loyal, libéral », mais préféra finalement le rôle de « caporal et chef des hobereaux prussiens » à celui de restaurateur de l'Allemagne.

En Italie, Victor Emmanuel dont les premières années furent « si populaires, si profitables et si brillantes » s'est désormais séparé de son peuple. Il « a d'un seul coup assombri l'éclat de la royauté en Italie ». « Sa bravoure, son dévouement à la cause italienne, sa popularité, son bonheur étaient jusqu'alors l'argument puissant et favori de tous les monarchistes en Europe, avec lequel ils firent taire les critiques de la monarchie. Dès lors cet argument ne s'entend plus nulle part en Europe. »

L'intention de Bakounine est de montrer que les monarques européens « sont plus ou moins des obstacles et des embarras sur la route du développement, du progrès et du bonheur des peuples », que « les monarques et les monarchies touchent à leur fin irrévocable »<sup>1</sup>.

De façon concomitante avec ses réflexions sur le monde du travail et sur le caractère archaïque des régimes monarchiques, apparaît chez Bakounine une réelle réflexion sur les régimes constitutionnels qui constituera la trame de ses analyses de la période libérale, réflexion où il dit déjà presque tout : la condition ouvrière et le régime représentatif constituent une même question dans la mesure où la classe ouvrière ne pourra jamais s'émanciper dans un système qui ne remet pas en cause la propriété : les privilégiés « sont les propriétaires de la terre et du capital » ; en dessous d'eux se trouve « le peuple immense des travailleurs ».

« Dans les États constitutionnels, qui par leur nature sont ou deviennent nécessairement tôt ou tard bourgeois, comme nous le voyons aujourd'hui partout en Europe, ce n'est pas le travail, mais la propriété, c'est-

---

<sup>1</sup> Il y a de nombreux points sur lesquels les analyses de Bakounine et de Jaurès se rejoignent. Ainsi ce dernier s'étonnait que dans certains pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le prolétariat socialiste « ne se propose pas comme objet essentiel et immédiat le remplacement de la forme monarchique par l'institution républicaine ». Il ne comprenait pas que dans ces pays le prolétariat se contentait d'utiliser les institutions accordées par la monarchie. (Charles Rappoport, *Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste*, p. 62. Imprimerie coopérative L'Emnacipatrice.

à-dire la rente de la terre ou du capital, c'est-à-dire la fainéantise, qui distinguent l'homme, le revêtant du titre de citoyen, en lui donnant les droits politiques et la liberté <sup>1</sup>. »

Le constitutionnalisme est donc « le règne de la propriété, le gouvernement de l'homme par la chose ». Bakounine précise tout de même qu'il n'entend pas affirmer que les privilégiés ne travaillent pas, ils travaillent même souvent beaucoup, mais leur travail, « grâce à leur position privilégiée, leur rapporte infiniment plus que celui du travailleur déshérité des masses populaires ».

« La faculté de ne rien faire, la rente, produit fictif d'un capital et d'une terre qui abandonnés à eux mêmes, sans travail, ne produisent absolument rien, tel est le signe distinctif du citoyen sous le régime constitutionnel. C'est l'exploitation systématique et l'asservissement du travail par la propriété et par le capital <sup>2</sup>. »

Certes, un « travailleur plébéien » sur mille pourra sortir du lot et parvenir à une position sociale élevée, mais il deviendra lui-même un privilégié et tournera le dos à « ses quelques millions de frères délaissés » – thème qu'on retrouvera aussi plus tard chez Bakounine.

Un autre thème apparaît dans le « programme », qui deviendra récurrent chez Bakounine : la critique de l'individualisme, de Rousseau et de l'idée de contrat social :

« *La liberté de l'un est nécessairement solidaire de la liberté de tous*, et c'est bien à tort que Jean-Jacques Rousseau et beaucoup de monde après lui ont prétendu que la liberté de tout homme est limitée par celle de tous les autres. De cette manière, l'ordre qui s'établit parmi les hommes, apparaît comme une sorte de *contrat social*, par lequel chacun renonce à une partie de sa liberté, au profit de tous, c'est-à-dire au profit de *la communauté*, pour mieux assurer la partie restante, et *l'État*, représentant de l'intérêt général en surgit, non comme la confirmation, mais comme la négation, ou si l'on veut la limitation de la liberté individuelle de chacun, au profit de la communauté tout entière. – Dans ce système philosophique, comme dans le système théologique, dont d'ailleurs il procède directement, l'État apparaît donc toujours comme quelque chose de supérieur et de transcendant à la liberté individuelle, vis à vis de laquelle il se pose comme le maître, – cette fois pourtant non par droit divin, mais seulement

---

1 « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », sept.-oct. 1864.

2 *Ibid.*



au nom de l'intérêt général, comme si l'intérêt de tous pouvait consister dans la négation de la liberté de chacun <sup>1</sup>. »

Bakounine nie l'opposition du droit transcendant au droit individuel ; cette opposition conduit à l'asservissement de l'individu à la raison d'État. Il y aurait ainsi une coïncidence entre la théorie politique de Rousseau et la doctrine chrétienne en ce sens que Rousseau, également, « envisage la nature humaine et celle de la liberté de l'individu comme mauvaises par elles-mêmes, du moins en partie, puisqu'elles ont besoin d'abandonner cette partie afin de pouvoir se conformer à la loi universelle et morale. Cette partie, c'est sans le moindre doute la partie bestiale dans l'homme, mais pourquoi identifier la liberté avec la bestialité <sup>2</sup> ? » Comme souvent chez Bakounine, l'objet d'un écrit – ici un « programme » –, dévie insensiblement vers autre chose, des considérations philosophiques.

La période qui va de 1863 à 1865, passée en partie en Suède, permettra à Bakounine d'élaborer le brouillon de ce qu'on pourrait appeler un nouveau droit international :

« Chaque pays, chaque nation, chaque peuple, petit ou grand, faible ou fort, chaque région, chaque province, chaque commune ont le droit absolu de disposer de leur sort ; de déterminer leur existence propre, de choisir leurs alliances, de s'unir et de se séparer, selon leurs volontés et besoins sans aucun égard pour les soi-disant droits historiques et pour les nécessités politiques, commerciales ou stratégiques des États. L'union des parties en un tout, pour être vraie, féconde et forte, doit être absolument libre. Elle doit uniquement résulter des nécessités locales internes et de l'attraction mutuelle des parties – attraction et nécessités dont les parties sont seules juges <sup>3</sup>.

Nombre de thèmes du Bakounine libertaire se trouvent déjà développés dans les textes « suédois » : à travers la critique de Rousseau apparaît l'idée que l'individu n'est pas dissociable de la société dans laquelle il vit. Prenant l'exemple du génie (qui sera repris plus tard), il déclare que si on le met sur une île déserte, il génie ne s'épanouira pas. De même, « confinez-le dans une petite bourgade, au milieu de bons philistins, ou de jeunes bureaucrates bu-

---

1 *Ibid.*

2 *Ibid.*

3 « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire » [« Catéchisme révolutionnaire »], 1866.

veurs du punch suédois ; il est à parier 100 contre 1, qu'après maintes révoltes douloureuses, inutiles, son génie se verra étouffé »<sup>1</sup>.

Cette même loi de solidarité existe dans l'économie, à travers la *division du travail* : ce terme apparaît pour la première fois chez Bakounine. Un long développement est consacré dans ce programme de 1864 sur cette question, où les considérations économiques se mêlent aux considérations morales. L'influence de Proudhon, qu'il cite à plusieurs reprises, est évidente, notamment à travers l'exemple du travail associé des hommes qui crée une force hors de proportion avec la somme des forces individuelles.

Un long développement est également consacré à l'analyse de la rente foncière, dans laquelle on retrouve l'argumentation de Proudhon selon laquelle la propriété est « impossible » (le terme est de Proudhon), c'est-à-dire qu'elle n'a pas de justification logique, ce que les économistes eux-mêmes, selon Proudhon repris par Bakounine, conviendraient : « Les économistes eux-mêmes, dit Bakounine, l'ont si bien senti, qu'ils ont été toujours fort embarrassés de défendre la rente de la terre, diamétralement opposée à leur axiome fondamental "que le travail seul produit". Aussi ont-ils tous été forcés d'avouer cette contradiction, d'avouer que vue du point de vue économique pur, la rente est une flagrante injustice. » C'est du Proudhon tout craché, comme également l'affirmation de la capacité des ouvriers à s'associer dans des coopératives et constituer une véritable puissance face aux capitalistes – Bakounine abandonnera complètement ce dernier point quelques années plus tard pour contester vigoureusement la capacité des coopératives à émanciper le prolétariat.

Pour l'instant, le programme de Bakounine peut se résumer en trois points :

1. L'abolition du droit d'héritage ;
2. L'« action puissante des associations ouvrières » – sans doute un écho des « compagnies ouvrières » de Proudhon qui seraient appelées à prendre en main les grands établissements industriels<sup>2</sup> ;
3. La réorganisation démocratique du pays avec la commune comme unité de base, la fédération des communes en districts et provinces avec une assemblée législative, la Nation avec l'union fédérale des provinces avec

---

<sup>1</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité, sept.-oct. 1864.

<sup>2</sup> C'est faire une bien mauvaise lecture de l'œuvre de Proudhon que de limiter sa pensée à la perspective de la petite production artisanale. La thèse du « Proudhon théoricien de la petite bourgeoisie » ne résiste pas à l'examen et montre seulement que ceux qui la défendent se sont contentés de lire ce que Marx dit de Proudhon.

une présidence et une assemblée législative nationale et – plus tard – une fédération internationale.

Si la vision économique de Bakounine reste hésitante et approximative, vision qui évoluera sensiblement dans la période libertaire, le schéma d'organisation politique d'une société libertaire ne changera pas : il est déjà en place. Tous les thèmes que Bakounine développera par la suite dans l'Internationale à partir de 1868 sont déjà là : la prise en charge de l'instruction par la collectivité (« l'école doit remplacer l'église »)<sup>1</sup>, la suppression du droit d'héritage, l'abolition du mariage, l'égalité de droits des femmes, la fédération politique.

N'oublions pas que toutes ces considérations, dans lesquelles se trouvent largement développés des thèmes qui seront ceux du collectivisme de l'Internationale et de l'anarchisme, se trouvent dans un document destiné aux démocrates suédois, ce qui n'était guère susceptible de rallier ceux-ci en masse. Néanmoins, les écrits de cette période ont sans aucun doute contribué à pousser Bakounine à formuler ce qui sera plus tard le fondement de sa pensée politique libertaire.

### 3. – L'Italie <sup>2</sup>

L'activité que mènera Bakounine en Italie se concentrera sur deux points principaux :

---

<sup>1</sup> Au risque de décevoir certains anarchistes, Bakounine est fermement partisan du maintien du principe d'autorité à l'école : « Là, il est tout à fait à sa place, et doit y régner sans partage. » Voilà qui est clair. Bakounine estime que la liberté est une acquisition progressive de l'humain, aussi l'enfant et l'adolescent ne sont-ils « libres que virtuellement, pas en réalité ». L'école a donc pour fonction de les initier à la liberté. « Leur liberté étant le but de l'éducation, elle doit être aussi, autant que faire se pourra, son moyen et son point de départ ; et plus l'éducation avancera avec l'âge des enfants, plus elle tendra à remplacer l'autorité par la liberté. » Bien entendu, « toutes les violences, toutes les punitions dégradantes en seront exclues ». Tout élève doit sortir de l'école « libre par l'intelligence, libre par le caractère, par la volonté, libre par son aptitude au travail. » On se prend à rêver...

<sup>2</sup> Sur l'activité de Bakounine en Italie, consulter :

– Robert Paris, « Bakounine en Italie ou le socialisme italien face à ses origines », *Bakounine, combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

– T.R. Ravindranathan, *Bakunin and the Italians*, McGill-Queen's University Press, 1988.

Le succès d'une propagande socialiste au sein du peuple italien est, pense Bakounine, soumis à deux préalables : la lutte contre l'influence de l'Eglise ; la lutte contre l'influence de Mazzini, mais il est essentiel dans un premier temps de ne pas l'attaquer de front. Le révolutionnaire russe perçoit les limites de la politique du « Maestro » et pense qu'il est plus efficace de se livrer à un travail souterrain afin de gagner à ses idées les membres déçus du parti mazzinien.

Bakounine se rapprochera également de Garibaldi, sur lequel il ne se fait guère d'illusion, mais dont il va utiliser le prestige <sup>1</sup>.

Lors du séjour que fit Bakounine à Londres en novembre 1864, Marx avait demandé à rencontrer le révolutionnaire russe ; la rencontre eut lieu le 3 novembre. Marx voulait demander à Bakounine d'adhérer à l'Internationale, qui venait de se créer, et espérait son soutien contre Mazzini. Des disciples de ce dernier avaient participé à la fondation de l'Internationale et cela inquiétait beaucoup Marx. Le Russe ne se décida pas à joindre l'AIT, ayant à ce moment-là d'autres projets. Par ailleurs, il n'avait pas grande confiance en Marx qu'il soupçonnait d'être à l'origine des calomnies qui avaient circulé sur son compte pendant ses douze années de captivité.

Cependant, Bakounine ne refusa pas le rôle que Marx voulait lui faire jouer, puisqu'il lui écrivit trois mois plus tard pour lui rendre compte de son activité. Sur le terrain, les choses étaient complexes parce que la situation sociale et politique de l'Italie rendait très difficile une agitation socialiste alors que l'influence des mazziniens était considérable. Bakounine décrit la situation à Marx en des termes un peu désabusés :

---

<sup>1</sup> « Ni Bakounine ni Marx n'avaient d'illusions sur le socialisme de Garibaldi mais ils reconnaissaient la valeur de propagande de son adhésion à l'Internationale et ils voulaient moissonner le bénéfice de sa querelle avec Mazzini. Engels, en tant qu'étudiant en questions militaires et ancien artilleur dans l'armée prussienne, respectait le génie militaire de Garibaldi, mais lui aussi le considérait comme un bourgeois lorsqu'on en venait aux questions politiques et sociales. Dans la mesure où ce n'était pas dans l'intérêt de Bakounine ou de Marx de s'opposer à Garibaldi tant que la bataille contre Mazzini n'était pas gagnée, ils ne réfutèrent pas l'idée qu'avait Garibaldi que l'AIT était une large organisation non-idéologique. En réalité, Bakounine, Garibaldi, et Marx et Engels représentaient trois courants politiques et il n'y avait aucune chance que leur coopération pût aller au-delà de la lutte contre Mazzini. » (T.R. Ravindranathan, *Bakunin and the Italians*, McGill-Queen's University Press, 1988, p. 114.)

« La grande majorité des Italiens, démoralisés par le fiasco complet et par les erreurs du parti démocratique, centraliste et unitaire, est maintenant fortement malade de scepticisme et de lassitude. Seule la propagande socialiste, passionnée, énergique et conséquente, peut encore ramener dans ce pays la vie et la volonté. Mais pour cela il faut du temps <sup>1</sup>. »

Marx écrivit par la suite à Engels pour l'informer que le Russe allait préparer des « contre-mines contre M. Mazzini » <sup>2</sup>. En d'autres termes, Bakounine était l'allié de Marx contre Mazzini. Mais il faudra encore plusieurs années pour que ce travail de sape commence à porter ses fruits.

Bakounine quitte Londres le lendemain de son entrevue avec Marx. Il passe par Paris, revoit Proudhon qui est malade et qui mourra peu après. Il passe les années suivantes en Italie, où il jouera un rôle déterminant dans l'organisation du mouvement socialiste. Il s'installe à Florence, puis dans les environs de Naples. Les prises de position qu'il développe à cette époque sont étroitement liées aux conditions particulières de la politique italienne. A peine unifié, le royaume subit une crise politique, économique et sociale profonde. Le problème de la réforme agraire dans le Sud est explosif. Mazzini commence à être sourdement remis en cause, bien que Bakounine ne se risque pas encore à l'attaquer publiquement. L'opposition entre les deux hommes reste courtoise ; Bakounine, en effet, sera toujours reconnaissant à l'Italien d'avoir été l'un des rares à le soutenir contre les calomnies de Marx et son entourage pendant son emprisonnement.

Jusqu'en 1868, Bakounine est préoccupé par la tentative de rallier les éléments radicaux de la bourgeoisie à la cause du prolétariat. Il a constitué la « Fraternité », une organisation qui est en quelque sorte le fruit de ses allers-retours entre l'Angleterre et la Suède, l'Italie et la Suède et dont il a discuté les statuts avec August Sohlman, un journaliste démocrate suédois, rédacteur du journal libéral *Aftonbladet* qu'il avait rencontré à Stockholm en mars 1863. Sohlman était devenu membre de la Fraternité de Bakounine en octobre 1864.

Bakounine recrute des membres en Suède, en Italie ; il y a aussi des Français et des Polonais. La Fraternité internationale révolutionnaire restera une structure aux liens très lâches, que Bakounine appellera « Alliance » ou « Société », selon les cas, ce qui créera une confusion avec « l'Alliance pour la démocratie et le socialisme », constituée plus tard.

Il y a dans la Fraternité tous les ingrédients des sociétés secrètes : serments, signes secrets, etc. Dans les faits, si Bakounine pensait que ces orga-

---

1 Lettre à Marx, 7 février 1865.

2 Lettre de Marx à Engels, 11 avril 1865.

nisations clandestines étaient à l'occasion nécessaires, il leur accordait une importance toute relative. Ce point de vue est attesté par une lettre qu'il écrivit à Becker en 1869, dans laquelle il parle d'une autre organisation :

« Tu sais mieux que moi que certaines existences imaginaires sont très utiles et qu'il ne faut pas les dédaigner du tout. Tu sais que dans toute l'histoire il y a, sur un quart de réalité, trois quarts au moins d'imagination, et que ce n'est pas la partie imaginaire qui a agi de tout temps le moins puissamment sur les hommes <sup>1</sup>. »

Il est tentant de railler la tendance qu'a eue Bakounine à constituer des sociétés secrètes. C'est oublier que dans le monde hérité du congrès de Vienne, la police politique fut l'un des rouages essentiels de la vie publique en Europe, et que déjà existait, à l'instigation de Metternich, une coopération internationale des différents services de police contre les partisans du libéralisme politique qui, à l'époque, était un courant d'idées progressistes, et contre les démocrates et les partisans de l'indépendance nationale dans les pays dominés par l'un ou l'autre empire.

### **Les sociétés secrètes**

Les sociétés secrètes furent pendant des dizaines d'années le seul moyen pour les libéraux et les révolutionnaires de s'organiser, de maintenir la flamme, puisque la liberté de réunion n'existait nulle part sur le continent.

La franc-maçonnerie, un des foyers de l'opposition libérale, s'était développée au XVIII<sup>e</sup> siècle malgré les condamnations de l'Église, et constitua un des centres d'organisation du mouvement libéral opposé au despotisme. Après 1815, les révolutionnaires cherchèrent à tirer parti des facilités qu'offrait la franc-maçonnerie et Bakounine, on le verra, ne fit pas exception. Institution officieuse en ce qui concerne sa direction centrale – presque tout le personnel gouvernemental de Napoléon en faisait partie, et dans les monarchies protestantes c'est bien souvent le prince héritier qui en était le grand maître – certaines loges servaient parfois de rendez-vous pour les conspirateurs. La franc-maçonnerie joua un rôle déterminant dans la diffusion des idées libérales et dans la lutte contre le despotisme, mais elle eut aussi ses limites, que Bakounine analysa avec lucidité.

Dans l'espoir d'étendre son influence, Bakounine pense pouvoir utiliser la franc-maçonnerie, sur laquelle il ne se fait d'ailleurs pas trop d'illusions. Il espère seulement s'en servir comme « d'un masque ou d'un passeport », dit-il. A la fin de sa période italienne, il s'expliqua sur la nature de la franc-

---

1 Lettre à J.P. Becker, 4 décembre 1869.

maçonnerie dans une série de lettres aux Internationaux du Jura. Sous l'Ancien Régime, dit-il, la bourgeoisie était une « classe historique », elle avait « un monde à conquérir », elle était « intelligente, audacieuse » et se sentait « forte du droit de tout le monde » : elle avait alors constitué une « association internationale », la franc-maçonnerie, que Bakounine qualifie d'« institution par excellence bourgeoise ». Elle réunissait les sujets d'élite, les caractères les plus audacieux. C'était l'incarnation énergique et la mise en pratique de l'idée humanitaire du XVIII<sup>e</sup> siècle :

« Tous ces grands principes de liberté, d'égalité, de fraternité, de la raison et de la justice humaines, élaborés d'abord théoriquement par la philosophie de ce siècle, étaient devenus au sein de la franc-maçonnerie des dogmes pratiques et comme les bases d'une morale et d'une politique nouvelles, – l'âme d'une entreprise gigantesque de démolition et de reconstruction. La franc-maçonnerie n'a été rien moins, à cette époque, que la conspiration universelle de la bourgeoisie révolutionnaire contre la tyrannie féodale, monarchique et divine. – Ce fut l'Internationale de la bourgeoisie <sup>1</sup>. »

Après avoir été une classe dominée, la bourgeoisie est devenue à son tour une classe dominante. Après le coup d'État de Bonaparte, la franc-maçonnerie s'est transformée sur une grande partie du continent européen en une « institution impériale ». Ces propos critiques sont émis après son adhésion à Association internationale des travailleurs, lors d'une conférence qu'il fit en février 1869 aux Internationaux du Locle : Bakounine avait alors épuisé tout ce qu'il pouvait attendre de la franc-maçonnerie. Mais lors de son séjour italien, il pense encore pouvoir se servir de cette institution. Dans une lettre à Garibaldi du 24 mars 1864, il expose qu'il cherche rien moins qu'à « désorganiser la franc-maçonnerie gouvernementale et royaliste » et à la remplacer par une « franc-maçonnerie démocratique ». Pendant l'été et l'automne 1865 il écrira un assez long document constitué de sept fragments sur la franc-maçonnerie.

Certaines sociétés secrètes constituèrent un réel danger pour l'ordre établi, par leur dispersion, par l'énergie et la volonté de leurs militants. Leur terre d'élection fut l'Italie où elles pullulaient, du Nord au Sud, souvent liées à la franc-maçonnerie. S'il est difficile de retracer les liaisons qu'elles pouvaient entretenir à travers le continent, elles avaient toutes un point commun : la revendication de la liberté politique garantie par une constitution assurant l'égalité devant la loi. A cela s'ajoute la plupart du temps la méfiance envers

---

1 « Aux compagnons de l'Association internationale des travailleurs du Locle et de la Chaux-de-Fonds », 23 février 1869.

le clergé. Le recrutement des sociétés secrètes se faisait essentiellement dans la bourgeoisie, parmi les professions libérales, et si les professeurs semblaient à Metternich « les plus maladroits des conspirateurs », il craignait les avocats. Mais il y avait aussi des banquiers, des fonctionnaires, des écrivains, des journalistes auxquels se joignaient la jeunesse des universités. S'il est exagéré de dire, comme le pensait Metternich, que tout le mal de l'Europe venait des sociétés secrètes, celles-ci furent constamment pourchassées par toutes les polices. Elles n'ont jamais assuré un succès durable aux mouvements révolutionnaires, mais elles ont maintenu vivante dans l'esprit des masses l'idée de la liberté politique, elles ont aussi fourni des cadres de valeur pour l'action politique.

Il est moins intéressant d'étudier l'histoire détaillée des sociétés bakouniennes que de chercher à comprendre comment le révolutionnaire considèrerait réellement leur rôle.

Vyrubov<sup>1</sup>, savant et professeur russe, rapporte une anecdote qui se situe en 1866, pendant son séjour en Italie. Bakounine lui avait remis les statuts d'une société secrète en lui recommandant de ne les montrer à personne. Vyrubov rendit le manuscrit en disant qu'il n'aimait pas les conspirations, « tout en étant partisan des idées les plus radicales et prêt à les défendre de toute [son] énergie ». Bakounine lui répondit qu'en dehors des membres de la conjuration, il y avait des sympathisants qui n'étaient pas tenus d'y entrer, mais qui aidaient, par la plume ou par la parole, à propager les idées. « Peut-être, répondit Vyrubov, mais ces serments qu'on prête sur des poignards ne me plaisent pas du tout. » A quoi Bakounine répondit : « Ils ne sont pas indispensables ! Nous les avons imaginés à l'intention des Italiens<sup>2</sup>. Votre parole nous suffira. D'accord ? » Vyrubov accepta alors, après quoi Bakounine lui soutira 20 francs de droit d'adhésion.

« Devant cette conclusion pratique, conclut le nouvel adhérent, je ne pus m'empêcher d'éclater de rire, et Bakounine sourit lui-même de son bon et sympathique sourire<sup>3</sup>. »

---

1 *Grigorij Nicolaievitch Virubov* (1843-1913), philosophe positiviste russe installé depuis 1843 à Paris. Un des fondateurs en 1867 du journal *Philosophie positive*. Bakounine le rencontre en 1866 à Naples. Délégué au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté en 1867 et en 1868. Il est l'exécuteur testamentaire de Herzen.

2 Le 19 juillet 1866, Bakounine envoie à Herzen et Ogarev le programme de la Fraternité. Il s'excuse des passages superflus qui y sont contenus en précisant que qu'il a écrit ce programme pour un environnement italien.

3 *Bakounine et les autres*, 10/18, p. 255.



Cette anecdote appelle quelques commentaires, sur la forme et sur le fond.

Il semble y avoir au moins deux degrés d'adhésion. Bakounine montre que des hommes peuvent servir le mouvement dans la mesure de leurs capacités, sans y adhérer totalement, chacun contribuant à la cause dans la mesure de ses capacités.

On peut difficilement admettre que Bakounine ait pu prendre au sérieux la mise en scène entourant l'existence de ses « sociétés secrètes » ou que celles-ci, vu leur mode d'adhésion, aient pu avoir une activité conspiratrice bien réelle. Ce que raconte Vyubov montre qu'il est tombé – de bonne grâce – dans un piège à gogos pour bourgeois démocrate soucieux d'afficher des opinions radicales sans trop se compromettre. C'était cependant un trait de caractère de Bakounine d'imaginer des statuts de sociétés secrètes et des programmes révolutionnaires, mais après tout il n'était pas le seul. Les périodes d'inactivité devaient être propices à ce genre de divagation de l'esprit. Franz Mehring est sans doute celui qui a le mieux compris cela : « Autant on peut condamner un homme qui dans la position de Bakounine se grise de statuts imaginaires et de proclamations tonitruantes, autant on doit, en l'absence de preuves tangibles, admettre que son imagination toujours fertile a joué dans tout cela le rôle majeur. »

Gubernatis, professeur de sanskrit, explique également la technique quelque peu sommaire par laquelle il fut « recruté ». Lui aussi désirait rester libre tout en proclamant des intentions hautement radicales. Il tenta de résister à l'argumentation de Bakounine, mais finit par céder et conclut son récit en disant : « Le gros serpent m'enlaça de ses anneaux fatals <sup>1</sup>. »

Gubernatis comme Vyubov sont des intellectuels qui professent des idées avancées tout en hésitant à s'engager. Dans quelle mesure Bakounine pensait-il que l'adhésion de tels hommes était crédible et durable ? Max Nettlau reproduit dans sa biographie du révolutionnaire l'opinion d'un certain A. Graf qui déclara que Bakounine « ne manquait pas d'éprouver la valeur des personnages qui l'approchaient constamment d'assez près » et qu'il « n'entraînait en relations sérieuses qu'avec un petit nombre d'entre elles. »

Bakounine semblait donc sélectionner les militants auxquels il accordait sa confiance. C'est un autre témoignage qui fournit des indications sur sa technique de sélection.

Arman Ross <sup>2</sup>, qui entreprit en 1920 la publication en russe des œuvres complètes de Bakounine, avec l'approbation de Lénine, donne quelques

---

<sup>1</sup> *Bakounine et les autres*, p. 247.

<sup>2</sup> Arman Ross, de son vrai nom *Nicolai Pretrovic Sazjn* (1845-1934). Révolutionnaire russe qui rencontre Bakounine en 1870 et se lie intimement avec lui. Adhère à l'AIT puis à la Fédération jurassienne. Participe à la commune de Paris. Peu avant la

précisions intéressantes. Il écrit en effet que Bakounine écartait de lui ceux « dont il n'y avait rien d'utile à tirer pour la révolution ». Il n'attachait que peu d'importance aux « déclarations, aux raisonnements doctrinaires ou à la profession de foi » du nouveau venu. « Il cherchait à se rendre compte exactement des aptitudes réelles de celui-ci et de ce qu'on pouvait en tirer pour l'action. Aussi lui confiait-il aussitôt une tâche qui paraissait correspondre à ses capacités. »

Ainsi, Bakounine finissait par connaître l'homme et il pouvait rompre toute relation d'ordre pratique avec celui qui se révélait incapable de remplir une tâche déterminée.

Ross cite le cas de trois étudiants russes qui manifestèrent leur désir de militer. Bakounine accepta et forma avec eux une association secrète. « Bref, dit Ross, il fit avec eux ce qu'il avait fait avec d'autres. » Plus tard, une occasion d'agir se présenta – Ross ne dit pas laquelle – qui révéla que rien d'utile ne sortirait de cette association. « Dès lors, Bakounine n'attendit plus que le moment de cesser sans blesser personne toute relation avec ces étudiants. » Voilà donc trois jeunes gens persuadés d'avoir appartenu à une « société secrète » bakouninienne et qui ne surent jamais qu'elle avait été fictive...

Si la perspicacité de Bakounine n'était pas infaillible, comme le montre la fameuse « affaire Netchaïev » lors de laquelle il fut manipulé, dans l'ensemble son jugement était sûr. Certains hommes étaient impitoyablement écartés. Arman Ross rapporte les doléances de deux professeurs russes de droit qui furent fraîchement expédiés par Bakounine. Fritz Robert, professeur de mathématiques et militant de l'AIT suisse, bénéficie en revanche de toute la sollicitude du révolutionnaire. En 1870, Fritz Robert fut forcé par son employeur de démissionner de l'Internationale. On imagine aisément les pressions qu'il subit et la crise de conscience qu'il dut endurer. En juin 1869, Bakounine lui écrivit une lettre émouvante dans laquelle il tenta de stimuler l'énergie du militant sans jamais lui donner à croire qu'il serait un traître s'il « décrochait ». Il y a, dit Bakounine, dans la section de la Chaux-de-Fonds, des hommes énergiques, mais « leur savoir n'est pas à la hauteur de leur énergie » (...) « toi, tu as le savoir, tu es à la hauteur de toutes les questions sociales, théoriques, pratiques, tu es des nôtres, tu sais aussi bien que nous ce que nous voulons et où nous allons ; que te manque-t-il donc pour devenir le médecin sauveur de cette section malade ? La volonté. »

---

mort de Bakounine, il retourne en Russie où il est arrêté et passe quelques années à la forteresse Pierre-et-Paul, puis il est exilé en Sibérie.

« Je pense que l'absence de volonté qui se manifeste en toi à l'heure qu'il est provient principalement des circonstances, de certains préjugés que tu n'es pas encore parvenu à vaincre complètement, et de l'influence du milieu dans lequel tu te trouves (...) Mon cher, nous vivons à une époque où il n'est plus permis à personne, et surtout à un jeune homme comme toi, de rester neutre et de faire le mort. La révolution sociale frappe à nos portes. Nous devons nous compter et resserrer nos liens fraternels pour qu'elle trouve en nous une phalange capable de la préparer, de la rapprocher autant que possible, et, quand elle aura éclaté, de la servir. Viens à nous, pas seulement de cœur et d'esprit, mais de fait, parce que ce n'est que par les faits seulement qu'on peut devenir réellement frères. Sois dès aujourd'hui tout à fait nôtre, pour que, quand la révolution sociale aura éclaté, nous ayons le droit de dire que tu es notre frère et ami, non du lendemain, mais de la veille. Il faut acheter ce droit, cher ami, par beaucoup de sacrifices et par une lutte incessante à commencer par aujourd'hui <sup>1</sup>. »

James Guillaume, qui servait de secrétaire à Bakounine, n'envoya pas la lettre à son destinataire. Fritz Robert résolut le problème qui le tracassait et réintégra les rangs de l'Internationale suisse.

L'intérêt de ce texte dépasse évidemment celui d'une simple lettre ;

- Il est révélateur du type de rapport qu'entretenait Bakounine avec ses proches, le groupe informel de militants qui partageaient les mêmes idées. Ici, pas d'invectives : Fritz Robert n'est pas un traître en puissance. Bakounine ne cherche pas à le culpabiliser s'il ne décide pas de s'engager à fond. Il lui montre simplement ce qu'il perd à ne pas le faire : l'adhésion à une fraternité réelle. Bakounine ne cache pas que de grands sacrifices l'attendent, mais il lui dit qu'il est nécessaire de resserrer les rangs, c'est-à-dire qu'on a besoin de lui. Il explique que sa fragilité lui vient de l'influence de son milieu, mais qu'il peut choisir de s'en libérer.

- Ce texte est intéressant aussi parce qu'il présente en filigrane une théorie de l'organisation des révolutionnaires, dont les militants doivent posséder deux qualités : la maîtrise des questions sociales, théoriques et pratiques, la volonté qui permet la cohésion du groupe afin que celui-ci puisse préparer la révolution, en rapprocher le terme et la servir.

Les perspectives que dévoilent cette lettre se situent bien loin de la question des « sociétés secrètes » qui n'étaient rien d'autre, pour l'extérieur, que des masques, et pour l'intérieur, des filtres permettant de tester et d'éliminer

---

<sup>1</sup> Lettre à Fritz Robert, 7 juin 1869, in *Bakounine et les autres*, p. 269-270.

les éléments douteux. Bakounine entendait bien plus diffuser ses idées par le canal de ses nombreuses relations personnelles que par l'intermédiaire de quelconques sociétés ésotériques.

Ross, sur ce point, fournit encore des indications intéressantes. Parlant des militants proches de Bakounine, il dit qu'il y avait là « un groupe de personnes qui concevaient les choses de la même manière et qui travaillaient pour une seule et même cause. Il nous arrivait d'appeler notre groupe "l'Alliance" tandis que Bakounine le nommait parfois "le sanctuaire" (...) Je répète une fois de plus que pendant mes six ou sept années de relations intimes avec Bakounine, Guillaume, etc., il n'y eut jamais rien entre nous qui pût donner l'impression d'une conjuration ou d'une société secrète <sup>1</sup>. » Ross lui-même fait partie de ceux que Bakounine mit à l'épreuve. Lors de sa rencontre avec le Russe, il avait déjà un passé révolutionnaire confirmé, ce qui ne l'avait pas empêché, selon ses propres dires, de faire un « noviciat » d'une année. Mais c'est probablement James Guillaume qui donne la définition la plus claire de la façon dont Bakounine concevait l'organisation des révolutionnaires :

« Ce qui me frappa surtout dans les explications qu'il [Bakounine] me donna, c'est qu'il ne s'agissait point d'une association du type classique des anciennes sociétés secrètes, dans laquelle on dût obéir à des ordres venus d'en haut ; l'organisation n'était autre chose que le libre rapprochement d'hommes qui s'unissaient pour l'action collective, sans formalités, sans solennité, sans rites mystérieux, simplement parce qu'ils avaient confiance les uns dans les autres, et que l'entente leur paraissait préférable à l'action isolée <sup>2</sup>. »

### **Le problème italien**

Bakounine quitte Florence pour Naples, où il séjournera de 1865 à 1867 ; la situation y est plus favorable à son action politique. Il noue des contacts, rallie à lui des mazziniens déçus qui fondent un hebdomadaire socialiste auquel il participera. Les deux années que Bakounine passe à Naples sont importantes parce que deux événements marquants eurent lieu : pour la première fois le Russe manifeste son opposition ouverte avec Mazzini ; et pour la première fois aussi il publie un texte qui ne porte pas sur les problèmes slaves.

Le rôle joué par Bakounine dans la naissance du mouvement socialiste italien est incontestable ; il a secoué l'immobilisme dans lequel était tombée la

---

<sup>1</sup> *Bakounine et les autres*, p. 284.

<sup>2</sup> *Bakounine et les autres*, p. 267.

jeunesse radicale influencée par Mazzini. Il a proposé des perspectives d'action et d'organisation grâce à la propagande en faveur de l'Internationale, *dont il n'était pourtant pas encore adhérent*.

L'Italie dans laquelle Bakounine s'installe est un nœud extrêmement complexe de contradictions. Après la chute de Napoléon I<sup>er</sup>, le pays est dominé au Nord par l'Autriche, par la monarchie des Bourbon au Sud, mais une opposition libérale, d'inspiration romantique, apparaît avec pour centre le Piémont. La première moitié du siècle est marquée par des insurrections qui seront réprimées à Naples en 1820, dans le Piémont en 1821, en Romagne et dans les Marches en 1831, en Savoie en 1834. Le roi Charles-Albert du Piémont lance en mars 1848 une guerre de libération nationale, mais il est battu à Custoza (23-25 juillet 1848) et à Novare (23 mars 1849). En 1849, Garibaldi prend Rome pour les républicains et pendant un mois résiste à la réaction papale et aux troupes françaises dirigées par le général Oudinot.

Si l'ordre ancien du Congrès de Vienne est finalement rétabli, le Piémont apparaît seul capable de regrouper le mouvement de libération national italien.

L'Italie est alors divisée en plusieurs États :

1. Le royaume des Deux-Siciles comprenant Naples et tout le sud de la péninsule d'Italie ainsi que la Sicile ;
2. Les États pontificaux comprenant le centre de la péninsule avec Rome, le Lazio, les Marches, la Romagne ;
3. La Toscane ;
4. Le royaume de Sardaigne comprenant la Sardaigne, le Piémont, la Savoie ; en 1859 le royaume s'agrandit de la Lombardie.
5. La Vénétie est sous domination autrichienne.

Napoléon III, très italoophile, rencontre Cavour<sup>1</sup>, président du conseil du royaume sarde, à Plombières le 21 juillet 1858, et l'assure de son appui. Un traité est signé le 26 janvier 1859 qui permet d'engager une guerre contre l'Autriche. Les troupes françaises battent les Autrichiens à Magenta et à Solferino le 4 et le 24 mars mais, à la déception des Italiens, en restent là car l'empereur craint une intervention prussienne. L'armistice de Villafranca donne la Lombardie au Piémont, ce que les nationalistes italiens trouvent insuffisant. Cavour profite des circonstances pour organiser un plébiscite qui unit l'Italie centrale au Piémont, en mars 1860. En compensation de son aide militaire, la France reçoit la Savoie et Nice.

---

1 *Camillo Benso, comte de Cavour* (1810-1861). Le 2 novembre 1852, il est nommé président du conseil du royaume de Piémont-Sardaigne.

Pendant l'été 1860, le républicain Garibaldi abat le royaume des Deux-Siciles, s'empare des Marches et de l'Ombrie, mais se fait confisquer ses victoires par Cavour : de nouveaux plébiscites entérineront ces annexions au royaume d'Italie, proclamé en 1861.

Il reste à ce moment-là la Vénétie, sous domination autrichienne, et l'État pontifical réduit aux environs de Rome.

Pendant l'été de 1862, le général Garibaldi prépara une expédition pour prendre Rome, dont il voulait faire la capitale de l'Italie. Napoléon III, qui devait ménager les catholiques français, pressa le roi d'Italie d'empêcher Garibaldi de mener son projet à terme. Un corps de *Bersaglieri* commandé par le colonel Pallavicino s'interpose. Le 29 août 1862, à la tête d'une poignée d'hommes, Garibaldi se retranche dans le massif d'Aspromonte, en Calabre. Après une courte escarmouche, effondré par cette bataille fratricide, Garibaldi fait cesser le combat lors duquel il sera blessé. Le prestige du roi d'Italie sera considérablement terni par cette affaire.

En 1866, à la suite de la défaite de l'Autriche à Sadowa face aux Prussiens – une défaite qui modifie radicalement et durablement le rapport des forces en Europe au profit de la Prusse –, le royaume d'Italie récupère la Vénétie, malgré les défaites de Custoza et de Lissa, grâce à l'intervention de Napoléon III.

L'ancien royaume de Naples était socialement très différent du Nord de l'Italie. Sans industrie ni chemin de fer, il était beaucoup plus pauvre. La bourgeoisie était très peu nombreuse tandis que la noblesse et le clergé restaient très attachés à l'Ancien Régime. Misérable, le peuple subissait fortement l'influence des classes dirigeantes, sauf dans quelques villes, dont Naples. L'ancien roi de Naples, François II, avait trouvé refuge sur le territoire pontifical tandis que se développait une véritable chouannerie dans le Sud du pays.

Le nouveau royaume avait donc fort à faire : résister à la fois aux cléricaux, qui voulaient maintenir l'intégrité du territoire pontifical, et aux républicains qui ne voulaient pas de la monarchie ; assimiler l'ancien royaume des Deux-Siciles ; annexer Venise et Rome.

Un système électoral censitaire avait été instauré : pouvaient voter les citoyens non illettrés qui payaient 40 lires d'impôt direct par an, ce qui fait que le corps électoral se limitait à 500 000 électeurs dont la moitié à peine votait, le pape ayant incité les catholiques à s'abstenir. Le gouvernement s'appuyait sur deux partis : celui de Cavour, de centre droit, modéré et catholique libéral ; celui de Ratazzi, de centre gauche, anti-clérical.

Cavour, qui jouissait d'une grande autorité, choisit de mettre en place un système extrêmement centralisé sur le modèle français. Il tenta d'obtenir le

départ des troupes françaises de Rome, sans succès. A sa mort, en juin 1861, son successeur, Ricasoli, subit le même échec. Napoléon III, cependant, reconnut le royaume d'Italie. Ricasoli mit fin en quelques mois à la guérilla dans le Sud, qu'il fit mater durement mais, empêché de réprimer les menées de Mazzini et de Garibaldi, il démissionna. Son successeur, Ratazzi, était un homme du centre gauche. Il laissa Mazzini organiser une révolte en Vénétie et Garibaldi mener une campagne contre l'État pontifical.

Plusieurs cabinets de centre-droit se succédèrent, marqués par la rivalité entre les Piémontais et la *Consorteria* (coterie) constituée de non-Piémontais. Après cinq ans de règne, le bilan du nouveau royaume est mitigé.

L'unité de la population italienne et son sentiment national s'affirment. La guérilla dans le Sud est matée. Malgré l'agitation révolutionnaire républicaine, l'ordre public est à peu près maintenu. L'unification administrative, législative et militaire est presque achevée. L'unification économique avance avec l'abolition des douanes intérieures et la construction de chemins de fer dans le Sud. Cependant, le conflit avec le pape n'est pas résolu. La maison de Savoie est souvent perçue comme usurpatrice dans le Sud, où la conscription suscite un nombre important de réfractaires. Alors qu'on craint constamment une guerre avec l'Autriche, les frais d'équipement militaire et économique dépassent les recettes budgétaires, ce qui impose le recours à d'importants emprunts.

Deux gros problèmes restent non résolus qui alimentent le nationalisme italien : les États pontificaux restent sous le contrôle du pape, et la Vénétie est encore sous domination autrichienne.

En 1867, Garibaldi tente de prendre Rome, mais Napoléon III, soucieux de conserver l'appui des catholiques français, fait intervenir les troupes françaises qui défendent la ville. Garibaldi est battu à Mentana. Ce n'est qu'en 1870 que Rome sera intégrée au royaume d'Italie. Les victoires de Garibaldi n'ont finalement pas conduit à l'instauration d'une république mais à l'affermissement du pouvoir royal sur l'Italie.

## La Vénétie

L'Italie récupéra la Vénétie, mais ce ne fut en aucun cas à la suite d'une glorieuse campagne militaire susceptible d'enflammer les sentiments patriotiques des nationalistes italiens ; ce fut le résultat de négociations de marchands de tapis entre Bismarck, Napoléon III et l'Autriche. En 1859, déjà, la Lombardie avait été unie au royaume d'Italie à la suite d'une campagne française.

L'Italie n'intéressait pas Bismarck. Son seul objectif était l'hégémonie prussienne au nord du Main, que lui contestait l'Autriche. Dans les marchandages entre les deux pays, Bismarck aurait très bien pu garantir à l'Autriche sa domination sur la Vénétie si en contrepartie l'Autriche lui avait assuré le contrôle de l'Allemagne du Nord.

L'Alliance austro-prussienne dans l'affaire des duchés ne faisait pas l'affaire des nationalistes italiens, car elle pouvait également déboucher sur une alliance pour le maintien de la Vénétie dans l'orbite autrichienne. Le seul allié de l'Italie était alors Napoléon III, arc-bouté sur le « principe des nationalités » et favorable au retour de la Vénétie à l'Italie, mais hostile, pour des raisons de politique intérieure, à l'intégration des États pontificaux au royaume d'Italie.

Lorsque la guerre menée par les Autrichiens et les Prussiens contre le Danemark fut terminée et que les duchés du Schleswig et du Holstein furent accordés par traité aux deux alliés conjointement, Bismarck réclama les duchés pour la Prusse ; Rechberg, son homologue autrichien, réclama la garantie prussienne sur la Vénétie et le soutien de la Prusse pour reconquérir la Lombardie. Bismarck alors accepta. Heureusement pour les Italiens, ce projet fut liquidé par les deux monarques, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche <sup>1</sup>.

La question des duchés ne pouvant être réglée en sa faveur, Bismarck tenta de pousser Napoléon III à une action en faveur de la Vénétie, ce qui lui aurait laissé les mains libres au Nord pour annexer les duchés. Napoléon ne voyait pas les choses de cet œil, car un conflit entre la Prusse et l'Autriche l'arrangeait, une guerre entre les deux puissances allemandes lui laissant les mains libres en Italie. Il proposa tout au plus la neutralité française. Bismarck et Napoléon se rencontrèrent à Biarritz en septembre 1865 et finirent par un accord « en creux » : Bismarck promit de ne pas accorder à l'Autriche une garantie sur la Vénétie ; Napoléon promit de ne pas s'allier avec l'Autriche.

Le paradoxe de l'affaire était que Bismarck craignait par-dessus tout que l'Autriche restitue volontairement la Vénétie, gagnant ainsi la faveur des Français ; les Italiens craignaient par-dessus tout que l'Autriche souscrive aux revendications prussiennes, ce qui aurait renforcé sa position en Vénétie.

Napoléon mit tout le monde d'accord : il déclara aux Italiens que le rapport des forces serait plus égal en Allemagne si l'Italie s'alliait avec la Prusse. Le 8 avril 1866, les Italiens s'engagèrent à attaquer l'Autriche si la Prusse entra en guerre dans un délai de trois mois ; la Prusse promit de continuer la guerre, si elle avait lieu, jusqu'à ce que l'Italie récupère la Vénétie.

---

<sup>1</sup> Voir *supra*, « L'affaire des duchés ».



Dès lors, l'Italie était coincée, elle était obligée d'entrer en guerre si la Prusse le décidait.

Lorsque les Autrichiens offrirent la Vénétie aux Italiens en échange de leur neutralité, ceux-ci étaient liés par leur accord avec la Prusse et ne pouvaient accepter, puisqu'elle avait promis à la Prusse de continuer la guerre contre l'Autriche !

Le 9 avril 1866, le lendemain de la signature de l'alliance avec l'Italie, Bismarck proposa l'instauration d'un parlement allemand élu au suffrage universel. Il prenait ainsi de court les libéraux et garantissait ses arrières en prévision d'une guerre avec l'Autriche. En mai 1866, le chancelier allemand fit une dernière proposition de solution pacifique, toujours selon les mêmes termes : la Prusse a les mains libres en Allemagne au Nord du Main, l'Autriche au Sud. Les Autrichiens posèrent la même condition : la Prusse doit garantir le contrôle autrichien sur la Vénétie. Mais Bismarck venait de promettre à Napoléon de ne pas le faire...

Tout le monde était coincé.

Napoléon proposa un congrès européen pour tenter de débloquer la situation, mais l'Autriche posa comme condition qu'il n'y aurait pas de modifications territoriales, et le congrès n'eut pas lieu, au soulagement de Bismarck.

Entre-temps, l'Autriche avait posé la question des duchés devant la diète fédérale et demanda que celle-ci statue sur leur avenir. C'était là une dénonciation en forme de l'Alliance austro-prussienne, puisque celle-ci stipulait que la question serait statuée entre les deux signataires seuls. Bismarck pouvait donc dire que c'est l'Autriche qui avait entamé les hostilités, prétendre que la Prusse était sur la défensive et qu'il fallait libérer l'Allemagne de la domination autrichienne.

La guerre était inévitable, et l'Autriche était dans une mauvaise position, car si la Prusse réclamait le contrôle de l'Allemagne du Nord et n'avait qu'un front à défendre, l'Autriche avait deux fronts puisqu'elle réclamait le contrôle sur la Vénétie au sud et sur les États allemands au nord : aussi proposait-elle à Napoléon de lui céder la Vénétie à condition qu'elle puisse mener d'abord sa guerre contre la Prusse.

Le 14 juin, l'Autriche appela une mobilisation contre la Prusse : en tant que membre de la Confédération germanique, elle demandait aux autres États allemands d'entrer en guerre contre la Prusse. Ceux-ci acquiescèrent mais sans enthousiasme, et tentèrent de défendre leur neutralité. Bismarck ne fit pas de détail et déclara la Confédération germanique dissoute.

Bismarck prit les devants : il pensait gagner sa guerre au Nord en envahissant le Holstein, mais les troupes autrichiennes, qui étaient loin de leurs bases, se retirèrent sans qu'un coup de feu soit tiré. La guerre eut lieu au

Sud. Les armées prussiennes traversèrent la Saxe. Après une campagne éclair de deux semaines, elles infligèrent à l'Autriche une défaite catastrophique à Sadowa, le 3 juillet 1866.

L'empereur François-Joseph n'était pas plus fâché que ça de laisser les États allemands du Nord se débrouiller tout seuls avec la Prusse.

Deux semaines après Sadowa, l'Autriche accepte les conditions de Bismarck, avec l'approbation de Napoléon : la Prusse contrôlerait l'Allemagne au Nord du Main ; Bismarck posa une condition cependant : les États allemands au sud du Main qui ne faisaient pas partie de l'Autriche devaient avoir une existence indépendante. Le tsar de Russie fit semblant de protester mais Bismarck menaça de soutenir les Polonais contre les Russes, et le tsar se calma.

Le 26 juillet, le traité de paix est signé, l'Autriche se retire d'Allemagne, accepte l'instauration d'une nouvelle confédération germanique avec la Prusse à sa tête, et lui cède le Schleswig. Bismarck tint parole envers l'Italie : il stipula que la Vénétie lui soit rendue.

Entre-temps, les Italiens avaient eux aussi tenu leurs engagements : ils étaient entrés en guerre contre l'Autriche mais avaient été battus à Custoza. Ils n'occupèrent la Vénétie que parce que les Autrichiens avaient rappelé leurs troupes après leur défaite à Sadowa. Les Italiens en voulurent plus et se mirent en tête d'annexer le Sud du Tyrol. Bismarck tint également parole : l'accord avec l'Autriche stipulait la restitution de la Vénétie à l'Italie, mais ne disait rien sur le Tyrol. Les Italiens partirent donc tout seuls en campagne et furent battus par l'Autriche.

Napoléon était satisfait, le « principe des nationalités » avait vaincu, la Prusse s'agrandissait et la Vénétie était libérée. Malheureusement, mal conseillé, il décida – sans succès – de demander à la Prusse des compensations territoriales en Allemagne pour sa neutralité. Il pensait pouvoir répéter avec les Prussiens le coup qu'il avait fait avec les Italiens, lorsqu'il avait acquis Nice et la Savoie. Mais Bismarck n'était pas Cavour.

A propos de Napoléon III, lorsque Bakounine déclare que dans l'affaire des duchés, « désirant que l'équilibre européen fût rompu afin de pouvoir exiger les provinces Rhénanes en manière de compensation, il a poussé la Prusse en avant »<sup>1</sup>, il n'a que partiellement raison. Si l'empereur des Français a effectivement encouragé Bismarck à annexer le Holstein, sa position sur le Schleswig était différente. Dans son esprit, une Prusse forte constituait un contrepoids à l'influence autrichienne, alors puissance dominante en

---

<sup>1</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité, Stockholm, septembre-octobre 1864.

Allemagne. L'une des clés de la politique européenne de Napoléon était l'application du principe des nationalités : le transfert de souveraineté du Holstein, peuplé d'Allemands, vers la Prusse entrainé dans le cadre de cette politique. Normalement, Bakounine aurait dû être capable de comprendre cela mais, à ses yeux, le respect du principe des nationalités au profit de la Prusse ne devait pas lui apparaître comme un progrès...

Quant au désir d'annexion des provinces rhénanes, il semble de Napoléon n'y était à l'origine pas favorable : obsédé par la libération de la Vénétie, il ne s'intéressait pas au Rhin. C'est poussé par ses conseillers qu'il posa cette exigence après Sadowa, exigence sur laquelle il n'insista pas, et que Bismarck n'était d'ailleurs pas du tout disposé à satisfaire. Plus tard, cette revendication française fut utilisée par le chancelier allemand lorsque la Prusse entra en guerre contre la France en 1870 : Bismarck en révéla les termes aux États allemands du Sud, ennemis de la Prusse, pour les inciter à se joindre à la coalition contre la France.

Napoléon commit une autre erreur : il accepta, à la demande de l'Autriche, de servir de médiateur dans le conflit, ce que Bismarck interpréta comme une rupture de la neutralité que l'empereur des Français avait promise au chancelier prussien. C'est alors que Napoléon abandonna ses exigences territoriales mais proposa que Bismarck, qui n'en demandait pas tant, annexe le Holstein ; il proposa également que l'Allemagne du Sud, sur laquelle le chancelier n'avait aucune ambition, soit indépendante et qu'un plébiscite soit organisé dans le Schleswig.

Le remodelage de l'Europe centrale s'était fait sans que la France ni la Russie n'interviennent. La Prusse avait gagné des territoires. L'Autriche s'était retirée de l'Allemagne et avait cessé d'y être la puissance dominante. La France avait perdu une grande partie de son influence politique en Europe, puisque sa force résidait dans sa capacité à jouer une puissance allemande contre l'autre. Bismarck avait réussi à faire de la Prusse l'égale de l'Autriche. A partir de 1866, Bismarck cesse d'être un Prussien pour devenir un Allemand.

L'Italie avait gagné la Vénétie un peu comme un « dommage collatéral » pour l'Autriche, dans la foulée de conflits d'intérêts qui la dépassaient. Lorsqu'elle était allée au-delà de ce qu'on voulait bien lui accorder, elle s'était fait remettre à sa place, ce qui accentuait les frustrations des patriotes.

« Comme vous le voyez, ici, de même que dans l'Europe entière, la confusion est effroyable ; pas une seule question n'est posée de façon claire et nette. Partout revendications légitimes et mouvements sont additionnés de poison napoléonien » écrit Bakounine à Herzen et Ogarev, le 4 mars 1864.

## En Italie

La tâche que s'était assignée Bakounine après son évasion de Sibérie était la libération des Slaves, et en particulier la libération des Polonais opprimés par la Russie, ainsi que la destruction de l'empire autrichien. De Sibérie, il avait suivi avec beaucoup d'intérêt les différentes phases de l'épopée garibaldiennne et du *Risorgimento*. Pour Bakounine, l'expédition de Garibaldi à Naples et en Sicile en 1860 marque le retour d'une période révolutionnaire en Europe. Tout naturellement, il fait un parallèle avec ce qui pourrait être fait dans les pays slaves.

Non sans quelque fondement, Bakounine pensait que la guerre de Crimée et l'équipée garibaldiennne avaient modifié l'équilibre qui s'était instauré après l'échec des révolutions de 1848. Il pensait que des soulèvements de masse dans les empires absolutistes de Russie et d'Autriche étaient possibles. La révolution italienne, déstabilisant l'empire des Habsbourg, serait alors le déclencheur d'une nouvelle révolution européenne. C'est dans cet esprit qu'il établit des relations avec les exilés italiens de Londres, dont Mazzini, et Garibaldi en Italie même. Après son séjour en Suède, Bakounine pense s'installer à Londres mais rien ne l'y attire. La France de Napoléon III n'est pas non plus une option envisageable.

De Londres, il écrit à Garibaldi le 31 janvier 1862 une lettre dans laquelle il rappelle le rôle qu'il avait joué en 1848-1849, puis il décrit l'enthousiasme que les exploits du grand chef italien a pu susciter parmi les habitants d'Irkoutsk.

« Si Vous aviez pu voir comme moi l'enthousiasme passionné de toute la ville d'Irkoutsk, capitale de la Sibérie orientale, à la nouvelle de votre expédition en Sicile et de votre marche triomphale à travers les possessions de feu le roi de Naples, vous auriez dit comme moi, qu'il n'y a plus ni espace, ni frontières <sup>1</sup>. »

---

1 Bakounine écrit dans un texte datant de janvier 1872, « Article français » : « Je me suis trouvé dans la capitale de la Sibérie Orientale, à Irkoutsk, lors de la campagne mémorable de Garibaldi en Sicile et à Naples. Eh bien ! Je puis affirmer que tout le public d'Irkoutsk, presque sans exception, marchands, artisans, ouvriers, jusqu'aux fonctionnaires mêmes prenaient passionnément parti pour le libérateur contre le Roi des deux Siciles, le fidèle allié du Tzar ! La poste n'arrivait alors à Irkoutsk que deux fois par semaine, le télégraphe n'existait encore pas ; et il fallait voir avec quel acharnement on s'arrachait les journaux et avec quel enthousiasme on fêtait chaque nouvel exploit du général libérateur ! Dans les années 1860, 61, 62 et 63, lorsque le monde rural russe était si profondément agité, des paysans de la Grande et de la Petite-Russie attendaient la venue de Garibaldi, et lorsqu'on leur demandait qui

« Nous semblons être à la veille d'une révolution. Dans le monde officiel il y a débâcle complète », ajoute-t-il. « Partout il y a chaos, contradiction, anarchie, en un mot tous signes précurseurs d'une complète dissolution ». Le peuple russe réclame la liberté et la terre, « toute la terre russe comme propriété commune de la nation » – un programme dont on n'est pas certain que, appliqué à l'Italie, il convienne à Garibaldi. On en vient rapidement à l'objet de la lettre. Bakounine pense que la révolution « ne tardera pas du tout si l'impulsion lui vient du dehors ». Aussi pose-t-il au général une question :

« Est-il vrai que de concert avec les Hongrois et les Slaves, vous vous proposez de faire au printemps un mouvement de diversion dans les pays Slaves de la Turquie et de l'Autriche ? »

Si tel est le cas, Bakounine demande au général italien d'accepter ses services.

Il semble que Garibaldi ait répondu à cette lettre puisque, le 10 mai 1862, le révolutionnaire russe lui écrit de nouveau un mot qui se conclut par : « Il ne me reste qu'à vous serrer la main, et à vous remercier pour votre amical billet ». Dans cette nouvelle lettre, Bakounine lui recommande « un ami et un compatriote à la fois qui vient directement de la Russie et qui pourra vous donner tous les renseignements possibles sur ce qui se passe maintenant dans notre pays ». Le correspondant à qui Bakounine avait confié son courrier est un certain Andrei Nichiporenko, un militant actif de l'organisation clandestine russe *Zemlja i Volia*. Celui-ci ne parvint pas à remettre la lettre à Garibaldi : il fut arrêté par la police autrichienne. Ses traces disparaissent alors, mais on sait qu'il était en prison en Russie en août 1862.

La Russie, dit Bakounine dans cette lettre, « marche à grands pas vers une révolution devenue imminente. Quand éclatera-t-elle ? Voilà la question. Peut-être en 1863, peut-être quelques années plus tard. Nous travaillons de notre mieux pour l'accélérer et pour la relier au mouvement des peuples vivants de l'Europe. » Il renouvelle son projet : destruction des empires autrichien, russe et turc, « fédération générale de tous les peuples slaves », unité d'action avec les Magyars. Bakounine propose au général d'assumer le « grand rôle d'intermédiaire entre toutes ces nationalités encore si mal unies ».

« Nous voudrions relier autant que faire se peut notre nation à la vôtre. L'Italie, par la position, par les intérêts, par la jeunesse relative est la vraie

---

c'était, ils répondaient : "C'est un grand chef, l'ami du pauvre monde, et il viendra nous délivrer!" »

amie des Slaves. Nous n'aurons rien à partager ; et le même ennemi à combattre, l'Autriche. »

Il faut que tous ces mouvements concourent au même but : « la libération complète de l'Italie, le soulèvement et l'émancipation de tout l'Orient ». Commençons, dit Bakounine, « par rallier les Italiens aux Slaves ».

De Londres, Bakounine adressa le 9 janvier 1863 au général une autre lettre dans laquelle il lui parle de ses projets concernant la Pologne. Soucieux de préserver sa réputation auprès de Garibaldi, il lui envoie la réponse qu'il a faite aux accusations du général Mieroslowski, « la calomnie ayant pu parvenir jusqu'à vous, j'ai désiré naturellement que vous puissiez lire la réponse »<sup>1</sup>. Bakounine rappelle qu'il s'occupe « spécialement » des peuples slaves d'Autriche et de Turquie – domaine qui peut intéresser Garibaldi.

On ignore ce que pensait Garibaldi de la proposition de collaboration de Bakounine : pendant l'été de 1862, le général italien était occupé à préparer une expédition pour prendre Rome.

L'éventualité d'une attaque concertée contre l'Autriche par les Balkans est en réalité une idée de Ferdinand Lassalle. Celui-ci en parla à Garibaldi lors d'une visite qu'il lui fit en novembre 1861. Lassalle proposa à Garibaldi d'organiser une action commune au printemps suivant, à laquelle prendraient part des Allemands, des Italiens et des Hongrois. Garibaldi devait débarquer sur la côte dalmate pour rejoindre les Hongrois avant de marcher sur Vienne<sup>2</sup>.

Par la suite, Garibaldi manifesta plutôt mollement son soutien aux Slaves et aux Hongrois sous domination turque et autrichienne : il publia deux appels en faveur des insurrections qui se déroulaient alors en Serbie et au Monténégro. Il s'engagea dans une action contre l'Autriche au printemps de 1862, à laquelle les Hongrois Kossuth et Klapka devaient apporter leur soutien. Garibaldi ne voulait cependant pas débarquer sur la côte dalmate, comme le proposaient les Hongrois, mais se battre dans le Trentin. Tout cela s'acheva à Sarnico par l'arrestation, par les autorités royales, de Garibaldi et de ses hommes.

---

1 Après son évasion de Sibérie, Bakounine est très soucieux de sa réputation. Il est vrai que pendant ses douze années d'absence, d'ignobles calomnies ont circulé sur son compte, orchestrées, pense-t-il, par Marx et son entourage. Il est par ailleurs très conscient de la position morale que lui confèrent à la fois ses actes, héroïques sans le moindre doute, pendant la révolution de 1848, et ses douze années d'emprisonnement. De cette position morale, il en use lorsque cela lui est nécessaire, il en abuse un peu lorsqu'il s'agit de rabattre le caquet de quelque blanc-bec.

2 Cf. Sacerdote, *La vita di G. Garibaldi*, Milano, Rizzoli & C, pp. 813-815.

C'est dans une lettre à sa sœur Natalia datée du 16 juin 1862 que Bakounine exprime pour la première fois l'idée de s'installer en Italie :

« Dès l'arrivée de mon épouse, je partirai en Italie, où je me mettrai à établir des liens entre les Italiens et les Slaves. A ce sujet, je suis déjà en correspondance amicale avec Garibaldi. En Italie pour mon épouse aussi ce sera plus gai et la vie moins chère ; et, pour moi, il y aura beaucoup de choses à faire. Peut-être qu'en hiver je déciderai de visiter les possessions turques. Quant à ma passion particulière, c'est la destruction de l'Autriche. Peut-être, d'une manière ou d'une autre, s'assouvira-t-elle. »

Bakounine s'inquiète de savoir si le rapprochement dont il entend parler entre Italiens, Hongrois et Slaves est sérieux. « Y a-t-il un commencement réel d'entente et d'union entre les Italiens, les Magyars et les Slaves, ou plutôt ne s'est-on pas contenté seulement de quelques tâtonnements indécis et insignifiants ? » demande-t-il dans une lettre du 29 juin 1862 à Aurelio Saffi<sup>1</sup>. Il annonce qu'il viendra en Italie en septembre mais que pour l'instant, il a « été mis à la tête des Sociétés Secrètes russes » et que par conséquent il doit « rester à Londres pour concerter [son] action avec celle de [ses] deux amis de la "Cloche"<sup>2</sup>. » [le *Kolokol*.] Son installation en Italie sera retardée par l'intermède suédois et l'insurrection polonaise.

Au début d'août, Bakounine quitte Londres pour Paris, sans doute dans l'intention d'aller en Italie, mais le fiasco d'Aspromonte, lors duquel Garibaldi avait été blessé et fait prisonnier, l'en dissuada. Ce n'était pas le moment de prendre ses premiers contacts. C'est lors de ce séjour à Paris que Bakounine rencontra le général polonais Mieroslawski, ancien de la révolution de 1848 en Sicile et proche de Garibaldi. Bakounine comprit vite que ce personnage représentait tout ce que la Pologne avait de plus réactionnaire.

En septembre, Bakounine est de retour à Londres. Jusqu'en janvier 1863 il consacre tous ses efforts à convaincre Herzen de s'engager et d'engager son journal, le *Kolokol*, à soutenir la Pologne. L'insurrection éclate le 22 janvier 1863. On connaît la suite : le 21 février il s'embarque pour la Suède via Copenhague et ne reviendra qu'en octobre.

Aussitôt après son retour de Suède, Bakounine contacte ses amis italiens et les informe de son désir de s'installer en Italie. Aurelio Saffi lui donne plu-

---

1 Aurelio Saffi (1819-1880), patriote italien, écrivain et partisan de Mazzini. Bakounine le rencontre au printemps de 1862. Saffi fut membre de l'éphémère triumvirat de la république romaine en 1849. De retour d'exil en 1860, il devint directeur du *Popolo d'Italia*, le journal mazzinien. Il est élu au parlement italien en 1861.

2 Lettre à Aurelio Saffi, 29 juin 1862.

sieurs lettres de recommandation. L'une d'elles, adressée à Bertani <sup>1</sup>, indique que Bakounine a l'intention d'organiser l'envoi en Turquie de la presse révolutionnaire russe publiée à Londres. Bakounine et sa femme Antonia quittent Londres à la fin de novembre et arrivent en Italie le 11 janvier 1864 après avoir rendu visite à des amis à Bruxelles, Paris et Vevey, en Suisse. Il s'arrête quelques jours à Turin puis se rend à Gênes où Bertani lui présente un marchand qui accepte de prendre de la propagande illégale pour qu'elle soit distribuée à Odessa.

Le 19 janvier, Bakounine se rend à Caprera pour voir Garibaldi, qui vivait dans un état de semi-retraite. « Garibaldi nous a accueillis amicalement et fait sur nous deux une très forte impression. Il est complètement rétabli et, bien que boitant un peu, il est fort comme un lion et sur pied du matin au soir <sup>2</sup>. »

On sait très peu de ce que les deux hommes se dirent. Bakounine rend compte de la visite à une amie, mais reste anecdotique. La maison où vit le général est une sorte de communauté hippie avant la lettre. Une foule de jeunes gens entoure le général :

« Il y a là une véritable république démocratique et sociale. On n'y connaît pas la propriété : tout appartient à tous. On ignore aussi la toilette : tout le monde porte des vestes de gros tissu avec de larges cols, des chemises rouges avec les bras nus ; tous sont noirs de soleil ; tous travaillent ensemble et tout le monde chante. »

Au milieu de tout ce petit monde, « majestueux, impassible, un doux sourire aux lèvres, seul à être lavé, seul à être blanc dans cette foule noire, et sans doute un tantinet crasseuse, Garibaldi, par toute son expression, profondément, bien que à l'extérieur mais franchement mélancolique, produit une

---

1 *Agostino Bertani* (1812-1886). Médecin et homme politique italien, ami de Mazzini et de Garibaldi. Bakounine fait sa connaissance à Gênes en 1864, puis le revoit en 1871. Bertani a participé à la révolution de 1848 et au mouvement pour l'unité italienne en 1859. Est élu député de 1860 à 1863. De Bertani, Bakounine dira plus tard qu'il est « le seul parmi les chefs ou initiateurs secondaires des mouvements patriotiques passés qui ne se soit pas complètement épuisé et n'ait point entièrement compromis sa position et son caractère d'ancien révolutionnaire ». C'est, ajoute-t-il, « l'homme politique par excellence », « élève plutôt de Machiavel que de Dante » : « la république pour le triomphe de laquelle travaillera Bertani, sera une république exclusivement bourgeoise ; parce que lui-même bourgeois par sang, par toutes ses pensées et par tous ses instincts ». « Il ne pourra jamais agir dans un autre sens que dans celui d'un homme d'État bourgeois, plutôt centraliste que fédéraliste, plutôt exploiteur que socialiste. » (Lettre à Celsio Ceretti, 13-27 mars 1872.)

2 Lettre à Elizaveta Vasil'evna Salias-de-Tournemire, 1er février 1864.



impression indéfinissable ». Bakounine constate que « les réflexions sont chez lui d'une tristesse profonde, étouffée ». Le révolutionnaire russe commente : « Ainsi devait être la tristesse chez le Christ quand il disait: "La moisson est mûre, mais rares sont les moissonneurs". »

Bakounine rapporte que Garibaldi aurait voulu se rendre en Pologne pour aider l'insurrection, mais les Polonais lui répondirent qu'il serait plus utile à leur cause en Italie <sup>1</sup>... « Je me proposais, dit Garibaldi, d'aller en Pologne, mais les Polonais m'ont fait dire que je serais là-bas inutile et mon arrivée aurait causé plus de mal que de bien ; je me suis donc abstenu. Du reste, je suppose moi-même qu'ici je serai plus utile pour eux que là-bas. Si nous faisons quelque chose en Italie, ce sera aussi avantageux pour la Pologne également, qui, aujourd'hui comme toujours, jouit de toute ma sympathie. »

L'impression générale reste que Garibaldi était désabusé : il avait « un visage triste et magnifique ».

Pendant quelque temps encore, Garibaldi continuera d'être aux yeux de Bakounine le héros révolutionnaire. Cet état de grâce ne durera cependant pas. Bakounine quittera le général italien avec plusieurs lettres d'introduction, dont une pour Giorgio Asproni <sup>2</sup> et une autre pour Carlo Gambuzzi <sup>3</sup>, tous deux de Naples, et qui joueront un rôle important dans la période napolitaine du révolutionnaire.

---

1 On se souvient que les Polonais avaient fait la même réflexion à Bakounine. L'entrevue entre ce dernier et Garibaldi est rapportée dans une lettre du révolutionnaire russe à Elizaveta Vasil'evna Salias-de-Tournemire, 1er février 1864. On se prend à rêver à ce qu'aurait été une insurrection polonaise à laquelle auraient participé Bakounine et Garibaldi...

2 *Asproni, Giorgio* (1809-1876), journaliste et homme politique italien partisan de Mazzini. Bakounine fait sa connaissance à Naples en juin 1865. Il fut en 1860 l'un des fondateurs du journal *Il Popolo d'Italia* et rédacteur en chef de ce journal jusqu'en 1866. Il fut élu en 1865 au conseil municipal de Naples. Il fut également membre du parlement italien.

3 *Gambuzzi, Carlo* (1837-1902). Carlo Gambuzzi tient une place à part dans la vie de Bakounine : il fut l'amant d'Antonia, sa femme, avec qui il eut quatre enfants, que Bakounine reconnut. Ça crée des liens... Il épousa plus tard Antonia avec qui ils eurent une fille.

Avocat et journaliste napolitain actif dans le mouvement contre les Bourbons. Il est arrêté en 1860 et emprisonné pendant plusieurs mois pour sa collaboration avec le *Piccolo Corriere*, un journal clandestin. Il est membre de la rédaction du *Popolo d'Italia*. Il suit Garibaldi à Aspromonte, en 1862. Il se lie d'amitié avec Bakounine en octobre 1865. En 1866, il participe à la guerre entre l'Autriche et l'Italie. Il adhère à la Fraternité internationale et devient membre fondateur de l'association « Libertà e Giustizia », fondée en 1867, avec entre autres Friscia et Fanelli. Il est aussi l'un des fondateurs de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste et membre de

Bakounine commença à se poser des questions sur Garibaldi lorsque celui-ci se rendit à Londres et prononça un hommage à la reine Victoria. Dans une lettre qu'il écrivit le 24 avril 1864 à Stanislaw Tchórzewski, un proche de Herzen, il accuse Garibaldi de « niaiserie ».

Garibaldi était un personnage gênant, considéré par les différents gouvernements européens, y compris l'italien, comme à peine moins qu'un bandit. Il fit un séjour en Angleterre, où il était le héros des éléments radicaux. « La stratégie de Palmerston était de le confiner à Londres, de l'entourer étroitement d'une quantité d'admirateurs respectables, et de se débarrasser de lui aussi vite que possible. L'un de ses principaux instruments dans la réalisation de cet objectif était Gladstone. » (*Gladstone*, vol. I, Richard Shannon, p. 502, University of North Carolina Press, 1984.) La visite du général italien créa beaucoup d'agitation. Garibaldi fit savoir à une amie, Mrs Schwabe, qu'il s'était « rendu compte avec chagrin que le gouvernement anglais considérait comme embarrassante la prolongation de son séjour en Angleterre ». Vers la même époque, Bakounine entra en relations avec Garibaldi et il lui rendit visite en Italie. Les hommes politiques anglais qui rencontrèrent le *generalissimo* semblent avoir été frappés par la vacuité de son discours.

C'est à Londres, chez Herzen, que Bakounine avait rencontré Mazzini, et ce dernier fournit au révolutionnaire russe les premiers éléments d'analyse politique concernant le pays. Mazzini informa ses amis, notamment à Gênes et à Florence, de l'arrivée de Bakounine. Lorsqu'il arrive à Florence le 24 janvier 1864, après sa visite à Garibaldi, Bakounine est précédé d'une lettre de Mazzini à Giuseppe Dolfi <sup>1</sup> dans laquelle on peut lire : « Je vous recommande notre Bakounine, dont le nom est honoré par les démocrates du monde entier. »

Le respect mutuel qui existait entre les deux hommes n'empêchait pas de profondes divergences, qui ne se manifesteront publiquement qu'un peu plus tard. Selon Mazzini, la question sociale doit être subordonnée à la question politique. L'unité de la nation, comme la propriété privée, ne sauraient être contestées. Le problème social ne peut trouver de solution en Italie avant que ne soit réalisée l'unité politique du pays dans le cadre d'une république. La

---

l'Alliance secrète. Il fonda la Section napolitaine, première section italienne de l'Internationale.

<sup>1</sup> *Giuseppe Dolfi* (1818-1869), boulanger florentin, démocrate et membre influent de la franc-maçonnerie. Bakounine fait sa connaissance lors de son séjour à Florence en 1864. Les deux hommes correspondront jusqu'en 1868. Dolfi était trop mazzinien pour suivre Bakounine dans son projet de Fraternité internationale. Malgré leurs divergences, cependant, Bakounine parlera toujours de Dolfi avec affection.

république que Mazzini appelait de ses vœux ne se réalisa pas : c'est la monarchie qui réalisa l'unité nationale en rattachant la Vénétie avec l'appui de Napoléon III et de Bismarck, puis Rome en profitant de la chute de Napoléon III.

Mazzini est un adversaire déclaré du socialisme, des idées de la Révolution française, du cosmopolitisme du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la prédominance intellectuelle et politique de la France. Ses conceptions politiques étaient teintées d'idéologie religieuse, de mystique nationaliste, de coopérativisme et de collaboration des classes.

Pendant un temps, Bakounine s'abstint de s'opposer à lui frontalement. Son influence sur le mouvement démocratique italien était telle que cela n'aurait servi à rien. Dans un premier temps son activité va donc consister à repérer quelques militants susceptibles d'entendre sur le *Maestro* un discours critique, en attendant de profiter de circonstances qui contribueront à affaiblir son influence. Bakounine n'eut d'ailleurs pas à attendre longtemps, car en même temps que l'unification de l'Italie avançait, la question sociale, alimentée par la dégradation de la situation économique, devenait plus aiguë, désamorçant complètement le discours mazzinien.

Les mazziniens avaient été présents à la fondation de l'Internationale : deux disciples de Mazzini participèrent au meeting de fondation à Saint Martin's Hall, et des membres d'une association ouvrière mazzinienne participèrent à l'Internationale. Mazzini empêchait le développement de l'Internationale en Italie mais encourageait ses hommes à collaborer au Conseil général, avec pour consigne de « se prémunir contre les influences qui tendent à accroître l'antagonisme déclaré entre la classe ouvrière et la classe moyenne »<sup>1</sup>. Il s'agissait en somme de noyauter la direction de l'Internationale. On comprend donc que Marx ait demandé à Bakounine de saper le mazzinisme en Italie même.

---

1 Cf. Arthur Cité par Lehning, introduction *Œuvres*, I, p. xxxix note 9.

## Florence

Bakounine arrive à Florence le 26 janvier 1864, muni de lettres d'introduction et de signes évidents de relations personnelles avec Mazzini et Garibaldi, ce qui lui facilita grandement la tâche. Florence ne présentait aucun intérêt du point de vue de l'agitation révolutionnaire. Il n'avait pas de raison particulière de choisir comme résidence cette ville peuplée de bourgeois et d'une grosse colonie de citoyens anglais, mais aussi de beaucoup de Polonais, Russes, Hongrois et autres.

Ne s'étant toujours pas débarrassé de sa vision quarante-huitarde, Bakounine continuait de penser que l'Italie était un pays où existaient de réelles possibilités révolutionnaires. Leon Mechnikov<sup>1</sup>, qui était l'un de ses principaux contacts à Florence, était quant à lui tout à fait sceptique : il estimait que la situation italienne n'avait rien de révolutionnaire. Bakounine, selon lui, perdait son temps à Florence. Mechnikov tenta de le convaincre d'aller à Milan ou à Naples où existaient des couches populaires mieux à même d'être à l'écoute des idées socialistes. Mechnikov pensait également qu'il n'y avait pas grand chose à attendre du mouvement ouvrier italien à cause de ses tendances patriotiques. Pour l'instant, Bakounine ne pouvait entendre ce langage, car il s'était mis en tête, avec un comte russe, déserteur de la marine impériale, de harceler les navires russes en Méditerranée et dans la mer Noire. Les deux hommes pensaient que Garibaldi pouvait les aider en stockant des munitions et en trouvant des recrues ayant une expérience maritime...

Les témoins de cette époque de la vie de Bakounine s'accordent à mettre en relief le caractère folklorique du personnage. Pour Mechnikov, Bakounine était un aventurier politique farfelu. D'autres racontent avec un frisson d'horreur l'aspect abominablement désordonné de son habillement, les soirées chez lui pleines de chahut et de chants révolutionnaires tonitruants, le mélange des nationalités et de langues qui se retrouvaient chez lui, les discussions philosophiques, son appétit vorace, les provocations verbales, le fait qu'il ronflait effroyablement. Un Russe s'indigna que Bakounine, qui était venu le voir, s'était endormi sur son sofa, lequel s'était effondré sous son

---

1 *Léon Mechnikov* (1838-1888) Géographe, révolutionnaire et publiciste russe. C'était le frère d'un physiologiste célèbre, un ami de Herzen et du frère de Bakounine, Alexandre. Il participa à la campagne de Garibaldi en 1860. Il vécut en Italie, en Suisse, en Espagne, au Japon et enfin, de nouveau en Suisse, où il devint professeur à l'Université de Clarens. La première lettre de Bakounine à Mechnikov est datée du 17 janvier 1863. En 1864, il habite à Florence et fréquente les Bakounine. Il est l'auteur d'un ouvrage sur Bakounine, *Bakunin v italii*. Tout d'abord séduit par la personnalité de Bakounine, il se fatigua vite des projets de ce dernier qu'il considérait comme complètement inadaptés à la situation italienne.

poinds pendant son sommeil. Ces témoignages sont pour l'essentiel relatés longtemps après les événements qu'ils évoquent, par des gens qui, après une période bohème obligatoire dans certaines couches de la bourgeoisie, ont fini par se « ranger ».

Pourtant Bakounine était loin d'être inactif. Outre les tentatives de trouver des moyens d'acheminer la propagande révolutionnaire en Russie par Constantinople et la mer Noire, il orientait son activité dans deux directions, qui souvent se confondaient : les contacts avec les démocrates et les contacts avec la franc-maçonnerie. En Italie à l'époque, il était difficile de faire son chemin dans les milieux démocrates sans passer par la franc-maçonnerie : nombre de ses contacts italiens en faisaient partie, à commencer par Giuseppe Mazzoni, qui avait une position élevée dans la maçonnerie florentine<sup>1</sup>. Mazzoni, qui avait participé à la révolution de 1848 en Toscane, deviendra par la suite un membre du cercle intime de Bakounine. Giuseppe Dolfi était Grand-Maître du Grand-Orient. Il y avait aussi Aurelio Saffi.

En arrivant en Italie, Bakounine a affaire à une organisation maçonnique bien structurée, bien qu'une dissension importante eût secoué le mouvement, qui s'était divisé en une tendance radicale et une tendance modérée. Ce conflit était particulièrement aigu à Florence où Dolfi, Mazzoni, Pulszki<sup>2</sup> et d'autres avaient fait scission en 1863 pour fonder une nouvelle loge de rite écossais, *Il Progresso sociale*, à laquelle Bakounine adhéra et qui devint le centre de gravité de toute activité démocratique et républicaine en Toscane. Le secrétaire de cette loge, Nicolo Lo Savio, originaire de Naples, publia un journal, *Il Proletario*, deux mois après le départ de Bakounine pour Naples. Ce journal se définissait comme un « journal économique-socialiste pour la démocratie ouvrière », mais ne dépassait pas les limites du mazzinisme : la solution de la question sociale résidait dans la réconciliation du capital et du

---

1 *Giuseppe Mazzoni* (1808-1880). Avocat et homme politique italien, ami de Mazzini. Il fut membre du Triumvirat du gouvernement provisoire de Toscane en 1849. Il s'enfuit et vécut ensuite à l'étranger jusqu'en 1859. Franc-maçon, il fut avec Dolfi l'un des chefs de la *Fratellanza artigiana* à Florence. Il fut élu député du parlement en 1870. Il fit partie des amis de Bakounine pendant son séjour à Florence en 1864-1865. Les deux hommes restèrent liés après le départ du révolutionnaire russe. En 1868, il devint membre de l'Alliance de la démocratie socialiste ; en février 1869 membre de l'Internationale. Les deux hommes se rencontrent de nouveau en 1871.

2 Ferenc Pulszky, écrivain et homme politique hongrois, amis de Kossuth. Il s'installe avec sa femme à Florence en 1860. Bakounine se lie d'amitié avec le couple en 1864.

travail<sup>1</sup>. « *Le Prolétaire* se situait entre le socialisme et le mazzinisme et par conséquent n'inquiétait pas beaucoup les autorités qui le laissèrent prospérer jusqu'à avoir 1 500 abonnés, jusqu'à ce qu'il s'éteigne de mort naturelle en 1866<sup>2</sup>. »

Les autorités avaient tort de ne pas se méfier car quelques années plus tard Florence allait devenir la « capitale de l'Internationale en Italie »<sup>3</sup>.

D'ailleurs, Lo Savio finit par constater que le gouvernement réprimait périodiquement les sociétés ouvrières, et parviendra à la conclusion qu'une Italie unifiée ne permettrait pas aux travailleurs de participer à la vie politique, et que la question sociale se poserait avec plus de force. Il s'était notablement détaché du mazzinisme et pensait qu'une redistribution des terres aux paysans était nécessaire. Les articles qu'il avait écrits dans d'autres journaux – *Il Dove* et *La Nuova Europa* – soulignaient l'antagonisme entre travailleurs et capitalistes et la nécessité de constituer des organisations ouvrières. Tous ces thèmes concordaient avec les idées que Bakounine développait. Dans *Il Proletario*, ses articles deviennent beaucoup plus radicaux. Lo Savio s'opposa au point de vue de Mazzini qui subordonnait la question sociale à la réalisation de l'unité nationale : c'était selon lui une diversion. *Il Proletario* s'opposera plus tard à la guerre contre l'Autriche en 1865, ce qui était également la position de Bakounine qui, maintenant, pensait que ces

<sup>1</sup> Selon George Woodcock, le journal était d'inspiration proudhonienne. Il précise : « Toutefois, comme en France, les mutualistes en Italie penchaient vers la modération et le conservatisme, et leur part dans le développement de l'anarchisme y est négligeable. Le mouvement anarchiste italien commença effectivement avec l'arrivée de Bakounine. » (*Anarchism: A History of Libertarian Ideas and Movements*, 1962, Postscript 1975.)

Lo Savio était un ami du mazzinien Giuseppe Dolfi, organisateur depuis 1861 d'une Fraternité d'artisans fondée à Florence avec d'autres mazziniens.

<sup>2</sup> Paolo Pastori, « Frammentazione ideologica, estetismo e ricerca di un ordine politico nelle riviste fiorentine fra *l'Unità* e *il Ventennio* (1860-1940) », in : *Città e pensiero politico italiano dal Risorgimento alla repubblica*, a cura di Robertino Ghiringelli, Storia/Ricerca, Vita & Pensiero, Milano 2007, p 148 note 41. Pastori reprend presque littéralement Nello Rosselli qui écrit en 1927 : « Peut-être parce que *Le Prolétaire* ne s'occupait pas de politique, les autorités ne le virent pas d'un mauvais œil, elles le laissèrent prospérer tranquillement jusqu'à atteindre 1 500 abonnés puis (le 7 janvier 1866) mourir de mort naturelle. » (Nello Rosselli, *Bakounin e Mazzini, dodici anni di movimento operaio in Italia (1860-1872)*, 1927, réédité par Einaudi, 1982.)

<sup>3</sup> Pier Carlo Masini, *Storia degli anarchici italiani, da Bakounin a Malatesta, 1862-1892*, Milano.

guerres de libération nationale ne servaient que les intérêts de la bourgeoisie. Comme Bakounine, le journal développait une ligne abstentionniste : les parlements étaient une tromperie. Le discours de Lo Savio et celui de Bakounine sur ce point étaient absolument identiques.

Certains historiens italiens, patriotisme oblige, minimisent, voire nient que Bakounine ait pu avoir une influence sur la naissance du mouvement socialiste italien, et sur Lo Savio en particulier. Si aucun document ne prouve une relation entre les deux hommes, il est difficile de croire que, fréquentant les mêmes milieux, les mêmes hommes – Dolfi en particulier – et participant à la même loge maçonnique, ils n'aient pas eu l'occasion d'échanger leurs vues. En la circonstance, c'est incontestablement Lo Savio qui s'est rapproché des vues de Bakounine.

C'est à cette époque, avant son second voyage à Stockholm, que Bakounine écrit à Lars Johan Hierta, lui aussi franc-maçon, cette lettre où il déclare travailler à un « projet de réforme de la franc-maçonnerie » qui doit redevenir un « champion vraiment militant et actif de la liberté religieuse, politique et sociale, – en un mot de la démocratie humanitaire ».

Lorsque Bakounine rencontra Marx au retour de son second voyage en Suède, le 3 novembre 1864, l'Association internationale des travailleurs venait d'être fondée le mois précédent. Les disciples de Mazzini, qui avaient rejoint l'organisation, causaient quelques ennuis à Marx, qui voyait dans le *Maestro* une entrave au développement du socialisme italien. Le fait que Marx ait chargé Bakounine de poser des « contre-mines » contre Mazzini en Italie est sans doute une vantardise. Qu'ils aient discuté de la situation en Italie ne fait pas de doute ; que les deux hommes aient exposé leurs vues respectives sur Mazzini non plus. Cependant Marx devait bien attendre de Bakounine qu'il fasse quelque chose, puisqu'il lui écrivit trois lettres entre novembre 1864 et février 1865, dont on ne connaît pas le contenu. Bakounine ne répondit que le 7 février 1865. La lettre commence par un surprenant *Carissimo* (« très cher ») et se termine de façon tout aussi surprenante par un *carissimo amico* (« très cher ami ») et... une proposition d'échanger des photos de famille – échange qui ne se fit jamais.

Bakounine explique à Marx qu'il a envoyé à Garibaldi « un exemplaire de l'adresse du comité international » (sans doute l'adresse du Conseil général, rédigée par Marx). Il expose très rapidement l'état de démoralisation qui règne en Italie et la nécessité d'y instaurer une « nouvelle forme de démocratie », « fondée sur le droit absolu et l'unique culte du travail », mais qu'il faut être patient. Il n'y a rien qui laisse penser que Bakounine appliquait les consignes de Marx. A l'époque, Bakounine ne pouvait en aucun cas se sentir

lié à l'Internationale, car son projet se trouvait encore à cent lieues de là : constituer une internationale secrète. De plus, dans le contexte italien du moment, Bakounine considérait qu'il était encore prématuré d'attaquer Mazzini de front. Cette situation ne durera cependant pas.

Que les résultats en aient été maigres est une autre affaire, quoique les contacts qu'il a établis à Florence n'aient pas été négligeables. Il faut avoir à l'esprit qu'il connaissait peu la situation politique italienne et que le mouvement socialiste était embryonnaire. Il était par ailleurs difficile de développer une propagande socialiste efficace dans un contexte de nationalisme exacerbé. Ce n'est qu'à partir du moment où il s'installa à Naples, où les problèmes sociaux étaient aigus, qu'il donna toute sa mesure. C'est également à Naples qu'il commencera ses attaques directes contre Mazzini.

## Naples

Naples, où arrive Bakounine en juin 1865, présentait des conditions plus propices que Florence à ses activités. La mauvaise administration consécutive à l'unification avec le Nord incitait les républicains du Sud à concevoir la monarchie savoyarde comme une puissance occupante – on parlait de « domination piémontaise » – et à tenir les Piémontais pour responsables de la pauvreté croissante de la population.

L'édifice mazzinien, qui repoussait à plus tard toute considération sur la question sociale, se fissurait et certains disciples du *Maestro* commençaient à remettre en cause l'ordre de ses priorités. Le journal *Il Popolo d'Italia* était, depuis octobre 1860, l'un des organes de l'opposition à Mazzini. Muni de recommandations de Garibaldi et d'autres démocrates italiens, Bakounine se rendit donc tout naturellement à la rédaction de ce journal. Bakounine s'installa à Naples et maintint dès lors des contacts réguliers avec la rédaction d'*Il Popolo d'Italia*<sup>1</sup>.

---

1 Les Bakounine squattent pendant six mois chez la princesse Obolenska, chez qui se retrouvent tous les radicaux du Sud. La princesse faisait partie d'une des plus grandes familles aristocratiques de Russie.

Née Soumaronov, elle épousa en 1847 Alexis Vassilievitch Obolensky dont elle eut cinq enfants. En 1855 elle quitta son mari et s'installa à Naples avec ses enfants et toute sa suite. « Le prince Obolenskij, un fanatique et, dit-on, fanatique intègre, de tendance néo-démocrato-gouvernementalo-polonophobe, prie Dieu, les saints, baise la main des papes et vénère le tsar », écrit Bakounine à Herzen et Ogarev le 19 juillet 1866.

*Walerian Mroczkowski* (1840-1889) était un journaliste polonais qui avait participé à l'insurrection de 1863 en Pologne ; arrêté, il est libéré en 1865. Il rencontre Bakounine à Florence, et, sur l'invitation de ce dernier, vient à Naples. Bakounine, qui avait



Dans l'ex-royaume des Deux-Siciles, les démocrates s'étaient déjà regroupés et constituaient un noyau solide de militants dont certains avaient commencé à contester Mazzini. Par ailleurs, ils ressentiaient amèrement le fait que le républicain Garibaldi ait capitulé devant la monarchie piémontaise <sup>1</sup>.

Giorgio Asproni, un des fondateurs du journal, resta fidèle à Mazzini jusqu'au bout.

Le jeune Carlo Gambuzzi fut un des fidèles de Bakounine. Il était tellement proche de Bakounine qu'il fit trois enfants à sa femme. L'attitude de Bakounine fut surprenante. Beaucoup plus âgé qu'Antonia, et très attaché à elle, il lui laissa cependant sa liberté. Il se comporta avec les enfants – un garçon et deux filles – comme si elles étaient les siennes <sup>2</sup>.

---

un côté fleur bleue, ou concierge, c'est selon, et qui s'occupait des affaires sentimentales des autres, le présenta à la princesse Obolenskaja. Ils devinrent amants.

En 1867 la princesse s'installa à Vevey en Suisse. Ses enfants lui furent retirés dans des circonstances dramatiques et rendus à leur père. Le couple s'installa à Londres en 1869. Après la mort de son mari en 1884, elle épousa Mroczkowski. Le prince Obolensky aurait mieux fait de laisser ses enfants à sa femme : quatorze membres de la famille Obolensky furent exécutés sous le régime communiste.

Mroczkowski devint membre de la première Fraternité internationale. Il tenta de recruter pour la Fraternité Emil Vogt et César de Paepé. Mroczkowski devint membre du comité central de la Ligue de la paix et de la liberté, qu'il quitta, comme Bakounine, après le congrès de Berne. Il fut un des fondateurs de l'Alliance internationale et membre de l'Alliance secrète.

1 En juin 1860, Garibaldi abolit le pouvoir du roi de Naples sur la Sicile, poursuivit sa conquête sur le continent et prend Naples le 7 septembre 1860. Les troupes garibaldiennes battent l'armée des Bourbon à Volturno. Alors qu'il s'était toujours prononcé pour la République, Garibaldi rencontre Victor-Emmanuel le 26 octobre, lui apportant la caution des républicains, et lui remet littéralement le royaume de Naples, qu'il venait de conquérir. Le royaume des Deux-Siciles est alors rattaché à la monarchie piémontaise. Le 14 mars 1861 le royaume d'Italie est proclamé. Le républicain Garibaldi en est l'un des fondateurs...

2 Gaston Leval me raconta que, faisant des recherches à la Bibliothèque nationale, il fit la connaissance d'une des filles de Bakounine (je ne sais plus laquelle) qui y travaillait.

On ne peut s'empêcher de penser à Marx, qui fit un enfant à sa bonne de dix-sept ans, Hélène Demuth, et ne le reconnut pas. Afin de ne pas entacher la réputation du grand théoricien, l'enfant, prénommé Frédérick, fut reconnu par Frédérick Engels. On connaît la phrase de *Manifeste communiste* : « Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement. »

Attanasio Dramis avait passé huit ans en prison entre 1848 et 1860 pour ses activités révolutionnaires. Il fut libéré juste à temps pour participer à l'expédition de Garibaldi en 1860.

Saverio Friscia, Sicilien, républicain, conspirateur, rejoignit les rangs des mazziniens dans les années 30 et vécut longtemps en exil. Elu député au parlement en 1861, il devint un solide soutien de Bakounine.

Giuseppe Fanelli rejoignit les mazziniens à l'âge de 17 ans. Il se battit en 1848 en Lombardie, et participa à l'expédition de Sapri en 1853. Il fut blessé à la bataille de Catalafimi et se battit à Milazzo et lors de différentes batailles dans la péninsule. Peu après l'arrivée de Bakounine à Naples, il fut élu député. C'était un des très proches de Bakounine ; il joua un rôle déterminant dans le développement de l'Association internationale des travailleurs en Espagne.

Concetto Procaccini, mazzinien inconditionnel, introduisit Bakounine dans les cercles radicaux napolitains. Bakounine ne réussit pas à le faire changer de position sur Mazzini.

Alberto Tucci, un des bakouninistes les plus actifs de la région de Naples, le resta jusqu'à la fin de ses jours.

Les frères Rafaele et Carlo Mileti, Calabrais, participèrent à la révolution de 1848 et à l'expédition de Pisacane à Sapri, membre des Mille de Garibaldi en 1860<sup>1</sup>. Carlo devint rédacteur en chef d'*Il Popolo d'Italia* et son frère resta proche du journal.

Pier Vincenzo De Luca venait de publier, juste avant l'arrivée de Bakounine à Naples, un article dans *Il Dovere* dans lequel il remettait en question les positions sociales de Mazzini. C'était un intellectuel de talent qui connaissait les philosophes allemands. Bakounine tenta de lui trouver un travail comme correspondant italien d'un journal allemand. Il mourut prématurément en 1868.

Ces quelques éléments de biographie permettent de mieux comprendre le lien qui s'établit entre Bakounine et ces hommes. C'étaient des hommes entiers : certains d'entre eux restèrent d'inconditionnels mazziniens, mais conservaient l'estime de Bakounine. Celui-ci écrit à Gambuzzi en parlant de « ce bon et noble Asproni »<sup>2</sup>. De son côté, Asproni, responsable du *Popolo d'Italia*, publia alors même qu'il fût un mazzinien convaincu, les articles de Bakounine qui remettaient en cause la politique de Mazzini. Partisans ou non de Bakounine, ces hommes ont pour point commun qu'ils se sont battus

---

<sup>1</sup> Garibaldi entreprit en mai 1860 une expédition avec 1089 volontaires qui partit de Gênes pour rejoindre la Sicile. L'expédition se termina par la conquête du royaume des Deux-Siciles.

<sup>2</sup> Lettre à Carlo Gambuzzi, 17 juillet 1865.

pendant la révolution de 1848 ; ils reconnaissent également en Bakounine un des leurs. On imagine aisément que, entre ces hommes et le Russe, le courant soit bien passé.

Patriotes, tous plus ou moins mazziniens, ils ne voyaient pas comment, en l'absence d'un programme social cohérent, une république unitaire pourrait régler les problèmes dramatiques de la pauvreté dans le Sud. Empêtrés dans leur logique patriotique, ils semblaient en même temps incapables d'élaborer par eux-mêmes un programme qui serait une alternative à celui de Mazzini. L'installation de Bakounine à Naples tombait donc à pic.

Alors qu'il était venu s'installer en Italie parce qu'il pensait que c'était un terrain favorable au développement des idées révolutionnaires, toute la correspondance de Bakounine à cette époque insiste sur la morosité de la situation. « Ah ! chère amie, quelle mélancolique chose que cette démocratie italienne ! » se plaint-il à Ludmilla Assing le 5 novembre 1865.

Un an plus tard, la situation semble avoir évolué. Le 23 mars 1866, Bakounine écrit à Herzen :

« L'Italie unitaire se désagrège. Dans toutes les provinces italiennes, l'opposition populaire contre le gouvernement s'accroît de plus en plus fortement. Le déficit, la crainte de nouveaux impôts, la baisse des valeurs, les saloperies et les brimades de la bureaucratie, le marasme dans toutes les affaires et entreprises ont finalement gagné toute la population, même les plus indifférents et les plus apathiques, et il n'y a point d'autre issue en vue que la guerre. »

La situation à Naples commence à changer également. Alors que *Il Popolo d'Italia*, tout accueillant qu'il fût, n'était pas sur une ligne franchement socialiste et révolutionnaire, un groupe de militants, parmi lesquels des membres de la rédaction d'*Il Popolo*, lancèrent le 2 septembre 1865 un hebdomadaire, *Libertà e Lavoro*, qui défendait des positions nettement plus prolétariennes. Les membres du groupe étaient tous des républicains mazziniens connus à Naples ; quatre d'entre eux étaient en relations avec Bakounine : Verrati, De Luca, Procaccini, Mileti. Ce journal, dont la publication cessa au bout d'une quarantaine de numéros, exprimait sans doute l'opposition croissante entre mazziniens orthodoxes et mazziniens radicaux.

Bakounine ne publia pas d'articles dans ce journal, ce qui fournit à certains historiens l'occasion de nier l'influence de celui-ci. Bakounine se savait surveillé par la police, et c'est la raison pour laquelle il avait signé d'un pseudonyme ses articles dans *Il Popolo d'Italia*. Il écrit ainsi à Herzen le 23 mars 1866 : « étant donné mes occupations actuelles, je ne tiens pas à attirer l'attention sur moi ». Pourtant, de nombreux articles, qui traitaient de

questions sociales, reprennent des thèmes développés par Bakounine : l'émancipation des femmes, l'instruction, le rejet du parlementarisme comme moyen pour émanciper les travailleurs. D'autres articles restaient dans la veine spécifiquement mazzinienne : nécessité des réformes sociales, l'épargne, les institutions de crédit.

*Libertà e Lavoro* rendit compte de la création de l'Internationale en mars 1866 et publia l'adresse inaugurale de Marx.

En février 1866, les bakouniniens de Naples participèrent à un meeting organisé par les mazziniens et les garibaldiens. Ces derniers, tout en soulignant la crise politique et sociale du pays, restèrent mesurés dans le ton afin de ne pas indisposer la gauche parlementaire. Les bakouniniens au contraire ne mâchèrent pas leurs mots. Le meeting fit du bruit puisque la presse belge en rendit compte et il provoqua un débat au Parlement italien. Un député, ayant traité les contradicteurs du meeting de fous, suscita une vive réaction des députés Asproni, fondateur du *Popolo d'Italia*, et Friscia, membre de la rédaction de ce journal...

Bakounine ne délaissait pas pour autant l'organisation de sa société secrète. Une lettre à un destinataire inconnu, le « frère Jérôme », datée du 12 juin 1866, montre qu'il continuait le travail dans ce sens. Bakounine y parle en langage implicite : « nous n'avons pas cessé de travailler dans le sens que vous savez... » Il charge « Jérôme » de recevoir un messenger qui a une « mission importante ». De ce personnage, on sait seulement que c'est un « vétéran de la cause de la révolution sociale, ami de Buonarroti et de Proudhon ».

Dans une lettre à Herzen et Ogarev du 19 juillet 1866, Bakounine fait le bilan de ces trois dernières années. Il semble que Herzen lui ait reproché son inactivité, et Bakounine proteste : « Je n'ai jamais été aussi actif ; je parle de ces trois dernières années. Le seul objet de mon activité a été la fondation et l'organisation d'une société secrète internationale socialiste-révolutionnaire », dit-il. Il s'agit sans doute de la Fraternité internationale dont il a entrepris la création à Florence après son retour de Suède.

Sachant les réserves de Herzen et d'Ogarev, Bakounine leur envoie le programme de cette société. Il insiste sur les difficultés qu'il a eues dans la rédaction du texte, car il a travaillé au milieu des Italiens auxquels « les idées sociales étaient alors presque complètement inconnues ». Il a dû en particulier se battre contre « de prétendues passions et idées nationalistes, contre la rhétorique patriotique bourgeoise la plus écœurante grossie et amplifiée par Mazzini et Garibaldi. »

« Après trois années de travail ardu, j'ai réussi à obtenir des résultats positifs. Nous avons des amis en Suède, en Norvège, au Danemark ; nous

en avons en Angleterre, en Belgique, en France, en Espagne et en Italie ; nous avons des Polonais et même quelques Russes. Dans le sud de l'Italie, une grande partie des organisations mazziniennes, la Falangia Sacra, est passée entre nos mains. Je joins ici même un programme succinct de notre organisation nationale italienne. »

L'activité de Bakounine et de ses camarades dut être suffisamment efficace pour que Mazzini adresse un message à ses amis de Naples et de Sicile dans lequel il dénonçait le révolutionnaire russe.

Frischia, qui était maintenant un proche de Bakounine, avait infiltré les loges maçonniques en Sicile et établi des sections de la Fraternité internationale. L'activité de la Fraternité était coordonnée de Naples par Frischia, Gambuzzi, Fanelli, Tucci et Rafaele Mileti. Comme il l'avait fait à Florence, Bakounine adhéra à une loge maçonnique, « Vita Nuova », qui comptait de nombreux républicains<sup>1</sup>. Cependant, malgré ses contacts avec les franc-maçons, le bilan global de l'infiltration de cette institution n'était guère spectaculaire, ce qui conduisit Bakounine à renoncer à la transformer en organisation révolutionnaire. C'est en mars 1866 qu'il écrit à Herzen pour lui dire qu'il abandonne cette tactique.

Contrairement à ce qu'il dit à Herzen, la Fraternité internationale n'est pas « le seul objet » de son activité : la société secrète, l'activité maçonnique et la propagande socialiste constituent un ensemble indissociable.

Pendant l'été 1866 deux textes importants furent écrits :

1. Les « Principes et l'organisation de la Fraternité internationale », ou « Catéchisme révolutionnaire » et son complément : « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire-Organisation » ;
2. La « Société des légionnaires de la révolution sociale italienne ».

## **1864. – L'encyclique *Quanta cura* et la politique de Pie IX**

Le cardinal Mastai-Ferretti fut élu pape en 1846 et prit le nom de Pie IX. La période était alors très trouble et de nombreux cardinaux étrangers ne participèrent pas au conclave : l'élection devint presque une affaire italo-italienne car la crise politique entre la France et la Prusse contraignit les cardinaux français et allemands à regagner leur pays.

Cette élection fut très controversée : plusieurs candidats étaient en lice et Mastai-Ferretti, qui passait pour un libéral, était le moins probable et le moins souhaité. Tout le monde pensait que le cardinal conservateur Lam-

---

1 Fanelli, Procaccini, Mileti, Dramis, Buano, Morelli, Antinoni, Imbriani, Rizzo.

bruschini serait élu. Le vote se trouvait bloqué par un jeu complexe d'alliances qui opposaient les conservateurs et les libéraux. Le cardinal Mastai-Ferretti ne fut élu que parce que les libéraux et les modérés s'entendirent sur sa candidature, mais celle-ci ne correspondait pas à l'ambiance générale du monde catholique de l'époque. L'empereur Ferdinand I<sup>er</sup> d'Autriche tenta même d'empêcher son élection.

Le nouveau pape passait donc pour un libéral : il annonça une amnistie pour les prisonniers politiques. Son libéralisme était cependant tout relatif : dans une encyclique de novembre 1848 il dénonça les sociétés secrètes, les associations bibliques, la fausse philosophie, le communisme et la presse.

Pie IX assouplit les lois qui exigeaient que les juifs vivent dans des quartiers spécifiques, annula les lois qui leur interdisaient de pratiquer certains métiers et qui les obligeaient d'écouter quatre fois par an des sermons visant à leur conversion. Le catholicisme et le judaïsme étaient les seules religions autorisées par la loi, le protestantisme étant autorisé aux étrangers de passage mais interdit aux Italiens. Néanmoins, le témoignage d'un juif contre un chrétien restait interdit ; un impôt levé sur les seuls juifs servait à financer des écoles pour les convertis au catholicisme et les juifs continuaient à subir des discriminations dans d'autres domaines.

Un cas fit grand bruit qui montre le caractère particulièrement borné du pape. Un jeune juif de six ans, Edgardo Mortara, fut enlevé à ses parents par la police papale. Alors qu'il était malade, une servante chrétienne, craignant pour le salut de son âme, l'avait baptisé en cachette. Cela finit par se savoir. Or la loi interdisait aux juifs d'élever des enfants chrétiens. Pie IX tint bon, en dépit des appels des empereurs François-Joseph d'Autriche et Napoléon III.

Au début de 1848, des troubles avaient forcé le pape à accorder une constitution et un ministère laïc, bien qu'il résistât fermement aux pressions qui l'enjoignaient à déclarer la guerre à l'Autriche<sup>1</sup>. Les émeutes se multiplièrent, le Premier ministre fut assassiné et le pape, sous un déguisement, dut fuir à Gaète (24 novembre 1848), laissant Rome aux mains de la foule et des révolutionnaires, qui déclarèrent la République en février 1849. Le pape demanda alors de l'aide et les troupes françaises écrasèrent la République en juin – Louis-Napoléon Bonaparte venait de se faire élire président de la seconde République. Pie IX ne rentra à Rome qu'en avril 1850.

Devant faire face aux nationalistes et aux révolutionnaires au sein même de ses Etats, et à Victor Emmanuel à l'extérieur, le pape s'appuya sur les

---

<sup>1</sup> La nationalistes italiens voulaient une guerre contre l'Autriche pour récupérer les territoires qu'elle occupait.

forces françaises et autrichiennes qui garantissaient l'intégrité de ses territoires.

La politique italienne de Napoléon III se trouvait sous le coup de deux injonctions contradictoires. L'empereur était favorable à l'unité italienne ; en toute logique, les Etats pontificaux devaient donc être intégrés au nouveau royaume ; mais en même temps, poussé par les catholiques français, l'empereur devait protéger le pape.

L'empereur et Cavour, le Premier ministre de Victor Emmanuel, s'entendirent pour déclarer la guerre à l'Autriche, qui fut battue à Magenta le 4 juillet 1859. Les forces autrichiennes se retirèrent des Etats pontificaux qu'elles occupaient, ce qui précipita la fin de ces derniers<sup>1</sup>. Entre 1859 et 1860, Victor Emmanuel s'empara de l'ensemble des Etats pontificaux, sauf de Rome. Garibaldi tenta à deux reprises de prendre la ville mais fut arrêté par l'intervention de Victor-Emmanuel en 1862 (Garibaldi aurait instauré une république, ce qui n'aurait pas arrangé le nouveau roi) et en 1867 par Napoléon III. Pour l'anecdote, cette seconde tentative fut faite aussitôt après que le général Garibaldi eût quitté le premier congrès de la Ligue de la paix et de la liberté...

Ce n'est qu'en 1870, à la chute de Napoléon III, que Rome fut prise, devenant la nouvelle capitale du royaume. Victor-Emmanuel accorda à Pie IX une « loi de garanties » le 15 mai 1871 qui lui donnait les droits d'un souverain, l'extraterritorialité pour les palais papaux de Rome et 3,25 millions de lires. Pie IX ne reconnut jamais cette offre, réclamant la restitution de tous les territoires conquis. Bien qu'il ne lui était pas interdit de voyager à sa guise, il se disait prisonnier au Vatican. Le pape menaça même d'excommunication tout catholique qui participerait à des élections dans le nouvel Etat italien. Le statut de la cité du Vatican ne fut définitivement établi qu'en 1929, sous Mussolini, par le traité de Latran.

Le règne de Pie IX se situait à une époque de régression importante du catholicisme. Une forte déchristianisation frappait la France. Le pape y fit face en raidissant ses positions. En 1854, il déclara le dogme de l'Immaculée conception de la Vierge sans réunir un concile sur cette décision dogmatique. En 1864 il publia une encyclique, *Quanta cura*, qui condamnait la plupart des idées du temps. Cette encyclique était accompagnée d'un *Syllabus errorum* : il s'agit d'un catalogue énumérant les « principales erreurs de notre temps signalées dans les allocutions consistoriales, encycliques et

---

<sup>1</sup> Les Etats pontificaux avaient été deux fois abolis dans le sillage de la révolution française, entre 1796 et 1814. Le traité de Vienne en 1815 les restaura, sous la protection de l'Autriche. Le « mandat » des troupes françaises sous Napoléon III ne concernait que Rome.

autres lettres apostoliques ». Ces erreurs sont au nombre de 80, et constituent l'essentiel des « anathèmes » papaux que Bakounine relève dans ses « Fragments maçonniques ».

En 1869, le pape convoqua le premier concile du Vatican, dont l'œuvre principale fut l'énonciation du dogme de l'infailibilité pontificale, au sujet de laquelle Mgr Dupanloup déclara que c'était « la plus grande insolence qui se soit jusqu'ici perpétrée au nom de Jésus-Christ ».

Les Romains ne partageaient pas l'amour que, paraît-il, Pie IX – qui se dit « Pio Nono » en italien – suscitait auprès du monde catholique. Ils l'appelaient Pio No, No, c'est-à-dire « Pie Non, Non ». A sa mort, en 1878, la foule romaine tenta de se saisir de sa dépouille pour la jeter dans le Tibre.

Faut-il s'étonner que ce soit Jean Paul II qui l'ait fait saint en septembre 2000 ?

Dans les années 1860, le pouvoir du pape sur l'Eglise catholique est presque absolu. Cette Eglise est complètement fermée à la « modernité » de l'époque. Les progrès des sciences de la nature et des sciences humaines sont ignorés. La théologie, le droit canon et la philosophie sont étroitement surveillés. En politique, le pape Pie IX en est encore à l'Ancien Régime. La vie intellectuelle de l'Eglise est complètement stagnante, sauf en Allemagne – terre de philosophie – où les facultés de théologie sont un foyer intellectuel important. Mais voilà : les professeurs allemands se tiennent au courant de la science, de l'histoire et de l'évolution de la philosophie. C'est inadmissible. Aussi, lorsque l'abbé Frohschammer publie en 1861 un livre, *De libertate scientiae*, qui est un appel à l'indépendance de la raison, est-il vertement blâmé par le pape dans sa bulle *Gravissimas* (11 décembre 1862), et le livre mis à l'index<sup>1</sup> : « Nous ne pouvons tolérer que la raison envahisse, pour y

---

<sup>1</sup> *L'Index librorum prohibitorum* est un répertoire qui parut pour la première fois en 1559, faisant la liste des ouvrages interdits à la lecture du bon chrétien. Une congrégation de l'Index fut instituée en 1571, travaillant de conserve avec l'Inquisition, organisation de bienfaisance, comme on sait, destinée à montrer la bonne voie aux âmes perdues. La première édition prononça mille condamnations, parmi lesquelles figurent Erasme, Rabelais, Machiavel, et 48 éditions jugées hérétiques de la Bible. Parmi les auteurs dont un livre ou toute l'œuvre furent mis à l'Index : Pierre Bayle, Spinoza, Bergson, Auguste Comte, Condorcet, Descartes (toutes ses œuvres philosophiques), Fontenelle, Casanova, Henri Heine, Thomas Hobbes (toute son œuvre philosophique), David Hume (*idem*), Kant, La Fontaine, Lamennais, Malebranche, Proudhon (quand même !) Quinet, Renan, Taine, Sartre (toute son œuvre), Simone de Beauvoir, Moravia, Malaparte. Curieusement, Sade ne s'y trouve pas... ni Sacher-Masoch, mais le Grand dictionnaire universel du XIX<sup>e</sup> siècle, de Larousse, s'y trouve. Certains ouvrages furent retirés de l'Index : c'est le cas des *Misérables*, en 1963, mais à la condition qu'on y ajoutât des notes



semer le trouble, le terrain réservé aux choses de la foi... Jamais il ne sera permis à la philosophie (...) d'affirmer quoi que ce soit de contraire aux enseignements de la divine révélation ou de l'Eglise... »

Cette simple citation papale montre à quel point les attaques de Bakounine étaient d'actualité à l'époque. Le révolutionnaire russe s'est livré à un véritable combat idéologique contre l'obscurantisme religieux, terrain qu'à l'époque les marxistes n'occupaient guère.

En septembre 1863, un célèbre théologien allemand réunit à Munich un congrès de savants ecclésiastiques lors duquel fut exposée l'idée que l'opinion publique et la science théologique devaient ensemble jouer un rôle. Là encore : condamnation du pape contre une tentative d'usurpation des prérogatives de l'Eglise dans la détermination du dogme. Ainsi l'Eglise en vint-elle à condamner le principe essentiel du mouvement scientifique, la liberté de critique et d'investigation.

Féroce opposant au rationalisme du XVIII<sup>e</sup> siècle, Pie IX encouragea la bigoterie par un ensemble d'initiatives en faveur du culte de la Vierge, du Cœur de Jésus, de la dévotion à saint Joseph et en favorisant les pèlerinages. C'est sous son pontificat que furent encouragées les dévotions auxquelles donnaient lieu les « apparitions » de la Vierge à La Salette (1846), à Lourdes (1858), à Pontmarin (1871).

Mais le pape était beaucoup moins inquiet des progrès de l'esprit scientifique que de l'évolution des idées politiques : le courant démocratique, libéral et laïc semblait tout emporter sur son passage. Rappelons que lorsque Bakounine écrit les « Fragments maçonniques », il est en Italie ; Pie IX est pape et le problème le plus important du moment est la constitution de l'unité italienne sous le contrôle de la monarchie piémontaise.

Les Etats pontificaux représentaient à l'origine toute la partie centrale de la péninsule<sup>1</sup> ; or en 1860, les trois quarts des territoires de l'Eglise lui

---

explicatives sur certains passages auxquels l'Eglise s'opposait. L'Index ne sera supprimé qu'en 1966.

<sup>1</sup> Il s'agit d'un ensemble de territoires, concédés par Pépin le Bref, occupant tout le centre de la péninsule sur lesquels le pape régna de 754 jusqu'en 1870. Pépin le Bref, le père de Charlemagne, brigua le trône du roi mérovingien Childéric III. Pépin organisa deux expéditions militaires en Italie en 754 et 756 et donna au pape les territoires correspondant à l'exarchat de Ravenne (la « Donation de Pépin ») ; en contrepartie, le pape donna la sanction de l'Eglise aux prétentions de Pépin. Charlemagne codifia en 781 les régions sur lesquelles le pape régnait. La bonne entente entre les deux parties atteignit son point culminant lorsque le pape Léon III couronna Charlemagne « empereur des Romains » (*Augustus Romanorum*) en 800. Le pouvoir

avaient été enlevés par le gouvernement piémontais. Homme de l'Ancien Régime, Pie IX ne pouvait concevoir que le pape ne fût pas en même temps un souverain temporel. Pire, il ne pouvait accepter l'idée que le pape devienne le sujet d'un autre prince : c'était là une attaque contre l'indépendance spirituelle de l'Eglise. Dans la lutte que se livraient la Révolution et l'Eglise, il ne pouvait envisager aucun compromis. Aussi va-t-il user de tout son pouvoir pour condamner toute évolution politique et sociale : le 18 mars 1861 il prononce une allocution consistoriale dans laquelle il condamne toute transaction avec le gouvernement italien qui vient de lui enlever presque tous ses Etats, sauf Rome.

Napoléon III était en quelque sorte le dernier rempart de la papauté, mais lassé de l'intransigeance systématique du pape, l'empereur signa le 15 septembre 1864 une convention :

- les troupes françaises évacueraient Rome dans un délai de deux ans ;
- l'Italie respecterait le territoire pontifical et en garantirait l'intégrité ;
- l'Italie ajournait la revendication de Rome comme capitale du royaume ;

pour garantir cette disposition, la capitale du royaume est transférée de Turin à Florence.

Le pape, furieux, n'est pas partie prenante de cette convention, qui s'est négociée sans lui.

Le 8 décembre <sup>1</sup>, Pie IX publie l'encyclique *Quanta cura*, qui est presque exclusivement consacrée aux questions politiques, dans laquelle il s'en prend en particulier au « naturalisme » qui veut que « la société soit constituée et gouvernée sans plus tenir compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins sans faire aucune différence entre la vraie religion et les fausses

temporel du pape sur ses Etats se fondait sur la prétendue « donation de Constantin » ; l'empereur romain aurait légué ces territoires au pape Sylvestre I<sup>er</sup>. Cette « donation » est en fait un faux, mais qui permit au pape d'étendre ses prétentions sur Naples, la Sicile et la Sardaigne.

<sup>1</sup> Le pape était un fan de la Sainte Vierge, ou plus exactement de l'Immaculée Conception, dont la fête est le 8 décembre. Aussi nombre de ses initiatives apostoliques sont datées de ce jour-là :

1849 encyclique *Notis et Nobiscum*

1854 dogme de l'Immaculée Conception

1864 encyclique *Quanta Cura*

1868 bulle *Aeterni Patria* convoquant un concile qui devait avoir lieu l'année suivante :

1869 Concile du Vatican

religions ». C'est là un « impie et absurde principe » qui conduit à de nombreuses erreurs, et en particulier :

- la liberté de conscience et des cultes ;
- la démocratie.

Les interdictions de l'encyclique sont formulées d'une manière curieuse, indirecte. Elles sont implicitement des affirmations. Ainsi apprend-on que l'Eglise *condamne l'interdiction* de « réprimer par des peines légales les violations de la loi catholique ». La tournure est inhabituelle. En fait cela signifie que l'Eglise *approuve* la répression légale des violations de la loi catholique. En d'autres termes c'est l'Eglise qui définit ce qu'est la loi.

De même, l'Eglise condamne à la fois l'idée que « la liberté de conscience et des cultes est un droit propre à chaque homme » et que « ce droit doit être proclamé et garanti par la loi dans toute société bien organisée ». Là encore, cela signifie que l'Eglise condamne la liberté de conscience et des cultes », qu'elle condamne que la liberté de culte soit garantie par la loi. La liberté de conscience est exigée pour le seul usage des catholiques : ainsi se trouve proscrit le principe selon lequel « les citoyens ont droit à l'entière liberté de manifester hautement et publiquement leurs opinions quelles qu'elles soient, par les moyens de la parole, de l'imprimé ou tout autre méthode sans que l'autorité civile ni ecclésiastique puisse lui imposer une limite ». En diffusant des opinions « hasardeuses », ceux-là ne font que prêcher « la liberté de perte », puisqu'il ne manquera jamais d'hommes « qui oseront résister à la vérité et mettre leur confiance dans le verbiage de la sagesse humaine »<sup>1</sup>.

Pie IX s'oppose à la « volonté du peuple » si elle est « dégagée de tout droit divin » : une société « dégagée des liens de la religion et de la vraie justice » va à sa perte et devient l'« esclave de ses propres passions et intérêts » : c'est d'ailleurs pour cela que les hommes qui professent ces idées « poursuivent d'une haine si cruelle les Familles Religieuses, en dépit des services rendus au prix des plus grands efforts à la religion chrétienne, à la société civile et à la culture ».

Dans le *Syllabus*, le pape s'oppose à l'idée qu'il « n'existe aucun Être divin, suprême, parfait dans sa sagesse et sa providence, qui soit distinct de l'univers » : or c'est précisément ce que proclame Bakounine dans tous ses textes de l'époque.

---

<sup>1</sup> A la lumière des positions prises par le pape, on comprend mieux celles que défend Bakounine dans son Catéchisme révolutionnaire, selon lequel la liberté s'applique également aux associations qui, par leur objet, « seront ou paraîtront immorales, et même celles qui auraient pour objet la corruption et la distraction de la liberté individuelle et publique »

Le pape réprovoque dans le *Syllabus* l'affirmation selon laquelle « la raison humaine, considérée sans aucun rapport à Dieu, est l'unique arbitre du vrai et du faux, du bien et du mal », de même que la prétention de ceux qui pensent que « la foi du Christ est en opposition avec la raison humaine ». Or Bakounine dénonce l'« anathème » lancé par le pape « contre ceux qui prétendent que la raison humaine est capable d'embrasser, d'atteindre et de comprendre la vérité, et qu'elle ne doit point se prosterner avec une foi absolue et aveugle devant les incompréhensibles mystères de la révélation <sup>1</sup>. »

Le « rationalisme modéré » est également condamné, qui considère que « puisque la raison humaine est égale à la religion elle-même, les sciences théologiques doivent être traitées comme les sciences philosophiques ». Cela signifie en somme que l'examen scientifique des textes sacrés par la linguistique, la philologie, etc., est interdite : on pense en particulier aux penseurs allemands des années 1830-1840 tels David. F. Strauss.

Le *Syllabus* interdit de penser que « les prophéties et les miracles racontés dans les Saintes Écritures sont des fictions poétiques », et que « les mystères de la foi chrétienne sont le résumé d'investigations philosophiques » ; il interdit également de dire que « dans les livres des deux Testaments sont contenues des inventions mythiques, et Jésus-Christ lui-même est un mythe ». En somme il est interdit de nier l'existence de Dieu.

Ainsi lit-on dans l'encyclique *Quanta cura* :

« Vous n'ignorez pas non plus que, même à cette époque où nous sommes, on en trouve qui, mus et stimulés par l'esprit de Satan, en sont arrivés à cette impiété de nier Notre Seigneur et Maître Jésus-Christ, et ne craignent pas d'attaquer sa Divinité avec une insolence criminelle. »

Les dogmes de la religion chrétienne ne peuvent pas être « l'objet de la science naturelle ou philosophie », dit le *Syllabus*. De même, il est faux que « les décrets du Siècle apostolique et des Congrégations romaines empêchent le libre progrès de la science ».

« Chaque homme est libre d'embrasser et de professer la religion qu'à la lumière de la raison il aura jugée vraie » lit-on dans le *Syllabus* : voilà encore un principe que tout bon chrétien doit combattre.

Le socialisme, le communisme, les sociétés secrètes, les sociétés bibliques, les sociétés cléricalo-libérales sont des « sortes de pestes » qui ont été « à plusieurs reprises frappées de sentences formulées dans les termes les plus graves » par des condamnations antérieures (*Syllabus*) (suit une liste de cinq condamnations s'étalant de 1846 à 1863), émanant toutes de Pie IX.

---

<sup>1</sup> Fragment A.

Pie IX ne comprend pas pourquoi l'Église n'aurait pas « le pouvoir de définir dogmatiquement que la religion de l'Église catholique est uniquement la vraie religion », ni pourquoi elle n'aurait pas « le pouvoir d'employer la force, ni aucun pouvoir temporel direct ou indirect »<sup>1</sup>.

Le *Syllabus* s'oppose encore à ce que « les écoles populaires, qui sont ouvertes à tous les enfants de chaque classe du peuple, et en général que les institutions publiques destinées aux lettres, à une instruction supérieure et à une éducation plus élevée de la jeunesse, soient affranchies de toute autorité de l'Église ». Dans l'encyclique *Quanta cura*, on peut également lire, à propos des partisans de l'école non confessionnelle :

« Par ces opinions impies et ces machinations, ces hommes de mensonge veulent surtout aboutir à ce que la doctrine et le pouvoir de l'Église catholique qui apportent le salut, soient entièrement éliminés de l'instruction et de l'éducation de la jeunesse, et que l'âme tendre et malléable des jeunes soit infectée et déformée pitoyablement par toutes sortes d'erreurs perverses et par le vice. »

Et encore : « Voilà pourquoi ils déclarent que ce clergé même, en tant qu'ennemi du véritable et utile progrès de la science et de la civilisation, doit être écarté de toute charge et de tout rôle dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse. »

Bakounine dénonce vigoureusement les positions de l'Église sur l'éducation. Selon le révolutionnaire russe, le *Syllabus* condamne « ceux qui prétendent que l'éducation des enfants doit consister dans le développement de leurs dispositions naturelles : de la force, de la santé et de la beauté de leurs corps par l'hygiène et par la gymnastique ; de leur esprit par la pensée, et de leur volonté, de leur dignité personnelle par l'enseignement, par l'exemple du respect humain mutuel et par une progressive liberté ». L'Église condamne également « ceux qui enseignent aux enfants que le travail loin d'être une punition, une dégradation, un signe d'esclavage et un effet de la malédiction divine, comme nous le révèle la sainte Ecriture, est un devoir sacré pour tout homme, le signe de sa puissance et de sa dignité, la base même de ses droits et de sa liberté »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *Syllabus*. Nous traduisons cette phrase du texte italien, qui est plus explicite que le texte français. « XXIV. La Chiesa non ha potestà di usare la forza, né alcuna temporale potestà diretta o indiretta. »

<sup>2</sup> Fragments maçonniques, A.

L'encyclique condamne ceux qui, « non contents de bannir la religion de la société », veulent également « l'exclure de la famille ». Ceux-là veulent « soustraire complètement à la salutaire doctrine et à l'influence de l'Eglise l'instruction et l'éducation de la jeunesse ».

Ce que Bakounine relève dans un autre « anathème », qu'il formule ainsi :

« Anathème contre ceux qui donnent l'éducation aux enfants en vue de former des hommes forts, pleins d'honneur et de dignité personnelle, pleins de respect pour les droits et pour la dignité d'autrui, jaloux de leur liberté, aimant la justice et l'égalité, et professant en toutes choses et dans toutes les circonstances de la vie le culte impie de l'humanité, – et qui renient et rejettent par là même l'unique fin de l'éducation religieuse : la Sainteté. » « Et comme l'Eglise, seule détentrice de la divine vérité, peut seule leur donner cette éducation religieuse, anathème surtout contre ceux qui ont soustrait les écoles à son gouvernement absolu <sup>1</sup>. »

Il est contraire à la doctrine de l'Eglise « de refuser l'obéissance aux princes légitimes et même de se révolter contre eux ». C'est que « le pouvoir de gouverner est conféré non pour le seul gouvernement de ce monde, mais avant tout pour la protection de l'Eglise » dit *Quanta cura*, citant saint Léon (*Lettre 156*).

Il va sans dire que le *Syllabus* s'oppose également à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ainsi qu'à l'idée que la religion catholique ne soit plus « considérée comme l'unique religion de l'Etat, à l'exclusion de tous les autres cultes ». Pie IX revendique dans le *Syllabus* la suprématie de l'Eglise sur l'Etat <sup>2</sup>.

La liberté de tous les cultes, la libre expression publique de ses opinions « jettent plus facilement les peuples dans la corruption des mœurs et de l'esprit, et propagent la peste de l'*Indifférentisme* ».

Le dernier et 80<sup>e</sup> article de cette longue liste s'inscrit en faux contre l'idée que « le Pontife Romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne », donnant un point final à une

<sup>1</sup> Fragments maçonniques, A.

<sup>2</sup> « Le règne de Dieu sur la terre signifie le règne de l'Eglise, le règne des prêtres. Mais faute des anges du ciel qui se sont montrés toujours excessivement paresseux, et qui aujourd'hui même se refusent de descendre pour aider un peu ce bon Pape Pie IX, toute puissance même divine ne pouvait réellement s'établir sur terre que par des moyens terrestres : par la force des armes, par l'argent et par l'organisation d'une hiérarchie formidable pour l'exploitation non moins formidable tant des passions et des intérêts rivaux des puissants que de la stupidité systématiquement cultivée des masses populaires. » (Bakounine, « Théologie politique de Mazzini », 1871.)

énumération par laquelle l'Eglise se met totalement en retrait de la société de son temps.

Par le *Syllabus*, le souverain pontife ne condamnait pas seulement un mouvement qui tentait de réformer la papauté, il se mettait complètement à l'écart de toutes les tendances de l'évolution des sociétés modernes, puisque les doctrines qu'il condamnait allaient devenir des lieux communs dans presque tout le monde catholique. Non seulement il condamnait la laïcité et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il condamnait en même temps l'Etat qui tolérait d'autres religions. Avec les libres penseurs, il condamnait les indifférents et tous les catholiques modérés. La publication du *Syllabus* dans un langage clair, pour une fois, révélait la réprobation papale d'idées qu'une grande partie du public catholique pensait licites : la société moderne tout entière est condamnée par l'Eglise catholique.

Dans un ouvrage qu'il écrira en 1871, Bakounine résume parfaitement le décalage existant entre la politique pontificale et la réalité du temps :

« La Rome jésuitique et papale est une monstrueuse araignée qui est éternellement occupée à réparer les déchirures, causées par des événements qu'elle n'a jamais la faculté de prévoir, dans la trame qu'elle ourdit, sans cesse, espérant qu'elle pourra s'en servir un jour, pour étouffer complètement l'intelligence et la liberté du monde. Elle nourrit encore aujourd'hui cet espoir, parce qu'à côté d'une érudition profonde, d'un esprit raffiné et subtil comme le poison du serpent, d'une habileté et d'un machiavélisme formés par la pratique non interrompue de quatorze siècles au moins, elle est douée d'une naïveté incomparable, stupide, produit de son immense infatuation d'elle-même et de son ignorance grossière des idées, des sentiments, des intérêts de l'époque actuelle et de la puissance intellectuelle et vitale qui, inhérente à l'humaine société, la pousse fatalement et malgré tous les obstacles à renverser toutes les institutions anciennes, religieuses, politiques et juridiques, et à fonder sur toutes ces ruines un ordre social nouveau. Rome ne comprend et ne comprendra jamais rien à tout cela, parce qu'elle s'est tellement identifiée avec l'idéalisme chrétien, dont, n'en déplaise aux protestants et aux métaphysiciens, n'en déplaise aussi au fondateur de la soi-disant nouvelle religion du progrès, le vénérable Mazzini, elle reste toujours la réalisation la plus logique et la plus complète, que, condamnée à mourir avec lui, elle ne peut voir, ni même imaginer, rien au-delà. Il lui paraît qu'au-delà de ce monde qui est le sien et qui constitue proprement tout son être, il ne peut y avoir pour tout le monde que la mort. Comme ces vieillards du moyen âge qui, dit-on, s'efforcèrent d'éterniser leur vie propre en s'infusant le sang des jeunes

gens qu'ils tuaient, Rome n'est pas seulement le dupeur de tout le monde, elle est la dupe d'elle-même. Elle ne trompe pas seulement, elle se trompe. Voilà son incurable sottise. Elle consiste dans cette prétention d'éterniser son existence, et cela à une époque où tout le monde prévoit déjà sa fin prochaine, ses *Syllabus* et sa proclamation du dogme de l'infaillibilité papale étant une preuve évidente de démente et d'incompatibilité absolue avec les conditions les plus fondamentales de la société moderne ; c'est la démente du désespoir, ce sont les dernières convulsions du mourant qui se raidit contre la mort <sup>1</sup>. »

Il serait fastidieux de mettre en regard l'ensemble des « anathèmes » que Bakounine relève et les 80 « erreurs de notre temps » dénoncées par le *Syllabus*. Si Bakounine sous-estime la capacité de l'Eglise à se survivre à elle-même, il ne fait pas de doute que sa critique féroce de l'Eglise et de la religion n'est pas la lubie d'un homme reclus et isolé du monde, mais qu'elle relève d'une analyse d'une actualité brûlante à son époque.

### **1865. – Les « Fragments maçonniques » : un « brouillon » de Fédéralisme, socialisme et antithéologisme ?**

Toute l'œuvre de Bakounine est parcourue de critiques contre l'Eglise et la religion. La première condition pour adhérer à ses sociétés secrètes est l'athéisme, qui figure dans tous ses programmes <sup>2</sup>. Cela semble même presque obsessionnel chez lui. L'un de ses textes les plus connus et les plus publiés, *Dieu et l'Etat*, est une critique de la religion et de ses rapports avec l'Etat. Les innombrables éditeurs qui ont publié ce texte n'ont souvent pas vu qu'il n'était rien d'autre que le fragment d'un livre – un des rares que Bakounine a publiés de son vivant – *L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale* <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, 1871.

<sup>2</sup> « Qualités requises pour entrer dans la famille internationale :

« a) Il faut qu'il soit athée, et qu'il revendique avec nous pour la terre et pour l'homme, tout ce que les religions ont transporté dans le ciel et attribué à leurs Dieux : la vérité, la liberté, la justice, la félicité, la bonté : Il faut qu'il reconnaisse que la morale, indépendante de toute théologie et de toute métaphysique divine, n'a d'autre source que la conscience collective des hommes. » (« Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. Organisation », 1866.)

<sup>3</sup> Selon Arthur Lehning, *Dieu et l'Etat* a été réédité 71 fois de 1882 à 1973, en quinze langues différentes. Ce texte correspond aux pages 286 à 340 de *L'Empire knouto-germanique*. (Arthur Lehning, « Bilan des publications », in : Bakounine combats & débats, Institut d'études slaves, 1979.)



Lorsque dans ses conférences aux ouvriers du Locle Bakounine règle ses comptes avec la franc-maçonnerie et la traite de « vieille intrigante radoteuse », il exprime sa déception envers une institution qu'il aurait voulu, quelques années plus tôt, réformer dans un sens révolutionnaire. Alors qu'il était en Italie, il avait, dans cette perspective, jeté sur le papier ses idées : ce sont les « Fragments maçonniques », sept textes classés de A à G. Il nous semble utile de les examiner. Ce sont des brouillons écrits peu après la parution (en décembre 1864) de deux documents pontificaux d'une importance capitale – l'encyclique *Quanta Cura*, accompagnée d'un *Syllabus* –, qui constituent de véritables déclarations de guerre à la société moderne, à la science, à la raison. Ces deux textes sont la clé qui explique la férocité des attaques de Bakounine contre l'Église, pendant toute cette période et après.

C'est pourquoi il nous paraît utile de nous attarder un peu sur ces documents pontificaux.

Les « Fragments maçonniques » sont un ensemble de sept textes n'ayant pas de cohérence entre eux, avec des redites : c'est manifestement un brouillon sur lequel l'auteur jette ses idées sur le papier, mais où transparait tout de même son intention. Ainsi, lorsqu'il écrit que « pour redevenir un corps vivant et utile, la Franc-Maçonnerie doit reprendre sérieusement le service de l'humanité », on déduit que pour lui la franc-maçonnerie n'assume plus cette fonction. Il ne s'agit plus de se vouer à des tâches qu'on peut assimiler à de la charité – « soigner les malades, nourrir et habiller les indigents, donner l'instruction aux enfants pauvres » –, même si la franc-maçonnerie le fait dans un esprit différent de celui des institutions religieuses ; il s'agit maintenant de se vouer à « l'émancipation complète de l'homme, la constitution de l'humanité par la liberté sur les ruines de toute autorité ».

« La liberté individuelle implique tellement la solidarité universelle que l'esclavage d'un seul homme sur la terre étant une offense contre le principe de l'humanité, est une négation de la liberté de chacun <sup>1</sup>. »

Le principe premier de toute autorité étant la croyance en Dieu, c'est celle-ci qu'il faut tout d'abord combattre. Bakounine s'en prend donc en premier lieu aux francs-maçons qui sont tentés d'invoquer le Grand Architecte de l'univers pour « former une église et un culte nouveaux » et qui veulent « concilier l'idée de Dieu avec la liberté humaine » <sup>2</sup>.

Une partie importante de l'argumentaire de Bakounine dans ces « Fragments » est dirigée contre Dieu et la religion et se retrouvera, parfois

---

<sup>1</sup> Fragment E.

<sup>2</sup> Fragment A.

textuellement, dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, l'essentiel de son propos étant de montrer que les religions « ne furent rien que des créations humaines ». Aujourd'hui, dit Bakounine, « la Franc-Maçonnerie moderne remplace le culte du Grand Architecte de l'Univers par celui de l'Humanité »<sup>1</sup>.

Si Bakounine s'en prend à toute forme de révélation, c'est pour affirmer que Dieu n'est pas nécessaire à la recherche de la justice et de la vérité, car celles-ci sont immanentes à l'homme : c'est là « la propre essence de l'humanité » ; pas besoin de révélation : « en puisant seulement en nous-mêmes nous trouverons nécessairement et leur explication et la force de les réaliser »<sup>2</sup>.

C'est une constante chez Bakounine d'analyser le phénomène de l'Eglise et de l'Etat dans les mêmes termes : l'un et l'autre sont un « joug contraire à la raison »<sup>3</sup>. L'un et l'autre sont représentés par des hommes qui usurpent la parole et le pouvoir et produisent la hiérarchie, les classes et les privilèges : en échange, ils font des « promesses fallacieuses d'un bonheur d'outre-tombe »<sup>4</sup>. Sous leurs diverses formes, les dieux « n'ont été rien que des manifestations successives de l'humanité elle-même, c'est-à-dire de la vérité et de la justice immanentes à l'homme » mais, par une illusion historiquement nécessaire, ce dernier les a transportés « en dehors de lui-même dans un ciel fictif, pour les adorer comme des Dieux à lui étrangers, comme ses maîtres, se faisant ainsi esclave de son essence humaine et des sources même de sa liberté ». L'inspiration feuerbachienne est ici évidente : l'homme a cherché son humanité dans le ciel afin d'y contempler « comme dans un miroir sa propre vérité, sa propre justice et toute sa destinée »<sup>5</sup>.

« Le Christianisme qui est la religion du Dieu absolu, est aussi celle de l'esclavage humain absolu. – Résumé et produit de toutes les religions qui l'ont précédé il a pour base essentielle le mépris systématique de l'humanité<sup>6</sup>. »

Les « Fragments maçonniques » n'entrent pas dans le débat philosophique, défini comme « pratiquement inutile », de l'existence ou de la non-existence de Dieu ; il abandonne cette question à la conscience individuelle de chacun,

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> Fragment B.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Fragment B.

<sup>5</sup> Fragment B.

<sup>6</sup> Fragment E.

mais il affirme que tout ce qui, dans la société humaine, dans l'histoire, a été attribué à Dieu n'est qu'une « suite de manifestations successives du génie universel de l'humanité »<sup>1</sup> : par conséquent, aucun homme ne peut en commander un autre au nom de Dieu. Il en résulte que l'intervention active de l'idée de Dieu dans les affaires humaines, « loin d'être une condition nécessaire de la morale et de l'organisation de l'ordre dans la société, serait au contraire, comme nous le démontront à la fois la logique et l'histoire, un empêchement et une ruine absolue pour l'une comme pour l'autre, – et deviendrait comme dans le passé une source infaillible de mensonge, d'iniquité et d'esclavage sur la terre »<sup>2</sup>. On retrouve la même formulation dans les « Fragments maçonniques » et dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* :

<p><b>« Fragments maçonniques »</b></p> <p>« Dieu est, donc l'homme est esclave – L'homme peut, doit être libre – donc il n'y a point de Dieu – Il est impossible de sortir de ce dilemme – et maintenant choisissons<sup>3</sup>. »</p>	<p><b><i>Fédéralisme, socialisme et antithéologisme.</i></b></p> <p>« Dieu est – donc l'homme est esclave. L'homme est intelligent, juste, libre, – donc Dieu n'existe pas. Nous défions qui que ce soit de sortir de ce cercle, et maintenant qu'on choisisse. »</p>
--	---

Il en résulte un rejet de toute révélation, de toute autorité divine et humaine et l'affirmation de trois principes : a) La raison humaine, « collective et individuelle » est le seul critérium de la vérité »<sup>4</sup> ; b) La conscience humaine est la base de la justice ; c) La liberté individuelle et collective est la source et le fondement unique de l'ordre dans l'humanité.

On retrouve textuellement la même chose dans le « Catéchisme » : « Affirmation de la raison humaine comme source unique de la vérité ; de la conscience humaine comme base de la justice, et de la liberté individuelle et collective comme source et base unique de l'ordre dans l'humanité ».

Et on retrouvera encore ces idées dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* : « ...la raison humaine, le seul organe, que nous possédions

---

<sup>1</sup> Fragment B.

<sup>2</sup> Fragment B.

<sup>3</sup> Fragment E.

<sup>4</sup> Fragment B.

pour reconnaître la vérité » ; « la justice qui se fonde uniquement sur la conscience des hommes » ; « le but suprême de tout développement humain c'est la création de l'ordre dans l'humanité solidaire par la liberté ».

Du « Catéchisme » aux « Fragments maçonniques » et à *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, il y a une incontestable continuité dans la réflexion de Bakounine, et il serait fastidieux de relever les nombreux passages identiques, souvent au mot près.

Les concordances entre les « Fragments maçonniques » et *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* apparaissent dans les passages où Bakounine affirme le postulat de l'unité de la matière, soumise à des déterminations et à des inter-relations identiques. Des paragraphes entiers de ces deux textes sont pratiquement identiques.

<i>FSA</i>	<i>Fragments maçonniques</i>
<p>Tout ce qui est, les Etres qui constituent l'ensemble indéfini de l'Univers, toutes les choses existantes dans le monde, quelle que soit d'ailleurs leur nature, sous le rapport de la qualité comme de la quantité, grandes, moyennes ou infiniment petites, rapprochées ou immensément éloignées, exercent, sans le vouloir et sans pouvoir même y penser, les unes sur les autres et chacune sur toutes, soit immédiatement, soit par transition, une action et réaction perpétuelles qui, se combinant en un seul mouvement, constituent ce que nous appelons la solidarité, la vie et la causalité universelles.</p>	<p>Tout ce qui est, les grandes et les petites choses, les plus simples et les plus composées, les plus éloignées comme les plus rapprochées, toutes les forces, les moindres atomes, exercent et subissent, soit immédiatement soit par transmission, et d'une manière le plus souvent insaisissable, une incessante influence et dépendance mutuelles ; et cette action et réaction éternelles du Tout sur chaque Point et de chaque Point sur le Tout, constituent la vie, l'harmonie, la loi générique et suprême et cette Totalité des Mondes qui est tout à la fois et toujours producteur et produit <sup>1</sup>.</p>

Lorsque Bakounine fait, dans le Fragment A, un exposé du dogme catholique, ce n'est pas quelque chose de fortuit, cela répond, comme on le verra, à un objectif particulièrement concret :

---

<sup>1</sup> Fragment F.

1. Dieu est tout, éternel, absolu. L'homme par lui-même ne peut s'élever à Dieu : seule la grâce divine peut le sauver.

2. Dieu se révèle à ses élus : saints, missionnaires, prophètes. Jésus s'est fait homme, souffre le martyre et, « emportant avec lui la malédiction divine qui pesait sur l'humanité tout entière, et laissant à celle-ci la possibilité, la voie ouverte du salut »<sup>1</sup>.

3. La vérité et la justice n'existent que par une révélation divine. « La raison humaine, abandonnée à elle-même, ne saurait engendrer que mensonge. » « Rien n'est donc aussi fatal pour l'homme que d'avoir foi en sa propre raison, en son propre cœur, en sa propre conscience »<sup>2</sup>. L'homme doit abdiquer sa raison afin de recevoir la vérité de Dieu qui lui est révélées par les prophètes.

4. « La succession des élus, des prophètes et des prêtres institués par eux, forment l'Eglise ». L'esprit saint réside en elle. « Donc point de Vérité et point de Justice en dehors de l'Eglise. »

5. En conséquence, l'Eglise est « appelée aussi à gouverner sans partage l'humaine société, elle seule peut la diriger dans la voie du salut ». Princes, rois, empereurs gouvernent par l'intermédiaire de l'Eglise : « toute autorité vient de Dieu, et toute révolte contre une autorité temporelle quelconque un crime contre Dieu »<sup>3</sup>. »

6. Cependant les rois ont voulu se libérer du « joug divin de l'Eglise » et ont prétendu régner par la grâce de Dieu, mais sans l'intermédiaire de l'Eglise. Par cette révolte contre l'Eglise, les rois ont « légitimé en quelque sorte la révolte des peuples contre eux : ils ont produit la révolution, – le soulèvement des nations contre la loi de l'Eglise et de Dieu ».

7. En se révoltant contre le pouvoir monarchique, les peuples ont en même temps renversé le gouvernement de l'Eglise.

8. Dans le dernier point de son argumentation, Bakounine fait référence à un « saint anathème » lancé par l'Eglise contre ceux qui dévient de la

---

<sup>1</sup> Fragment A.

<sup>2</sup> Fragment A.

<sup>3</sup> On peut se reporter à une encyclique de Grégoire XVI, datant de 1832, *Mirari vos* : « Nous avons appris que dans des écrits répandus dans le public, on enseigne des doctrines qui ébranlent la fidélité, la soumission due aux princes et qui allument partout les torches de la sédition ; il faudra donc bien prendre garde que trompés par ces doctrines les peuples ne s'écartent des sentiers du devoir. Que l'on considère attentivement que selon l'avertissement de l'Apôtre : il n'est point de puissance qui ne vienne de Dieu : et celles qui existent ont été établies par Dieu ; ainsi résister au pouvoir, c'est résister à l'ordre de Dieu ; et ceux qui résistent attirent sur eux la condamnation. »

vraie foi. Il s'agit du *Syllabus errori*, qui fut joint à l'encyclique *Quanta cura*.

Pie IX condamnait fermement les théories qu'il appelait « naturalistes », dans lesquelles Dieu n'intervient nulle part dans l'agencement du monde. Or dans une large mesure, *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, est une vibrante apologie du naturalisme. D'ailleurs Bakounine y précise malicieusement : « Appelez cette solidarité Dieu, l'Absolu, si cela vous amuse, peu nous importe, pourvu que vous ne donniez à ce Dieu d'autre sens que celui que nous venons de préciser : celui de la combinaison universelle, naturelle, nécessaire, mais nullement prédéterminée ni prévue d'une infinité d'actions et de réactions particulières. »

Dans ce texte, Bakounine introduit une notion importante, qui déterminera grandement ses conceptions politiques par la suite, et qui, en même temps, le démarquent franchement du courant scientifique de son époque : on peut rationnellement supposer l'univers, mais on ne peut l'embrasser dans sa totalité parce que l'ensemble des déterminations qui le constituent est trop complexe. Les lois de la nature, qui sont des « abstractions dégagées par notre esprit du développement réel des choses, ne sont pas en état d'embrasser, d'épuiser, d'expliquer toute l'indéfinie richesse de ce développement ».

Les « Fragments maçonniques » avaient initié une réflexion qu'on retrouve dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* sur la nature en tant que totalité et la place qu'y tient l'homme. « Ce que nous appelons la Nature c'est la Totalité de tous les êtres existants et vivants <sup>1</sup>. » Cette réflexion a manifestement pour objet, en s'appuyant à l'occasion sur la physiologie ou l'anthropologie, de réaffirmer le postulat matérialiste, tout en précisant, dans les « Fragments maçonniques », que la franc-maçonnerie « ne divinise ni la nature, ni l'humanité ».

Les « Fragments maçonniques » sont un brouillon sans début ni fin, dont le dernier paragraphe semble sorti d'un des projets d'organisation politique sur le mode fédéraliste que Bakounine a extensivement développés dans ses programmes antérieurs. Les « Fragments maçonniques » se terminent en quelque sorte en queue de poisson. Ce texte rejoint les rangs des innombrables écrits que la révolutionnaire russe a commencés et jamais terminés. « Il faut donc à la Franc-Maçonnerie un nouveau catéchisme », qui ne serait rien que « la complète exposition de l'idée de l'humanité, en opposition à l'idée de la divinité » ; mais il ne dit rien de plus. *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, écrit deux ans après les « Fragments maçonniques », constituera peut-être la fin de ce travail. Mais, en exposant le programme de ce qu'il

---

1 « Fragments maçonniques »

pense devoir être la franc-maçonnerie, Bakounine lui fera en quelque sorte en même temps ses adieux.

## 1865. – « La situation en Italie »

Les Fragments maçonniques sont datés « été-automne » 1865. L'offensive bakouninienne contre Mazzini commence en septembre 1865 avec la publication par *Il Popolo d'Italia* d'une série d'articles intitulés « la Situation en Italie » et signés « un Français ». Ce n'était pas la première fois que Bakounine assumait l'identité d'un Français pour signer un texte, puisque *la Réaction en Allemagne*, écrit en 1842, était signé Jules Elysard. On trouve, le jargon hégélien en moins, certaines similitudes entre le texte de 1842 et celui de 1865<sup>1</sup>. Mais des rapprochements peuvent également être faits avec un texte que Bakounine écrivit au même moment mais qui ne fut pas publié, dont on ne connaît que des brouillons, les « Fragments sur la franc-maçonnerie ».

Les articles de Bakounine furent publiés avec les réserves de la rédaction, au nom de la liberté de penser et de la liberté de la presse. En effet, des divergences de vues étaient apparues chez les membres de la rédaction entre mazziniens orthodoxes et mazziniens de gauche sur la question de l'athéisme, qui fait l'objet du premier des cinq articles.

### 1. – L'athéisme

Le premier des cinq articles, qui se présentent comme une lettre à l'éditeur, traite de l'athéisme et du travail dans la société. Ces deux points avaient déjà été abordés peu auparavant dans les articles que Bakounine avait écrits en rentrant de Suède et dans ses « Fragments sur la franc-maçonnerie ».

Bakounine nie le droit des États à s'appuyer sur la religion et la morale pour « restreindre la pensée humaine ». La liberté est l'unique fondement de la morale, elle est l'essence même de l'humanité. « Quelle est d'ailleurs l'autorité politique et sociale, humaine ou divine, qui aurait le droit de s'interposer entre la vérité et la pensée qui la cherche ? »

---

<sup>1</sup> Les articles furent traduits par Ludmilla Assing et Andrea Giannelli. Assing était une poétesse, nièce de l'homme de lettres Varnhagen von Ense. Ses libelles contre la cour lui avaient valu deux emprisonnements ; pour échapper à la vindicte du gouvernement prussien, elle s'expatria en Italie. Elle eut un fils avec Giannelli, qui était un des proches lieutenants de Mazzini en Toscane.

Dans un document très court imprimé anonymement en 1866 intitulé « Branche italienne », Bakounine précise :

« La conscience humaine porte en elle les conditions de sa propre moralité. C'est pourquoi le progrès de la raison publique doit avoir pour conséquence de faire sortir de cette faculté supérieure de l'âme la véritable notion du droit et de la justice et de la sanctionner en temps voulu, indépendamment de tout argument d'ordre surnaturel. »

Petite réminiscence de Feuerbach : Bakounine affirme que l'idée même de Dieu n'est constituée que par les idéaux fondamentaux de l'humanité, la vérité, l'amour, la beauté, la justice et la liberté. Les athées croient en ces idéaux, tandis que les croyants « en doutent tellement qu'ils les ont relégués très loin des hommes, en dehors de l'espace et du temps, dans un ciel fictif, tellement fictif qu'ils s'en préoccupent, en fait, beaucoup moins que des fluctuations du contenu de leur bourse ».

Les gouvernements protègent les théologiens et les moralistes non pour leur foi mais pour leur indifférence aux grandes questions de l'humanité, ce qui les transforme en serviteurs de tous les pouvoirs. Les athées, eux « sont persécutés par ces mêmes gouvernements non à cause de leur athéisme, mais à cause de leur foi ». De même, croire en l'humanité est un crime ; ce crime, « destructeur du présent est en même temps édificateur d'avenir » – là, on sent une réminiscence de *la Réaction en Allemagne* quand Bakounine déclarait que la passion de détruire est une passion constructive. Pour moraliser la société humaine, dit Bakounine, « il faut émanciper la pensée du joug de l'autorité et notre volonté de la tutelle de l'État ».

L'État « ne crée pas l'ordre, mais au contraire le désordre, l'anarchie permanente figée, l'injustice absolue et l'épuisement méthodique de millions d'hommes soumis et maintenus dans les ténèbres par la force, au profit d'un petit nombre corrompu par le privilège ».

La liberté ne doit pas être la fin, mais le fondement et le créateur de l'ordre politique et social, industriel et moral. Reprenant le fil des réflexions qu'il avait développées dans ses programmes pour une société secrète et dans les « fragments maçonniques », Bakounine affirme que « toute véritable organisation de la société humaine qui considère le respect scrupuleux des libertés individuelles et locales comme la condition *sine qua non* de la liberté universelle, doit procéder non du haut vers le bas ni du centre vers la circonférence, mais du bas vers le haut et de la circonférence vers le centre ».

Les athées croient que le travail n'est pas une malédiction mais « l'unique signe de dignité et de noblesse pour l'homme qui, devenant lui-même créateur grâce à son travail libre et solidaire, collectif et individuel, transforme à son tour le monde et le fait à son image » : « seul le travail est producteur de



richesses. » Allusion cette fois à Proudhon, dans le travail « l'association centuple la force de chacun ».

Bakounine reprend également la définition de la liberté conçue non comme une limitation (ma liberté commence où s'arrête celle des autres) mais comme une extension : « La liberté de chacun suppose nécessairement la liberté de tous et la liberté de tous ne devient possible que par la liberté de chacun. »

Les quatre articles suivants changent de registre car ils sont consacrés, après quelques remarques générales, à la crise de la démocratie italienne.

## 2. – Les « honnêtes gens » au pouvoir

Dans le second article, Bakounine s'efforce de décrire « la carrière fatale qui est celle des honnêtes gens à partir du moment où ils parviennent au pouvoir ».

Bakounine ne cite jamais Mazzini ni les mazziniens, mais c'est bien à eux qu'il s'en prend sous le terme d'« honnêtes gens » qui « ont tout perdu, tout trahi ; la foi de leur jeunesse, leurs serments, la liberté, la patrie... mais en échange ils ont sauvé, en même temps que leur vie et leur bourse, la mesure de leur propre importance ».

Bakounine a dû s'en donner à cœur joie en écrivant ces articles car les « honnêtes gens » qu'il attaque sont les mêmes que les « gens du milieu » qu'il vilipende dans *la Réaction en Allemagne*. On retrouve les mêmes accents :

« Demandez-leur si telle chose est blanche ou noire. Ils répondront toujours qu'elle est grise. Le gris est la couleur de toutes leurs pensées, de toutes leurs actions. Ce n'est ni l'innocence, ni le crime ; ce n'est pas la vérité, mais ce n'est pas non plus absolument le mensonge ; c'est un point moyen, incolore, quelque chose d'incertain, d'hypocrite, situé entre les deux. Ils appellent cela la sagesse. Nous l'appellerons plus exactement impuissance et couardise. »

Ils ne peuvent avoir une opinion claire et honnête sur une question simple, ils ne peuvent suivre franchement un parti.

Comme les hommes du milieu de *la Réaction* sont plus méprisables que les francs réactionnaires, les « honnêtes gens » d'aujourd'hui sont « souvent plus dangereux que les plus grands scélérats », car « de tous temps les vertus négatives et passives et l'impuissance ambitieuse des *honnêtes gens* ont été la passerelle conduisant les francs scélérats au pouvoir ». C'est que, si dans les pays despotiques les scélérats peuvent agir à visage découvert, dans les pays qui se targuent d'être libres, « et où tromper les peuples pour les opprimer est un métier, les scélérats se servent des *honnêtes gens* pour ne pas

mettre en danger leur propre cause et pour parvenir plus sûrement à leurs fins ».

Les « honnêtes gens » sont tellement flattés des hommages qu'on leur rend qu'ils sont même prêts « à jurer que les scélérats ne le sont pas autant qu'on le croit », puisqu'ils nous ont appelés au pouvoir. Parvenus au pouvoir, les « honnêtes gens » croient pouvoir contrôler les scélérats ; « ils ne sont en réalité que des fantoches. Trop faibles et trop occupés d'eux-mêmes pour aller au fond des situations et des choses, ils se contentent de discours et ne voient jamais qu'au nom des intérêts les plus libéraux on leur fait endosser les actes les plus réactionnaires. »

Maintenant, disent les « honnêtes gens », nous sommes au pouvoir ; les amis d'hier sont devenus des sujets, il faut qu'ils désarment, qu'ils détruisent les forces qui ont fait accéder les « honnêtes gens » au pouvoir.

« Et si on les laisse faire, de circonspection en circonspection, de compromis en compromis, ils finissent infailliblement par tuer la révolution et par rétablir la toute-puissance du despotisme déchu. Puis, lorsque la trahison est définitivement consommée et qu'ils sont devenus inutiles, s'il reste encore en eux une parcelle d'honnêteté on les chasse, ou si, s'accrochant au pouvoir ils y restent, ils s'y révèlent à leur tour ouvertement des scélérats professionnels. »

### **3. – Tactique des « honnêtes gens »**

Les « honnêtes gens » qui ne sont pas parvenus au pouvoir tentent de se faire accepter par la démocratie sur la foi de leur réputation, privée ou politique. Il font assaut de déclarations démocratiques mais leur sagesse les porte à reporter à des temps plus propices la réalisation d'un idéal aujourd'hui impossible ; « et en échange de leur sympathie platonique, qu'ils vous accordent à pleines mains, ils vous demandent en réalité de leur sacrifier, au nom de l'opportunité, tout ce qui constitue l'essence, la foi, la force même de votre parti. Et cela pour faire triompher un système totalement opposé à ce que vous êtes et à tous les besoins de la démocratie. »

Les chefs du parti démocrate auraient pourtant dû être prévenus contre « ces alliances fondées sur un mensonge réciproque qui se sont toujours révélées funestes à la cause de la liberté ». Ils oublient un fait essentiel :

« La force du parti démocrate tient toujours et bien davantage à la pureté de ses principes, à la fermeté de son organisation et à la foi énergique, intelligente et sincère plutôt qu'au nombre affiché de ses membres, les chefs de la démocratie croient faire un acte de grande politique en sacrifiant la puissance de l'idée à l'apparence du nombre. »

Les chefs du parti démocrate ne se rendent pas compte qu'en s'alliant aux « honnêtes gens », ils se donnent en réalité des maîtres, car les « honnêtes gens », en eux-mêmes sans importance intrinsèque, sont soutenus et poussés en avant par « la terrible et compacte phalange des scélérats, toujours prête au combat, toujours fidèle à ses principes ».

« Ces alliances immorales ont toujours eu inéluctablement pour effet la corruption et la désorganisation du parti militant de la démocratie. Celle-ci, dont l'objectif est l'émancipation politique et sociale totale des masses laborieuses... »

On trouve ici en quelque sorte le brouillon d'une argumentation que Bakounine développera en 1872 lorsqu'il critiquera la stratégie d'alliances politiques de Marx et la participation du prolétariat au jeu de la démocratie représentative. Dans une lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles (1-8 octobre 1872), Bakounine écrit ainsi que l'absurdité du système marxien consiste à penser qu'en rétrécissant le programme socialiste pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, « il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale ». C'est une erreur, dit Bakounine, car l'histoire montre qu'une alliance conclue entre deux partis différents « tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde », elle affaiblit le parti le plus avancé en « faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité <sup>1</sup>. »

#### 4. – Le peuple

On trouve, parmi les jeunes de l'aristocratie et de la bourgeoisie, quelques hommes capables de sacrifices et prêts à se battre pour les libertés politiques.

Les politiciens modernes se disent démocrates et croient l'être ; ils parlent au nom du peuple et « profitent de la puissance de celui-ci » pour faire triompher leur ambition personnelle et les intérêts de leur propre classe. Très rares sont ceux qui comprennent « les conditions sérieuses d'une véritable émancipation du peuple » et qui éprouvent le besoin d'une transformation radicale, « non seulement politique, mais aussi économique et sociale, *sans laquelle la liberté restera toujours un vain mot pour le peuple* ».

Cette avant-garde est très peu nombreuse en Europe et, par elle-même, elle est faible. Cependant, sa contribution est précieuse : « Leur nombre ne correspond pas non plus au potentiel qu'ils représentent pour l'avenir. » Il a suffi, rappelle Bakounine, de douze apôtres pour conquérir le monde. Ce qui a fait la force de cette minorité, c'est « leur foi en la toute-puissance de leur

---

<sup>1</sup> *Œuvres*, III, p. 166, note.

principe et parce qu'en refusant le mensonge et la ruse, ils ont déclaré une guerre ouverte, sans compromis ni concessions, à toutes les religions opposées à la leur ou simplement différentes. »

De son côté, le peuple possède le nombre, mais il ignore sa puissance, « car il n'en a pas l'idée ». Il ploie sous le poids d'un travail qui profite à autrui, gagnant à peine de quoi se nourrir, sans éducation, sachant à peine lire. Il y a donc une petite minorité d'hommes dévoués, fortement épris d'une cause à laquelle ils se dévouent, et une masse ignorante, inculte, mais ayant un instinct infailible.

Il faut donc unir la puissance du peuple et la capacité de réflexion de la minorité de démocrates : ces derniers – quelques milliers tout au plus – représentent une « force vive » capable de préparer le triomphe de la cause populaire : la force de ces hommes est « leur intelligence toujours audacieusement orientée vers la vérité » : « Bien dirigée et ordonnée, cette force peut devenir immense. »

« En substance, l'idée démocrate n'est autre que la prise de conscience, ou l'expression, formulée, concentrée, coordonnée et comprise de cet immense phénomène : l'existence et l'instinct populaires. Quand le peuple se sent tel et agit en tant que tel, il est tout-puissant ; rien ne pourrait résister à sa volonté. Sa faiblesse réside dans sa dispersion et son ignorance. »

La mission de « l'église militante de la démocratie », une église sans mysticisme qui remplace le culte de l'autorité par celui de la liberté et de la raison, est « d'apporter au peuple l'idée et de la lui faire connaître » malgré tous les obstacles liés aux efforts des Églises officielles et de l'État pour maintenir le peuple dans sa condition inférieure.

Sans le peuple, la « démocratie éclairée » ne peut rien faire ; sans la démocratie éclairée, le peuple « sera privé de cette lumière qui peut lui montrer le chemin et les moyens du salut ».

« Séparés l'un de l'autre, le peuple et la démocratie éclairée seront tous deux impuissants, unis ils seront invincibles. »

On retrouve là encore une idée qui sera développée plus tard par le Bakounine libertaire, celui des intellectuels qui se rallient au combat de la classe ouvrière.

Ce quatrième article se termine de manière curieuse : alors que Bakounine ne cesse de dire que le peuple est trompé et que la démocratie éclairée doit unir « la sincérité individuelle et pratique à la vérité théorique », que le peuple est méfiant car il a été souvent trompé, qu'il ne faut pas « l'endormir avec les fables du constitutionnalisme », qu'il faut « lui dire toute la vérité, largement et simplement, et rien que la vérité », qu'il faut « refuser toutes les

concessions lâches et tous les compromis malhonnêtes », Bakounine conclut son article en affirmant que « ces conditions n'excluent point de façon absolue la possibilité d'une alliance, voire d'une coalition temporaire, avec un parti quel qu'il soit, même si c'est encore celui des "honnêtes gens". »

A l'évidence, Bakounine entend laisser la porte ouverte aux mazziniens, à certains d'entre eux en tout cas.

### **5. – L'opportunisme des « honnêtes gens »**

Ce qui ne l'empêche pas de commencer son cinquième et dernier article par cette phrase : « Il me faut en finir une fois pour toutes avec les "honnêtes gens". » Dans ce cinquième et dernier article, Bakounine dénonce l'opportunisme de ceux qu'il ne désigne jamais expressément comme les mazziniens. Lorsqu'un parti s'engage dans l'action et se résout à un grand acte de révolution, « les "honnêtes" gens s'opposeront toujours à cette action avec toute l'influence dont ils disposent », car ils sont eux-mêmes incapables d'agir : « Si on les écoutait, ils se prépareraient lentement, éternellement, à l'action, mais sans jamais rien entreprendre. »

Si le parti d'action essuie une défaite, les « honnêtes gens » s'associeront avec leurs persécuteurs et répandront sur son compte les plus infâmes calomnies. Si au contraire l'action réussit, ils tenteront de récupérer une action qu'ils ont tenté d'empêcher et se poseront en médiateurs « entre le pouvoir établi et le parti soulevé et ils déploieront toutes leurs forces démoralisantes, corruptrices et hypocrites pour décourager et diviser ce parti, pour tuer sa foi en lui-même, pour le faire douter de ses forces et de son entreprise, pour lui faire chercher des appuis et des alliances impossibles parmi les rangs de ses ennemis ».

Si le parti de la révolution triomphe, ces « convertis de la dernière heure » courront vers lui. Si le parti triomphant leur accorde le moindre poste dans la nouvelle organisation conquise, gare à lui ! Aujourd'hui humbles et suppliants, les « honnêtes gens » deviendront demain insolents et chaque jour plus importants : « Ils finiront par chasser jusqu'au dernier patriote, toujours au nom de cette sagesse et de cette honnêteté proverbiales, toujours pour le plus grand bien du pays. Ils s'attribueront l'œuvre du parti et à demi scélérats eux-mêmes et de plus incapables de conserver une quelconque position, ils remettront cette œuvre entre les mains des scélérats consommés. »

Ainsi se sont comportés les « honnêtes gens » de l'Italie de 1848 et de 1849, et ceux d'aujourd'hui, « après l'expédition de Sicile et après la catastrophe d'Aspromonte ». Ce sont les « honnêtes gens » d'aujourd'hui qui vendent l'Italie à Napoléon III et au pape au nom de la liberté et qui renoncent à Venise et à Rome au nom du patriotisme.

On peut retenir de ces articles que la véritable force de la démocratie est le peuple mais que dans le contexte italien de l'époque, celui-ci n'a pas conscience de sa force. Par ailleurs, une minorité consciente possède le savoir mais, en elle-même, elle n'est rien sans l'appui du peuple. Il faut donc que ces deux forces, qui ne peuvent agir chacune séparément, se rejoignent. Il faut au peuple une direction éclairée qui lui fasse prendre conscience de sa puissance et qui l'organise. Cette direction est issue des classes qui ont accès à la culture. D'exceptionnelles qualités morales sont exigées de cette avant-garde avant la lettre : désintéressement, courage, honnêteté etc.

En affirmant que l'unique force des hommes qui constituent cette démocratie éclairée est l'intelligence, Bakounine aborde un point sur lequel il reviendra plus tard : la critique de l'intelligence et de la science comme arguments de domination politique. Bakounine s'en prendra féroce aux partisans du « règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes »<sup>1</sup>.

A aucun moment Bakounine ne cite nommément Mazzini et Garibaldi, bien qu'il désigne quelques seconds couteaux, comme Crispi et Mordini (4<sup>e</sup> article). C'est que le prestige des deux héros du *Risorgimento* était encore très grand. Il faut garder à l'esprit que les militants qui se rapprochaient de lui à ce moment-là à Naples venaient tous du mazzinisme – avec lequel ils avaient conservé des liens – et que Bakounine ne voulait pas brusquer les choses.

Le document est significatif en ce qu'il souligne que les intérêts des ouvriers et des paysans s'opposent à ceux du reste de la société. La question de la lutte des classes est ainsi ouvertement abordée. « La Situation en Italie » peut être considéré comme la première brèche ouverte dans le républicanisme consensuel italien inspiré de Mazzini.

Un symptôme qui ne trompe pas sur l'importance du texte est que la paternité de Bakounine fut remise en cause par certains historiens italiens<sup>2</sup>, soucieux d'affirmer ses origines purement italiennes. Selon Romano, l'auteur de « La situation... » ne pouvait être qu'un mazzinien convaincu, quoique critique. Romano attribue le document à Alberto Tucci, qui pourtant précisa à Max Nettlau en 1899 qu'il l'écrivit sous la supervision de Bakounine, qui revit et approuva le texte<sup>3</sup>. Or Tucci était un des militants les plus proches de Bakounine et le resta toute sa vie. Il participa à la fondation de

---

1 *Œuvres*, III, 204.

2 Notamment Aldo Romano, *Storia del movimento socialista italiano*.

3 La mauvaise foi de Romano apparaît dans le fait qu'il ne connaissait rien de Tucci, ni le lieu de sa naissance, ni celui de sa mort, ni aucun texte que Tucci aurait pu écrire.

l'Alliance pour la démocratie socialiste qui devint une section de l'Internationale. En outre, il faut n'avoir jamais lu un texte de Bakounine pour ne pas reconnaître sa « patte » dans le texte des articles.

Il est impossible de confondre « La situation... » avec l'écrit d'un mazzinien même critique. Les idées qui y sont développées ne ressortissent pas du Risorgimento : il s'agit d'une critique du patriotisme bourgeois. Si Bakounine rend hommage aux qualités morales et à la contribution passée de Mazzini, c'est parce qu'il se souvient que l'Italien l'avait défendu contre les calomnies de l'entourage de Marx. Bakounine ne s'en prend pas à l'homme mais aux aspects mystiques et antisociaux de sa pensée. L'athéisme, le fédéralisme et le socialisme, développés dans ces articles, sont des thèmes trop bakouniniens pour tromper et annoncent l'ouvrage qu'il publiera en 1867 : *Fédéralisme socialisme et antithéologisme*.

### **1864-1866. – Le « Catéchisme <sup>1</sup> »**

La question du « Catéchisme révolutionnaire » de Bakounine est assez complexe et a donné lieu à des confusions. En effet, Serge Netchaïev a de son côté écrit un « catéchisme du révolutionnaire » avec lequel le texte de Bakounine a souvent été confondu, y compris par des auteurs ayant pignon sur rue.

Pour compliquer les choses, Bakounine a écrit deux « Catéchismes », ayant en gros le même contenu :

- L'un en septembre-octobre 1864, inclus dans un texte intitulé « Société internationale secrète de la Révolution. Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs »

- L'autre en mars 1866 inclus dans un texte intitulé « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire », accompagné d'un autre texte au titre presque identique : « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire-Organisation ». Le premier de ces deux textes, comme le Catéchisme de 1864, est un document programmatique ; le second, assez ennuyeux par sa précision, détaille, comme son nom l'indique, les modalités d'organisation envisagées par Bakounine.

Des paragraphes entiers du Catéchisme de 1864 se retrouvent presque à l'identique dans celui de 1866 et, à quelques nuances près, le contenu général en est le même : négation de Dieu, affirmation de la raison, l'impossible

---

<sup>1</sup> Le titre complet est : « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II. Catéchisme Révolutionnaire », mars 1866.

réalisation de la liberté sans la justice, égalité économique, exclusion du principe d'autorité et de la raison d'État, l'organisation politique et économique du bas vers le haut, égalité des sexes, droit à l'instruction, droit d'association, suffrage universel, fédération des communes, abolition du droit d'héritage : tout l'arsenal est là, y compris le fonctionnement interne très centralisé de l'organisation. L'objectif poursuivi est « la révolution démocratique et sociale ». Il ne s'agit pas d'un programme pour demain, mais pour après-demain ; c'est le programme d'une organisation politique qui propose l'organisation de la société décentralisée, de « bas en haut », mais qui elle-même est structurée de manière extrêmement centralisée. Il n'y a pas là de paradoxe : plus le nombre de personnes convaincues de la nécessité d'une telle société est réduit – et pour l'instant c'est bien le cas –, plus l'organisation chargée de promouvoir ce programme est centralisée. Par ailleurs, la Fraternité internationale, au contraire de la société globale, est une instance à laquelle on adhère volontairement ; on en accepte les règles. Bakounine n'entend pas imposer ces règles à quiconque n'est pas membre de la Fraternité.

Les « Principes et organisation de la fraternité internationale » sont un long texte de plus de cinquante feuillets manuscrits. Sa partie « Organisation » détaille les moyens à mettre en œuvre pour faire triompher le principe de la révolution dans le monde et, par conséquent, pour renverser toutes les organisations religieuses, politiques, sociales, économiques et reconstruire la société européenne, puis mondiale, sur la base de la liberté, de la raison, de la justice et du travail. Deux groupes séparés constituent l'organisation : la « Famille nationale » et la « Famille internationale ». Elles fonctionnent comme sociétés secrètes. L'adhérent de la société doit impérativement être athée, opposé au principe d'autorité, aimant la justice et la liberté, fédéraliste, opposé au principe de nationalité, socialiste et révolutionnaire. Ces conditions sont développées en détail dans le texte. Bien que les « familles » nationales doivent tenir compte des particularités de leurs régions ou pays, elles sont sujettes à l'absolu contrôle de la famille internationale constituée d'un conseil, d'une assemblée constituante et d'un comité central.

Au contraire du texte de 1864 consacré à la Suède, le Catéchisme de 1866 ne parle pas de « conspiration » *dans sa partie programmatique*, c'est-à-dire dans le Catéchisme proprement dit, sauf dans le sens péjoratif de « conspiration des rois, du clergé, de la noblesse et de la féodalité bourgeoise



se »<sup>1</sup>. En revanche dans la partie « Organisation », qui fait l'objet d'un document séparé, il en est abondamment question : on y proclame la « nécessité de la conspiration et d'une forte organisation secrète, convergeant à un centre international, pour préparer cette révolution », ce qui suggère que le « programme » n'est pas destiné au même public que les développements sur l'organisation.

Dans le texte de 1866, il y a également un mot, « extramondial » (c'est-à-dire extérieur à la réalité terrestre), qu'on ne trouve nulle part ailleurs, sauf dans les « Fragments maçonniques » datant de 1865. Ce mot semble donc avoir été intégré dans le vocabulaire de Bakounine après le Catéchisme de 1864 et avant celui de 1866, au moment de la rédaction des « Fragments maçonniques » qui se situe exactement entre les deux Catéchismes. Ces « Fragments maçonniques » sont importants car ils constituent le brouillon d'un livre que Bakounine écrira en 1867, *Fédéralisme, socialisme et anti-théologie*, qui constitue en quelque sorte l'aboutissement des réflexions qu'il mena pendant les années soixante.

Il est fréquent qu'on trouve dans un texte de Bakounine autre chose que ce qu'on attendait. Le Catéchisme de mars 1866 ne présente rien de nouveau si on aborde ce document comme un programme, mais il est intéressant en tant que révélateur de l'état des réflexions de Bakounine sur un certain nombre de questions, notamment sur la liberté individuelle. Là, il va beaucoup plus loin que précédemment.

Jusqu'à présent, la liberté avait deux aspects :

1. Un aspect principal. Contre la vision individualiste et libérale de la liberté qui définit celle-ci par la limite entre la liberté de l'individu et celle des autres (ma liberté s'arrête où commence celle des autres), Bakounine a une vision collective qui définit la liberté des autres comme une *condition* de la mienne.

2. Un aspect évolutif. La liberté est une lente acquisition. L'enfant n'est pas libre parce qu'il n'a pas encore appris à exercer sa liberté ; il vit sous le principe d'autorité tant qu'il n'a pas acquis l'autonomie nécessaire. Le principe d'autorité diminue au fur et à mesure que l'individu acquiert la capacité à exercer sa liberté.

---

<sup>1</sup> Dans le texte sur les Frères scandinaves de 1864, Bakounine écrivait : « La vraie révolution n'étant guère comprise par la plupart des hommes, c'est à la conspiration de la développer et de l'accélérer dans tous les pays » ; les affiliés formaient une « famille invisible ».

Le Catéchisme de 1866 soulève des questions qui sont encore – plus que jamais, pourrait-on dire – extrêmement actuelles. On a maintenant une conception maximaliste de la liberté qui permet à l'individu d'en abuser si c'est son choix, et qui se situe en dehors de toute considération morale :

« La liberté de chaque individu majeur – homme et femme – doit être absolue et complète ; liberté d'aller et de venir, de professer hautement toutes les opinions possibles, d'être fainéant ou actif, immoral ou moral, de disposer en un mot de sa propre personne et de son bien à sa guise, sans en rendre compte à personne, liberté de vivre, soit honnêtement par son propre travail, soit en exploitant honteusement la charité ou la confiance privée, pourvu que cette charité et cette confiance soient volontaires et ne leur soient prodiguées que par des individus majeurs. »

Il n'y a aucune entrave à la liberté d'opinion : aucune instance n'est par conséquent en mesure d'interdire à quelqu'un de dire des âneries. On pense évidemment au droit que s'est arrogé l'Etat français de définir ce qu'est une vérité historique et d'interdire de tenir des propos négationnistes. De même, les propos de Bakounine ont une résonance contemporaine sur la question des sectes : un gourou pourra exploiter honteusement la naïveté des gens qui seront assez stupides pour l'écouter.

Cette liberté maximaliste est en quelque sorte le privilège de l'individu majeur et autonome. Elle est le prix à payer pour ne pas revoir le principe d'autorité revenir de manière insidieuse. Mais, on le verra, elle implique des conditions : l'individu autonome est également responsable, d'abord vis à vis de lui-même. Il doit assumer les conséquences de ses choix.

La liberté s'applique également aux associations qui, par leur objet, « seront ou paraîtront immorales, et même celles qui auraient pour objet la corruption et la distraction de la liberté individuelle et publique ». Etrange affirmation ; il est difficile d'imaginer que Bakounine ait pu penser qu'un tel programme ait pu obtenir un large assentiment.

Bakounine pense qu'il est dangereux de vouloir porter atteinte à la liberté sous prétexte de la protéger : « La morale n'a pas d'autre source, d'autre stimulant, d'autre arme, d'autre objet que la liberté, et comme elle n'est elle-même rien que la liberté, toutes les restrictions qu'on a imposées à cette dernière, dans le but de protéger la morale, ont toujours tourné au détriment de celle-ci. » En d'autres termes les conséquences qui résultent d'une morale imposée sont toujours pires que celles qui résultent de la liberté.

Le seul obstacle qu'envisage Bakounine à tous les excès potentiels de la liberté est l'opinion publique. C'est qu'il ne s'agit pas d'un mince obstacle : plus tard il dira qu'il est beaucoup plus difficile de s'opposer à la pression de

la société qu'à celle de l'État. Dans la vision de Bakounine, toute action antisociale, concertée ou non, se heurtera à une réaction sociale concertée.

« Toute l'histoire nous prouve que l'immoralité individuelle et sociale a toujours été la conséquence nécessaire d'une mauvaise éducation publique et privée, de l'absence et de la dégradation de l'opinion publique, qui n'existe, ne se développe et ne se moralise jamais que par la seule liberté, et la conséquence surtout d'une organisation vicieuse de la société. »

Mais la société a le droit de se défendre contre « les individus parasites, malfaisants et nuisibles ». Elle pourra priver de tout droit les individus qui vivent « aux frais de la charité publique ou privée » ; ceux-là alors « seront également privés de celui d'élever et de garder leurs enfants ». C'est là le pendant de l'exemple des sectes, qui se verraient autorisées à abrutir leurs membres mais pas à élever leurs enfants.

Il y a en somme un équilibre qui se fait naturellement : les responsables d'actes antisociaux seront exclus de la société ; on ne les enferme pas, on les met dehors, ce qui est sans doute pire.

Si les peines dégradantes, les punitions corporelles et la peine de mort sont abolies, seront également abolies « les peines à terme indéfini ou trop long et qui ne laissent aucun espoir, aucune possibilité réelle de réhabilitation » – on est en plein dans un débat tout à fait contemporain. Tout individu qui choisit de se mettre en dehors de la société sera considéré par celle-ci comme étant en dehors de sa protection et de ses garanties – avec toutes les conséquences que cela implique.

Les points que développe Bakounine dans ce texte ne seront pas niés plus tard dans sa période libertaire. On peut donc dire qu'ils constituent véritablement des éléments d'un droit libertaire fondé sur deux idées : la liberté absolue et la responsabilité de l'individu. La limite de la liberté de l'individu n'est plus la liberté des autres mais la responsabilité qu'il prend d'assumer les conséquences de ses actes. Si le crime est « considéré comme une maladie, et la punition plutôt comme une cure que comme une revendication de la société », le criminel qui court le risque de se heurter à la pression sociale plutôt qu'à l'État n'a qu'à bien se tenir...

Un autre point intéressant et nouveau est le long développement que consacre Bakounine au droit des associations, qui ouvre la porte à ses réflexions ultérieures sur l'organisation du mouvement ouvrier et son projet de société :

« Les associations coopératives ouvrières sont un fait nouveau dans l'histoire ; nous assistons aujourd'hui à leur naissance, et nous pouvons seulement pressentir, mais non déterminer à cette heure l'immense déve-

loppement que sans aucun doute elles prendront, et les nouvelles conditions politiques et sociales qui en surgiront dans l'avenir. Il est possible et même fort probable que, dépassant un jour les limites des communes, des provinces, et même des États actuels, elles donnent une nouvelle constitution à la société humaine toute entière, partagée non plus en nations, mais en groupes industriels différents, et organisée selon les besoins non de la politique, mais de la production. – Ceci regarde l'avenir <sup>1</sup>. »

Le Bakounine libertaire niera plus tard la capacité des coopératives de production à concurrencer et à supplanter le capitalisme. Face aux grandes sociétés capitalistes, elles ne disposent pas de fonds suffisants. Elles ne peuvent se développer que dans des secteurs en marge du système. Cependant, sa vision d'une société qui pourrait, après la révolution, s'organiser selon son schéma « de bas en haut », de la commune à « l'humanité toute entière », en groupes industriels constitue une préfiguration du modèle anarcho-syndicaliste.

En attendant, le « Catéchisme » de 1866 donne une description très précise d'une organisation fédéraliste de la société : dans chaque province se constitue une fédération libre des communes autonomes. Les provinces elles-mêmes, constituant des fédérations autonomes de provinces, forment la nation, avec un parlement national composé de représentants des provinces. Les nations elles-mêmes constituent une fédération internationale de nations.

Bakounine est très soucieux de définir les instances qui géreront les litiges susceptibles de survenir. Des cours de justice seraient constituées à différents niveaux pour résoudre les conflits entre les individus et leur commune, les communes et les provinces, etc. En dernière instance, une cour internationale serait constituée pour régler les litiges entre nations. Chaque commune peut se retirer de l'ensemble ainsi constitué. Les élus peuvent être démis de leurs fonctions par un vote à la majorité simple.

La possibilité de sécession ne provient pas d'un goût immodéré de l'autonomie chez Bakounine, elle résulte de l'application du principe de responsabilité, central dans sa vision « juridique », consistant à assumer les conséquences de ses choix – principe qui s'applique aussi bien aux individus qu'aux groupes. Tout individu ou groupe qui se retire d'un ensemble auquel il appartient cesse de bénéficier de la solidarité du groupe et des avantages qui y sont attachés. Bakounine est convaincu qu'après avoir fait l'expérience de la solitude, le sécessionniste reviendra dans le groupe. On pourrait dire qu'il y a là une démarche pédagogique.

---

1 « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II Catéchisme révolutionnaire. » Mars 1866.

Sur le plan politique, Bakounine est convaincu que la tendance historique n'est pas aux petites structures politiques, aux petits États mais aux grands ensembles. Le droit de sécession n'est qu'une clause indispensable à l'apprentissage de la vie en groupe.

Les mêmes dispositions que celles qui concernent les individus s'appliquent donc aux associations : liberté totale. « Quel que soit leur objet, toutes les associations, comme tous les individus, doivent jouir d'une liberté absolue. » La société n'a aucun droit à empêcher des individus libres et consentants de s'associer pour quelque raison que ce soit, « religieux, politique, scientifique, industriel, artistique ou même de corruption mutuelle et d'exploitation des innocents et des sots, pourvu qu'ils ne soient point mineurs. Combattre les charlatans et les associations pernicieuses c'est uniquement l'affaire de l'opinion publique ».

« Mais la société a le devoir et le droit de refuser la garantie sociale, la reconnaissance juridique et les droits politiques et civils, à toute association, comme corps collectif, qui par son objet, ses règlements, ses statuts serait contraire aux principes fondamentaux de sa constitution, et dont tous les membres ne seraient pas unis sur un pied d'égalité et de réciprocité parfaite ; sans pourtant pouvoir en priver les membres eux-mêmes seulement pour le fait de leur participation à des associations non régularisées par la garantie sociale. »

Là, Bakounine introduit une distinction curieuse entre « associations régulières » et « associations irrégulières » : « Les associations juridiquement reconnues comme corps collectifs, auront à ce titre le droit de poursuivre devant la justice sociale tous les individus, membres ou étrangers, aussi bien que tous les autres associations régulières qui auront manqué à leur engagement envers elles. » Les « associations juridiquement non reconnues » n'auront pas le titre de corps collectifs ; tous leurs engagements seront nuls devant une société qui n'aura pas « sanctionné leur existence collective »<sup>1</sup>.

Une réflexion plus approfondie mériterait d'être faite sur ces éléments d'un « droit anarchiste » ébauchés par Bakounine.

On peut ironiser sur le caractère utopique des programmes de Bakounine. Pourtant, la plupart des idées qu'il a avancées ont été mises en application, certes pas exactement comme il les entendait, mais de façon suffisamment

---

1 On peut imaginer l'application de ces principes de droit aux sectes aujourd'hui, dont il est notoire qu'elle abusent de la crédulité des gens – mais de gens majeurs et, suppose-t-on, responsables. Déclarées « irrégulières », elles ne disposeraient plus de la capacité juridique.

significative pour qu'on puisse lui accorder le mérite d'avoir au moins abordé des questions qu'on ne saurait qualifier d'« utopiques ». Ses attaques contre le mariage doivent être placées dans un contexte où le mari détenait tous les droits et où la femme n'en avait aucun. Il n'y a pas si longtemps en France la formule consacrée du maire était que la femme devait obéissance au mari. Il n'y a pas si longtemps non plus qu'une épouse n'avait pas le droit d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation du mari. Dans la vision de Bakounine, « deux individus majeurs et de sexe différent<sup>1</sup> ont le droit de s'unir et de se séparer selon leur volonté, leurs intérêts mutuels et les besoins de leur cœur, sans que la société ait le droit, soit d'empêcher leur union, soit de les y maintenir malgré eux ». En 1866, l'idée n'était pas courante<sup>2</sup>.

Dans la vision de Bakounine, une femme qui a un enfant « a droit à une subvention de la part de la société, payée non pour le compte de la femme mais pour celui de l'enfant. Toute mère qui voudra nourrir et élever ses enfants, recevra également de la société tout le prix de leur entretien et de la peine dévouée aux enfants ». Cette proposition, était parfaitement utopique en 1860.

Que la société ait le droit et le devoir de « séparer les enfants de leurs parents, toutes les fois que ceux-ci, soit par leur exemple, soit par leurs préceptes ou traitement brutal, inhumain, pourront démoraliser ou même entraver le développement de leurs enfants » était peut-être scandaleux en 1860 ; personne ne dirait cela aujourd'hui.

1 La revendication du mariage homosexuel semblerait à Bakounine une revendication réactionnaire, étant donné son opposition au mariage... La question peut être réglée par cette affirmation : « La liberté de chaque individu majeur – homme et femme – doit être absolue et complète ; liberté (...) d'être (...), immoral ou moral, de disposer en un mot de sa propre personne, et de son bien à sa guise, sans en rendre compte à personne. » Il est vrai que dans le projet bakouninien, les homosexuels seraient soumis, comme les hétérosexuels, à l'abolition du droit d'héritage. Le mariage en perdrait peut-être une partie de son attrait... Etant opposé au mariage, on pardonnera à Bakounine de ne pas avoir envisagé le mariage homosexuel.

2 On peut imaginer que l'insistance de Bakounine sur cette question vient de l'observation qu'il a faite, dans son entourage, de mariages dans lesquels la femme vivait une situation de véritable oppression. La princesse Obolenska qui avait fui en Italie avec ses enfants pour échapper à son mari. Johanna, l'épouse malheureuse de Federico Pescantini, dont elle n'a que tardivement réussi à se séparer et dont Bakounine était amoureux. L'affaire « Johanna » ne fut pas sans conséquences politiques, selon Max Nettlau : il est possible, dit-il, que « l'antipathie que Bakounine avait dû concevoir pour Pescantini, dont les mérites ou les torts restent pour moi inconnus, mais qui se consola très bien avec une autre femme, l'ait éloigné à Paris, de 1844 à 1847, des milieux italiens militants »... (Bakounine, *Œuvres*, I, introduction p. XIV.)

Quant aux « bases fondamentales de l'éducation publique », elles pourraient encore être méditées aujourd'hui.

On trouve enfin dans les textes programmatiques de Bakounine une insistance particulière sur la protection des vieillards et des invalides : « Les vieillards, les invalides, les malades, entourés de soins, de respect et jouissant de tous leurs droits tant politiques que sociaux, seront traités et entretenus avec profusion aux frais de la société. »

La réflexion « juridique » trouve son application la plus caractéristique dans le long développement sur le travail, qui est « la base fondamentale de la dignité et du droit humains ». Bakounine poursuit la réflexion qu'il avait commencée dans les textes sur la Suède ; il est maintenant plus clair. Il analyse de manière très condensée les raisons historiques de l'existence misérable des masses laborieuses et déclare que « le travail intelligent et libre sera nécessairement un travail associé » ; il conclut à la nécessité de la suppression de la division entre travail intellectuel et manuel.

« Lorsque les associations productives et libres cessant d'être les esclaves et devenant à leur tour les maîtresses et les propriétaires du capital qui leur sera nécessaire, comprendront dans leur sein, à titre de membres coopérateurs à côté des forces ouvrières, émancipées par l'instruction générale, toutes les intelligences spéciales réclamées par chaque entreprise, lorsque se combinant entre elles, toujours librement, selon leurs besoins et selon leur nature, dépassant tôt ou tard toutes les frontières nationales, elles formeront une immense fédération économique, avec un parlement éclairé par des données aussi larges que précises et détaillées d'une statistique mondiale, telle qu'il n'en peut encore exister aujourd'hui, et qui combinant l'offre avec la demande – pourra gouverner, déterminer et respecter entre différents pays la production de l'industrie mondiale, de sorte qu'il n'y aura plus de crises commerciales ou industrielles, de stagnation forcée, de désastres, plus de peines, ni de capitaux perdus. Alors le travail humain, l'émancipation de chacun et de tous régénérera le monde <sup>1</sup>. »

C'est là le programme de toutes les révolutions sociales qui ont marqué le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle. L'influence proudhonienne apparaît clairement avec la distinction que fait Bakounine entre la notion de propriété et celle de possession : « La terre, avec toutes ses richesses naturelles est la propriété de tout le monde, mais elle ne sera possédée que par ceux qui la cultiveront. »

---

<sup>1</sup> « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II. Catéchisme révolutionnaire. » Mars 1866.

On pourrait comparer les déclarations de principe du droit social français contemporain – sachant qu’il y a toujours une marge, parfois importante, entre les déclarations de principe et la réalité – et certaines positions de Bakounine en 1866. On constaterait que ces positions sonnent étonnamment modernes et qu’elles pourraient parfaitement s’insérer dans des débats contemporains sans pour autant apparaître comme utopiques.

Dans un autre texte écrit à la même époque, Bakounine fait un commentaire d’inspiration manifestement proudhonienne sur l’application du principe de justice à la sphère économique. Le ton de ce passage est à la fois étonnamment modéré – il ne cherche pas à tout chambouler – et moderne. Il définit en quelque sorte les bases d’une sorte de « Welfare State » qui, certes, n’est plus à la mode aujourd’hui, mais qui a effectivement fonctionné pendant des décennies :

« L’idée même de justice qui est le fondement du droit politique ne peut être séparée du droit économique. Dans une hypothèse de fatalité, d’égoïsme et de monopole, que représente donc l’économie sociale ? Elle représente un état de guerre permanent entre des intérêts qui tendent à se détruire, elle représente l’appropriation injuste des forces économiques, la tyrannie du capital sur le travail, avec pour corollaires une inégalité de plus en plus grande, un salaire de plus en plus disproportionné par rapport au produit. Cela revient à dire que les quatre cinquièmes du genre humain se trouvent condamnés à la misère, à l’ignorance, à la déchéance morale et à la servitude afin que les non-producteurs, les parasites et les fraudeurs puissent conserver leurs aises et leur luxe. La révolution rejette la prétendue nécessité d’un fait aussi monstrueux. En appliquant la loi de justice aux rapports économiques, elle affirme au contraire que l’on peut trouver un terrain d’entente entre les forces et les intérêts et que les services et les biens peuvent s’équilibrer. Il en résultera une répartition des produits de plus en plus équilibrée et les inégalités de condition devront nécessairement devenir peu à peu moins sensibles et moins heurter le sens moral et la dignité de l’homme. Ce concept peut se formuler de la façon suivante : – *Remplacer le principe de subordination et de monopole par un principe de réciprocité et d’égalité*<sup>1</sup>. »

Le « Catéchisme Révolutionnaire » fournit quelques détails nouveaux par rapports aux textes « suédois ». Les thèmes déjà abordés s’y trouvent encore, sur lesquels nous ne reviendrons pas ; certaines phrases, voire certains paragraphes étant pratiquement repris de documents antérieurs. On a

---

1 Bakounine, « Branche italienne », 1866.



l'impression qu'à force de réécrire ses projets la pensée de Bakounine se précise. Il fournit en particulier des détails sur la façon dont la société pourra s'organiser « du bas vers le haut ». Sa réflexion sur l'organisation politique s'affine :

« Il est impossible de déterminer une norme concrète, universelle et obligatoire pour le développement intérieur et pour l'organisation politique des nations ; l'existence de chacun étant subordonnée à une foule de conditions historiques, géographiques, économiques différentes et qui ne permettront jamais d'établir un modèle d'organisation également bon et acceptable pour toutes. Une telle entreprise absolument dénuée d'utilité pratique, porterait d'ailleurs atteinte à la richesse et à la spontanéité de la vie qui se plaît dans la diversité infinie, et ce qui plus est, serait contraire au principe même de la liberté. Pourtant il est des conditions essentielles, absolues, en dehors desquelles, la réalisation pratique et l'organisation de la liberté seront toujours impossibles <sup>1</sup>. »

Ces conditions sont l'abolition de toute religion officielle entretenue par l'État, la liberté de conscience et « la faculté illimitée d'élever autant de temples, qu'il plaira à chacun, à ses Dieux quels qu'ils fussent, et de payer et d'entretenir les prêtres de sa religion ». L'athée Bakounine est ainsi particulièrement modéré dans ses réclamations : croyez en ce que vous voulez, mais payez vous-même vos prêtres. Cette exigence de Bakounine pouvait sembler d'une radicalité extravagante à l'époque ; elle ne l'est plus guère aujourd'hui, sauf en Alsace...

Abolition de la monarchie ; égalité hommes-femmes, libertés individuelles : Bakounine reprend tous les thèmes qu'il avait déjà développés dans les textes « suédois ».

Un point est ici précisé qui a un intérêt capital dans l'élaboration progressive d'une doctrine anarchiste. Si le premier principe d'organisation qui est réaffirmé est que « l'organisation doit procéder de bas en haut, de la commune à l'unité centrale du pays à l'État, par voie de fédération », le second principe est « qu'il y ait entre la commune et l'État au moins un intermédiaire autonome : le département, la région ou la province. Sans quoi, la commune, prise dans l'acception restreinte de ce mot, serait toujours trop faible pour résister à la pression uniformément et despotiquement centralisatrice de l'État ». Bakounine énonce là un principe essentiel du fédéralisme libéral : l'existence entre la « base » et le « sommet » d'une structure intermédiaire.

L'autonomie des communes va très loin : elles créent leur propre législation, élisent et destituent tous les fonctionnaires et administrent les biens

---

1 « Catéchisme » de 1866. Souligné par Bakounine.

communaux sans contrôle d'une instance supérieure. Cette autonomie a cependant des limites, car pour entrer dans la fédération provinciale, la commune « devra absolument conformer sa charte particulière aux principes fondamentaux de la constitution provinciale et la faire sanctionner par le parlement de cette province ».

La province à son tour n'est « qu'une fédération libre des communes autonomes », qui, sans s'ingérer dans l'administration interne des communes, « devra établir les principes fondamentaux qui devront constituer la charte provinciale et qui devront être obligatoires pour toutes les communes qui voudront participer au parti provincial ».

Les législations communales pourront donc diverger avec celles de la province « sur les points secondaires », mais, concernant les questions de fond, elles devront unifier le droit sur le droit provincial.

« Le parlement provincial établira la charte constitutive et la fédération des communes, leurs droits et leurs devoirs respectifs, ainsi que leurs devoirs et leurs droits vis-à-vis du parlement, du tribunal et du gouvernement provincial. Il votera toutes les lois, dispositions et mesures qui seront commandées soit par les besoins de la province tout entière, soit par des résolutions du parlement national, sans perdre jamais de vue l'autonomie provinciale, ni l'autonomie des communes <sup>1</sup>. »

Le même processus s'applique au niveau national et international. Un parlement national définira les règles de vie commune selon les mêmes modalités, votera les lois, établira les impôts nationaux comme le parlement provincial établit les impôts provinciaux : il « contrôlera enfin tous les actes, adoptera ou réglera les propositions du gouvernement exécutif national ».

Enfin, pour parachever l'organigramme, une fédération internationale sera constituée.

« La prospérité et la liberté des nations, comme les individus, sont absolument solidaires – et par conséquent liberté absolue de commerce, de transaction et de communication entre tous les pays fédérés. Abolition des frontières, des passeports et des douanes. Chaque citoyen d'un pays fédéré doit jouir de tous les droits politiques dans tous les autres pays, appartenant à la même fédération <sup>2</sup>. »

Si la guerre n'est pas exclue dans le système imaginé par Bakounine, les États fédérés ne sauraient se combattre. Un tribunal international jugera des

---

1 *Ibid.*

2 *Ibid.*

litiges entre États fédérés. Si l'un d'entre eux décidait de ne pas se soumettre au jugement, il serait mis au ban de la fédération internationale. En 1860 l'idée d'une organisation internationale chargée de la médiation dans les conflits internationaux était une utopie.

La défense est envisagée sur le modèle de la Suisse. Quant à la diplomatie, Bakounine estime qu'avec le temps les États fédérés renonceront « au luxe ruineux des représentations particulières » et « se contenteront d'une représentation diplomatique fédérale ».

Cette construction, envisagée tout d'abord comme une fédération internationale révolutionnaire restreinte, « sera toujours ouverte aux peuples qui voudront y entrer plus tard »<sup>1</sup>.

Les développements sur la justice sociale sont les mêmes que ceux que Bakounine avait précédemment exposés, mais avec quelques précisions : l'égalité n'est pas « le nivellement des différences individuelles, ni l'identité intellectuelle, morale et physique des individus » : ces différences constituent « la richesse de l'humanité ». « L'égalité économique et sociale n'implique pas non plus le nivellement des fortunes individuelles en tant que produits de la capacité, de l'énergie productive et de l'économie de chacun. » L'égalité et la justice réclament une société dans laquelle chaque individu trouve les mêmes chances pour son développement, son éducation, son instruction « et plus tard pour l'exercice des forces différentes que la nature aura mises en chacun pour le travail » ; cette égalité, pense Bakounine, est impossible avec le maintien du droit de succession. Il ne restera que l'inégalité résultant de la différence des capacités, des forces et de l'énergie productive des individus.

Le même argumentaire est repris sur le travail, seul producteur de richesses et fondement de la dignité humaine. Le concept d'égalité de la femme est un peu précisé : elle est « déclarée son égale dans les droits comme dans toutes les fonctions et devoirs politiques et sociaux ».

Bakounine expose les raisons historiques qui expliquent les conditions de vie proches de l'esclavage des masses populaires. Le travail est encore une fois défini comme le seul producteur de richesses et la base fondamentale du droit humain et de l'organisation économique de la société. La principale source d'asservissement du travail, dit Bakounine, se trouve dans « la séparation, qui s'est faite et qui existe dans sa force encore aujourd'hui, entre le travail intellectuel et le travail manuel, et qui reproduisant sous une forme

---

<sup>1</sup> Peut-on éviter de penser à la communauté européenne et à la question de l'entrée de la Turquie ?

nouvelle l'antique inégalité, partage de nouveau le monde social en deux camps : la minorité privilégiée désormais non par la loi, mais par le capital, et la majorité des travailleurs forcés, non plus par le droit inique du privilège légal, mais par la faim »

Chaque fois qu'il a tenté d'améliorer son sort, le travailleur s'est retrouvé dans une situation sans espoir. Le moindre mouvement revendicatif se heurte à la répression, et la moindre amélioration de ses conditions de vie est annulée par la hausse des prix. Cet esclavage durera tant que l'exploitation capitaliste du travail continuera.

On retrouvera cet argumentaire dans les publications des premiers socialistes italiens influencés par Bakounine.

La partie organisationnelle des « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire » consacrée à l'aspect organisationnel du projet bakouninien reprend les éléments développés dans les textes « suédois » et énumère les obligations de l'adhérent : accepter les principes du « catéchisme », l'athéisme, l'opposition au principe d'autorité, l'amour de la liberté et de la justice, le socialisme, l'égalité économique et sociale, l'opposition au droit d'héritage, le travail seul producteur de richesses, propriété collective de la terre, égalité des droits pour les femmes, priorité à la question sociale, la révolution sera au moins européenne, sinon mondiale, opposition aux guerres de conquête, organisation des révolutionnaires de tous les pays « formés en association en même temps publique et secrète », discipline d'organisation, opposition au culte de la personnalité.

L'essentiel du texte, qui est assez long, est consacré à des détails organisationnels fastidieux qui relèvent du pur fantasma. Pourtant, cette fois, il ne s'agit plus d'un brouillon confus, répétitif, avec des digressions, des têtes de chapitre qui ne se suivent pas, etc., comme dans le cas des textes « suédois » ; on a affaire à un document cohérent, constitué de 96 articles, avec des chapitres et sous-chapitres. A la réflexion, il s'agit d'un véritable projet constitutionnel. On peut donc le considérer sous cet angle plutôt que de l'écartier d'un revers de manche.

Le projet de Bakounine est de créer d'abord une Constituante qui définira ensuite « l'organisation régulière et définitive ». Le texte va dans les plus infimes détails, expose un organigramme complexe avec comités régionaux, pouvoirs exécutifs nationaux, conseils internationaux, tribunaux révolutionnaires, etc.

En dehors du caractère totalement fantasmagorique du projet de Bakounine, le paradoxe principal de ce document est bien sûr l'extrême centralisation de l'organisation envisagée, centralisation qui contraste avec le projet de société auquel le révolutionnaire russe est attaché, décentralisé, constitué de « bas en

haut ». Cette centralisation est précisée dans un brouillon datant de la même époque dans lequel Bakounine explique qu'il y a en fait deux organisations : « l'organisation internationale centrale – représentée et servie par tous les frères internationaux », et « les organisations nationales représentées et servies par les frères nationaux de chaque pays ». Il y a donc deux niveaux d'adhésion : « Les organisations nationales ainsi que les frères nationaux de chaque pays seront constitués de manière à pouvoir et devoir rester toujours sous l'influence directe et quasi absolue de l'organisation internationale centrale<sup>1</sup>. » Bakounine décrit pratiquement les relations existant entre l'Internationale communiste et les partis communistes nationaux...

L'autre paradoxe est le nombre extrêmement faible d'adhérents nécessaire pour constituer la société secrète, en contraste avec l'ampleur incroyable du projet envisagé et la précision du détail des modalités d'organisation.

Notons enfin que dans ces textes où se manifeste une manie obsessionnelle de l'organisation, il y a une constante essentielle : la nécessité d'adopter les principes du « Catéchisme révolutionnaire ».

Y a-t-il contradiction, voire incompatibilité entre les organisations clandestines, extrêmement centralisées, qu'imagine Bakounine à cette époque, et le programme d'organisation qu'il développe en même temps pour la société civile, décentralisé, fédéraliste, fonctionnant « de bas en haut » ? Cet écart s'explique en partie, mais en partie seulement, par le caractère répressif des régimes en place en Europe continentale. Il tient aussi en grande partie à la distance sociologique énorme qui sépare les petites minorités conscientes de personnes qui commencent à réfléchir sur les alternatives possibles et l'énorme masse de la population en grande partie illettrée, enserrée dans des carcans idéologiques et religieux. C'est sans doute la raison pour laquelle Bakounine tente à ce moment-là d'en appeler à la bourgeoisie radicale, aux intellectuels bourgeois pour jouer le rôle de direction politique du mouvement populaire, parce que son expérience concrète lui montre alors que ce n'est que dans ces milieux-là que se trouvent des gens capables d'assumer cette tâche. C'est dans cet esprit qu'il se rend en 1867 au congrès de la Ligue pour la paix et la démocratie, à Genève. ~~Entre-temps~~ entre-temps, il s'est frotté au mouvement démocratique et ouvrier italien, à qui il a beaucoup apporté, mais qui lui a également sans doute apporté beaucoup plus. C'est une évolution pragmatique, consécutive à l'expérience qu'il fait de l'action politique en Italie, qui conduira Bakounine à abandonner tout espoir d'un ralliement de la bourgeoisie radicale au socialisme et à ne plus consacrer son action qu'au sein du mouvement ouvrier

---

1 « Organisation de la Société internationale révolutionnaire », Naples, mars 1866, manuscrit inachevé.

international, parce que c'est dans la classe ouvrière que commence à émerger la véritable alternative à la société d'exploitation.

### **1866. – Programme de la révolution démocratique-sociale italienne**

Une brochure anonyme qui parut à Naples en 1866 instaure une « Société des légionnaires de la Révolution sociale italienne ». Il s'agit de la branche italienne de la Fraternité dont « la direction suprême » est « placée entre les mains d'un pouvoir central qui prendra le nom de Comité Central ».

Là encore, Bakounine s'engage dans la description détaillée d'une organisation extrêmement centralisée et cloisonnée, dans laquelle la direction de chaque instance de l'organisation est nommée par la direction de l'instance immédiatement supérieure. Le cloisonnement est simplement tempéré par le fait que chaque niveau de l'organisation nomme un membre pour la représenter dans l'instance supérieure. Evidemment, des signes de reconnaissance, des codes chiffrés et autres procédés propres aux sociétés secrètes font partie de la panoplie des membres de l'organisation.

L'Italie est divisée en « sections territoriales plus ou moins déterminées en fonction des conditions historiques et géographiques ». Chaque section constitue une « famille » et est dirigée par le comité central qui nomme un état-major. Dans chaque section territoriale se trouvera une « lieutenance » « directement nommée par l'État-Major de la Famille ». Chaque lieutenance sera divisée en sections territoriales avec une sous-lieutenance « nommée directement par la Lieutenance respective dont elle dépend ».

L'extrême centralisation de l'organisation est accentuée par l'extrême clandestinité de ses instances : « Le Comité Central restera inconnu de tout l'ensemble de la société » ; « Tous les États-Majors de la société resteront inconnus les uns des autres » ; en outre, les états-majors resteront inconnus de l'ensemble des légionnaires « appartenant tant à sa circonscription qu'à toute autre ». La liaison entre les différentes instances sera assurée par un légionnaire jouissant de la confiance des lieutenances.

« Toutes les Lieutenances de la société resteront inconnues les unes des autres » ; il en est de même des sous-lieutenances.

Enfin, pour couronner le tout, « le mystère le plus profond entourera la personnalité des Légionnaires auxquels il est solennellement interdit d'entrer en contact les uns avec les autres, même s'ils font partie de la même Famille, de la même Lieutenance ou Sous-lieutenance », sauf dans certains cas prévus décidés par la direction : « Les Légionnaires sont autorisés à dévoiler leur appartenance à leurs frères au moyen des signes de reconnaissance chaque

fois que cela est prescrit par disposition spéciale du Comité central, des États-majors, des Lieutenances ou des Sous-lieutenances. »

Le mode de fonctionnement de l'organisation que décrit Bakounine ressemble étrangement au parti bolchevik qui se constituera quarante ans plus tard. En effet, celui-ci se caractérisait par le fait que les responsables des différentes instances de l'organisation étaient en fait désignés par l'instance supérieure, puisque les candidats aux différents postes devaient avoir l'aval de la hiérarchie. Il se caractérisait aussi par l'interdiction, pour toute instance du parti, d'entrer en relation avec une instance de même niveau sans passer par l'instance supérieure.

Ce document est particulièrement intéressant car l'obsession de la clandestinité est poussée à un tel extrême qu'elle rend parfaitement inopérante l'organisation elle-même. Peut-on encore parler d'organisation lorsque les adhérents ne connaissent pas l'existence des autres adhérents, ne peuvent entrer en relation avec eux, sauf cas exceptionnels, et se trouvent *tout seuls* ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : « Le Légionnaire mettra en œuvre *tout seul* toutes les ressources de son intelligence, de sa moralité et de son activité révolutionnaire dans la sphère qui lui est propre. »

Le « programme de la révolution démocratique-sociale » contient des éléments qui sont sans doute, aux yeux de Bakounine, justifiés par le contexte italien du document : signes symboliques et mots d'ordre, interdiction des duels entre frères de la Société. L'interdiction des duels peut nous sembler aujourd'hui curieuse, mais ce devait apparemment être une pratique courante. Le 15 septembre 1865, Bakounine écrit à Carlo Gambuzzi : « Je suis inquiet sur le compte de l'ami G. Asproni. Son article magnifiquement provocateur contre le directeur de *La Patria* – et l'article passablement tortueux et machiavélique de Mr Lazzaro dans *La Roma* du 13 sept. me fait craindre qu'il n'y eût un duel... »

Le 5 novembre 1865, Bakounine écrit à Ludmilla Assing, à propos de l'amant de cette dernière : « Vous êtes rappelée de moi dans un moment d'inquiétude, le lendemain d'un duel qui a manqué de coûter la vie à Gianelli – 14 blessures ! On voit bien qu'il n'y est pas allé de main morte. Il s'est battu en furieux. Vous avez mille fois raison, chère amie, il aurait beaucoup mieux valu de garder toute cette *furia italiana* pour une occasion plus digne de tant de sang et de tant de valeur. »

L'intérêt des « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire » réside sans doute dans le fait qu'il révèle un aspect de la personnalité de Bakounine, la tendance à l'omnipotence. Cette omnipotence peut être l'une des manifestations d'une névrose d'angoisse, ou encore de para-

noïa. La situation dans laquelle vivait Bakounine était génératrice d'une extrême angoisse : il n'avait aucun moyen d'existence, attendait constamment de ses frères de l'argent qui lui était dû et qu'il n'obtenait jamais <sup>1</sup>, vivait plus ou moins, à Naples, aux crochets de la princesse Obolenskaïa. En outre, il était très inquiet du sort de son épouse pour qui il avait une réelle affection, comme en témoigne sa correspondance. Par ailleurs, ses années de prison l'avaient beaucoup marqué : ses conditions d'incarcération en Russie, pendant huit ans, avaient été terribles.

Au moment même où Bakounine rédigeait ses « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire », il travaillait également, sans doute en collaboration avec ses amis napolitains, sur un « Programme de la révolution démocratique-sociale italienne », qui est paru en brochure.

Les peuples d'Europe, y lit-on, aspirent à une nouvelle organisation de la société, sans succès. Jusqu'à présent les diverses insurrections n'ont réussi qu'à chasser brièvement la tyrannie. Une force occulte semble freiner le cours impétueux des révolutions. La raison en est dans la centralisation étatique : « Avec leurs souverains, leur clergé, leur aristocratie, leurs armées permanentes et leur bourgeoisie bureaucratique, agraire et spéculatrice, ces centres sont unis en une véritable ligue de fait fondée sur des intérêts et des privilèges communs. » Une véritable ligue des pouvoirs en place s'est constituée dont l'objectif est « l'équilibre européen », autrement dit le *statu quo*. Les luttes des divers peuples européens contre ce *statu quo* se sont fondées sur le principe de nationalité et ont voulu « conserver le vice du système » :

« Ils ont voulu les grands *centres nationaux* avec leur souverain, leur clergé, leur armée, leur *noblesse* et leur bureaucratie, sans comprendre qu'en tendant la main à leurs ennemis naturels, ils se battaient pour une question de forme et de mots, sans comprendre que le *véritable peuple* restait étranger et indifférent, sans que cela profite en rien à sa vie et à sa liberté. Cette même organisation centralisatrice a alors détruit, dès leur éclosion, les soi-disant révolutions qui sont mortes sans honneur entre les mains des monarchies et ont servi involontairement et inconsciemment à des manœuvres diplomatiques <sup>2</sup>. »

Bakounine entend montrer que la remise en cause de l'ordre politique européen ne peut être faite par un seul peuple. De plus, il faut s'insurger au nom d'un principe qui soit commun à tous, c'est-à-dire qui intéresse égale-

---

1 Ce féroce opposant au droit d'héritage attendit en vain toute sa vie sa part d'héritage...

<sup>2</sup> 1866. – Programme de la révolution démocratique et sociale italienne.



ment le « véritable peuple » qui jusqu'à présent n'a été qu'une masse de manœuvre entre les mains de castes qui le manipulent. Il faut donc « opposer la ligue des peuples à celle des rois et des castes »<sup>1</sup>. Il faut créer une « ligue des peuples » avec un principe commun à tous. Ce principe commun ne peut être mis en œuvre que par la révolution démocratique et sociale, avec pour devise Egalité et Liberté. Bakounine énonce donc un programme en douze points qui reprend les éléments programmatiques qu'il a eu maintes fois l'occasion de développer, en particulier « l'émancipation du travail par rapport au capital »<sup>2</sup>.

Si les programmes et les statuts que rédige Bakounine à cette époque sont largement disproportionnés par rapport aux forces réelles sur le terrain, si la « Branche italienne » n'a pas donné les résultats qu'il en attendait, il reste que des branches de la société secrète furent créées en infiltrant des loges maçonniques en Sicile. Friscia, qui était devenu un proche de Bakounine au début de 1866, était en quelque sorte le maître d'œuvre de ce travail d'infiltration. Un comité central existait à Naples dirigé par Fanelli, Gambuzzi, Tucci et Miletta, tous très proches de Bakounine. Une partie de ces hommes se retrouvera plus tard dans l'Alliance, créée en 1868, dont les statuts et le programme sont extrêmement courts, mais qui se révélera en revanche extrêmement efficace.

En fin de compte la tentative de radicaliser les démocrates en utilisant la franc-maçonnerie échoua, et c'est ce qui motiva la lettre que Bakounine écrivit à Herzen le 23 mars 1866, dans laquelle il affirme, avec mauvaise foi, ne s'être jamais intéressé à la franc-maçonnerie :

« Cessez de croire qu'à un moment quelconque, je me sois intéressé sérieusement à la Franc-Maçonnerie. Cela peut être utile, disons comme un masque ou comme un passeport, mais chercher de l'action dans la Franc-Maçonnerie c'est la même chose, pire peut-être, que de chercher du réconfort dans le vin. »

C'est un pieux mensonge car pendant quelque temps cette vénérable institution lui sera encore utile pour développer ses vues dans le Sud de l'Italie. Le résultat, cependant, ne sera pas à la hauteur de ses espoirs.

Son projet d'utiliser la franc-maçonnerie comme tremplin se heurta aux républicains patriotes, trop influencés par Mazzini pour être sensibles aux sirènes de la révolution mondiale. Bakounine comprit cela, et rapidement c'est Mazzini qui deviendra l'adversaire principal. D'une certaine façon,

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

Bakounine accomplira la mission que lui avait confiée Marx : entamer les hostilités contre Mazzini ; mais alors que les motivations de Marx étaient de se débarrasser d'hommes qui le gênaient au Conseil général de Londres, celles de Bakounine se trouvaient sur le terrain de la lutte en Italie même.

Pour avoir une idée réelle de la situation dans le Sud de l'Italie, il faut garder à l'esprit que l'unification du pays n'était pas encore achevée – la région de Rome restait encore sous le contrôle de la papauté – et que les militants de l'entourage de Bakounine ne pouvaient éviter une certaine forme de patriotisme. L'influence de Mazzini restait encore énorme. Les thèses révolutionnaires de Bakounine attiraient des hommes sans les empêcher de mettre en œuvre des modalités d'action qui n'étaient pas forcément compatibles. En quelque sorte, on *expérimentait* différentes formes d'activités. Saverio Friscia, un proche de Bakounine, qu'il avait rencontré à Naples vers l'automne 1865, était un dirigeant de l'Association électorale italienne dont le programme demandait « l'indépendance, l'unité et la liberté » pour l'Italie. A partir du début de 1866, Friscia entreprit pourtant activement de diffuser les idées de Bakounine en Sicile, sans abandonner ses activités électorales et patriotiques.

Selon Bakounine, la Sicile présentait nombre de caractéristiques susceptibles d'en faire un centre révolutionnaire : la population y était si pauvre et opprimée qu'elle n'avait rien à perdre. De plus, l'unification avait empiré les conditions de vie de la population : à Palerme en 1861, 40 % de la population n'avait pas de travail. Les clivages politiques en Sicile étaient flous et des hommes comme Friscia étaient souvent élus pour représenter cette population.

La loge maçonnique Vita Nuova de Naples avait des relations dans plusieurs villes siciliennes, dont Sciacca et Girgenti. Friscia avait également des relations avec la loge Washington de Palerme. Ces loges constituaient des foyers d'agitation républicaine. Friscia utilisa ces loges pour propager les idées de Bakounine en influençant des républicains dissidents. Il créa ainsi des sections de la Société des légionnaires de la révolution sociale italienne qui étaient en quelque sorte des sociétés secrètes à l'intérieur de la franc-maçonnerie. Ces groupes étaient en contact avec Naples, qui était le centre de cette propagande, mais ils s'engageaient dans des activités qui étaient manifestement contraires aux principes bakouniniens. Bakounine et Friscia étaient parfaitement conscients de ces contradictions mais ne souhaitaient pas perdre le contact avec ces hommes et pensaient que la conscience sociale finirait pas prévaloir sur les sentiments patriotiques.

Le 19 juillet 1865, Bakounine écrivit à Herzen et Ogarev pour leur dire que la plus grande partie des organisations mazziniennes du Sud s'étaient ralliées à ses positions.

« Dans le sud de l'Italie, une grande partie des organisations mazziniennes, la Falangia Sacra, est passée entre nos mains. Je joins ici même un programme succinct de notre organisation nationale italienne. (...) »

« Le peuple entier, surtout en Italie méridionale, afflue en masse vers nous ; et notre pauvreté n'est pas dans le matériau, mais dans le nombre d'hommes instruits, sincères et capables de façonner ce matériau. Travail considérable, difficultés innombrables, manque effroyable de moyens financiers, et malgré une forte diversion militaire, nous ne sommes nullement abattus ; nous ne perdons pas patience (il en faut beaucoup) et quoique lentement mais sûrement, nous allons chaque jour de l'avant. C'en est assez pour vous expliquer ce qui m'a occupé ces trois dernières années. »

Il est sans doute exagéré de dire que « le peuple afflue en masse », mais l'affirmation n'est pas totalement dénuée de fondement. Il est exact que les positions de Bakounine progressent en Sicile. Bakounine et ses amis commençaient à capitaliser les résultats de leurs analyses critiques de la politique de Mazzini, qui perdait son autorité auprès des démocrates du Sud. Dans cette lettre, Bakounine se plaint de l'absence de cadres révolutionnaires, d'hommes instruits et intelligents capables de donner forme à cette « matière première ». Les prédictions du révolutionnaire russe se sont révélées justes, en somme, puisque l'aggravation des conditions de vie des Siciliens conduira à un soulèvement à Palerme en septembre 1866.

La volonté de conciliation envers les tendances patriotiques des membres de la Fraternité sicilienne trouvera sa limite pendant l'été de 1866 avec la déclaration de guerre entre l'Autriche et l'Italie. Ses disciples, tiraillés entre leurs sentiments patriotiques et l'internationalisme socialiste, choisirent leur patrie. Dans un document du 18 juillet 1866 signé « F », un « état-major général » de la Fraternité dissout les sections de l'organisation sur l'île.

A Naples même, trois défections affectèrent le groupe de Bakounine : Raffaele Miletti, Gambuzzi et Fanelli, membres du comité central, partirent rejoindre Garibaldi au Tyrol. Il semble que leurs motivations n'aient pas été particulièrement patriotiques mais qu'ils avaient l'un et l'autre des raisons personnelles de partir : Fanelli devait laver son honneur d'une accusation non fondée de lâcheté lors d'une affaire datant de 1857 ; Gambuzzi était membre d'une association des comités pour la libération de Rome et de la Vénétie et estimait qu'il n'était pas cohérent pour lui de ne pas partir.

Les trois hommes reçurent de Bakounine une lettre non datée et non signée mais qui doit avoir été écrite dans la deuxième quinzaine d'août. C'est une véritable admonestation.

L'évacuation de la Vénétie par l'Autriche n'était pas due à une victoire militaire des patriotes italiens mais d'un marchandage diplomatique entre la France, la Prusse et l'Autriche. De plus en plus d'Italiens prenaient conscience que Mazzini et Garibaldi n'y avaient été pour rien, ce qui accrut leurs désillusions sur les deux hommes. En essayant d'annexer le Tyrol, les Italiens étaient allés plus loin que ce que ces marchandages avaient défini et ils avaient été battus. A ce sujet, Bakounine écrit dans cette lettre :

« Le départ de l'Autriche de Vénétie ôte au gouvernement toute faculté de maintenir une immense armée et de tyranniser et d'opprimer les peuples, et les faux démocrates, à savoir les Mazziniens et les Garibaldiens, ne pourront plus prendre pour excuse la présence de l'étranger en Italie pour ajourner les questions sociales, les questions internes et celles relatives à la liberté. Les défaites de Custoza et de Lissa <sup>1</sup>, l'arlequinade de Cialdini <sup>2</sup> ont détruit pour toujours en Italie le militarisme qui tôt ou tard aurait fini, comme ailleurs, par détruire la liberté. »

---

<sup>1</sup> *Custoza*, dans la province de Vérone, en Vénétie, fut le théâtre d'une bataille livrée le 24 juin 1866 pendant la guerre austro-prussienne de 1866 (ou troisième guerre d'Indépendance italienne). Les troupes italiennes fortes de 120 000 hommes démoralisés, pauvrement armés et mal dirigés furent battues par les 80 000 hommes de l'armée autrichienne. Le 24 juillet 1848, les Italiens de Charles Albert avaient déjà subi à Custoza une écrasante défaite face aux Autrichiens menés par Joseph Radzsky, un vétéran des guerres napoléoniennes âgé de 82 ans.

La bataille navale de Lissa opposa les marines italienne et autrichienne le 20 juillet 1866. Elle s'inscrivait dans le cadre de la guerre austro-prussienne lors de laquelle les Italiens étaient alliés à la Prusse. L'objectif des Italiens était de récupérer la Vénétie et de briser l'hégémonie maritime autrichienne dans l'Adriatique. D'une certaine manière, ce fut la dernière victoire maritime *vénitienne* puisque la marine autrichienne était intégralement composée de marins vénitiens, triestins, etc. Les ordres étaient tous donnés en vénitien par des officiers autrichiens qui avaient appris le dialecte de Venise...

<sup>2</sup> *Enrico Cialdini* (1811-1892), général de l'armée piémontaise, homme politique italien et acteur du *Risorgimento*. Il remporta le 18 septembre 1860 la victoire de Castelfidardo sur les troupes pontificales commandées par le général français de Lamoricière. Il assiégea et prit Gaète en 1861 mais se livra à des actes répréhensibles : empoisonnement des points d'eau de la ville, bombardement de la ville de Mola, exécution de civils. Dans le Sud de l'Italie, il réprima durement le « brigandage », c'est-à-dire les mouvements de révolte des paysans pauvres qui s'opposaient à une véritable occupation coloniale : il se distingua lors des massacres de Casalduni et Pontelandolfo en août 1861. Capable face à des troupes inférieures en

Nos amis, conclut la lettre, « jugent que votre présence là-bas est dorénavant non seulement parfaitement inutile, mais pourrait vous entraîner malgré vous dans une voie que vous ne pourriez suivre sans peut-être vous mettre en contradiction avec nos principes ». Gambuzzi semble avoir obtempéré mais Fanelli, Mileti, Dramis signèrent une lettre que le premier porta à Mazzini pour le convaincre de fusionner le mouvement d'unification nationale avec les aspirations sociales du peuple. Désormais, il ne restait plus que Rome qui ne fût pas unie au reste du pays. Fanelli déclara au *Maestro* que les jeunes ne se sentaient plus concernés par la question religieuse et qu'il devrait consacrer son temps à la solution du problème social. Mazzini répondit de manière insultante ; dès lors Fanelli se sentit dégagé de toute obligation envers Mazzini. Ainsi se trouvèrent confirmées les analyses de Bakounine.

Ce dernier vit son prestige encore accru à la suite des analyses qu'il avait faites sur Garibaldi. Le champion de la république italienne s'était avancé en territoire autrichien avec ses volontaires, ce qui n'arrangeait pas le roi Victor-Emmanuel, qui avait d'autres projets. Aussi Garibaldi reçut-il du roi un télégramme lui enjoignant de se retirer des territoires autrichiens, à quoi le général répondit par « Obbedisco » (j'obéis). Les patriotes italiens voulurent voir dans cette laconique réponse un signe de réprobation de la part de Garibaldi ; mais nombre de républicains qui avaient commencé à remettre en cause la compétence politique du général y virent un autre exemple de sa volonté de compromis envers le roi. En tout cas cela fournit des arguments à la campagne de discrédit contre le Partito d'Azione. Les idées de la toute nouvelle Association internationale des travailleurs commençaient à pénétrer l'Italie. Mazzini craignait par-dessus tout leur diffusion dans le pays et la contamination des républicains et des ouvriers ; il créa une « Alliance républicaine universelle » pour combattre l'expansion de l'Internationale. Un véritable combat pour l'hégémonie idéologique allait s'engager.

Désormais, Bakounine allait pouvoir attaquer Mazzini frontalement.

## 1867. – Libertà e Giustizia

Les conséquences de la guerre avec l'Autriche, le soulèvement de Palerme et l'accueil donné à « La Situation en Italie » incitèrent Bakounine et ses amis à fonder au début de 1867 une organisation appelée « Libertà e Giustizia ». Bien que tous ne fussent pas totalement convaincus, ses idées sur le socialisme, le fédéralisme et l'opposition à l'Église les attiraient.

---

nombre (il battit Garibaldi à Aspromonte en 1862), il fut l'un des principaux responsables de la défaite du Custoza face à l'Autriche-Hongrie. Officiellement un grand acteur du Risorgimento, c'était en fait un criminel de guerre.

Des élections devant avoir lieu en mars après la dissolution de la chambre des députés, Saverio Friscia convoqua une réunion le 24 février qui décida de rédiger un manifeste électoral de façon à combattre la situation effrayante du pays dans les domaines économique, financier, industriel, agricole, commercial, politique et religieux <sup>1</sup>. Le manifeste fut publié quelques jours plus tard dans *Il Popolo d'Italia*. Les signataires étaient des républicains qui s'étaient rapprochés de Bakounine après la guerre avec l'Autriche : tout le Gotha de la gauche napolitaine y figurait. Le manifeste exigeait le suffrage universel <sup>2</sup>, la révocabilité des mandats des députés, la liberté de l'éducation (alors entre les mains des curés), l'abolition de la bureaucratie d'État et le renvoi de tous les députés qui avaient apporté le déshonneur au pays. En avril le groupe décida de publier un journal qui aurait le même nom, dont le premier numéro sortit le 17 août 1867.

L'influence de Bakounine dans cette initiative fut encore remise en cause. La présence d'un Russe dans la fondation du premier journal italien authentiquement socialiste était sans doute insupportable à certains historiens patriotes. Les rapports de police, en qui on peut avoir confiance en la matière, confirment pourtant leurs craintes. Cinq articles de Bakounine publiés par la revue, et quelques autres, anonymes, dans lesquels on reconnaît manifestement sa patte, achèveront de convaincre les plus sceptiques.

Le premier numéro du journal reprend le programme du 27 février en le clarifiant. Aux points déjà abordés, il développe d'autres points :

- les fonctionnaires doivent rendre compte de leur action ;
- liberté de la presse, d'association et de réunion ;
- liberté religieuse ;
- abolition de l'armée permanente et son remplacement par des milices populaires ;
- abolition de la gendarmerie, de la police d'État et de la bureaucratie d'État ;
- élection d'un Sénat sous les auspices de conseils provinciaux :
- indépendance du judiciaire et sa séparation de l'exécutif :
- abolition des banques privilégiées et mise en place de formes de crédits facilités :

---

<sup>1</sup> Cf. Ravindranathan, *Bakunin and the Italians*, McGill-Queen's University Press, 1988, pp. 63 et sq.

<sup>2</sup> Rappelons que seuls pouvaient alors voter les 500 000 électeurs qui pouvaient payer 40 lire d'impôt direct par an.

– instruction primaire gratuite et obligatoire pour les deux sexes ; administration provinciale de l'instruction secondaire et universitaire sans intervention de l'État.

*Libertà e Giustizia* annonce que le journal ne se contentera pas de soutenir le principe de l'émancipation du peuple, mais qu'il agira pour réaliser cet objectif. Dans l'éditorial, De Luca reprend un argumentaire qu'on retrouve pratiquement mot pour mot dans les textes que Bakounine avait écrits à cette époque : le peuple est la vraie force, il a été exploité et gouverné par une minorité de privilégiés ; l'histoire a montré que toutes les révolutions ont dégénéré ; l'Église est à la tête de la réaction européenne et maintient le peuple dans l'ignorance.

Enfin, le journal prévient les ouvriers de ne rien attendre que d'eux-mêmes, annonce sa volonté de rendre compte de la situation du mouvement ouvrier européen. Il informe ses lecteurs de la fondation de l'Association internationale des travailleurs et l'adhésion de la rédaction à ses principes. *Libertà e Giustizia* fut le premier groupe italien à ouvertement adhérer aux principes de l'Internationale.

Le nouveau journal eut une excellente tenue, informant ses lecteurs sur les questions locales, nationales et internationales ; sur les associations ouvrières, mais consacrant également beaucoup d'espace à la question paysanne. Le journal reprit un thème abordé par « la Situation en Italie », le rejet de la paysannerie de la vie politique italienne. Avec les idées socialistes, les paysans avaient un cadre dans lequel combattre leurs oppresseurs. La paysannerie doit reconnaître que ses intérêts sont en opposition à ceux de la bourgeoisie. Ce sont là des thèmes éminemment bakouniniens.

Dans une série d'articles sur la question romaine, qui reprennent eux aussi la thématique et le ton développés par Bakounine dans « la Situation en Italie », les rédacteurs du journal rendent définitive leur coupure avec Mazzini. L'article affirme que la question romaine – la ville éternelle n'est toujours pas annexée au royaume d'Italie – intéresse moins les masses que le fait de savoir comment elles ne vont pas mourir de faim et comment réaliser une société juste et libre. Là encore, l'influence de Bakounine sur *Libertà e Giustizia* fut contestée. Or voici ce que dit un rapport de police daté du 24 juillet 1867 :

« Les idées qui fondent l'association nommée *Libertà e Giustizia* à Naples ont été inspirées par le Russe Bakounine. (...) Selon lui, il est nécessaire que le peuple comprenne que les révolutions sont faites par le peuple pour le peuple ; les guerres faites par le roi sont toujours au désavantage du peuple, aussi bien dans la victoire que dans la défaite. En fin de compte, l'idée dominante de Bakounine et de ses disciples est le socialis-

me pur. Cette association *Libertà e Giustizia* a démarré avec ces idées au début d'avril, mais Bakounine, se sachant sous surveillance, souhaitait rester caché ; aussi fut-elle inaugurée sous la présidence d'amis politiques de Bakounine : Friscia, Fanelli, De Luca et Gambuzzi<sup>1</sup>. »

Le journal publia cinq articles de Bakounine, des textes de Proudhon et de Marx, et disparut le 24 décembre 1867, après avoir sorti seize numéros, par manque d'argent, mais aussi par suite du harcèlement de la police.

L'année 1867 marque une date dans l'évolution de Bakounine. Il se prépare à aller en Suisse et son implication directe dans le mouvement ouvrier italien va progressivement diminuer. Il reste que son rôle y a été déterminant. Cependant, on peut dire que dans une certaine mesure il n'a pas encore quitté l'esprit de 1848, et ses écrits de cette période ont encore le ton de son *Appel aux slaves* de 1849 et même de *La Réaction en Allemagne* de 1842.

La progressive perte de crédibilité des positions de Mazzini et de Garibaldi, qui a traumatisé une génération de militants, a été dans une large mesure contre-balançée par l'alternative que Bakounine a pu présenter. Ce dernier a regroupé autour de ses idées un nombre non négligeable de militants convaincus qui ont attaqué dans leur presse la société bourgeoise et l'État, qui ont développé l'idée de fédéralisme et défendu les ouvriers et les paysans contre leurs exploités et leurs oppresseurs. Ils ont attaqué l'Église comme l'une des causes principales de l'oppression des masses. Ils ont miné l'influence des idées théologiques et mystiques de Mazzini, démystifié Garibaldi. Ils ont introduit l'idée que les exploités devaient se battre ; ils ont créé le cadre théorique et pratique de l'organisation ouvrière.

Lorsque les articles de Bakounine parurent dans *Libertà e Giustizia*, il était à Genève pour assister au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté<sup>2</sup>, qui devait avoir lieu en septembre 1867 à l'initiative de démocrates et de pacifis-

1 Alfonso Scirocco, *Democrazia e socialismo a Napoli dopo l'unità (1860-1878)*, document n° 10, 336-8, Naples 1973. Cité par T.R. Ravindranathan, *Bakunin and the Italians*, McGill-Queen's University Press, 1988, p. 69.

2 Elle fut fondée en 1867 par *Emile Acollas* (1820-1891), un professeur de droit. Son appel rallia 10 000 adhérents, parmi lesquels Victor Hugo, John Stuart Mill, Elisée Reclus, Garibaldi, Louis Blanc et Bakounine. Acollas avait insisté pour que la première conférence soit appelée « conférence révolutionnaire ». Il sera nommé à l'université de Berne en 1870. La Commune de Paris le nomma recteur de la faculté de droit de Paris. Il ne revint dans la capitale française qu'en 1871. Il échoua aux élections de 1876, appelant sans succès à une amnistie pour les communards, prenant position pour un système fédéraliste décentralisé, la révocabilité des mandats et la liberté d'association.



tes européens inquiets devant les menaces de guerre entre la Prusse et la France. Mais d'autres raisons l'attiraient à Genève : ses amis Herzen et Ogarev s'y étaient installés également, avec leur journal. Or Bakounine n'a pas abandonné tout espoir d'intervenir dans les affaires slaves. La police napolitaine commençait à s'intéresser à lui de trop près et faisait circuler le bruit qu'il imprimait de la fausse monnaie. Enfin, dernière raison, le comte Kiselev est nommé ambassadeur russe à la cour de Victor-Emmanuel à Florence : il avait été ambassadeur en France en 1847 et c'est lui qui l'avait fait expulser par Guizot. Bakounine craignait par-dessus tout une extradition vers la Russie.

### Du révisionnisme

Nous avons en plusieurs occasions laissé entendre que le rôle joué par Bakounine dans le processus de constitution du mouvement socialiste italien avait été contesté par des historiens italiens – mais pas seulement italiens. L'anecdote la plus significative est citée par Robert Paris<sup>1</sup> : lors de la constitution de la première section de l'Internationale, à Naples, un témoin cité par Benedetto Croce, en 1896, atteste que « au beau milieu de la séance, la porte s'ouvrit soudain de façon mélodramatique et l'on introduisit un étranger, très grand et très blond, qui avait des manières de vieux conspirateur et qui parlait de façon mystérieuse. Il intervint comme pour consacrer la section... » Ce témoin auquel B. Croce fait allusion désigna l'étranger grand et blond comme étant... Marx.

Or Marx était tout petit, avait le teint mat (sa femme l'appelait « le Mauve ») et les cheveux très noirs et crépus et, en outre, ne parlait jamais en public. Bakounine en revanche avait le teint clair, les yeux bleus et était d'une taille gigantesque et parlait en public avec aisance<sup>2</sup>. En outre, Marx ne mit jamais les pieds en Italie. On a là un exemple typique du processus de négation – inconsciente, sans doute – du rôle joué par Bakounine en Italie.

Aldo Romano, on l'a vu, contesta que *La Situation* fût de Bakounine, en dépit du fait que Alberto Tucci, à qui l'article est attribué, ait lui-même reconnu la paternité de Bakounine. C'est que, selon Romano, la perspective de Bakounine se situant en dehors du « climat général de la démocratie italienne », il ne pouvait pas avoir influencé le contenu du pamphlet. Dans ce qui est une critique sévère de Mazzini et de Garibaldi, Romano, lui, voit l'amour

---

1 « Bakounine en Italie ou le socialisme italien face à ses origines », *Bakounine, combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

2 Le signalement qui fut fait de lui lorsqu'il fut enfermé dans la forteresse de Königstein dit : « Gestalt : kräftig, kolossal », c'est-à-dire « Taille : puissant, colossal. »

de la patrie, l'esprit national, les idéaux du Risorgimento ; il est donc impossible que Bakounine ait pu inspirer ces pages, lui qui est toujours prêt à railer le patriotisme bourgeois. Romano ne pouvait pas faire un plus grand contre-sens en interprétant ce pamphlet anti-mazzinien comme une apologie des valeurs du nationalisme bourgeois et en l'attribuant à un mazzinien, même dissident.

Romano conteste également que Bakounine ait eu quoi que ce soit à voir avec la fondation de *Libertà e Giustizia*. Il fonde son argument sur le fait que lorsque l'association et le journal furent constitués, Bakounine n'était plus à Naples, mais sur l'île d'Ischia et que lorsque le journal parut, il avait déjà quitté l'Italie.

Concernant le premier argument, l'île d'Ischia est à deux pas de Naples et il n'y a aucune difficulté pour s'y rendre. Un historien américain, Richard Hostetter<sup>1</sup>, qui pourtant partage le point de vue de Romano sur Bakounine, avait émis des doutes sur l'argument. Romano répondit dans la seconde édition de son livre que « Ischia, comme Procida et Capri, est une île et en ce temps-là on ne pouvait pas y aller par hélicoptère ». La mauvaise foi est évidente. Les rapports de la police napolitaine révèlent que les amis de Bakounine, bien que dépourvus d'hélicoptère, faisaient de constants allers et retours pour lui rendre visite et pour le consulter. Plusieurs articles de lui parurent dans le journal *Libertà e Giustizia* après son départ pour Genève.

L'influence des idées de Bakounine sur les thèmes développés par *Libertà e Giustizia* ne peut être niée, mais comme il faut bien que ces idées viennent de quelque part, Romano les attribue à Carlo Pisacane, et affirme même que c'est Pisacane qui a influencé Bakounine. Malheureusement, dans les seize numéros de *Libertà e Giustizia*, Pisacane n'est pas mentionné une seule fois, alors que cinq articles de Bakounine et des textes de Marx et de Proudhon ont été publiés.

Pisacane pensait que l'unité italienne et la liberté n'étaient pas possibles sans une révolution démocratique nationale et une révolution sociale conjointement. Il avait été influencé par les idées de Proudhon : c'était un fédéraliste, opposé à la propriété privée et qui croyait en la spontanéité des masses. Mais il avait également certaines vues communes avec Marx. Rien n'indique que Bakounine ait été familier des idées de Pisacane. Selon Romano, Bakounine aurait été, à son arrivée en Italie, un nationaliste ancienne manière et c'est Mazzini qui lui apporta l'idée que la révolution était le moyen le plus efficace pour résoudre les problèmes sociaux. Ce sont les amis napolitains de Bakounine, eux-mêmes issus du mazzinisme, qui au-

---

1 Richard Hostetter, *The Italian Socialist Movement*, tome I, Toronto, New York & London, 1958.

raient transmis cette idée à Bakounine, idée qui aurait ensuite mûri par son initiation aux thèses de Pisacane. Cette hypothèse ne tient pas car les amis de Bakounine à Naples étaient issus du mazzinisme, un mouvement démocratique bourgeois, opposé aux thèses de Pisacane.

Il suffit pourtant de lire *l'Appel aux Slaves* de 1848 pour voir que la bourgeoisie y est déjà désignée comme une force contre-révolutionnaire et que l'espoir de la révolution future repose sur le prolétariat. *L'Appel aux Slaves* est le premier texte dans lequel la solution à la question nationale est *subordonnée* à la solution de la question sociale.

### Du radicalisme au socialisme

L'importance des sociétés secrètes de Bakounine a été quelque peu exagéré par certains historiens, notamment marxistes, et par quelques auteurs en mal de romantisme. Si on met en relation les objectifs affichés de ces sociétés secrètes et les résultats effectifs, on doit bien faire un constat d'échec.

Les documents dans lesquels Bakounine s'exprime sur les sociétés secrètes présentent deux caractéristiques. D'abord ils exposent des modalités d'organisation parfois extrêmement précises, relevant alors d'un véritable fantasme. Ensuite ils développent un programme. C'est ce dernier point qui nous semble le plus intéressant. De cette manière le lecteur peut constater l'évolution de la pensée de Bakounine. Nous avons suggéré que plus les modalités d'organisation sont simples et concises, plus l'organisation avait une chance de fonctionner. Ainsi, l'Alliance pour la démocratie et le socialisme, qu'il crée en 1868, sera remarquablement efficace, à sa manière <sup>1</sup>.

Robert Paris fait observer qu'en arrivant à Florence, Bakounine trouve une situation « qui n'est pas sans rappeler celle qu'il a connue en France à la veille des journées de juin 1848 : un mouvement ouvrier dont les perspectives – républicaines en France ; unitaires et nationales en Italie – coïncident encore avec les projets de la bourgeoisie, fût-ce la plus “avancée” <sup>2</sup> ».

---

<sup>1</sup> Le « Règlement » de l'Alliance internationale de la Démocratie Socialiste (automne 1868) contient 203 mots et fait moins d'une page format A5. Les « Statuts secrets de l'Alliance : Organisation de l'Alliance des frères internationaux » (automne 1868) font trois pages format A5.

Les « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire – Organisation » (mars 1866) font 45 pages A5 (19 500 mots). Le « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité » (septembre-octobre 1864) 57 pages (27 800 mots). On peut en déduire que plus ses « programmes » et « règlements » sont ancrés dans la réalité, plus ils sont succincts.

<sup>2</sup> *Loc. cit.* p. 158.

En Italie, c'était le Partito d'Azione de Mazzini qui jouait le rôle de parti républicain. Mazzini s'était assigné la tâche de réaliser l'unité nationale par la République. Or c'est par la monarchie que l'Italie était en voie d'être unifiée. Mazzini s'était assigné une autre tâche : contrer l'influence communiste. A Londres, il avait tenté sans succès de faire prévaloir les thèses de collaboration de classes dans l'AIT ; en Italie il s'était littéralement approprié le mouvement ouvrier, à qui il proposait un programme de collaboration de classes faisant la synthèse entre l'unité nationale et la question sociale. Cette synthèse se résume parfaitement dans la citation suivante : « Puisque, grâce à la Nation, les classes ouvrières ont des *droits*, il est nécessaire qu'elles se montrent prêtes à remplir leurs *devoirs* envers elle. Celui qui ne remplit pas de devoirs n'a pas de droits <sup>1</sup>. » D'ailleurs, au IX<sup>e</sup> congrès des Sociétés ouvrières italiennes, d'inspiration mazzinienne, à Florence (27-29 sept. 1861), sera adopté un texte de Mazzini, *I doveri dell'uomo* (les devoirs de l'homme).

Les thèses de Mazzini ne pouvaient pas convenir à Bakounine, pas encore libertaire, mais socialiste et franchement athée. Dans les premières années de son séjour en Italie, Bakounine ne pouvait pas contrer ouvertement le *Maestro* parce qu'il aurait été totalement inefficace de s'en prendre à un homme qui était un mythe et dont l'autorité morale était incontestée. Robert Paris écrit très justement que le « verrou mazzinien est très efficace ». Bakounine prendra donc son temps, attendant le moment propice et posera patiemment, obstinément, des « contre-mines », comme le souhaitait Marx. La société secrète sera l'instrument par lequel il recrutera, de façon sélective, des militants sûrs. Il ne créera jamais d'internationale démocrate, mais réussira tout de même à constituer un noyau de militants dont l'action donnera le résultat que l'on sait et qui créeront les premières sections de l'Internationale en Italie. Ce n'est tout de même pas si mal. C'est également un Italien proche de Bakounine, Fanelli, qui suscitera la création des premières sections de l'Internationale en Espagne, qui auront un destin exceptionnel.

---

1 Lettre aux ouvriers de Naples, 11 août 1861.

## Un congrès public ?

Il est ironique de constater que Bakounine va développer en 1864 tout un argumentaire contre la convocation d'un congrès public dans lequel les démocrates de tous les pays pourraient échanger leurs vues, alors que trois ans plus tard il va participer en Suisse à un congrès du même genre, celui de la Ligue de la paix et de la liberté.

Un congrès public constitué de participants venus à titre individuel, c'est-à-dire « non élus et envoyés comme les représentants de corps organisés quelconques, mais volontairement réunis », constitué, autrement dit, de participants qui viendraient à titre individuel et non comme des membres disciplinés issus d'une société secrète, était voué à l'échec... L'objection principale de Bakounine est en fait liée à cela : « La discorde résulterait infailliblement de la composition même, volontaire et accidentelle, du congrès. » On serait amené à discuter de questions brûlantes, comme celle des frontières : « Imaginez-vous seulement un congrès composé d'Allemands, de Scandinaves, d'Italiens et de Slaves. Pour peu que ses membres soient des patriotes fanatiques, voulant chacun la grandeur extérieure de son pays comme État, sa force avant même et plus que sa liberté, et plus que la justice envers les autres pays, l'entente deviendra impossible. »

Une assemblée composée « sans contrôle et sans critique, de tous les libéraux et démocrates, réels ou supposés, sincères ou vaniteux (...) qui voudraient seulement s'y inscrire pour prendre part à ses discussions » ne peut aboutir à rien. « Pour remédier quelque peu à cet inconvénient », dit Bakounine, il faut que ne puissent participer à cette assemblée que ceux qui « reconnaissent le principe des nationalités », c'est-à-dire le droit de toute population à disposer d'elle-même « sans aucun égard pour le soi-disant droit historique ». Il semble bien que le « principe des nationalités » dont se réclame Bakounine soit d'abord perçu comme la faculté à faire sécession : « Le principe des nationalités réalisé en Europe, mettra à mort la Turquie et l'Autriche, le royaume de Prusse et l'empire de toutes les Russies. » Il s'agit d'abattre le « système de la centralisation unitaire, la bureaucratie, les corps privilégiés, les armées permanentes, la monarchie, les États ». Il s'agit ensuite de

« ...fonder sur leurs ruines le système de la fédération volontaire et libre, d'abord partielle ensuite générale des peuples, leur gouvernement par soi-même, l'armement national, l'organisation démocratique de la société,

et la fédération républicaine de toutes les nations de l'Europe. Voici ce que dans sa logique rigoureuse signifie le principe des nationalités <sup>1</sup>. »

Cette simple phrase, à y regarder de près, dit plus qu'il n'y paraît. La fédération volontaire et libre des peuples est perçue comme un processus progressif, puisqu'elle est « d'abord partielle », et seulement « ensuite générale ». Ensuite elle maintient un « gouvernement par soi-même » et un « armement national »...

Les « moyens à employer pour produire cette union désirable » se heurtent, on l'a vu, à une énorme difficulté : l'ignorance des masses populaires qui ne savent ni lire ni écrire et dont la perspective ne dépasse pas « l'intérêt du clocher ». On comprend donc que ce ne seront pas les classes les plus défavorisées qui se feront les vecteurs du changement voulu par Bakounine. De telles positions interdisent de le considérer, à ce moment-là, comme libertaire. Son adhésion aux thèses libertaires peut précisément être située au moment où il abandonnera l'idée de tutelle des masses ouvrières par une minorité savante, où il considérera que le peuple, et plus particulièrement le prolétariat, dispose des moyens – intellectuels et matériels – nécessaires pour assurer sa propre émancipation. Ce basculement se situe vers 1868-1869. Nombre d'auteurs semblent ignorer que Bakounine n'a été « anarchiste » que pendant les huit ou neuf dernières années de sa vie <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité. » 1864.

<sup>2</sup> Nous préférons utiliser le terme de « libertaire » plutôt que celui d'« anarchiste », que nous mettons entre guillemets, lorsque nous évoquons Bakounine. Nous partageons avec Gaston Leval l'idée que ce mot est particulièrement mal choisi pour désigner le courant politique habituellement connu sous ce nom. Si Proudhon, qui aimait les formules-choc et qui avait étudié le grec, utilise exceptionnellement le mot dans une acception positive, dans l'écrasante majorité des cas il a dans son œuvre le sens commun de désordre, de chaos, comme dans l'expression « anarchie capitaliste ». Bakounine se désignait comme « collectiviste » ou comme « socialiste révolutionnaire ». Mais là encore, le mot « collectiviste » en 1869-1870 n'a pas le même sens qu'aujourd'hui, après l'expérience des collectivisations catastrophiques de l'ère léninienne et stalinienne. Une étude systématique du mot « anarchie » et de ses dérivés montre que Bakounine l'utilisait presque systématiquement dans le sens de « désordre ». Bakounine dans la dernière partie de son évolution politique se désignait également comme « anti-autoritaire ». Ce terme servait à distinguer le courant du mouvement ouvrier qui préconisait le fédéralisme et qui s'opposait à la centralisation bureaucratique instaurée par Marx et ses partisans dans l'Internationale. Sémantiquement, le terme est synonyme d'« anti-bureaucratique » – terme qui n'existait pas à l'époque. Par la suite, l'expression a subi une « dérive » psychologisante pour signifier l'opposition à toute forme d'autorité, ce qui, initialement, n'était pas dans

Un congrès public n'aurait cependant pas que des effets néfastes.

« D'abord quant à l'utilité, elle consisterait en ceci qu'un tel congrès public contribuerait nécessairement à la mise en lumière devant l'opinion publique de l'Europe toute entière de la situation respective, des besoins et des tendances actuelles de chaque pays ; – ce qui est déjà assez important, puisque l'ignorance mutuelle des nations est une des sources premières de puissance pour les despotes, qui s'efforcent non seulement de la maintenir, mais encore de la transformer en jalousie et en haine mutuelle afin d'ameuter les nations les unes contre les autres, et pour les comprimer en les divisant <sup>1</sup>. »

Ensuite un tel congrès serait utile parce qu'il permettrait aux « hommes sincères de tous les pays de se reconnaître mutuellement, et de s'entendre en secret, mais pas autrement qu'en secret, sur la marche qu'il faudrait imprimer aux affaires de chaque pays, pour les faire tous converger vers un but commun. – C'est à dire qu'il pourrait en résulter une entente, une alliance, une société internationale secrète ».

L'obsession du secret n'est pas injustifiée : Bakounine rappelle que les démocrates ont face à eux « la sainte Alliance de toutes les tyrannies en Europe : religieuse, politique, bureaucratique et financière », que la plupart des pays vivent sous un régime despotique : les projets qu'une alliance de la liberté mettrait en œuvre seraient donc « plus ou moins illégaux » et mettraient en danger ceux qui tenteraient de les appliquer <sup>2</sup>.

Quant aux inconvénients d'un congrès public, ils sont nombreux : beaucoup d'hommes ne pourraient pas s'y rendre parce que la participation à un tel congrès serait, dans nombre de pays, considérée comme un crime. Ce serait le cas des Français, des Polonais, des Russes, de tous les Slaves, des Hongrois, d'une partie des Allemands, des Italiens de Venise et de Rome,

---

l'esprit des militants de ce courant. Cette acception finira par dominer. La principale critique que faisait Gaston Leval contre le mot « anarchisme » venait du fait que pour être compris, il nécessitait une culture politique que la plupart des gens n'ont pas, et qu'il suscitait une réelle incompréhension, alors que le terme plus exact de « socialisme libertaire » le situe tout simplement comme un courant du socialisme qui met l'accent sur la liberté. L'autre critique de Leval concernait le fait que le mot lui-même, à cause de sa connotation négative, attirait de ce fait certaines catégories d'individus – adolescents en rupture avec l'autorité paternelle, marginaux asociaux – alors même que tous les théoriciens de ce courant avaient insisté de manière lancinante sur la nécessité de *construire* un monde nouveau.

<sup>1</sup> « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité. » (Septembre-octobre 1864.)

<sup>2</sup> *Ibid.*

des Finlandais.

En outre le congrès révélera les plans dont les démocrates voudront se servir ; les gouvernements alertés enverront des espions, qui susciteront la discorde. Pour peu que le congrès soit composé de patriotes fanatiques moins soucieux de liberté que de la puissance de leur État, on court à un échec. On ne peut rien attendre, pensait Bakounine en 1864, d'« une assemblée composée, sans contrôle et sans critique, de tous les libéraux et démocrates, réels ou supposés, sincères ou vaniteux, et ce qui plus est peut-être espions, pratiques et bavards, en Europe, qui voudraient seulement s'y inscrire pour prendre part à ses discussions – On peut parier pour sûr que la majorité d'une telle assemblée sera absurde, sinon mauvaise ».

C'est pourquoi il faut mettre un préalable : que « toute personne qui déclare vouloir faire partie de cette assemblée déclare par la même d'une manière absolue qu'elle reconnaît sans aucune équivoque le droit absolu qu'a toute population, petite ou grande, nation ou province, ou même district, de disposer d'elle-même selon ses vœux, ses sympathies et ses intérêts propres et sans aucun égard pour le soi-disant droit historique, c'est-à-dire pour le droit du passé contre celui du présent, ni pour les nécessités politiques, stratégiques et commerciales soit de l'État dont elle fait encore partie soit des États voisins <sup>1</sup>. » Par là, Bakounine veut empêcher la présence à un tel congrès de nationalistes de pays opprimés rêvant d'une libération nationale qui les autoriserait à opprimer leurs propres minorités.

Enfin dernier argument, même si ces conditions étaient réalisées, la présence dans un même congrès de toutes les tendances démocratiques de chaque nation, avec leurs innombrables variantes, créera une pagaille inouïe : « ils rempliraient le congrès de leurs dissensions et de leurs récriminations intérieures. – Et ce serait nécessairement la même chose pour les représentants de tous les autres pays » <sup>2</sup>.

« Je conclus de tout cela qu'un congrès public peut être utile comme un ballon d'essai, comme un moyen de tâter l'opinion publique de l'Europe et peut-être aussi comme une démonstration ; mais qu'on se tromperait singulièrement si l'on attendait de lui le commencement pratique d'une alliance sérieuse des peuples <sup>3</sup>. »

Il reste que les conditions que Bakounine pose dans son « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité » ne permettront pas de rallier grand monde à un congrès européen de démocra-

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*



tes. « En fait d'hommes sérieux, il ne pourra y avoir que des démocrates socialistes et révolutionnaires, eux seuls peuvent sincèrement adopter toutes les conséquences susmentionnées du principe de la nationalité. » Le mot est lâché : il ne s'agit pas de réunir des démocrates plus ou moins autoproclamés, aux tendances hétérogènes, mais un groupe cohérent d'hommes (et, qui sait, de femmes ?), *socialistes* et *révolutionnaires*, mandatés par des organisations préexistantes sur la base d'un programme.

L'alliance des démocrates socialistes est nécessaire, mais elle ne peut émaner d'un congrès public, elle « ne pourra jamais être formée qu'en secret » ; elle doit en outre avoir une cohérence interne ; il faut que les hommes qui la forment aient « à peu près, et si faire se peut, tout à fait les mêmes convictions philosophiques, religieuses, politiques et sociales ». Pour produire une alliance des peuples efficace et réelle, il lui faut pour base « un grand principe identique, assez large et assez élevé pour devenir pour les hommes qui le reconnaissent une sorte de religion, pour leur donner une foi assez forte pour lutter contre les difficultés, les obstacles et les dégoûts journaliers, et pour leur inspirer le sacrifice de leur vanité et de leurs intérêts ».

C'est un parti politique international que Bakounine veut construire.

Lorsque, en 1867, Bakounine part pour Genève afin d'assister au congrès de la Ligue pour la paix et la liberté, dans la perspective de tenter d'influencer la bourgeoisie radicale, il n'a pas modifié son opinion depuis son « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », écrit en septembre-octobre 1864, dans lequel il constatait l'étendue de l'ignorance des masses populaires en Europe. Dans ce programme, le révolutionnaire russe ajoutait que le peuple suisse possédait peut-être cette « forte éducation que donnent seulement la réelle jouissance et la pratique de la liberté ». Mais en dehors des grandes crises révolutionnaires, les masses populaires sont indifférentes aux grandes questions de l'humanité. Il faut tout d'abord leur rendre « tous les droits qui appartiennent à l'homme, et leur indifférence disparaîtra ». En attendant, « *il faut les entraîner malgré elles vers l'accomplissement de leur destinée* »...

Il s'agit donc de rassembler une avant-garde de démocrates. C'est dans cette perspective que Bakounine se rend à Genève.

Les réticences formulées par Bakounine révèlent en « négatif » son projet qui est de rassembler un petit nombre de militants recrutés en secret par contacts personnels : il faut que les hommes qui composent cette « alliance » aient « tout à fait les mêmes convictions philosophiques, religieuses, politiques et sociales ». L'« alliance des peuples » que Bakounine préconise est un groupe restreint d'hommes décidés, homogènes et mus « un grand principe

identique, assez large et assez élevé pour devenir pour les hommes qui le reconnaissent une sorte de religion, pour leur donner une foi assez forte pour lutter contre les difficultés, les obstacles et les dégoûts journaliers, et pour leur inspirer le sacrifice de leur vanité et de leurs intérêts. »

Malgré toutes ces réticences, Bakounine se rend quand même à Genève à la fin du mois d'août 1867. Ce n'est pas de sa part de la naïveté, *puisque'il a fait par anticipation la critique d'un tel rassemblement*. D'autre part, on peut difficilement imaginer que l'expérience de ses quelques années en Italie n'aient pas marqué un tant soit peu sa vision des choses, en particulier sa stratégie et ses objectifs. Il a fait l'expérience, pendant plusieurs années, de la propagande dans les milieux populaires et ouvriers. Bakounine a effectivement une idée derrière la tête : rapprocher la Ligue de la paix et de la liberté de l'Association internationale des travailleurs.

### **1867. – Fédéralisme, socialisme et antithéologisme : dernière tentative de rallier les démocrates**

*Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* sera une sorte de document-programme destiné à rallier les démocrates à la cause du mouvement ouvrier lors du congrès de Genève de la Ligue de la paix et de la liberté. Bakounine va proposer à cette organisation de se constituer en direction politique du « mouvement social », tandis que l'Association internationale des travailleurs en constituerait la branche économique. Une telle proposition est totalement dans la continuité des positions qu'avait défendues Bakounine dans les années précédentes. L'AIT, réunie en congrès, refusera d'ailleurs une telle proposition.

Qu'il ait cru réellement réaliser cet objectif est peu probable car il avait suffisamment bien organisé sa sortie, une fois l'échec constaté, pour qu'on puisse penser que c'était là une dernière tentative avant de laisser les démocrates à leur sort. La Ligue étant par ailleurs largement constituée de franc-maçons, peut-être Bakounine pensait-il que ceux-ci comprendraient l'importance de l'enjeu. Certains militants libertaires pensent encore aujourd'hui qu'il est inconcevable d'envisager la franc-maçonnerie autrement que comme anarchiste : l'esprit même de cet institution serait, selon eux, par essence libertaire. On peut donc comprendre qu'en 1867 Bakounine ait pensé de même. *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* est, à ce titre, largement inspiré des écrits maçonniques, dits « Fragments maçonniques » de Bakounine, datant de 1865, mais aussi du « Catéchisme révolutionnaire » datant de 1866.

Le livre est divisé en trois parties correspondant au titre, mais comme il est illusoire de demander à Bakounine qu'il fasse quelque chose de manière

équilibrée, le fédéralisme et le socialisme occupent 20 et 23 pages dans l'édition Stock, tandis que l'antithéologisme en occupe 150. C'est d'ailleurs dans cette troisième partie de l'ouvrage que se trouvent les « reprises » des Fragments maçonniques.

Dans les deux premières parties consacrées au fédéralisme et au socialisme, on trouve nombre de reprises du « Catéchisme » de 1864.

Le texte que Bakounine présenta au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté est donc, d'un certain point de vue, l'aboutissement des réflexions qu'il a menées entre son séjour en Suède et son départ d'Italie en 1867. *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* est un document transitoire dans lequel se trouvent des éléments programmatiques libertaires avec une stratégie qui est encore liée aux pratiques de la révolution de 1848, le tout présenté à des hommes dont la condition sociale contredit l'un et l'autre.

Bakounine y approfondit sa réflexion. Son point de vue y est plus précis, mais également moins radical. Il forme le projet de constitution des États-Unis d'Europe, alors que le « Catéchisme » parle de « fédération universelle et mondiale de toutes les nations ».

On trouve dans les trois textes – « Catéchisme », « Fragments maçonniques » et *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* le rejet de la forme monarchique. Le principe de nationalité est reconnu dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* comme un « fait naturel », qui a droit à une « existence et à un développement libres, mais non comme un principe », car un principe porte un caractère universel, alors que la nationalité est un fait exclusif. Dans le « Catéchisme », Bakounine formule les choses autrement : le « soi-disant principe de nationalité » est un principe ambigu, plein d'hypocrisie et de pièges ; il faut donc le ramener à un principe plus grand, le seul légitime : c'est que chaque individu, chaque corps collectif a le droit d'être lui-même, et personne n'a le droit de lui imposer ses coutumes, ses lois, sa langue. En d'autres termes, Bakounine reconnaît dans les deux cas à chacun le droit d'avoir son identité nationale, mais celle-ci ne doit pas être un absolu. Plus tard, il sera plus précis : il dira que chacun a le droit de se réclamer de sa nationalité, mais qu'il ne faut pas traîner cela comme un boulet.

Le patriotisme est défini dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* comme « toujours funeste aux intérêts populaires et réels du pays qu'il prétend exalter et servir, ami, souvent sans le vouloir, de la réaction – ennemi de la révolution, c'est à dire de l'émancipation des nations et des hommes ». Dans le « Catéchisme », la prospérité et la liberté, créant des liens solidaires, transformera peu à peu « le sentiment étroit et le plus souvent injuste de patriotisme en un amour plus large, plus généreux et plus rationnel de l'humanité ».

Le programme social de *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* montre une évolution par rapport au « Catéchisme ». Ce dernier ne parle pas d'ouvrier ni de prolétaire, termes qui reviennent souvent dans le document de 1867. Alors que le « Catéchisme » ne parle jamais de Proudhon, bien que les références à lui y soient évidentes, *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* l'évoque plusieurs fois : les références de Bakounine sont donc maintenant explicitées. Aux démocrates bourgeois du congrès de la Ligue, Bakounine ne parle pas seulement de « réforme radicale dans les conditions économiques actuelles des classes ouvrières », il affirme : « Relevez les conditions du travail, rendez au travail tout ce qui d'après la justice revient au travail, et par cela même donnez au peuple la sécurité, l'aisance, le loisir, et alors, croyez-le bien, il s'instruira de lui même et rejetant de côté tous vos catéchismes, il créera une civilisation plus large, plus saine, plus élevée que la vôtre. »

Les deux documents abordent la question du droit de tout individu à bénéficier de moyens égaux pour développer ses facultés : « Organiser la société de telle sorte que tout individu, homme ou femme, venant à la vie, trouve des moyens à peu près égaux pour le développement de ses différentes facultés et pour leur utilisation par son travail ; organiser une société qui, rendant à tout individu, quel qu'il soit, l'exploitation du travail d'autrui impossible, ne laisse chacun participer à la jouissance des richesses sociales, qui ne sont en réalité jamais produites que par le travail, qu'autant qu'il aura directement contribué à les produire par le sien <sup>1</sup>. »

Dans le « Catéchisme », Bakounine évoque une « organisation sociale dans laquelle tout individu humain naissant à la vie, homme ou femme, trouvera des moyens égaux d'entretien, d'éducation et d'instruction pour son enfance et son adolescence, et que plus tard, arrivé à l'âge de la majorité, il trouve des facilités extérieures, c'est à dire politiques, économiques et sociales égales pour créer son propre bien-être, en appliquant au travail les différentes forces et capacités dont la nature l'aura doué et qu'une instruction égale pour tous aura en lui développées ».

Le texte présenté au congrès de la Ligne développe l'analyse des conditions de vie de la classe ouvrière avec plus de précision que ne le fait le « Catéchisme ». *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* aborde la question des coopératives ouvrières, du secours mutuel, des trade-unions, et surtout le l'Association internationale des travailleurs (qu'il appelle la « ligue internationale des ouvriers de tous les pays ») pour montrer que le mouvement socialiste est arrivé à un « haut niveau de puissance au sein des classes

---

1 *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme.*

ouvrières ». « Le socialisme est partout », dit-il aux démocrates bourgeois : c'est « la puissance latente du siècle ». C'est pourquoi « il ne nous est pas permis de faire abstraction du socialisme dans notre programme ».

Bakounine pensait-il réellement convaincre les démocrates bourgeois du congrès ? Il y a tout lieu de croire qu'en se rendant au congrès de la Ligue à Genève ses réserves sur l'utilité d'un congrès public n'avaient pas changé (voir *supra* : « Du radicalisme au socialisme »), mais qu'il ne voulait pas rater l'occasion d'y défendre ses idées. Il ne se faisait aucune illusion. Le fait que la « sortie » de Bakounine de la Ligue, après son deuxième congrès, ait été manifestement bien organisée, plaide dans ce sens. Lorsque la motion de Reclus, soutenue par Bakounine, est rejetée à 77 voix contre 36, Bakounine démissionne, suivi par une petite minorité et crée l'Alliance internationale pour la démocratie socialiste... à la veille du congrès de Bâle de l'AIT. « L'outil avait été essayé ; à l'épreuve il s'était avéré impropre, il avait dû être rejeté ; il ne restait qu'à en chercher un autre. L'Association internationale des Travailleurs se présentait naturellement comme l'outil dont on avait besoin <sup>1</sup>. »

Il est vrai, avait-il dit, que ce programme allait « écarter de nous une bonne partie de la bourgeoisie », mais il s'efforce cependant de montrer la coïncidence d'intérêts entre le prolétariat et une partie importante de la bourgeoisie, ceux qui sont « industriels » et qui font le mal « plutôt par nécessité que par volonté et par goût, et qui ne demanderaient pas mieux que de se voir délivrés de cette fatale nécessité, qui les met en hostilité permanente avec les populations ouvrières, et qui les ruine en même temps. Il faut bien le dire, la petite bourgeoisie, le petit commerce et la petite industrie commencent à souffrir aujourd'hui presque autant que les classes ouvrières et si les choses marchent du même pas, cette majorité bourgeoise respectable pourrait bien, par sa position économique, se confondre bientôt avec le prolétariat <sup>2</sup>. »

Il ne reste donc de salut, pour cette fraction de la bourgeoisie, que dans l'alliance avec le peuple <sup>3</sup> : « La question sociale l'intéresse tout aussi bien et de la même manière que le peuple. » L'initiative de ce nouveau développement, précise Bakounine, n'appartiendra cependant pas à la petite bourgeoisie mais au peuple : « à l'Occident – aux ouvriers des fabriques et des villes ; chez nous, en Russie, en Pologne, et dans la majorité des pays Slaves : – aux paysans. »

---

<sup>1</sup> L'Alliance internationale des sociaux-révolutionnaires, 1873.

<sup>2</sup> *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*.

<sup>3</sup> Dans le vocabulaire bakouninien, le « peuple » est constitué de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et de la petite bourgeoisie prolétarisée.

La perspective de Bakounine a changé par rapport au « Catéchisme ». Dans celui-ci, la bourgeoisie, entendue comme classe instruite, intervenait comme direction clandestine du mouvement social. Aujourd'hui, l'initiative revient à la classe ouvrière : c'est tout à fait nouveau. Et il explique cela à un congrès de démocrates bourgeois !

## Conclusion

C'est après le second congrès de la Ligue de la paix, lors duquel Bakounine fait plusieurs interventions remarquées, que le révolutionnaire russe abandonne définitivement toute idée de rallier la bourgeoisie radicale au socialisme. *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* joue peut-être pour lui le même rôle que *l'Idéologie allemande* pour Marx et Engels : c'est une mise au clair de ses idées.

La période de sept ans qui se situe entre son évasion de Sibérie et son adhésion à l'Internationale voit le révolutionnaire russe passer d'une approche « quarante-huitarde » des problèmes de son temps à une vision moderne. Arrêté en 1849, il a été hors circuit pendant douze ans et lorsqu'il arrive à Londres à la fin du mois de décembre 1861, il entend bien se remettre immédiatement à l'action, mais sa perspective est encore celle de la libération des Slaves. La période qui suit le met progressivement en relation avec le mouvement ouvrier italien, avec lequel il établit un lien très fort et durable.

Son adhésion à l'Internationale en 1868 ne sera que le *prélude* de la création du Bakounine libertaire que la plupart des gens connaissent. Les années italiennes l'ont confronté avec la réalité de mouvement ouvrier et populaire. Il en a perçu la complexité et les contradictions. Ce pourfendeur du système parlementaire resta en relations étroites avec des militants italiens qui avaient été élus au Parlement.

Lorsque Bakounine adhère à l'AIT, il dispose d'une expérience réelle de contacts permanents avec des militants, il a des idées, mais a encore presque tout à apprendre en matière d'organisation. C'est au contact des militants suisses et belges, c'est par l'observation et l'échange d'idées qu'il développera une théorie de l'organisation qui ne sera pas le produit de son imagination mais le résultat d'une véritable symbiose entre l'action pratique et la réflexion théorique.

\* \* \* \* \*

Cette recherche en trois étapes<sup>1</sup> destinée à montrer qu'il y a un *autre* Bakounine s'achève. Notre intention n'était pas de proposer une biographie du révolutionnaire russe mais de montrer les degrés successifs par lesquels son trajet le porte au socialisme révolutionnaire de ses dernières années. Ces degrés successifs se mesurent par l'évolution intellectuelle dont il est l'objet, elle-même déterminée par les événements auxquels il est confronté.

Le jeune aristocrate un peu dandy et politiquement conservateur qui quitte la Russie en 1840 pour étudier la philosophie à Berlin se trouve confronté à l'extraordinaire bouillonnement intellectuel qui marque la capitale prussienne à cette époque. En deux ans il a le temps de se révéler comme un égal de ces intellectuels contestataires qui se réclament de la postérité de Hegel et de rejeter totalement la philosophie pour cause d'impuissance pratique.

Pourquoi Bakounine, devant qui s'ouvrait une brillante carrière intellectuelle, abandonna-t-il brusquement la philosophie en 1842 ? Dans sa « Confession », il déclare en évoquant cette période de sa vie : « Je cherchais dans la métaphysique la vie, mais elle ne contient que la mort et l'ennui ; j'y cherchais l'action, et elle n'est qu'inactivité absolue. » C'est aussi l'incapacité politique des libéraux allemands à s'organiser contre l'absolutisme qui a contribué à orienter ce choix. La philosophie la plus radicale ne suffit pas comme incitation à l'action. L'impuissance dans la vie pratique, qu'il reprochait aux conservateurs, valait aussi pour l'ensemble du mouvement démocratique allemand auquel il sacrifiera huit années de forteresse et quatre années de séjour en Sibérie.

Parti, littéralement, sur les chemins de l'Europe, Bakounine adopte une démarche curieusement analogue à celle de Hannah Arendt, que décrit Claude Lefort : « Faire face à l'inconnu, cette attitude qui fut celle de H. Arendt, acquiert tout son sens quand on se souvient de ce que fut la défaillance des intellectuels allemands en 1933 – ces intellectuels qui mettaient au service d'un « ne pas penser » les constructions les plus artificieuses, les plus fallacieuses, et qui l'ont décidée, comme elle l'a dit, à se détourner pour toujours des intellectuels, dont elle savait qu'elle n'avait rien à apprendre<sup>2</sup>. »

C'est là très précisément la démarche qu'a suivie Bakounine, un siècle avant Arendt.

---

<sup>1</sup> Cf. Volume I : L'autre Bakounine. – du conservatisme à la révolution démocratique 1838-1847 :

Volume II : L'autre Bakounine. – Allemagne et question slave.

<sup>2</sup> *Essais sur le politique*, Seuil, p. 61.

\* \* \* \* \*



## Documents

### Avertissement

Les documents antérieurs à la période « italienne » de Bakounine rédigés entre 1862 et 1865 ne figurent pas dans cet ouvrage. Ils ont été publiés dans *Michel Bakounine, textes sur la question slave et sur l'Europe du Nord (1862-1864)*, aux éditions Lulu.com :

- 1862. – Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves
- 1862. – Lettre à un Tchèque
- 1862. – La cause du peuple. Romanov, Pugatchev ou Pestel ?
- 1862. – Bakounine sur les Slaves
- 1862. – Le comité central de Varsovie et le comité militaire russe.  
Réponse au général Mieroslawski
- 1863. – Aux patriotes finlandais
- 1863. – Discours prononcé au banquet à Stockholm
- 1863. – Lettre sur la Russie
- 1863. – Zemlja i Volja (Terre et Liberté)
- 1863. – La Russie officielle et le peuple de Russie
- 1863. – (Suite) La Russie officielle et le peuple de Russie, dépeints dans  
des lettres de M. Bakounin
- 1864. – Lettre d'un démocrate
- 1864. – Lettre d'un démocrate
- 1864. – Lettre d'un Démocrate
- 1864. – Lettre de Londres
- 1864. – Catéchisme Révolutionnaire

\* \* \* \* \*

### **1865. – Lettre à Karl Marx**

7 février 1865  
 Florence, Italie  
 Moscou, RCChIDNI, f.1, o.5, d.1524/5354  
 français

Ce 7 Février – 1865 – Florence  
 13. Via dei Pucci – 2° piano

Carissimo

Tu as formellement le droit de te fâcher contre moi, car j'ai laissé sans réponse ta seconde lettre et j'ai tardé jusqu'à ce jour de répondre à la troisième – Voici les causes de mon silence : Conformément à ton désir j'ai envoyé à Garibaldi un exemplaire de l'adresse du comité international, et j'attends encore sa réponse. En outre, j'attends que la traduction italienne soit imprimée pour te l'envoyer aussi. – Tu ne saurais combien on est lent et indécis dans ce pays. Le manque d'argent, cette maladie fondamentale et première, d'ailleurs fort naturelle, de toutes les organisations démocratiques en Europe, paralyse toute activité ; et de plus la majorité en Italie, démoralisée par le fiasco complet et les fautes de l'école démocratique centraliste, politique, unitaire – est devenue excessivement sceptique et blasée. La propagande socialiste conséquente, énergique et ardente pourra seule rendre la vie et la volonté à ce pays.

Mais pour cela il faut un peu de temps, car on n'en est encore qu'aux commencements. En Angleterre, à ce qu'il paraît, vous marchez déjà à voiles déployées. C'est à peine si nous osons dérouler *poco a poco* les nôtres. Pourtant je t'envoie un morceau de vers de la fabrique de Florence, qui ne te déplaira pas, j'espère. L'organisation est une chose plus difficile que les vers – elle marche aussi, mais très lentement, ralentie par l'indifférence sceptique, la méfiance mutuelle et par l'ignorance aussi bien que par l'inaptitude des soi-disant chefs d'une soi-disante démocratie démoralisée et désorientée.

Une nouvelle démocratie doit se former en Italie, – celle fondée sur le droit absolu et l'unique culte du travail. Les éléments ne manquent pas – ils pullulent, par conséquent il ne faut désespérer de rien – ma *pazienza* ! comme on dit ici. De cette patience, il en faut beaucoup. Mazzini se trompe excessivement, s'il continue de croire que l'initiative du mouvement nouveau viendra de l'Italie. L'Angleterre, la France, l'Allemagne peut-être, – mais les deux premières certainement, si l'on ne parle que de l'Europe et cette magnifique Amérique du Nord – voilà le vrai centre intellectuel et dramatique de l'humanité. Le reste suivra à la remorque.

Et maintenant, *carissimo amico*, donne moi ton absolution pour un long silence dans lequel je ne tomberai plus – et baise respectueusement en mon nom les belles mains de Madame Marx et de ta fille.

Ton dévoué M.B.

Aussitôt que j'aurai les photographies de ma femme et de ma propre personne, je vous les enverrai, mais à titre de revanche je vous demanderai toute la *sanctissima famiglia*.

\* \* \* \* \*

### 1865. – Articles pour Il Popolo d'Italia <sup>1</sup>

Original en français  
Publié d'après la première publication

Naples, 22 septembre 1865

Une lettre de Paris, publiée dans votre journal du 2 septembre, contient une grave attaque contre un petit journal du nom de *Candide*, écrit par de jeunes Parisiens et dont la parution a été immédiatement interrompue sur ordre de la censure impériale. Votre correspondant, qui ne semble pas par ailleurs être un admirateur enthousiaste de l'illustre exterminateur de la pensée et de la liberté qui règne aujourd'hui sur la France, prend cette fois son parti au point de le féliciter presque d'avoir vengé la religion et la morale publique en supprimant un journal écrit par des jeunes « *sans éducation ni expérience, qui poussés par une basse vanité coupable ont osé affirmer imperturbablement des choses qui sèmeront un doute éternel dans l'esprit de toutes les honnêtes gens* ».

J'avoue avoir été quelque peu surpris de trouver dans votre journal des félicitations et des encouragements au pouvoir tutélaire et moral de Napoléon III, encouragements contre la liberté, en faveur du prétendu droit des Etats à restreindre la pensée humaine pour le bien des religions, de la morale et de ce que l'on nomme officiellement la tranquillité, mais que j'appellerai pour ma part la mort publique. Ce n'est pas ainsi que l'on comprend la liberté en Angleterre ou aux Etats-Unis d'Amérique du Nord. Là-bas, l'homme est réellement libre. Convaincu que la liberté est le fondement essentiel et l'unique source de toute véritable morale et qu'elle constitue l'essence même de l'humanité, il comprend qu'on ne peut que lui donner l'expansion la plus large et il repousse avec indignation et horreur toutes les restrictions funestes que les Etats du continent européen, à l'exception de la Suisse, imposent dans le soi-disant intérêt d'une morale officielle qui n'est en réalité qu'une profonde immoralité systématique. Malheur aux nations où l'Etat se mêle de régler la

---

<sup>1</sup> Traduction IISG.

vie du peuple et la libre pensée de l'individu, même si c'est au nom de la morale la plus pure ! Le seul fait d'être imposée la rend immédiatement immorale, car que sont donc la morale, le devoir et le droit sinon la liberté elle-même ? Quelle est d'ailleurs l'autorité politique et sociale, humaine ou divine, qui aurait le droit de s'interposer entre la vérité et la pensée qui la cherche ?... S'il s'agit de l'Etat (et cela s'applique autant à l'état républicain de Robespierre qui, au nom de l'être suprême, a fait guillotiner les Hébertistes parce qu'ils osaient se dire *athées*), à l'instar de Robespierre, en même temps que la liberté de pensée, il tuera la liberté politique et sociale du pays qu'il gouverne, ouvrant la voie au despotisme des Napoléoniens.

Les Hébertistes étaient des athées !... Quelle terrible accusation, en vérité !... Mais savez-vous que les athées des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles avaient une foi infiniment plus ferme que leurs contemporains croyants ? L'idée même de Dieu n'est au fond constituée que par les idéaux fondamentaux de l'humanité : la vérité, l'amour, la beauté, la justice et la sainte liberté. Les athées croient que tous les peuples et tous les individus vivant sur terre pourront les atteindre, tandis que vos prétendus croyants en doutent tellement qu'ils les ont relégués très loin des hommes, en dehors de l'espace et du temps, dans un ciel fictif, tellement fictif qu'ils s'en préoccupent, en fait, beaucoup moins que des fluctuations du contenu de leur bourse. De quel côté se trouvent la morale et la foi, je vous le demande ?

Croyez bien que ces hommes religieux, ces théologiens moralistes, sont choisis et protégés par tous les gouvernements, non pour leur foi, mais à cause de leur incrédulité grossièrement matérialiste ainsi que de leur indifférence sceptique face à toutes les grandes questions de l'humanité. Cette incrédulité et cette indifférence en font des serviteurs extrêmement précieux, pressés, moins par conviction que par égoïsme, à ramper devant tous les pouvoirs établis, tandis que leurs adversaires, les soi-disant athées, sont persécutés par ces mêmes gouvernements non à cause de leur athéisme, mais à cause de leur foi.

Ces derniers croient en l'humanité. C'est un crime, je le sais, un crime qui risque de détruire le présent. Comme tel, il est au plus haut point condamnable aux yeux de tous les privilégiés satisfaits qui, tels de nouveaux Josué, voudraient arrêter le mouvement du soleil et retarder le progrès de l'humanité afin de sauver le pouvoir qui leur échappe, de conserver leurs postes, leurs monopoles et leurs privilèges qui menacent de les ensevelir sous leurs ruines. Mais ce crime, du fait même qu'il est destructeur du présent est en même temps édificateur d'avenir, comme le fut en son temps le christianisme dont les juifs eux-mêmes dénoncèrent à ses débuts l'athéisme et les blasphèmes. Oui, ces redoutables athées d'aujourd'hui ont foi dans l'humanité, sans la diviniser ni l'idolâtrer. Ils croient qu'en l'homme la somme du bien dépasse celle des mauvais instincts, que la justice n'est point une lumière céleste égarée sur la terre, mais la splendeur d'un soleil intérieur inhérent à l'humanité, qu'il faut de la raison pour la reconnaître et, pour la réaliser, une liberté pour ainsi dire infinie, sans autres conditions et limites que celles que

la nature a mises à l'existence de tout homme, et qu'en conséquence, pour moraliser la Société humaine, il faut émanciper la pensée du joug de l'autorité et notre volonté de la tutelle de l'Etat.

Ils pensent que cet Etat, tel un système ordonné de relations et de choses qui nous sont imposées, non par notre propre raison ni par notre libre conscience collective, mais de l'extérieur ou d'en haut, soit au nom d'une loi révélée ou de l'autorité divine, comme dans les pays franchement chrétiens, catholiques ou protestants, soit au nom d'une intelligence brevetée ou privilégiée excluant l'immense majorité du peuple de son cercle orgueilleux et restreint, soit au nom de la propriété monopolisée entre les mains d'une minorité corrompue et avide, soit enfin par la force brutale des armées permanentes comme on le voit aujourd'hui dans de nombreux pays d'Europe, ils pensent donc que cet Etat ne crée pas l'ordre, mais au contraire le désordre, l'anarchie permanente figée, l'injustice absolue et l'épuisement méthodique de millions d'hommes soumis et maintenus dans les ténèbres par la force, au profit d'un petit nombre corrompu par le privilège. Ils pensent que la liberté ne doit pas être le couronnement, mais le fondement même et le véritable créateur de l'ordre, tant politique que social, tant industriel que moral, et que toute véritable organisation de la société humaine qui considère le respect scrupuleux des libertés individuelles et locales comme la condition *sine qua non* de la liberté universelle, doit procéder non du haut vers le bas ni du centre vers la circonférence, mais du bas vers le haut et de la circonférence vers le centre.

Ô horreur, ces Hébertistes, ces prétendus athées de notre époque, croient que le *travail* n'est point une malédiction ni un signe de la déchéance humaine, comme on le lit dans les Saintes Ecritures, et comme le prouve encore aujourd'hui par son organisation toute la société actuelle, mais au contraire qu'il est la gloire la plus grande, l'unique signe de dignité et de noblesse pour l'homme qui, devenant lui-même créateur grâce à son travail libre et solidaire, collectif et individuel, transforme à son tour le monde et le fait à son image. Ils en sont tellement convaincus qu'ils seraient capables de proposer que l'on prive de leurs droits politiques tous les propriétaires du capital, de la terre ou de rentes et qu'on accorde au contraire ces droits à tous les ouvriers sans exception, exactement l'inverse de ce qui se passe dans le monde actuel qui discrédite le travail au profit de l'oisiveté et de la déplorable luxure.

Bref, toute la morale de ces nouveaux Hébertistes, « *inspirés par une vanité vile et coupable* » se résume en quelques mots :

1<sup>re</sup> loi – Sois libre et respecte, aime, éveille, protège au besoin et estime la liberté d'autrui.

Car la liberté de tous les hommes, loin d'être une négation ou même une limitation à la tienne, comme l'ont prétendu les théologiens et même les philosophes déistes de l'école de Jean Jacques Rousseau, en est au contraire la confirmation nécessaire, le triomphe et l'extension à l'infini.

La liberté de chacun suppose nécessairement la liberté de tous et la liberté de tous ne devient possible que par la liberté de chacun.

Il ne peut exister une liberté à peine inférieure à celle des autres sans qu'apparaisse aussitôt un début d'esclavage. Il n'existe pas de réelle liberté sans une égalité non seulement en droit, mais également dans la réalité. La liberté dans l'égalité, voilà ce qu'est la justice.

Le principe de la liberté n'est donc pas seulement celui d'un droit individuel, c'est aussi celui de la solidarité, de la justice et de l'amour.

2<sup>e</sup> loi – Travaille et produit, car sans travail il n'y a point d'honneur, de dignité, de droit, de liberté ou d'humanité pour l'homme.

Et pour reprendre les paroles du grand apôtre Saint Paul, « qui ne travaille pas ne mange pas. »

Car, ainsi que l'ont si bien prouvé les économistes, gens très modérés et conservateurs comme chacun le sait, seul le travail est producteur de richesses. Ainsi, celui qui existe et jouit de l'existence sans travailler, profite des biens et du travail d'autrui et ne vit pas des siens. Eh oui, mes amis ! nous tous, en ce siècle d'inégalité et de profit, nous tous qui ne sommes pas des ouvriers et qui ne portons pas le vêtement et surtout le fardeau quotidien du peuple, nous vivons plus ou moins aux dépens d'autrui !

Associe-toi pour travailler et produire, car l'association centuple la force de chacun. L'association libre est donc conseillée non en vertu d'une loi politique qui n'a rien à voir avec tes décisions, mais en vertu d'une loi économique reconnue par ta propre raison et qui est l'expression de la force même des choses. Tu es tout à fait libre de ne pas t'associer, mais ce faisant tu frapperas ton propre travail d'impuissance et de stérilité et tu te condamneras à la pauvreté.

*Liberté et Travail, Raison et Justice*, tels sont les quatre principaux dogmes de ces jeunes fanatiques humanitaires. Les comprendre est, d'après eux, toute la science morale. Les pratiquer est toute la vertu.

Et ils espèrent grâce à ces quatre mots soulever et transformer le monde.

### Un Français

Naples, 30 septembre

Monsieur le Directeur,

Rien n'est plus surprenant que la colère de votre correspondant de Paris à l'encontre de jeunes qu'il ne craint pas d'accuser de basse et coupable vanité, uniquement parce qu'ils ont osé affirmer imperturbablement des choses qui d'après lui « sèmeront un doute éternel dans l'esprit *de toutes les honnêtes gens* ».

En lisant ces derniers mots, je me suis involontairement souvenu de ce précieux opuscule, « *Les propos de Labienus* », qui n'est pas seulement un chef-d'œuvre, mais aussi et surtout la plus noble action de l'année 1865.

« Depuis quand », demande Labienus, « depuis quand les brigands écrivent-ils des livres ? » Et son interlocuteur de lui répondre : « Depuis que les *hommes honnêtes* font les empereurs. » Toute l'histoire des *honnêtes gens* de notre siècle est là. Ah monsieur, quelle triste histoire ! Ils ont tout perdu, tout trahi ; la foi de leur jeunesse, leurs serments, la liberté, la patrie... mais en échange ils ont sauvé, en même temps que leur vie et leur bourse, la mesure de leur propre importance.

Votre correspondant a raison de parler de leurs doutes éternels. Ils doutent de tout sauf d'eux-mêmes. Douter est leur métier ! Demandez-leur si telle chose est blanche ou noire. Ils répondront toujours qu'elle est grise. Le gris est la couleur de toutes leurs pensées, de toutes leurs actions. Ce n'est ni l'innocence, ni le crime ; ce n'est pas la vérité, mais ce n'est pas non plus absolument le mensonge ; c'est un point moyen, incolore, quelque chose d'incertain, d'hypocrite, situé entre les deux. Ils appellent cela la sagesse. Nous l'appellerons plus exactement impuissance et couardise.

Cette mollesse de cœur est la cause de ce que beaucoup, désireux de plaire à tous, ne parviennent de ce fait à rien, avec personne. C'est un calcul intéressé qui les empêche de manifester clairement et honnêtement leur opinion sur les questions les plus simples, de suivre franchement un parti. En effet, s'ils manifestaient avec davantage d'énergie leurs croyances et leur caractère politique, ils craindraient de se mettre dans une situation dangereuse, de perdre la protection bienveillante des puissants et de susciter leur redoutable inimitié car ils risqueraient de perdre, ce faisant, les avantages que d'autres éventualités pourraient leur offrir... Enfin, cette éternelle hésitation entre toutes les idées et tous les partis, si désastreuse au moment de prendre des décisions, si honteuse pour ceux qui en sont tourmentés, si corruptrice pour les autres, ne peut s'expliquer que par une absence totale de sentiments ou, si l'on préfère, de passions généreuses, par une impuissance à se convaincre sérieusement d'une idée et à oublier le pauvre petit « mais », avec tout ce qu'il implique d'intérêt, d'ambition et de vanité personnels au service d'une grande cause.

Ces *honnêtes gens* sont ordinairement d'une vanité excessive. Et rien n'est plus naturel. Dénudés de toute autre passion ils sont amoureux d'eux-mêmes, et sans aucun autre culte ils sacrifient à celui de leur chère personne. Ils sont ainsi souvent plus dangereux que les plus grands scélérats qui servent presque toujours d'instrument et qui sont en fait considérés comme tels soit pour leur vanité, soit pour leur couardise, soit pour les deux. De tous temps les vertus négatives et passives et l'impuissance ambitieuse des *honnêtes gens* ont été la passerelle conduisant les francs scélérats au pouvoir.

Les scélérats déclarés ne peuvent régner à visage découvert que dans les états despotiques, car ils ne peuvent se faire accepter que par la force. Mais dans les pays qui se targuent d'être libres, ou du moins de le paraître, et où tromper les peuples pour les opprimer est un métier, les scélérats se servent des *honnêtes gens* pour ne pas mettre en danger leur propre cause et pour parvenir plus sûrement à leurs fins. Satisfaits de tous ces hommages rendus

à leur importance les honnêtes gens refusent rarement de répondre à cet appel. Ils en sont d'habitude tellement touchés qu'ils sont même prêts à jurer que les scélérats ne le sont pas autant qu'on le croit. Il y a du bon en eux, disent-ils au peuple surpris, il s'agit seulement de bien les diriger. Ils ont enfin compris l'impuissance de l'ancien gouvernement et ont changé d'avis puisqu'ils nous ont appelés au pouvoir. Nous voici enfin, c'est nous qui sommes maintenant garants de tout, et tant que nous le resterons vous pourrez vivre assurés qu'il ne sera plus rien fait de mal. La caution ridicule, la vanité stupidement rayonnante de ces gens auraient été excessivement drôles si leurs effets étaient moins graves. Parvenus au pouvoir, ils croient en être les maîtres : ils ne sont en réalité que des fantoches. Trop faibles et trop occupés d'eux-mêmes pour aller au fond des situations et des choses, ils se contentent de discours et ne voient jamais qu'au nom des intérêts les plus libéraux on leur fait endosser les actes les plus réactionnaires.

La première chose qu'ils demandent aux partis, leurs amis d'hier devenus pour eux aujourd'hui des sujets, c'est de se désorganiser, de se désarmer et de détruire les forces qui les ont fait monter au pouvoir et s'y maintenir. « Nous y sommes », disent-ils, « que voulez-vous de plus ? Le but suprême de la lutte est atteint, et notre présence au pouvoir ne doit-elle pas être pour vous la meilleure garantie ? Remettez donc l'épée au fourreau, confiants en notre parole, retournez à vos travaux quotidiens. Si vous conservez plus longtemps votre attitude belliqueuse, vous ne ferez qu'embarrasser le nouveau gouvernement qui a besoin de se consolider et vous ne ferez que l'empêcher de réaliser toutes les grandes réformes dont nous voulons doter la nation. »

Si les partis ont le malheur de les croire et de leur obéir, la réaction, à nouveau triomphante et plus réactionnaire que jamais, revient sans ambages au pouvoir. Si au contraire ils leur résistent, alors ces braves gens, blessés tant dans leur ambition que dans leur vanité, les foudroient de leurs malédictions et, s'ils se sentent assez solides pour l'oser, ils les frappent de façon brutale et dictatoriale, faisant taire les principes et parler la violence, rendant licites les mesures les plus arbitraires, toujours, affirmant-ils, dans l'intérêt même de la chère liberté. « Le vote de confiance, les mesures d'exception, la dictature provisoire. » Telles sont leurs paroles et leurs moyens préférés. Au nom de cette confiance, qu'ils prétendent avoir méritée, ils ne se privent jamais de demander pour eux-mêmes le droit exceptionnel, inouï, d'un despotisme provisoire qu'ils affirment nécessaire au salut de la chose publique.

Et si on les laisse faire, de circonspection en circonspection, de compromis en compromis, ils finissent infailliblement par tuer la révolution et par rétablir la toute-puissance du despotisme déchu. Puis, lorsque la trahison est définitivement consommée et qu'ils sont devenus inutiles, s'il reste encore en eux une parcelle d'honnêteté on les chasse, ou si, s'accrochant au pouvoir ils y restent, ils s'y révèlent à leur tour ouvertement des scélérats professionnels.



Naples, 4 octobre

Monsieur le Directeur,

Dans ma précédente lettre, je me suis efforcé de décrire la carrière fatale qui est celle des honnêtes gens à partir du moment où ils parviennent au pouvoir. Quant à ceux qui n'y sont pas encore parvenus, leur tactique est toujours et partout la même. Ils commencent par se faire accepter par la démocratie autant pour leur réputation d'honnêteté personnelle et privée, que l'on confond à grand tort avec l'honnêteté politique<sup>1</sup>, que pour l'ascendant politique et social conféré par leur naissance, leur poste et leur richesse. Ils professent en outre toutes vos opinions et se disent souvent plus démocrates que vous ne l'êtes vous-mêmes. Seulement, plus sages, plus tolérants et plus pratiques que vous, ils reportent à des temps plus propices la réalisation d'un idéal aujourd'hui impossible et en échange de leur sympathie platonique, qu'ils vous accordent à pleines mains, ils vous demandent en réalité de leur sacrifier, au nom de l'opportunité, tout ce qui constitue l'essence, la foi, la force même de votre parti. Et cela pour faire triompher un système totalement opposé à ce que vous êtes et à tous les besoins de la démocratie. Les dures leçons d'un passé encore très récent auraient dû mettre en garde les chefs du parti démocrate contre ces alliances fondées sur un mensonge réciproque qui se sont toujours révélés si funestes à la cause de la liberté. Eh bien, il arrive encore souvent aujourd'hui qu'éperonnés par l'impatience de se sentir parler et d'agir, ignorants sans doute que pour être acceptés demain il leur faut se résigner aujourd'hui à l'impuissance, à l'inertie et à la nullité apparente, oubliant enfin, pour la centième fois, que la force du parti démocrate tient toujours et bien davantage à la pureté de ses principes, à la fermeté de son organisation et à la foi énergique, intelligente et sincère plutôt qu'au nombre affiché de ses membres, les chefs de la démocratie croient faire un acte de grande politique en sacrifiant la puissance de l'idée à l'apparence du nombre. En outre, confiants en eux-mêmes et voyant la triste figure que font généralement ces êtres incertains et timides que l'on appelle « honnêtes gens », ils croient qu'en s'alliant avec eux ils ne trouveront pas des égaux, mais des serviteurs. Ils ne se rendent pas compte qu'ils se donnent des maîtres, car les honnêtes gens, qui n'ont aucune importance par eux-mêmes,

---

<sup>1</sup> NOTE DE BAKOUNINE. – L'honnêteté politique, ainsi que l'histoire ancienne et moderne le prouve, suppose sans doute l'honnêteté privée, mais elle n'en est point la conséquence nécessaire. L'honnêteté politique procède avant tout d'une conviction profonde et ardente et de principes politiques extrêmement clairs et fermes, principes et conviction qui ne sont en aucune façon indispensables à l'honnêteté d'un propriétaire, du marchand, d'un industriel ou d'un père de famille. Cela explique comment des hommes d'une grande honnêteté privée peuvent se transformer en scélérats dans la vie politique. Tirés de leur contexte habituel, transportés dans un nouveau monde dont ils ignorent les conditions et les lois, ils perdent naturellement la notion du bien et du mal et deviennent malhonnêtes tant par ignorance et incertitude théorique que par faiblesse de caractère.

sont soutenus et poussés en avant par la terrible et compacte phalange des scélérats, toujours prête au combat, toujours fidèle à ses principes, dont on ne pourra triompher qu'en utilisant toute la panoplie de la pensée démocratique, dans toute sa grandeur et sa splendeur.

Ces alliances immorales ont toujours eu inéluctablement pour effet la corruption et la désorganisation du parti militant de la démocratie. Celle-ci, dont l'objectif est l'émancipation politique et sociale totale des masses laborieuses, l'exaltation et le triomphe final du peuple et par conséquent l'abolition radicale de tous les monopoles, de tous les privilèges, de toutes les suprématies de fait comme de droit, tant aristocratiques qu'économiques, qui asservissent aujourd'hui l'immense majorité des populations et n'enrichissent de manière inique qu'un petit nombre, et qui veut enfin l'égalité, c'est-à-dire la liberté et la justice pour tous, la démocratie, dis-je, à l'exception de quelques honorables exceptions, ne peut trouver ses partisans les plus ardents et les plus sincères que dans le peuple. Hors de celui-ci, dans la société des privilégiés, leur nombre sera toujours relativement faible.

Il est dans la nature de tout état privilégié de faire aimer l'injustice à ceux qui en tirent profit. Il existe d'extraordinaires exceptions, mais elles sont rares, et si on dresse la liste des privilégiés qui se disent démocrates, on en trouvera peu qui soient totalement démocrates, quelle que soit leur bonne foi. L'homme est ainsi fait qu'afin d'être tout à fait bon, il doit évoluer dans une société tout aussi bonne, et surtout ses origines et les conditions de son existence ne doivent pas être en contradiction avec la justice. Etant donné qu'il est essentiellement solidaire et social, sa moralité personnelle dépend, sinon de manière absolue du moins très sensiblement, du milieu où il est né, où il a été élevé, qui le nourrit et où il continue de vivre. Et s'il s'agit d'une classe privilégiée, c'est-à-dire une classe d'oppression, de profits iniques et d'abus, l'injustice sera transfusée dans son sang, dans ses os, dans ses organes et dans toutes ses habitudes, comme une sorte de péché héréditaire, à tel point qu'il la vénérera le plus souvent comme un droit et ne comprendra même pas que l'on puisse se soulever contre celui-ci. Il faudra des efforts gigantesques pour le libérer réellement et totalement de cette malheureuse hérédité et de cette funeste solidarité ! Pour triompher dans cette lutte interne, il est besoin d'un profond amour de la justice, d'un esprit droit et d'un grand cœur.

*Un Français.*

Naples, 22 octobre

Monsieur le Directeur,

Je crois avoir indiqué, dans ma lettre précédente <sup>1</sup>, la véritable cause pour laquelle les démocrates sincères sont tellement rares dans l'aristocratie et la

---

<sup>1</sup> NOTE DE BAKOUNINE. – Voir le n° 295 du journal.

bourgeoisie. On y rencontre encore, surtout parmi les jeunes, des hommes capables de grands sacrifices et de se battre en héros pour les libertés politiques, pour l'honneur et surtout pour l'indépendance de leur patrie. Cependant cela est beaucoup moins fréquent depuis 1830 et encore moins depuis 1849 en France et 1860 dans votre pays. Parmi les « politiciens » modernes, encore plus nombreux sont ceux qui se disent ingénument démocrates et croient réellement l'être, car ils ont l'habitude de toujours parler au nom du peuple, de profiter de la puissance de celui-ci et de s'en servir pour faire triompher leur ambition personnelle ou les intérêts de leur classe ou de leur parti sans jamais rien faire pour le peuple. Mais très rares sont ceux qui ont compris et acceptent de bonne foi les conditions sérieuses d'une véritable émancipation du peuple, ceux qui éprouvent le besoin d'une transformation radicale, non seulement politique, mais aussi économique et sociale, *sans laquelle la liberté restera toujours un vain mot pour le peuple.*

J'espère que vous voudrez bien me permettre de revenir sur ce sujet important dans de prochaines lettres. Pour l'heure, je souhaite simplement démontrer un phénomène dont vous êtes certainement conscient depuis longtemps du fait de votre grande expérience politique. Etant donné qu'il est loin d'être encourageant, il doit en effet être exposé ouvertement et étudié sans délai par tous les véritables démocrates : *le nombre de nos coreligionnaires, presque nul dans les classes aristocratiques, est très rare dans la bourgeoisie.*

Mais plus les démocrates appartenant par leur naissance aux classes privilégiées sont rares, plus ils sont précieux. Leur nombre ne correspond pas non plus au potentiel qu'ils représentent pour l'avenir. La religion du Christ, elle aussi dirigée contre les privilégiés de son siècle et combattue par tous les puissants et presque tous les riches, ne comptait à ses débuts que douze défenseurs, les douze apôtres, dont un traître, un peu comme un Crispi ou un Mordini<sup>1</sup> qui hier encore étaient des vôtres et sont aujourd'hui contre vous. Eh bien, il a suffi de ces douze apôtres pour conquérir le monde. Et

---

<sup>1</sup> *Antonio Mordini* (1819-1902) fut actif sous la République de Venise sous Manin, puis devint membre du gouvernement provisoire toscan. Il se rapprocha ensuite de Mazzini mais en 1859 changea totalement de voie et soutint le programme « Italie et Victor Emmanuel ». Il rejoignit ensuite la droite au Parlement.

*Francesco Crispi* (1819-1901) fut également un républicain intransigeant. Il participe au soulèvement de 1848-49 dans le royaume des Deux-Siciles. Il fut un proche de Mazzini, et conseiller de Garibaldi en 1860. Il fut député de Palerme en 1861, siégeant à l'extrême gauche, mais il rallia la monarchie en 1864. En 1862 la loi Crispi laisse l'assistance aux œuvres de charité et de bienfaisance.

Dans les années 1880-1890, il devint Premier ministre. Peu avant l'arrivée de Bakounine en Italie, Crispi avait adressé à la presse italienne, notamment au *Popolo d'Italia*, une lettre ouverte dans laquelle il renonçait au républicanisme et rejoignait les rangs de la monarchie, proclamant : « La monarchie nous unit, la république nous divise. » Le nom de Crispi devint synonyme d'opportunisme.

s'ils y sont parvenus, ce n'est pas grâce à leur sagesse et à leurs compétences pratiques tant vantées, mais à cause de la *folie* héroïque, du caractère absolu, indomptable, intraitable de leur foi en la toute-puissance de leur principe et parce qu'en refusant le mensonge et la ruse, ils ont déclaré une guerre ouverte, sans compromis ni concessions, à toutes les religions opposées à la leur ou simplement différentes. Ils ont vaincu parce qu'ils ont eu le courage d'extirper de leur sein tous les Juifs, tous les incertains.

Le nombre des véritables démocrates dans la bourgeoisie dépasse de très loin celui des premiers apôtres. Je pense qu'on pourrait en dénombrer plusieurs milliers dans toute l'Europe.

S'ils devaient former un parti constitutionnel et parlementaire, ils seraient bien peu nombreux, presque inexistant, même si tous les partisans sincères de la démocratie, aujourd'hui dispersés dans toute l'Europe, étaient rassemblés dans un seul pays. Mais ces quelques milliers d'hommes intelligents, fortement épris de leur cause à laquelle ils sont totalement dévoués, représentent une force vive pour préparer le triomphe de la grande cause populaire et pour propager dans le monde, et surtout parmi les masses, l'idée démocratique de la véritable, de la grande liberté, de la liberté égale de droit et de fait pour tous les êtres humains. Bien dirigée et ordonnée, cette force peut devenir immense. Elle forme, pour ainsi dire, l'église militante de la démocratie, une église dont presque tous les membres sont pauvres, obscurs, occupent un poste modeste dans l'actuelle hiérarchie sociale et *ne désirent pas être placés plus haut pour eux-mêmes*, et qui, dénués de toute ambition personnelle, n'ambitionnent que le droit et la dignité de tous, pour la cause de la démocratie, pour le peuple. L'unique force de ces hommes est leur intelligence toujours audacieusement orientée vers la vérité, une intelligence toujours cohérente, sévère, sereine, qui, dédaignant tous les confort du mensonge, ou plutôt toutes ses faiblesses, toutes les illusions transcendantes du romantisme, de la métaphysique et de la théologie, trouve sa dignité, son bonheur et sa liberté dans la vérité. Leur force est leur passion pour la justice, leur foi ardente dans l'humanité ; elle est cette dévotion sans bornes qui en fait des héros sans ostentation et sans discours ; elle est enfin leur amitié réciproque, cette solidarité profonde et étroite qui naît de l'identité de leurs croyances, de leur passion et de leur objectif et grâce à laquelle, au milieu de ce monde qui leur est contraire, chacun est pour tous et tous sont la providence de chacun.

La puissance de cette église militante tient donc totalement dans son idéal : c'est la puissance de l'idée. Il en découle que chaque fois que celle-ci trahit, restreint, futile ou seulement voile son idée, elle porte préjudice à ce qui constitue sa raison d'être, son présent, son avenir et le but même de son existence. La force matérielle de la démocratie n'est point en elle, mais uniquement dans le peuple. Le peuple est le seul démocrate dont la puissance vient non seulement de l'idée, mais du fait qu'il est démocrate sans le savoir. Sa condition même est démocrate : ses aspirations, ses intérêts, ses besoins doivent donc l'être nécessairement. En substance, l'idée démocrate n'est

autre que la prise de conscience, ou l'expression, formulée, concentrée, coordonnée et comprise de cet immense phénomène : l'existence et l'instinct populaires. Quand le peuple se sent tel et agit en tant que tel, il est tout puissant ; rien ne pourrait résister à sa volonté. Sa faiblesse réside dans sa dispersion et son ignorance. Divisé en d'innombrables groupuscules et pour ainsi dire éloigné de lui-même par les préoccupations de sa vie quotidienne, ployant sous le poids d'un travail qui profite à autrui, mal rémunéré et gagnant à peine de quoi se nourrir ; sans loisirs et sans éducation, sachant à peine ou pas lire et écrire, pratiquement dépourvu de tout moyen pour communiquer ou développer ses pensées et n'ayant même pas le temps de penser, le peuple, à l'exception de ces grands mais rares moments historiques où se réveillent en lui le sentiment et la conscience de lui-même, le peuple, donc, ignore sa puissance. Car il n'en a pas l'idée, qui, comme je l'ai signalé plus haut, n'est autre que l'expression concentrée qui jaillit du plus profond de son être. La sainte mission, je dirais même l'unique mission, de l'église militante de la démocratie, de cette église sans mysticisme qui remplace le culte de l'autorité par celui de la raison et de la liberté, est d'apporter au peuple l'idée et de la lui faire connaître, malgré tous les efforts contraires, incessants et intéressés des églises officielles, de l'Etat et de toutes les classes privilégiées. Hors du peuple la démocratie éclairée ne peut rien entreprendre, car quelques milliers d'hommes, dispersés en Europe, ne constituent pas une force matérielle suffisante pour une quelconque action. De son côté, malgré sa puissance matérielle gigantesque et ses masses innombrables, le peuple, abandonné à lui-même, sera éternellement trompé et malmené par ses éternels dupeurs, car il sera privé de cette lumière qui peut lui montrer le chemin et les moyens du salut. Séparés l'un de l'autre, le peuple et la démocratie éclairée seront tous deux impuissants, unis ils seront invincibles.

La démocratie doit d'abord aller au peuple et se faire accepter de lui. L'initiative appartient de droit à l'idée ; c'est donc à elle de faire le premier pas. Aussi peu élaborée soit-elle, si elle est énoncée avec grandeur et simplicité, en exposant totalement et avec franchise ses conséquences et ses applications pratiques, elle ne manquera jamais de conquérir l'âme du peuple et d'être acclamée par celui-ci, car elle n'exprime et ne veut que sa liberté, son droit et son salut. Il faut seulement que ceux qui la lui apportent unissent la sincérité individuelle et pratique à la vérité théorique.

Le peuple est aujourd'hui méfiant et il a mille raisons de l'être, car il a été si souvent trompé. Mais, en dépit de cette méfiance, il est rare qu'il ne reconnaisse pas ses amis, à condition que ceux-ci aient eu le temps de se faire connaître. Comme les enfants, il aime et devine ceux qui l'aiment. Il les écoute et les suit et leur donne sa toute-puissance en échange de leur amitié. Simplement, il ne faut jamais le tromper et ne pas finasser avec lui.

Quand il vous demande sa liberté et son pain, ne lui offrez jamais des pierres à manger, et n'essayez pas de l'endormir avec les fables du constitutionnalisme ou de la grandeur et de la gloire de l'Etat. Il vous tournerait le dos avec méfiance et mépris, car il ne comprend rien à toute cette politique

transcendante qui ne semble lui parler de libération et de droits que pour le soumettre à un joug nouveau et plus dur. Il ne croit point en toutes ces subtilités, ces intrigues, ces petites et grandes scélératesses. Toujours juste et fort, son instinct les méprise. Pour l'attirer, pour parler à sa raison, à son imagination et à son cœur, il faut lui dire toute la vérité, largement et simplement, et rien que la vérité. Le parti qui veut avoir l'honneur de le guider doit refuser toutes les concessions lâches et tous les compromis malhonnêtes, il doit toujours porter haut sa bannière et ne jamais la voiler, ne jamais se taire, ne jamais minimiser ni masquer ses principes. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra lui montrer qu'il est son ami.

Telles sont les conditions absolues de la force actuelle et de tout l'avenir du parti démocrate. Mais ces conditions n'excluent point de façon absolue la possibilité d'une alliance, voire d'une coalition temporaire, avec un parti quel qu'il soit, même si c'est encore celui des « honnêtes gens ».

*(Un Français)*

Naples, 26 octobre

Monsieur le Directeur,

Il me faut en finir une fois pour toutes avec les « honnêtes gens ».

Ceux-ci ont des manières d'agir différentes en fonction de l'état du parti qu'ils entreprennent d'épuiser ou de corrompre. Lorsqu'un parti, je ne dirais pas démocrate mais national, ou comme on dit chez vous un parti d'action, lorsque des patriotes généreux, las de voir leur pays plongé dans la honte ou poussé vers l'abîme par une politique désastreuse, échappent aux influences empoisonnées dont on a voulu les entourer, ne se laissent plus guider que par leur élan patriotique et leur héroïsme et se résolvent enfin à quelque grand acte de révolution et de salut – sans doute risqué comme toutes les entreprises hardies, mais nécessaire, indispensable même, si on ne veut pas périr dans la boue – vous pouvez être sûrs, même en ces jours de crise suprême où il ne reste d'autre choix que l'action héroïque ou la ruine certaine de la patrie, que les « honnêtes » gens s'opposeront toujours à cette action avec toute l'influence dont ils disposent. Alors qu'ils ne sont jamais sûrs que deux et deux font quatre, comment pourraient-ils croire à l'issue favorable d'une entreprise dont les chances de réussite ou d'échec sont égales ou qui part peut-être même désavantagée ? Contrairement aux fous héroïques qui ne prennent jamais la peine de compter les forces de leurs ennemis, ils les exagèrent toujours et amoindrissent celles du parti du peuple. Si on les écoutait, ils se prépareraient lentement, éternellement, à l'action, mais sans jamais rien entreprendre. En outre, ce seul mot d'action trouble leur quiétude, aiguillonne leur incurable couardise comme une menace, comme une insulte. Eperonnés par leur mauvaise conscience et par la peur, ils feront les plus grands efforts pour empêcher l'héroïsme des autres, sans rien négliger, ni

prières, ni fausses promesses, ni menaces, ni même dénonciations. Nous en avons vu de récents exemples lors de la dernière révolution en Pologne.

Si en dépit de tous leurs efforts le parti d'action se soulève et a la malchance d'essuyer une défaite, alors les « honnêtes gens » s'associeront avec ses cruels persécuteurs et répandront sur son compte les plus infâmes calomnies afin de prouver au monde qu'ils n'ont jamais rien eu de commun avec ce malheureux parti.

Mais que son premier coup vienne à réussir et lui donne une chance de succès, trop prudents pour ne pas s'exposer eux-mêmes en se déclarant ouvertement de son côté, les honnêtes gens intrigueront aussitôt. Impatients de se faire valoir et de tirer parti d'un événement qu'ils ont cherché à empêcher et du sang versé par les autres, sans que personne ne les y invite ils feront tout pour s'interposer comme médiateurs entre le pouvoir établi et le parti soulevé et ils déploieront toutes leurs forces démoralisantes, corruptrices et hypocrites pour décourager et diviser ce parti, pour tuer sa foi en lui-même, pour le faire douter de ses forces et de son entreprise, pour lui faire chercher des appuis et des alliances impossibles parmi les rangs de ses ennemis, enfin pour le faire reculer sur la seule voie susceptible de transformer son premier succès en triomphe. Et s'ils réussissent à ce jeu infâme, ils s'en laveront les mains, affirmant : « Nous l'avions prévu ! »

Mais si en dépit de toutes leurs machinations c'est le parti de la révolution qui triomphe, alors, repentis et convertis de la dernière heure, ils courront vers lui, humbles, suppliants, caressants. Gare alors au parti s'il se laisse vaincre par une lâche compassion criminelle et leur accorde le moindre poste dans la nouvelle organisation conquise malgré eux ! Humbles hier, rassurés aujourd'hui, ils deviendront insolents demain et chaque jour plus importants, ils finiront par chasser jusqu'au dernier patriote, toujours au nom de cette sagesse et de cette honnêteté proverbiales, toujours pour le plus grand bien du pays. Ils s'attribueront l'œuvre du parti et à demi scélérats eux-mêmes et de plus incapables de conserver une quelconque position, ils remettront cette œuvre entre les mains des scélérats consommés.

N'est-ce pas là, Monsieur le Directeur, l'histoire de vos « honnêtes gens » de l'Italie de 1848 et 1849, avant et après l'expédition de Sicile et après la catastrophe d'Aspromonte<sup>1</sup> ?

Est-ce que ce ne sont pas les honnêtes gens d'hier qui, aujourd'hui scélérats masqués, vendent l'Italie à Napoléon III et au pape, au nom de la liberté, et renoncent à Venise et à Rome au nom du patriotisme ? Et ne craignez-vous pas que ceux qui se nomment aujourd'hui « honnêtes gens », que les

---

<sup>1</sup> La bataille de l'Aspromonte fut livrée dans le massif de l'Aspromonte, en Calabre, le 29 août 1862, pendant les guerres du Risorgimento. Soutenu par Napoléon III, le roi d'Italie envoie une armée pour s'opposer à l'invasion des Etats pontificaux par Garibaldi, qui voulait faire de Rome la capitale du pays. Une courte bataille d'une dizaine de minutes a lieu avant que Garibaldi, blessé et choqué par ce combat fratricide, ne fasse cesser le feu.

sans couleur, les gris, les *démocrates honnêtes* d'aujourd'hui suivent tôt ou tard leur exemple ?

\* \* \* \* \*

### **1866. – La situation italienne**

La situation italienne

Octobre 1866

Amsterdam, IISG, Archives Bakounin

Traduction : IISG

Publié d'après une feuille volante. Texte rédigé par Alberto Tucci<sup>1</sup> et corrigé par Bakounin.

L'Italie se trouve à l'heure actuelle dans un triste et dangereux état. Chacun est effrayé par les funestes certitudes du présent ou davantage encore par les pires incertitudes de l'avenir. Au milieu de tant de doutes et de peurs, chacun cherche conseil et force auprès d'autrui afin de renforcer ses propres opinions.

C'est pourquoi nous croyons de notre devoir de contribuer, dans la mesure de nos moyens, à apporter par notre parole la lumière dans les ténèbres dans lesquelles nous errons en vain, d'autant plus que cette parole n'est pas l'écho d'une caste ou d'un intérêt particulier, mais qu'elle est fille de la vérité et s'inspire de la justice.

Afin de rendre plus aisée la voie que nous entreprenons de parcourir, il nous faut revenir rapidement sur les événements les plus importants qui se sont déroulés en cette partie du siècle.

A la suite du carbonarisme qui se conforma toujours aux besoins et aux aspirations locaux, renaquit un esprit national, quasi éteint jusque là, et avec lui un mouvement et une action confiants et très efficaces. Il se forma ainsi une génération de fortes intelligences et de cœurs héroïques qui combattit avec des succès divers pour défendre le programme de la grandeur historique de l'Italie à *l'unité* retrouvée en tant qu'Etat. Cette unité fut le fondement et l'objectif de deux partis : le parti *unitaire républicain* et le parti *unitaire constitutionnel*. Le premier affirmait *Dieu* et le *Peuple*, et par conséquent l'unité de Dieu dans l'unité de la foi religieuse, l'unité du Peuple dans la patrie *unifiée*, c'est-à-dire dans la centralisation de la vie nationale qui fait l'unité de l'Etat, dans le maintien de la société privilégiée qui fait l'unité sociale, le fruit

---

<sup>1</sup> Alberto Tucci fut un des plus actifs militants bakouninistes de la région de Naples entre 1865 et 1871. Il n'y a pratiquement aucune information biographique à son sujet. Il resta probablement un bakouninien jusqu'à la fin de ses jours puisque Antonio Labriola le désigne comme tel dans une lettre à Engels datée du 17 novembre 1894.



de cette unité étant la grandeur de l'Italie et sa primauté en Europe auxquelles tout était sacrifié à commencer par la liberté et le bien-être des Italiens.

Le second, le parti constitutionnel, criait haut et fort *Italie et Victor Emmanuel*<sup>1</sup>, mais une Italie, devenue monarchie unitaire, retrouvant de la force dans l'unité, la liberté dans le parlementarisme, dans la monarchie le lien entre la révolution nationale unitaire et la diplomatie, dans le parlement la sauvegarde des droits de la révolution. Les uns, proposant comme fin unique et suprême la grandeur du pays, reniaient la liberté du peuple, la liberté de pensée et la justice sociale. Les autres, choisissant comme moyen et prétexte cette même grandeur nationale, reniaient tout : peuple et pays, liberté et justice. Tous, diversement aveuglés par leurs multiples ambitions, ne tenaient aucun compte des enseignements d'un maître inexorable, la logique, logique sévère des faits qui a conduit où ils se trouvent aujourd'hui et les partis et le pays.

Malgré cela, dans tous les mouvements qui agitèrent la Péninsule, républicains et constitutionnels dirent au peuple : faisons l'unité et tu auras la liberté de travail et du pain en abondance. Ils crièrent tout à la jeunesse : unifions les cent cités glorieuses d'Italie en un Etat puissant et ta soif de liberté sera satisfaite. Ils imposèrent à tous le sacrifice, la religion du devoir et ils promirent, comme récompense pour une si grande foi, l'*Unité de l'Italie*, de laquelle devaient naître la gloire, la liberté et la prospérité de la Nation.

A partir de 1859 ce furent les constitutionnels qui dominèrent. Et depuis se produisit cette longue série de faits que chacun connaît et qui eut pour fruit l'*unité de l'Etat*, avec la monarchie de la Maison de Savoie et le système parlementaire.

Il est temps de nous demander aujourd'hui : « où en sommes-nous ? Le moment est-il venu de demander à la monarchie à quoi ont servi les sacrifices innombrables et démesurés qu'elle nous a imposés ? »

La réponse est facile, mais douloureuse.

Au nom de l'unité, cause et raison de son existence, la monarchie a vendu Nice et la Savoie à l'Empire français, elle a renoncé à Rome par la convention de septembre, et menace de négociation imminente d'autres terres italiennes.

La monarchie qui s'est imposée au pays et l'a foulé aux pieds au nom de la grandeur et de la gloire italiennes qu'elle devait revendiquer, la monarchie qui disposait de 400.000 combattants pour reconquérir la couronne de Bélisaire<sup>2</sup> a fait battre ses 400.000 braves par 150.000 étrangers. Elle a acheté

---

<sup>1</sup> Une « Société Nationale Italienne » fut créée le 1<sup>er</sup> août 1857 qui sous l'influence de Daniele Manin notamment, se prononça en faveur d'une monarchie unitaire sous l'égide de la maison de Savoie. Sa devise était « L'Italie et Victor-Emmanuel ». La « Société Nationale Italienne » recrutait dans les milieux modérés et libéraux des grandes villes italiennes.

<sup>2</sup> Flavius Belisarius, général byzantin de grande valeur, soutien fidèle de l'empereur Justinien. Lors d'une campagne en Italie, le roi Goth Vitigès lui proposa

la couronne de fer avec de l'or ; elle a reçu comme aumône d'un autre étranger les terres italiennes pour lesquelles elle était descendue sur le champ de bataille et a abandonné sous la coupe de l'Autrichien d'autres terres italiennes, entre la Brenta et le Tagliamento, ainsi que 350.000 soldats. Et pourtant que n'a pas fait la Nation ? On lui a dit : « *Nous avons cédé Nice et la Savoie car, faibles comme nous l'étions, nous étions obligés d'accepter et de payer l'aide française ; pour être forts il faut de l'argent et des hommes.* » Et la Nation a donné des hommes et de l'argent. Elle a donné les yeux de sa tête, le sang de son cœur. Vingt-deux millions de personnes ont payé en six ans 9 milliards et donné 700.000 soldats à la Monarchie et celle-ci, avec ces 9 milliards et ces 700.000 soldats s'est lâchement soumise à la volonté anti-unitaire d'un despote étranger. Elle a subi la honte de recevoir des soufflets continuels de la part de la diplomatie européenne. Elle a traité avec la *papauté*, négation de la civilisation, fléau de l'humanité, et lui a reconnu le droit de ronger le cœur de l'Italie. Elle s'est fait battre sur terre et sur mer. Enfin, sacrifiant tout, elle a tout perdu : *la gloire, la dignité, l'honneur !*

Mais ce n'est pas tout. De nouvelles calamités encore plus désastreuses en ont découlé : la fatale paix armée, la quasi certitude d'une guerre d'intérêt dynastique et étranger, l'absorption complète de l'individu et de ses biens au profit de l'Etat, la banqueroute inévitable des finances et enfin, conséquence logique et seul moyen facile, le remplacement de ces formes de gouvernement libérales actuelles par un gouvernement du sabre dans les Etats assiégés.

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivés à tant de malheurs et comment en sortirons-nous ?

Chaque parti rejette toute la faute sur les autres.

*Les légitimistes des anciens Etats de la Péninsule accusent l'unité* d'être la cause de tous nos maux. Ils disent que pour atteindre un *faux principe* et parvenir à une *utopie*, nous avons gaspillé toutes nos forces et tout notre bien-être. Ils ont tort ou plutôt ils mentent. Ils savent bien que l'unité d'une nation qui parle la même langue trouve son origine dans les traditions et les coutumes, que cela n'est pas un faux principe et beaucoup moins encore une utopie. Il s'agit au contraire d'un fait qui *doit* nécessairement se développer et se réaliser au fur et à mesure que se développent et se réalisent les libertés, le progrès et les institutions locales. C'est pourquoi les mouvements insurrectionnels dans les diverses régions d'Italie ont vivement intéressé toute la Péninsule ; c'est pour cela que tous les intellectuels et toute la jeunesse bourgeoise d'Italie se sont solidarisés en 1848 avec les républiques de Rome et de Venise, que le Piémont a, à partir de 1848, attiré et entraîné la vie constitutionnelle de la plus grande partie de l'Italie. La raison de l'unité, telle que nous la comprenons, réside donc dans le caractère éminemment solidaire de la liberté et du bien-être. Et pourtant la solidarité inévitable entre le

---

en 540 de devenir empereur d'Occident et roi des Goths. Bélisaire fit semblant d'accepter pour pouvoir entrer dans Ravenne et capturer Vitigès.

bien-être et les libertés individuelles et locales cimente et édifie de façon impérissable l'unité de la Nation. Honte à ces hommes qui ont abruti le peuple, le renvoyant dans les ténèbres de l'ignorance et des superstitions du passé, à ces tenants de la maxime *diviser pour régner*. Leurs principes et leurs convictions sont trop liés aux atroces histoires des tyranneaux italiens pour espérer jamais attirer le peuple de leur côté et se constituer comme un puissant parti. Retournez donc à votre néant, partisans de la papauté romaine, des Bourbons de Naples, des ducs de Modène et de Toscane, de Carignano du Piémont, vous êtes morts avec les dynasties qui vous ont achetés, et ne revivrez plus jamais.

Les *unitaires constitutionnels* s'accusent et se dénigrent mutuellement et font de notre situation une question d'administration. Eux-aussi se trompent ou mentent. Il est bien vrai que l'Italie a donné à cette époque, tant aux Italiens qu'aux étrangers, le lamentable spectacle de la nullité et de la malhonnêteté de ses hommes politiques. Il est vrai qu'avec un aveuglement inconcevable et une dépravation repoussante on a gaspillé toutes les ressources extorquées à la Nation, que l'on a détruit par une politique asservie et servile la dignité du Pays et sa confiance en lui-même, enfin que la mauvaise foi des gouvernants n'a en rien fait progresser l'éducation du peuple et que leur impéritie a miné le commerce, paralysé la vie industrielle naissante, frôlé la banqueroute, frustré de leurs attentes leurs propres partisans par les défaites de Custoza et de Lissa. Mais il est vrai également que tout le parti constitutionnel est complice de ces faits. Certes, les résultats des urnes électorales ont applaudi les célébrités constitutionnelles. La plupart d'entre elles ont semé à pleines mains les mauvaises graines dont on recueille aujourd'hui les fruits. Les minorités, avec le misérable système d'une opposition sans objectif réel et de ce fait sans programme et sans moralité, ont été le complément moral et matériel de la majorité. Au cours des six années qui leur étaient accordées, les sommités de ce parti de l'opposition parlementaire n'ont pas su se mettre d'accord sur un seul point pouvant sembler sérieux. Ils ont au contraire vainement parlementé, jusqu'à la parodie.

Au bout des cinq premières années les électeurs se sont débarrassés de l'ancienne majorité. Qu'a fait la nouvelle ? N'est-ce pas la gauche constitutionnelle qui a voté la loi Crispi, comme l'ancienne *droite* avait promulgué la loi Pica<sup>1</sup> ? N'est-ce pas elle qui fut complice des défaites de Custoza et de

---

<sup>1</sup> L'unité italienne fut réalisée par une conquête militaire sanglante dans le Sud du pays par les troupes conjointes de Garibaldi qui venait du Sud et de l'armée piémontaise venant du Nord. Garibaldi ne resta pas dans le Sud mais les effectifs des troupes piémontaises en 1863 étaient de 116 000 hommes qui menèrent une véritable guerre coloniale contre les paysans sans terre. Le général Enrico Cialdini disait : « Ici, c'est l'Afrique, ce n'est pas l'Italie. Les bédouins, en comparaison de ces *cafoni* (cultivateurs) sont lait et miel. » Destruction de villages, massacres, exécutions sommaires marquèrent cette période sur laquelle les histoires officielles ne s'attardent pas. Les paysans pauvres, traités de brigands, eurent à faire face à l'alliance des capitalistes du

Lissa en accordant les pleins pouvoirs au général Lamarmora<sup>1</sup> ? N'est-ce pas elle (se faisant payer le déshonneur d'un prix bien plus élevé que ce qu'on paie ailleurs l'honneur) qui fut complice et responsable des dernières mesures financières violant tout sens de moralité et de justice, et en même temps preuve honteuse d'une ignorance crasse de tout principe d'économie publique ?

Tout le parti constitutionnel est coupable de grandes fautes. Mais il n'a pas été le seul et unique responsable des calamités que nous déplorons, car elles sont en grande partie les conséquences logiques de *la fausseté du système* et de la *situation* qui entraîne inexorablement les choses, les hommes et les partis et que ni les hommes ni les partis ne peuvent vaincre.

En Italie, le parti unitaire constitutionnel a été équivoque. Composé pour la plupart de soi-disant républicains qui avaient perdu la foi en la devise *Dieu et le Peuple* de leur maître<sup>2</sup>, il s'est regroupé sous une bannière lâche et trompeuse qu'il a appelée : *pratique politique*. Il a ainsi subordonné tout principe aux besoins apparents du présent. Une fois empruntée la voie des compromis et des contradictions, il est devenu par nécessité démoralisé et démoralisateur, tour à tour trahi et traître. Ce parti a ainsi commencé son action par des alliances honteuses et incestueuses. Il a cumulé le suffrage populaire et le droit divin. D'un côté il a déclaré la guerre à la vieille Europe, affirmant le droit des nations, de l'autre il a participé avec l'ancienne dynastie pour la grandeur de laquelle on a voté, aux conciliabules diplomatiques de cette même Europe mécréante. Il est resté catholique par peur et par intérêt. Révolutionnaire par nécessité et par faiblesse, il est resté réactionnaire par instinct, affinités et conventions. Unitaire par projet, il a sacrifié l'unité aux intérêts de la dynastie ; libéral en formules et en paroles, il a accepté le despotisme comme moyen de conservation.

La conséquence logique de la nature de ce parti est le système en vigueur jusqu'à aujourd'hui dont les événements que nous déplorons découlent naturellement.

Nord et des latifundiaires du Sud. Le point culminant de ces opérations de « pacification » fut sans doute la destruction des villages de Pontelandolfo et de Casalduni, dans le Bénévent : il y eut plusieurs centaines de morts, dont beaucoup furent brûlés vifs. C'est alors qu'une loi d'exception, la loi dite « Pica », permit de déférer aux tribunaux militaires les personnes arrêtées sur simple présomption et de les envoyer au peloton d'exécution. Au moins 10 000 personnes furent tuées, dont plus de la moitié furent fusillées. La répression dura jusqu'en 1865 et dans certains endroits, de manière sporadique, jusqu'en 1870.

<sup>1</sup> *Alfonso Ferrero La Marmora* (1804-1878), général et homme d'Etat italien. En avril 1866 La Marmora négocia l'alliance avec la Prusse contre l'Autriche-Hongrie. En juin, il prit le commandement d'un corps d'armée et fut responsable de l'attitude hésitante de l'armée italienne. Il fut accusé de trahison par les Italiens, notamment par des officiers de haut rang ; il fut accusé également de duplicité par les Prussiens.

<sup>2</sup> Giuseppe Mazzini.

Les jours de ce parti sont aujourd'hui comptés. Peut-être assisterons-nous encore à des changements d'hommes et à des réformes administratives, mais les hommes tomberont victimes de leur ambition et de la fausseté de la position acceptée et les réformes administratives pourront au mieux retarder un petit moment la catastrophe inévitable et imminente du système.

Inévitable et imminente, disons-nous, car la seule chose capable de sauver la situation serait la mort du parti et de l'institution. Les finances en déroute ne pourraient être rétablies par une administration prévoyante qu'avec la décentralisation totale, l'abolition de l'armée permanente et la moralité dans les institutions. Mais si on supprime la centralisation, si on démantèle l'armée, si on renonce aux immoralités, comment et pourquoi la monarchie constitutionnelle pourra-t-elle rester en vie ?

Ainsi le constitutionnalisme qui a miné l'Italie est impuissant à réparer le mal qu'il a fait. Qui nous sauvera donc du triste avenir que nous venons d'évoquer ?

Mazzini prétend que lui-même et son système sont dépassés depuis longtemps. Lui-même et ceux qui sont encore avec lui déplorent les défections de son propre parti et se donnent un mal fou pour le reconstituer. D'un bout à l'autre de la Péninsule, des proclamations incendiaires sont distribuées, lues, discutées. Que veut-on ? « *La révolution contre la Monarchie.* » Mais que mettra-t-on à sa place ? Cette révolution que l'on réclame, quel programme aura-t-elle, quelle sera sa tâche hasardeuse ? Nous ne trouvons aucune réponse à de si pertinentes questions dans ce texte que nous avons lu patiemment. Aussi sommes-nous contraints pour nous satisfaire à nous abreuver à d'autres sources et nous ne pourrions mieux le faire qu'en interrogeant l'illustre chef de ce parti en personne.

Nous avons sous les yeux trois documents adressés par Mazzini aux populations de la Péninsule. L'un s'intitule « *Aux associations ouvrières* », l'autre « *La paix* », enfin le dernier « *l'Alliance républicaine* ». Dans ces trois textes se trouvent tout son programme politique, tout son amour pour l'Italie, tout son cœur généreux, toute la fascination de son discours puissant, mais on y trouve également, et largement développées, toutes les erreurs, toutes les contradictions de son système.

Mazzini est apparu sur la scène politique à une époque où l'Italie était divisée en sept Etats tyrannisés et dépouillés par sept despotes indigènes et étrangers.

Son âme noble, ardente, *incoercible*, son cœur de poète, son imagination de chrétien, son génie puissamment nourri aux sources des gloires passées et de l'ancienne grandeur de cette Italie qui fut un jour reine du monde, modèle de civilisations (maestra di civiltà), patrie des Brutus, Camille et Cincinnatus, Dante et Buonarrotti, Vico et Macchiavel, furent frappés d'horreur au spectacle pitoyable des hontes de cette Italie, esclave déshonorée de

l'étranger misérable qui la frappait sans pitié du fléau de sept tyrans <sup>1</sup>. Ce fut alors qu'il s'imposa l'immense tâche de la tirer de son sommeil de mort, d'unir ses habitants des Alpes à l'Adriatique, dans le but commun de se libérer des sept tyrans, se dressant tous au nom de la *Mère patrie* et au cri saint de *Dieu et le Peuple*.

Il a cherché à réaliser cette tâche par tous les moyens. A partir du jour où il se fit le serment de rendre l'Italie à sa splendeur ancestrale, cet homme n'eut ni repos, ni paix. Tremblant d'une sainte colère, sans frein dans l'élan de son immense amour pour l'Italie, imperturbable face aux menaces et aux dangers, infatigable dans sa lutte gigantesque, il parcourut l'Italie et l'Europe prêchant, incitant, conspirant, bouleversant... et en effet la douloureuse et lasse léthargie de tant de siècles fut enfin vaincue. Puis dès ce moment, l'histoire aventureuse de mille événements, mille sacrifices, mille héroïsmes et mille martyrs, la sainteté d'une vie toute consacrée à une grande cause, la fascination d'un homme qui a fait d'un principe une religion, tout cela a rendu Mazzini grand et craint. Et quoi que l'on pense, dise ou écrive de lui, il reste le personnage le plus grandiose et le plus noble de l'histoire contemporaine.

Malgré cela il est facile aujourd'hui de voir que ses paroles ne fascinent plus comme autrefois, que les vides laissés par les défections lâches et intéressées de son parti ne se sont pas remplis, que son action en Italie est faible, quasi nulle. Ces faits que l'on peut malheureusement constater, sont la conséquence du programme de Mazzini – *Italie unifiée, puissance de premier rang en Europe, héritière légitime et première née des desseins de Dieu dans l'initiative d'une grande mission qui sera l'avenir de l'humanité ; Dieu et Peuple, c'est-à-dire Dieu et la loi morale qui émane de sa seule et unique souveraineté* ; les inspirations du génie, seul et unique apostolat vertueux de cette souveraineté. En se constituant apôtre et même pontife d'une foi en Dieu et en même temps *homme d'Etat*, Mazzini n'a pu être réellement révolutionnaire à cause de ce principe de grandeur et de mission nationale. A cause de ce même principe, le *Peuple* de sa formule a toujours été un simple mot sympathique et éclatant, car il a toujours voulu le *Peuple pour l'Italie* et non *l'Italie pour le Peuple*. C'est pourquoi l'action de Mazzini a toujours été étrangère aux masses populaires car son programme a toujours repoussé et reporté la solution des problèmes sociaux à une date illimitée. C'est un idéal, dit-il, dont nous devons trouver le moyen de nous rapprocher de plus en plus au fil des siècles. D'où la déplorable nécessité chez lui de s'attacher fortement à tous les éléments conservateurs de la société au point de s'abaisser à pactiser avec les Rois de la Péninsule, d'où nécessairement l'inefficacité de son action républicaine pour créer de grandes œuvres collectives, d'où enfin la démoralisation même de son parti.

---

<sup>1</sup> La phrase est peu claire, mais le texte italien ne fournit pas la « clé ». Le lecteur s'interroge pour savoir qui « furent frappés d'horreur ». A la réflexion, il s'agit sans doute de « son âme noble... », son « cœur de poète », « son imagination de chrétien », « son génie »...

Mazzini a voulu ce que la Monarchie a réalisé en partie et ce qu'elle affirme vouloir terminer : l'unité de l'Italie et sa grandeur historique. La seule et unique différence entre eux est leur forme publique avec toutes les conséquences que cela implique. Dans leurs principes constitutifs fondamentaux, ces deux formes politiques s'accordent totalement, étant donné la base commune qui les sous-tend. Pour le peuple, cette différence est nulle en substance. C'est peut-être uniquement une question de nom, car une fois le roi destitué et remplacé par un président, cela revient au même.

Mais la liberté et la justice sociale ne sont que des mots pompeux du programme de Mazzini. Celui-ci, puisant uniquement son inspiration dans les souvenirs historiques de la grandeur passée de l'Italie et se conformant à l'esprit dominateur du caractère romain, ne sait pas descendre au niveau des multitudes du prolétariat social qui, dans leur immense majorité, sont les seules qui constituent le peuple dans sa réalité aussi profondément misérable que sublime. Ils les considèrent au contraire comme le moyen d'atteindre le but unique et suprême de *l'unité de l'Italie*, fortement et puissamment centralisée, en conservant ses éléments actuels constitutifs des tyrannies séculaires contre lesquelles l'humanité se bat vainement depuis des siècles, c'est-à-dire Dieu qui nie la raison, l'Etat qui nie la liberté, les privilèges de l'actuelle organisation économique et sociale qui nient la justice.

Telle est la doctrine du grand maître italien, le programme de la nouvelle révolution qu'il va tenter de faire, mais sans y réussir, car dépourvu d'un objectif réel, la République de Mazzini est, sous une forme différente, identique à la Monarchie constitutionnelle, de même que celle-ci ne se différencie que par sa forme de la *Monarchie pure*.

Si donc les maux que nous déplorons sont la conséquence du système, si la bureaucratie, le militarisme, la centralisation, le monopole garanti et la grande banque privilégiée sont le venin qui nous tue, les vampires qui nous vident de notre sang, à quoi nous servira la République de Mazzini qui ne contredit aucun de ces faits fatals ?

Cette sorte d'Etat en forme de république est justement ce qui répugne à la majorité de la nation. Pour diverses causes et raisons elle est contraire aux intérêts de toutes les castes : la prétentieuse et moribonde noblesse, la grande et la petite bourgeoisie, les ouvriers et les paysans. Les premières parce qu'elles voient dans la destruction de la couronne celle du premier maillon de la chaîne des privilèges, les secondes justement parce qu'ils ne les voient ni détruits ni sérieusement menacés. Seule et unique, la jeunesse bourgeoise dont une bonne partie a été élevée dans l'esprit des traditions et de l'histoire et qui puise son inspiration dans les grandeurs classiques du pays, aspire puissamment à la reconstitution de ces anciennes gloires. Mais elle ne suffit pas à elle seule à faire crouler et renverser l'édifice des siècles ; elle n'y suffit pas d'autant plus qu'elle a perdu, avec le *garibaldisme*, le moyen le plus facile de s'organiser.

Ce mouvement qui a donné à l'histoire contemporaine tant de belles pages poétiques est aujourd'hui déchu, et avec lui a disparu toute l'influence magique que son chef exerçait en Italie.

Aujourd'hui le nom de Garibaldi est honoré partout où l'on respecte la pureté du cœur et la rectitude de la conscience, mais il ne suscite plus un frémissement d'un bout à l'autre de la péninsule. Il ne sera plus capable, comme autrefois, de faire prendre les armes à tout un peuple, sans qu'il sache ni pourquoi, ni pour aller où.

Le garibaldisme est tombé et devait tomber, car étant le fer de lance de la doctrine de Mazzini, il s'est séparé de lui. Sans idéologie propre, il est alors passé des uns aux autres, allant toujours de pire en pire. Après Mazzini, il fut repris par Manin et Trivulce, puis il tomba dans les mains de Lafarina et de Cavour qui le jetèrent ensuite dans les bras de la monarchie qui le rechercha, l'accueillit et l'étreignit comme une mère pour le traiter comme un marâtre, au point de le tuer et de le déshonorer. Il est tombé parce qu'il a voulu rester dans l'orbite aristocratique des soi-disant intellectuels, alors qu'il se disait fils du peuple ; parce que ce peuple ému à la vue émouvante du rédempteur n'a pas vu venir la rédemption ; parce qu'il a suivi avec inconscience et faiblesse une évolution dévastatrice. De la révolution il est passé au militarisme révolutionnaire, puis uniquement au militarisme. Aujourd'hui, après la guerre qu'il a menée, après la paix qui en a résulté, il survit comme exemple de courage. Il restera éternellement l'apothéose de l'abnégation, la plus belle source des légendes patriotiques. Mais en tant que parti il est mort, pis encore, il est mort sans même combattre pour conserver la vie, sans même une heure de lutte, un cri de protestation contre la force qui le poussait vers la tombe.

De plus, Garibaldi, fils du peuple, a voulu se jeter de lui-même dans cette tombe déjà ouverte pour l'engloutir ; il a insulté le peuple à l'heure de sa lutte et de son martyre, ce même peuple qu'il a lui-même qualifié d'héroïque lorsqu'il donnait à l'histoire les noms superbes de Marsala et Calatafimi<sup>1</sup>. Au moment où le pays, se voyant aussi vilainement outragé et sacrifié attendait la parole de Garibaldi, il lui dit : « Apprenez à tirer à la carabine. » Mais où sont donc la liberté, le bien-être et la grandeur de l'Italie que vous, chef des Mille, promettiez au peuple italien quand vous lui proposiez votre programme, « Italie et Victor Emmanuel » ? Est-ce en apprenant à tirer à la carabine qu'on les conquiert ? Non, vous a répondu le peuple de Palerme ; il vous a dit : « Général vous nous avez trompés, nous gagnerons la révolution que vous nous avez promise en vain. » Et pour mieux vous le faire comprendre, il a brisé votre effigie, celle-là même qui avant la désillusion était adorée d'un bout à l'autre de l'Italie.

---

<sup>1</sup> Parti le 5 et le 6 mai 1860 de Gênes, Garibaldi et ses troupes débarquent le 11 mai à Marsala, en Sicile. Les combats tournent à l'avantage des révolutionnaires qui emportent le 15 mai à Calatafimi une victoire sur les troupes du royaume des Deux-Siciles, et prennent Palerme le 27.



Ainsi, si tous ces partis dont nous avons brièvement parlé ne peuvent rien pour sauver la Patrie qu'ils ruinent si vilainement, qui donc nous apportera la solution des difficiles problèmes d'aujourd'hui ? Quel sera l'élément très nouveau qui servira à abattre ce qui a été si malproprement érigé et qui est malheureusement encore solide ?

Il existe une force puissante, invincible, encore inerte, inconnue à ce jour. Seule cette force peut faire la révolution toute-puissante de l'avenir, peut créer l'Italie libre, une, forte et grande d'une grandeur plus splendide encore que celle de Rome et de l'ère du Christ, car elle est la réponse à l'enseignement de la liberté, du droit, de l'égalité et du bonheur !

Cette force est le *véritable peuple italien*.

Jusqu'à ce jour en Italie les révolutions politiques ont été réalisées par les militaires, par la bourgeoisie ou par les intellectuels qui ont parfois modifié les anciennes institutions par des mouvements insurrectionnels ou en ont vaincu et détruit les représentants par d'héroïques expéditions. C'est à cette minorité très infime que vont donc les défaites amères ou l'allégresse de la victoire, les désillusions ou les avantages, les martyres ou les honneurs et une place dans l'histoire.

La grande majorité du peuple italien, les millions d'ouvriers et de paysans sont restés étrangers à tous ces faits. Seule, parfois, une partie d'entre eux a servi d'instrument à la bourgeoisie, a combattu et une fois le triomphe assuré, a été considérée comme un danger. Aucune de ses justes exigences n'a été satisfaite, car elles étaient contraires aux intérêts bourgeois. On l'a trompée, indignement frustrée et trahie.

Cette majorité, uniquement et seulement représentée pour nous par *le Peuple*, ne possède aucun des droits accordés à la bourgeoisie par toute une série de bouleversements : pas de liberté politique parce que ses conditions sociales en rendent l'exercice illusoire, pas d'égalité en droit parce qu'elle est contredite et détruite par l'inégalité de fait, pas de bien-être parce que son travail est absorbé par le capital et la matière et qu'elle a dû payer la grandeur et l'humilité de l'Etat centraliste dont le bourgeois a besoin, enfin ni renom, ni histoire car elle est chaque jour davantage poussée dans les ténèbres de l'ignorance au milieu desquelles le protectorat mensonger des castes privilégiées va la chercher pour la tromper à nouveau.

Pendant et après toutes les révolutions, le peuple a toujours fait la même chose : *il a souffert et payé*.

Il a souffert et payé le gouvernement et la justice, l'église et la police, la couronne et le propriétaire, le luxe citadin, l'armée et les troupes.

Il a payé pour tout ce qu'il fait, pour aller et venir, acheter et vendre, boire, manger, respirer, se réchauffer au soleil, naître et mourir. *Il a payé pour être autorisé à travailler ! !*

Que devaient donc être pour ce peuple la république parthénopéenne<sup>1</sup> ou celles de Gênes et de Venise ? En quoi devait-il s'intéresser à la République

---

<sup>1</sup> Allusion à une république fondée à Naples par la France en 1799.

romaine de 1848 et à la croisade contre l'étranger, aux guerres de 1859 et aux soi-disant *plébiscites* de 1860 ?

A quoi sert pour 26 millions de rester esclaves, abrutis, misérables et d'être citoyens de nom d'une puissance de premier rang en Europe ? Est-il dieu possible <sup>1</sup> que tant de millions d'ouvriers et de paysans s'insurgent et combattent au côté de leurs ennemis pour maintenir un ordre d'exclusion qui leur vole le sacrifice de leur sueur et de leur sang ?

Non. Nous l'avons vu dans toutes les révolutions, demain ce sera la même chose, et pire encore, car le nombre et l'amertume des déçus ont augmenté.

Cette force populaire indispensable à l'Italie, invincible face à ses ennemis, ne se trouvera pas au nom de l'unité et de la grandeur nationales. Il faudra l'invoquer au nom d'une idée qu'elle comprenne, il faudra trouver un puissant levier capable de la soulever. Ce levier est la justice qui *signifie pour le peuple émancipation intellectuelle, morale, politique, économique et sociale véritable, complète et positive. Ce levier est la conquête de la liberté et du bien-être de chacun et de tous dans la commune, la province et toute la nation.*

C'est alors seulement que le peuple mènera sa première et dernière lutte. Il vaincra par la force du nombre, par la force de l'abnégation, par l'accumulation de la haine et par une juste fièvre de vengeance. Il vaincra parce que sur l'une des faces de son drapeau il sera écrit travail, c'est-à-dire le moteur de l'humanité, et sur l'autre *pain et liberté*, soit les besoins essentiels et les droits imprescriptibles de chaque homme !

Si donc l'Italie entière ne peut être libre, heureuse et grande que par la Révolution, si cette révolution ne peut se faire que par le peuple et si ce peuple ne fait la révolution que pour sa propre émancipation, laissons de côté les équivoques et indiquons franchement en quoi elle consiste.

Trois sont les tyrannies séculaires qui ont opprimé et abruti le peuple, trois les ennemis qu'il lui faut vaincre pour emprunter la voie prometteuse de l'avenir. Ce sont : *l'Eglise, l'Etat centraliste et ses inévitables composantes et les privilèges sociaux.*

*L'Eglise* représente pour le peuple la tyrannie de la conscience, l'école et le discours de l'esclavage politique et social, le vol et la fraude dans le travail et l'ignorance forcée des classes ouvrière et paysanne. *L'Eglise* est le bras droit, l'œil vigilant, souvent l'intelligence de la Monarchie et de l'Etat. Elle doit tomber, emportée dans le tourbillon de la colère populaire. Alors toutes les religions et tous les cultes seront libres et librement soutenus par les croyants. Alors la *religion de l'Etat*, horrible violation de la liberté *collective et individuelle*, sera abolie, les biens de tout corps, organisme ou communauté religieux seront confisqués et distribués aux communes et aux provinces, car ils sont le fruit des mensonges, des fraudes et des extorsions. Alors le prêtre ou le frère sera homme honnête et citoyen, car il retrouvera la plénitude de ses droits civils et politiques et la conservera ainsi. Etant *individuellement*

---

<sup>1</sup> Le texte italien ne dit que : « Est-il possible que... »

*libre de croire, prêcher et célébrer à sa façon, il ne sera plus jamais membre d'une caste, car la Société ne reconnaîtra l'existence juridique d'aucune Eglise ou d'aucun autre corps religieux qui n'auront donc pas le droit de posséder, éduquer les enfants et mener une vie hors du temps.*

L'Etat centraliste et ses composantes inévitables ont réduit l'Italie du Risorgimento au douloureux état où elle se trouve. Il centralise et opprime violemment toute la vie des localités, étendant jusqu'à elles, depuis son centre, l'œuvre de démoralisation et de despotisme masqué qui font sa force. Pour abattre cette institution séculaire il faut détruire avant tout les composantes qui la constituent inévitablement. Ce sont *la monarchie, le militarisme et la bureaucratie.*

1) La *Monarchie*, cette institution hybride, fille de la force brutale, souillée de sang et de violence, se rattachait au droit divin par le catholicisme. Aujourd'hui elle rajeunit de façon mensongère à l'ombre du suffrage universel. Elle a été et sera toujours la négation de la liberté et de la dignité humaine, quelle que soit sa forme, et constituera le premier maillon d'une chaîne servile de maîtres et d'esclaves. Elle a vécu pendant des siècles du travail du peuple, elle l'a foulé aux pieds, a disposé de sa vie, de son honneur et de ses femmes. C'en est assez !

Cette vilenie n'a même pas de raison logique d'exister, car elle ne prétend même plus être la représentante sur terre et la voix du *Dieu tout puissant* par la grâce duquel elle existait. Pour prolonger son existence elle a dû aujourd'hui changer d'origine et de forme. Auparavant c'était Dieu qui oignait et envoyait le roi opprimer, tuer, faire la noce et violer le peuple. Aujourd'hui, c'est le peuple lui-même qui l'appelle et l'élite. Auparavant, elle avait pour elle le droit de la force, aujourd'hui c'est la force de l'hypocrisie et de la démoralisation.

Parmi les formules ridicules imaginées pour sauver de tout danger cette vieille gangrène, se trouve la forme constitutionnelle. Sous cette forme de gouvernement, le roi, entouré des ministres qu'il juge le plus compétents (et qu'il trouve toujours), nomme et révoque tous les fonctionnaires, commande l'armée et les troupes et les paye, dissout le Parlement et la garde nationale, supprime les Statuts, collecte et dépense les impôts, fait grâce de la vie et donne la mort et cependant n'est responsable de rien. Pour le roi, la loi du devoir est nulle.

Pourquoi donc ces parasites existent-ils s'ils n'ont pas de devoirs ? Pourquoi tant de droits et de privilèges ? Pourquoi tant de richesses accumulées aux dépens du travail et de la sueur du peuple ?

A terre donc ces vampires couronnés, au seul souffle de ton cri, ô peuple. Cours depuis tes infects taudis jusque dans les vastes salles dorées de leurs superbes palais, repose à l'ombre de leurs jardins, bois l'eau de leurs fontaines. Tout est à toi, car c'est la sueur de ton front, le travail de tes mains qu'ils t'ont volés.

2) Le *militarisme*. C'est l'organisation de la force brutale, c'est la démoralisation violente, réalisée au moyen de lois et d'une très stricte discipline, d'une partie de la nation arrachée au travail et à la culture<sup>1</sup> et réduite à être l'instrument aveugle et mécanique de la monarchie qui seule en a besoin et ne peut exister sans elle. Le soldat cesse d'être citoyen dès lors qu'il cesse de travailler profitablement pour vivre aux frais de la Nation qui *le paye par l'intermédiaire du roi*. Il n'a aucune opinion propre, aucune liberté de parole ou d'action. L'obéissance aveugle aux ordres de son chef ou la mort : telle est l'alternative qui lui est proposée. Il n'existe aucune infamie, si grande soit-elle, à laquelle il puisse désobéir, car elle est imposée par le caporal au soldat et ainsi de suite jusqu'au roi qui l'impose au général. A quoi donc ont servi tant de siècles d'études, de malheurs, d'esclavage si la dignité humaine se trouve encore tellement rabaissée ?

Ce n'est pas tout. Le militarisme n'est pas seulement une offense à la dignité de l'homme, une violation de la liberté individuelle et la destruction de la liberté collective, il est aussi la ruine de la Nation qui doit ainsi payer son propre malheur, sa propre humiliation, son propre esclavage. La civilisation, l'honneur et plus encore la liberté et le bonheur de l'Italie répugnent à ce que vive une semblable organisation. Elle ne le pourra plus après la révolution.

Alors tout soldat sera citoyen et tout citoyen soldat dans leur commune et province respectives. Alors, les terres ne resteront plus sans cultures, la nation ne sera plus réduite à la misère par le paiement forcé de sommes fabuleuses ; des centaines de milliers d'hommes sauront enfin pourquoi et pour qui ils se battent et, parbleu, nous ne verrons plus des morts innombrables, victimes des combinaisons ambitieuses d'un seul ou de quelques-uns, car la seule guerre de l'avenir sera pour défendre la cause et la liberté individuelle et celle de tous.

3) La *bureaucratie* est une force d'intérêts réunis aux dépens de la Nation ; c'est une caste indispensable à la survie de la Monarchie, car c'est elle qui l'a créée et qui la paie de l'argent du peuple. Pour justifier l'existence de cette engeance qui glorifie les princes, obéit aux gouvernements, piétine le peuple, on a imaginé et combiné mille tours et machinations, fonctions et services dont le dernier résultat véritable est représenté par des sommes fabuleuses dans les bilans, un nombre prépondérant de voix lors des votes, une partie de la nation solidairement attachée à la monarchie et aux gouvernements afin que l'ordre actuel des choses demeure et empire. Le centralisme est indispensable à l'existence et à l'essor de la bureaucratie car sans lui disparaît d'elle-même sa raison d'être, et donc sa simplicité naturelle, car si l'administration retrouve son autonomie communale et provinciale il n'y aura plus besoin de gras salaires pour payer des bureaucrates oisifs et inutiles.

---

<sup>1</sup> La traduction française dit : « aux cultures », ce qui induit qu'il s'agit de l'agriculture. Le texte italien dit : *strappata al lavoro e alla cultura*, « arrachée au travail et à la culture », ce qui laisse une ambiguïté entre culture-agriculture et culture-connaissance.

Si l'on supprime les trois composantes ci-dessus, la raison d'être d'un Etat *centralisé* disparaît en même temps. Celui-ci est le fruit et l'instrument de la tyrannie. Avec la révolution, il cessera d'être, car il n'est pas possible qu'un peuple veuille rejeter le bien-être pour accepter la misère, piétiner le sentiment de la moralité pour se faire coûte que coûte démoraliser, renoncer de son plein gré à la liberté pour subir un esclavage honteux. Car ce sont là tous les effets du centralisme et de la conception violemment unitaire de la monarchie.

Nous disons violemment parce que la monarchie a dénaturé le sens pratique du terme *unité* qui, au lieu d'être comme elle le devrait l'*association libre de libres communes en provinces et de celles-ci en Nation*, est au sein de la monarchie une simple conquête voilée par les annexions *spontanées*.

Mais au lieu de former au moins une fois son propre destin, souverainement, en disposant d'elle-même, l'Italie a subi les lois, les extorsions et le mépris de la population qui bénéficiait de l'unité violemment mise en œuvre du haut vers le bas, sous forme de conquête.

Une fois la monarchie renversée, le militarisme détruit, la bureaucratie supprimée, il se produira spontanément, sous l'effet d'un besoin irrésistible, une décentralisation totale, notre Italie sera ainsi réorganisée du bas vers le haut et l'unité ne s'appuiera plus sur la violence mais sur la liberté.

*Les privilèges sociaux.* Nous entendons par ce terme l'injustice de la société envers les classes ouvrière et paysanne, la disproportion existant entre le travail et le salaire et l'esclavage du travail. Le prolétariat est une des plaies sanglantes de notre époque bien qu'il se compose de la majorité des citoyens. Au lieu d'être les associés du propriétaire et du capitaliste, l'ouvrier et le paysan sans le travail desquels la matière et le capital ne vaudraient rien, en sont aujourd'hui les esclaves et presque toujours les victimes.

Un tel état de fait ne peut se prolonger plus longtemps : la majorité est du côté des victimes, c'est pourquoi nous refusons les terribles bouleversements au cours desquels, au paroxysme de la vengeance populaire, ne seraient respectés *ni les hommes ni les choses*. Accordons aujourd'hui par la justice ce que le peuple ouvrier pourrait délibérément revendiquer demain par la force, c'est-à-dire *émancipons le travail du capital et de la matière*.

Sans le travail, la matière est inerte et improductive, sans le travail, les tas d'or ne produisent pas d'or. Ce ne sont donc ni le capital ni la matière qui créent ce qui existe dans l'humanité : c'est le travail. Justice donc, car nous voulons la liberté pour tous, mais crions bien haut : *égalité*. C'est pourquoi *nous voulons que la base de la société soit le travail, que personne n'ait le droit de vivre sur le travail d'autrui et que l'oisiveté ne puisse plus devenir l'insulte ironique du travail qui s'accompagne de la jouissance imméritée des biens, des joies et de tout le bien-être de la vie*.

Inutile de développer ces idées : elles sont simples et évidentes, chaque honnête homme doit en être conscient. Inutile de rien ajouter à l'intention de ceux qui ne les comprennent pas : ils ne les comprendront jamais.

Et maintenant que nous voilà parvenus au terme de ce discours, scellons notre programme par la déclaration suivante :

*Nous n'avons foi qu'en la révolution réalisée par le peuple pour son émancipation positive et totale, révolution qui formera l'Italie républicaine libre, faite de communes libres dans une nation libre, librement unies entre elles.*

Nous reviendrons sur ce sujet.

Octobre 1866.

\* \* \* \* \*

## 1868. – La situation 2

La situation

Automne 1868

Source : Amsterdam, IISG, Archives Bakounin

Traduction IISG

Publié d'après une feuille volante, Genève, 1868.

En des circonstances graves et solennelles, nous avons déjà publié un texte portant ce même titre et avons parlé, avec sévérité mais sans passion, des programmes et des partis politiques, de la situation misérable du pays et des moyens qui seuls pourraient l'arrêter sur la pente fatale où il a été violemment jeté.

Aujourd'hui cette situation, qui n'a fait qu'empirer avec le temps et les derniers événements, exige que notre parti *Démocrate socialiste*, conscient d'avoir la vérité pour guide et la justice pour objectif, poursuive sans interruption son œuvre de propagande.

A l'intention de ceux qui n'ont pas eu connaissance de ce premier texte, nous résumerons brièvement les critères qui le sous-tendaient tant pour juger des événements survenus dans la Péninsule depuis 1859, que pour examiner attentivement les conséquences nécessairement prévisibles et les fondements de notre programme, seul efficace à nos yeux, pour résoudre les nombreux et difficiles problèmes actuels.

Nous dénonçons alors comme erroné et nuisible le principe, clamé par la quasi-totalité de la démocratie italienne, de « *l'unité avant tout, la liberté après elle* », principe qui eut pour conséquence les tractations des partis de Mazzini et de Garibaldi avec la Monarchie, puis naturellement, leur déclin. Nous déclarions que le système monarchique constitutionnel, parce que faux et équivoque par lui-même, ne pouvait que conduire le pays de malheur en malheurs, de honte en hontes plus grands encore, que le parti constitutionnel ne pouvait débarrasser la nation de ses innombrables maux, ni même la soulager d'un seul d'entre eux, ni retarder une *catastrophe inévitable*. Passant ensuite en revue les partis et les programmes, nous constatons partout une atonie de mort, une

carence de moyens, une contradiction permanente, un manque de confiance total de la majorité du pays dans les hommes et les choses. Et cette même majorité de la nation, qui constitue la seule et véritable puissance réellement capable de créer la vie nouvelle, nous enseignait les principes du seul programme acceptable pour lequel elle puisse se battre, fondés sur les droits imprescriptibles violés, les besoins impérieux et les instincts dominants du prolétariat social.

*Liberté et Justice*, tels étaient les deux termes qui résumaient tout notre programme et nous avons énuméré alors tous les éléments opposés à ces deux grandes idées et en avons proclamé la destruction inévitable. Nous reconnaissons en *l'Etat centraliste*, et à tous les éléments qui l'accompagnent nécessairement, à savoir *la monarchie, l'Eglise, l'armée et la bureaucratie*, l'ennemi implacable de la *liberté*, de même que nous considérons l'organisation des privilèges dans la société actuelle comme inconciliable avec la *justice*. Et nous annonçons que le jour fatal de l'inévitable disparition était proche pour eux et les partis correspondants.

Les faits qui suivirent la publication de notre texte et la situation actuelle nous ont donné raison.

Prenons d'abord le parti qui au nom de l'unité, de la grandeur et de la puissance de la nation, a monopolisé pendant huit ans la chose publique : il est aujourd'hui moribond et périt d'une mort ignominieuse, avec le système qu'il représente. Il a sournoisement nié la raison de son existence d'où la disparition de sa cohésion morale à cause des compétitions municipales et des haines citadines, le réveil par des lois imprévoyantes et non libérales de l'exclusivisme et de l'hégémonie nés de tant d'inégalités entre les diverses régions, l'injure à la grandeur historique tant vantée du fait de la pauvreté actuelle des actions et des idées, la contradiction de la puissance promise par une politique abjecte et servile. Dans l'organisation interne règnent la gabegie, la démoralisation et les vols de toutes espèces : la prospérité autrefois enviée de ce beau pays n'est plus, la faim sordide et menaçante se profile inexorable devant l'ouvrier et le paysan. Des trésors immenses ont ainsi été gaspillés : biens de l'Eglise, biens domaniaux, biens des œuvres de bienfaisance. Chemins de fer et tabac, tout est parti en fumée. La dette devient gigantesque et les exigences financières du système ne font qu'augmenter tandis que d'autre part le pays s'épuise. La multitude des impôts de toute nature est devenue insuffisante : impôt foncier, taxe sur les biens meubles, droit de timbre, droit d'enregistrement, impôt sur les bâtiments, droits de succession, droits de douane, taxe de consommation, droit de moutage, impôt sur les arts et métiers, droit de fouage, ont donné des milliards et ces milliards ont disparu. Ils donneront encore quelques millions, mais ces millions ne suffisent plus. La banqueroute de l'Etat centraliste qui consomme cent et produit un est inévitable, nous l'avions déjà dit alors, bien qu'elle tarde. Nous ajoutons aujourd'hui qu'elle ne tardera plus. En vain la réaction du gouvernement tentera de faire barrage au torrent impétueux de la haine et de la vengeance justifiées du peuple, en vain le prêtre prêchera le retour aux

fornications séculaires, en vain l'armée permanente, démoralisée et abrutie, opposera ses cent mille baïonnettes. La conjonction toute puissante de la malchance, de la faim, de la fureur de vingt-trois millions de victimes renversera en une seconde trône et gouvernement, prêtre et autel, et proclamera, sur les ruines fumantes de l'ancienne société privilégiée, le principe de la justice populaire.

Le jugement que nous portons sur le parti de l'ordre et sur le système qu'il épuise est l'écho fidèle de la pensée des masses qui déclarent ouvertement chaque jour l'aversion qu'elles ont pour l'un et pour l'autre et la montrent bien. On peut en dire autant de la *gauche parlementaire*. Ce soi-disant parti progressiste a été et est toujours le complément moral de la *droite* et il l'est d'autant plus aujourd'hui que la majorité gouvernementale représente une contradiction flagrante. Il va de l'avant, sûr de lui et prétentieux, sur la voie des reniements intéressés et des ambitions honteuses, brandissant le drapeau de l'*expérience*, du *sérieux*, du *réalisable*, alors qu'il n'y a rien au monde de plus utopique, de plus ridicule, de moins acceptable que son programme. Au nom de l'*expérience* et de l'*opportunisme*, il renie les principes démocratiques d'une liberté totale et réelle qu'il refuse et les principes socialistes de justice qu'il désavoue. Il combat notre parti comme un ennemi, avec n'importe quelle arme ; il crie à l'*utopie* à chacune de nos affirmations des droits du peuple et en sourit avec mépris. Mais parfois involontairement pris de peur, il nous accuse de vouloir la ruine de la nation par de folles prétentions prématurées.

Et pourtant c'est lui qui a choisi pour programme « *Monarchie et Démocratie* » et qui, dans la presse et à la tribune, a soutenu cette aberration incroyable et plus qu'utopique. C'est lui qui prétend associer l'ancien et le nouveau, la réaction et le progrès, rapprocher fortement et unir ce qui reste de vivant avec ce qui est déjà mort ou moribond. C'est lui qui veut concilier, en les *modérant* tour à tour, la liberté et le despotisme, les institutions monarchiques et l'armement du peuple, la liberté de conscience et l'existence des Églises *reconnues*, le respect des lois et de l'autorité avec le libre enseignement, la bureaucratie et la moralité, la centralisation et la vie des communes, la puissance d'un *grand royaume* et le bien-être des citoyens. C'est lui qui méconnaît la nature même de tous les éléments qu'il prétend réunir et déclare possible ce qui est contraire à la logique, aux enseignements de l'histoire, aux faits eux-mêmes, irrécusables et permanents. Le système constitutionnel est condamné. Les réformes, même si l'on admet qu'il en soit passible, ne parviendront pas à détruire son vice fondamental : l'équivoque. Il s'épuise de lui-même et se tuera tout seul encore plus vite que d'autres ne le feraient. Ni la force du parti, ni l'intelligence des hommes, ni l'ampleur des concessions ne pourront le sauver. Le peuple n'a plus foi en ces apôtres de gauche ; il veut la solution du problème actuel, mais ne l'attend ni des hommes ni des partis, car aussi bien les hommes que les partis l'ont cruellement trompé. De même ils n'ont aucune influence sur la jeunesse bourgeoise qui a perdu toute confiance en leurs compétences et qui ne croit plus en leur prétendue bonne foi et en leur patriotisme. Ils ont cependant cherché récemment à se réorganiser avec des



chefs et des programmes. Les chefs sont Crispi et Rattazzi<sup>1</sup>, le programme est le développement de la formule suivante : *la monarchie dans l'État, la république dans les communes*. Un point c'est tout. Les noms et la formule permettent par eux-mêmes de juger le plus justement et le plus totalement des hommes et du parti.

Il existait cependant un autre élément, lié à ce parti de gauche, avec à sa tête une personnalité exceptionnelle vers laquelle la pensée du peuple se tournait chaque fois qu'il en avait assez du spectacle impudent de la politique et des politicards du jour. Il y avait un homme qui réunissait en lui les plus nobles des vertus antiques et dont les prouesses quasi fabuleuses faisaient revivre au siècle du positivisme la poésie des épopées homériques. Son nom faisait battre plus vite non seulement le cœur des italiens, mais aussi celui du Serbe et du Magyar, du Polonais et du Hongrois. De la Grèce à l'Espagne catholique, de la libre Amérique à la Russie asservie, le nom de Garibaldi était une parole sacrée, synonyme de liberté. Pourquoi donc aujourd'hui, alors que tant de misère opprime le peuple italien, ce nom ne court-il plus sur les lèvres, pourquoi sommes-nous contraints de reconnaître que l'on n'a plus foi en lui et à rappeler avec douleur ses effigies brisées par la furie populaire dans l'héroïque Sicile ? Bien que cela nous attriste, il est de notre devoir de rechercher les raisons de ces faits et d'en tirer les conséquences logiques aussi sévères et ingrates soient-elles.

Fils du peuple, Giuseppe Garibaldi fut dès sa jeunesse partisan de cette école de politiciens sentimentalistes qui puisaient dans les réminiscences scolaires de l'histoire splendide mais infâme de Rome et dans la prétendue nécessité de la *primauté de l'Italie*, une sorte de religion de la patrie, édiflée en un mythe conforme aux traditions historiques et glorieuses, et qui aspiraient à la reconquête de sa grandeur passée et de sa souveraineté du moins morale sur le monde.

Ce programme d'une autre époque convenait bien à cet homme fait pour d'autres temps et dès lors qu'il eut rencontré le chef et le maître de cette école, il devint le cœur et l'épée d'un grand parti politique, recruté parmi la jeunesse bourgeoise généreuse d'Italie, de la même manière que Mazzini en était l'intelligence. Ces deux grandes figures contemporaines apparurent ensemble dans le mouvement républicain de 1848 à Rome. Garibaldi se révéla un meneur de héros hors pair et dès ce moment occupa à juste titre dans l'histoire une place difficilement imaginable dans les temps modernes. Mais malheureusement pour la cause de la démocratie, on vit le fils et l'homme du peuple disparaître devant le républicain pur, le guerrier et le général.

---

<sup>1</sup> *Urbano Rattazzi* (1808-1873), homme politique du royaume de Sardaigne, de tendance gauche modérée et anticléricale. Artisan de l'unité italienne. Il fut ministre de l'Intérieur, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil. Il démissionna deux fois par suite de désaccords avec le roi Victor-Emmanuel de Savoie. C'est lui qui fit arrêter les volontaires garibaldiens après l'« épisode de Sarnico » (une tentative d'invasion du Trentin), le 14 mai 1862, et fit exiler Garibaldi à Caprera.

Garibaldi ne pouvait ignorer les besoins, les malheurs et les droits de ce peuple dont il était issu. Et cependant, il ne combattit jamais pour son véritable intérêt, il ne se donna jamais pour objectif l'émancipation de la tyrannie politique et sociale séculaire, enfin, il ne voulut pas une Italie pour un peuple libre et heureux au lieu d'un peuple esclave et misérable pour faire sa grande Italie. Cette erreur, cette prétention tyrannique à ce que les hommes servent aux choses et non les choses aux hommes a été aussi fatale à sa vie politique qu'au pays qui avait légitimement fondé en lui de grandes espérances. La conséquence de ce faux principe fut le sacrifice malencontreux qu'il fit de sa foi républicaine à la patrie et l'alliance incestueuse qu'il conclut avec la monarchie en 1857, conjointement à Manin<sup>1</sup> et Pallavicino<sup>2</sup>, scellée par la suite dans le sang de ses braves lors des batailles dynastiques de 1859. Et il dut, dès lors, logiquement, nécessairement, subir la position qu'il avait acceptée ; dès lors, allié de la monarchie, il en devint le complice involontaire et fut irrésistiblement entraîné à être un obstacle à la liberté et au bien-être de la nation. C'est pourquoi le meneur d'hommes nous semble toujours grand, noble et généreux et il accomplit des miracles de courage pour libérer le peuple de la tyrannie, tandis que l'homme politique se fait un devoir de repousser ce même peuple dans les griffes d'une autre tyrannie au nom et à la forme différents.

En 1860, il vint parmi les populations du Mezzogiorno, abruties par le servage le plus infâme, appauvries par les plus injustes privilèges sociaux, précipitées dans le fanatisme religieux par les plans chimériques des despotes. Les armées plièrent devant le héros et le vieux trône des Bourbons vacilla et s'effondra. Il entreprit alors une marche triomphale de Marsala à Naples, au milieu des masses stupéfaites qui se pressaient sur son chemin. Et lui, avec son vêtement et son visage de Christ, les fixait de son regard fascinant, les abreuvant de paroles de rédemption et de vie. Le mot liberté n'était pas absent, de même que ne manquaient pas les promesses du bien-être à venir, réitérées par lui et les siens. Et les pauvres esclaves criaient à gorge déployée une formule incompréhensible pour eux : « *Italie unie* ». Puis plus tard, ils coururent confiants déposer leur *oui* dans les urnes des plébiscites, acte dont ils attendaient la fin de leur misère. Mais au lieu de cesser, cette misère empira et devint intolérable ; neuf millions de citoyens virent non seulement leurs espoirs déçus, mais furent aussi trompés par de fausses promesses, de sorte qu'une responsabilité grave

---

<sup>1</sup> *Daniele Manin* (1804-1857), homme politique italien né à Venise, et l'un des principaux acteurs du Risorgimento. C'est un avocat républicain qui participa à la révolution vénitienne en mars 1848. Il deviendra président de la République de Saint-Marc de mars à juillet 1848. Il s'oppose au rattachement de Venise au royaume de Piémont.

<sup>2</sup> *Giorgio Guido Pallavicino* (1796-1878), patriote italien acteur du Risorgimento, il fut emprisonné par les Autrichiens de 1821 à 1835. Député au parlement piémontais jusqu'en 1860, puis il reprit sa charge de « productateur » à Naples. Il se retira de la vie politique en 1862.

et solennelle retomba sur ceux qui en eurent le destin entre les mains et en firent un si mauvais usage.

Cependant, qu'elle ait été fatale ou non au bien du pays, l'action de Garibaldi se termina par les plébiscites d'octobre qui confiaient à la dynastie de Savoie le mandat de réaliser cette *Italie une et indivisible* qu'elle devait dominer et opprimer. C'est bien ce que comprirent la plupart des braves officiers et généraux de Garibaldi, qui entrèrent directement dans l'*armée royale*. Quant à lui, il s'enferma en revanche dans une contradiction solennelle et après avoir empêché et arrêté la révolution et fait accepter un souverain au peuple, il s'obstina à se considérer comme le chef de la révolution et le capitaine du peuple. Tous les déplorables événements qui se sont succédés à partir de 1860 ont été la conséquence inévitable de cette ambiguïté. Le *Frioule*, *Sarnico*, *Aspromonte*<sup>1</sup> et *Mentana*<sup>2</sup> étaient prévisibles, et auraient dû être prévus, avant d'exposer inutilement la vie de l'héroïque jeunesse italienne. On ne viole pas impunément la logique et il faut bien admettre que l'action de Garibaldi n'était pas en accord avec ce grand maître. Le garibaldisme avait le choix entre la monarchie et la démocratie, la liberté et le despotisme, la cause du peuple et les intérêts d'un État centralisateur et envahissant. En préférant la monarchie, il fut évidemment contraint d'accepter que celle-ci, attaquée, défende ses privilèges et sa vie. Du fait qu'il choisit le despotisme, il ne faut pas s'étonner de voir le sbire disperser ses *meetings*, le bersagliere tirer sur Garibaldi, le carabinier l'arrêter. S'il aime l'Etat aux dépens du peuple, il ne faut pas lui reprocher de lui avoir refusé son concours : la monarchie, le despotisme et le peuple ont fait preuve de logique, pas le parti garibaldien.

Il a tenté de se disculper des accusations portées contre lui à propos des faits de 1860 en alléguant qu'à son avis, le bonheur et la richesse devaient naître de l'unité, la république de la monarchie, la liberté du despotisme et qu'il était de *bonne politique* d'avancer pas à pas sur la voie du progrès, le bien conduisant au mieux. Cette opinion spécieuse se réfute d'elle-même et n'a pas besoin de l'éloquente démonstration des faits, car après avoir chassé un roi on ne peut prétendre faire un pas en avant si on en accepte volontairement un autre et on ne peut être de bonne foi si l'on croit atteindre le bien-être et la liberté grâce à cet obstacle qui est leur ennemi naturel et implacable. De même, il a voulu légitimer son existence en se donnant le mandat d'être l'éperon de la monarchie sur la voie du progrès et l'avant-garde révolutionnaire de la valeureuse armée et en assurant qu'il aurait même compromis cette monarchie et l'aurait inévitablement entraînée à réaliser hardiment le pacte des plébiscites, face à la réaction diplomatique européenne. En fait, il n'a entraîné que de nombreuses

---

<sup>1</sup> La bataille d'*Aspromonte*, en Calabre, eut lieu le 29 août 1862,

<sup>2</sup> Garibaldi voulait que Rome soit la capitale de l'Italie. Une tentative d'occuper la ville fut déjouée le 24 septembre 1867 et il fut reconduit à Caprera. Il réussit cependant à déjouer la vigilance des navires piémontais et débarqua en Toscane. Il pénétra en territoire pontifical le 23 octobre ; le 26 il occupe Monterotondo mais le 3 novembre il fut battu à Mentana par les troupes françaises du général de Faille.

victimes généreuses vers un holocauste inutile et n'a compromis que son propre sérieux et sa propre vie. La monarchie poursuit sa vie fatale faite de démoralisation, monopole, tyrannie, obscurantisme. Qui se met sur son chemin avec un autre objectif que de la tuer est emporté avec elle dans le tourbillon qui la mène. Le garibaldisme a subi ce sort : il est mort à Mentana. L'Histoire dira de lui que, né du peuple, il ne le comprit pas, qu'il se battit pour lui, vécut une vie extraordinairement glorieuse mais vaine et mourut de la maladie des partis : l'incapacité et l'utopie.

Cette même utopie, ces mêmes contradictions qui ont tué la gauche parlementaire et sa branche garibaldienne, sont le vice fondamental d'un autre parti et d'un autre programme : *ceux de Mazzini*. Contrairement au garibaldisme qui, étant en fait un militarisme, a recruté ses soldats parmi la jeunesse bourgeoise de toutes les tendances politiques, le parti de Mazzini a eu à une époque d'innombrables disciples, il a eu tout un système, toute une organisation révolutionnaire et pour chef une des plus sublimes intelligences du siècle, la plus grande personnalité contemporaine. Pendant trente ans il a travaillé infatigablement et avec assiduité, il a rallumé et laissé brûler pendant trente ans le feu sacré de la liberté, il s'est dressé pendant trente ans comme une protestation incessante, une menace imminente partout où sévissait la tyrannie, laissant partout sur son passage la trace sanglante de ses martyrs et de ses héros. C'est pourquoi il a été pendant trente ans injustement et lâchement attaqué par la réaction européenne et par les soi-disant partis *de l'ordre et des libertés raisonnables et modérés*. C'est pour cela que nous parlons de Mazzini avec la révérence qui lui est due et avec l'admiration et la profonde affection que nous lui portons. Nous dirons malgré tout de son système ce que la vérité impose, ce que le devoir de propagande de nos principes exige.

Nous ne sommes pas mazziniens et voyons même dans le triomphe de son système (que nous considérons d'ailleurs impossible) un malheur pour la Nation. Le programme de Mazzini est pour nous insuffisant pour répondre aux exigences démocratiques et scientifiques d'aujourd'hui, son système est impuissant pour changer en bien les conditions de vie misérables du pays. Il fut un temps où la formule « *Dieu et le Peuple* » poussait aux entreprises hardies et faisait sembler belle la potence aux jeunes bourgeois d'Italie. Aujourd'hui, cette même jeunesse court se ranger dans les rangs des libres penseurs, et au nom de la science elle renie l'idée tyrannique d'un Dieu que les hommes des temps aveugles ont créé semblable à eux avec toutes les mauvaises passions qui couvaient en leur sein et qu'ils ont prétendu le créateur de tout ce qui se produit dans l'évolution éternelle, nécessaire et inévitable de la matière. Même Mazzini s'obstine à conserver l'intégrité de cette formule. Il n'y a pas longtemps, il fustigeait les libres penseurs de Lombardie de sévères paroles de blâme pour avoir attenté à l'existence de ce *pourvoyeur absolu* qui, par l'intermédiaire de la *religion du devoir* et grâce à l'*abnégation* et au *sacrifice* des hommes, doit relever et protéger la *grande mère latine* afin qu'elle se mette à réaliser sa mission humanitaire, c'est-à-dire entraîner l'univers vers une nouvelle vie et devenir la *reine morale du monde*, à l'instar de la Rome antique. Les temps

changent. En trente ans, de nouvelles idées se sont développées, de nouveaux principes se sont affirmés, d'autres besoins sont nés. Les droits comme les devoirs s'appuient sur des bases différentes et des tendances différentes. Mazzini est resté tel qu'il était et alors que les temps nouveaux auraient eu besoin d'un *athée* et d'un *révolutionnaire*, il est resté un croyant et un apôtre. Pourquoi pas ? Il a bien le droit de placer le *Dieu tout puissant de la vengeance et des armées* à la base de son système et la jeunesse bourgeoise peut le suivre si elle le croit. Mais pourquoi et comment le *peuple* entre-t-il dans ce schéma, si mal associé à un voisin aussi pernicieux ? Que peut-il bien vouloir en faire et que veut-il faire pour lui ? Pour Mazzini le peuple est un terme abstrait qui couvre tous les habitants de l'Italie, qu'ils soient nobles ou plébéiens, victimes ou bourreaux. Ce prétendu peuple doit en outre se sacrifier pour faire de l'Italie une puissance de premier ordre en Europe et pour conquérir sa souveraineté, c'est-à-dire ne plus avoir de roi qui le commande. Ce programme ne convient pas au noble, au banquier, au bureaucrate, au grand bourgeois, au prétorien. Pour eux, le souverain est un élément nécessaire à l'harmonie de l'organisation privilégiée ; il est le premier maillon d'une chaîne servile, indispensable au maintien de l'injustice sociale. Et pour le peuple, le véritable peuple, ouvriers, paysans et prolétaires, éliminer le seul roi et conserver tout le reste ne sert à rien. Ils ne sauraient même pas qu'il existe un roi s'ils ne payaient son luxe et ses orgies et s'ils n'étaient enrôlés en son nom. Les véritables rois du peuple, ses véritables tyrans sont : le propriétaire, le patron, le maire, le curé, le garde-champêtre, le juge de circonscription. C'est le propriétaire ou le patron qui, vivant du travail et de la peine du paysan ou de l'ouvrier, dispose de ses actions, de sa vie, de son honneur. C'est le curé qui lui prêche qu'il est né pour le travail et d'autres pour les loisirs, qui lui assure que sa moisson elle-même, fruit du travail exténuant de ses bras, lui a été envoyée par la grâce de Dieu et qu'il doit lui payer le soleil ou la pluie. Ce sont le garde-champêtre, le maire, le juge de circonscription qui le menacent à tour de rôle de trois serpents venimeux : le droit forestier, le droit communal et le droit civil.

Une fois le système de Mazzini mis en place, chacun se demande en quoi la situation de ce pauvre peuple, devenu *souverain*, se sera améliorée. Peut-être la tyrannie lui sera-t-elle plus légère, la misère moins grande, l'injustice sociale moins flagrante du moment qu'il ne les subira plus au nom du roi et par la grâce de Dieu, mais au nom de Dieu et en son propre nom ?

Le système de Mazzini ne contient aucune allusion aux grands problèmes sociaux. Il rejette au contraire les droits du prolétariat comme un danger, comme un obstacle et en renvoie la simple discussion aux siècles à venir. Bref, la grande *république* de Mazzini ne diffère du *royaume constitutionnel* que par l'absence du roi, ce qui n'est peut-être qu'une différence de nom étant donné que le roi est remplacé par un président. Ce système opposé tout autant aux intérêts du peuple qu'à ceux de ses ennemis a donc déjà fait ses preuves. Il suffit de diminuer le montant de la liste civile dans le passif du bilan du royaume d'Italie en train de s'écrouler, à supposer qu'un président se contente de sommes inférieures, pour que la situation actuelle s'applique aussi bien à la

république pure qu'à la monarchie constitutionnelle. Toutes deux se composent des mêmes éléments, ont les mêmes besoins, sont aussi démoralisantes, font preuve de la même injustice sociale et politique. Elles ne peuvent donc avoir que des effets identiques : le despotisme, l'inégalité, l'épuisement, la banqueroute.

Le monde entier peut le comprendre. Et c'est au progrès des idées socialistes en Italie et de la philosophie matérialiste que l'on doit l'échec de l'action diligente de Mazzini pour reconstituer le parti de la Jeune Italie, dissout par ses propres soins en 1859, lorsqu'il transigea subitement avec la monarchie, aux dépens de l'efficacité de son action révolutionnaire. Nous savons que ses efforts ne sont parvenus qu'à réunir dans les *phalanges sacrées* les éléments disparates de la jeunesse bourgeoise et des rares vieux amis qui lui sont demeurés fidèles. Son programme n'a aucun effet sur le peuple, et il ne le pourrait d'ailleurs pas, car l'intelligence limitée de celui-ci n'ambitionne en rien la souveraineté du monde, n'accepte pas sa religion du devoir, se sent déjà trop sacrifié par tous pour se sacrifier à nouveau au profit de la *grande mère latine* et du *fascio romain*. Les esclaves du travail ne se laissent émouvoir que par deux mots magnétiques : *liberté* et *égalité*. Ils savent d'instinct que la république pure de Mazzini ne peut les leur donner.

Giuseppe Mazzini et son programme ont joué le rôle qui était le leur. L'homme a été sublime, puissant, irrésistible, son programme a tiré tout un peuple d'une mortelle léthargie. Ils méritent le respect et l'admiration de leurs contemporains et une place glorieuse dans les pages de l'Histoire.

Aujourd'hui la nation s'éveille, vit et veut. Ces immenses masses d'hommes condamnés à vivre comme des malheureux s'agitent sans cesse, émettant des sons rauques et menaçants ; la faim les dévore, des éclairs sanglants de haine et de rage s'échappent de leurs yeux... Bourgeois, privilégiés, prêtres, bureaucrates et soldats, l'ouragan approche, le tourbillon vous entoure,... disparaissez,... l'avalanche gronde fatale, toute puissante. Vous en connaissez le nom, c'est :

### « LA RÉVOLUTION SOCIALE »

Cette révolution est la vraie ; elle est accompagnée de trois rayons de lumière, bases de la civilisation à venir : l'*Athéisme*, le *Socialisme*, le *Fédéralisme*.

... L'athéisme est la condition primordiale et indispensable à la liberté et à la moralité du peuple qui seront vides de sens tant que l'idée d'un dieu créateur, juge et dispensateur de récompenses et de punitions, occupera l'imagination des foules. Leur conscience sera sans cesse tyrannisée par l'invisible puissance de cet être et la liberté de leur évolution sera entravée par tous ceux à qui il plaira de se faire appeler ses représentants, ses ministres ou ses apôtres sur terre. La véritable moralité leur demeurera inconnue tant que la seule crainte d'un futur châtement rendra certains actes pervers et que l'espérance de joies trompeuses et posthumes dans le ciel leur dictera leurs actions. Et nous

assisterons toujours au monstrueux spectacle des orgies des trompeurs et des malheurs des trompés.

Dieu est depuis des siècles à l'origine de toute tyrannie. En son nom le prêtre s'est emparé des âmes, en son nom les despotes ont dominé les corps et les volontés. C'est pourquoi la révolution qui approche, fatale et inexorable, oubliera l'existence voulue de la triade toute puissante et les préceptes sournois et lâches de résignation et de foi. Les tenants de la monarchie et des privilèges souriront en lisant ces mots, car ils comptent sur cette idée de Dieu qui est presque devenue un besoin pour les masses dans l'organisation sociale actuelle et c'est avec son aide qu'ils espèrent perpétuer le despotisme, l'injustice, l'inégalité qui conviennent tant à leurs intérêts. Ils nous opposeront la crédulité religieuse des masses comme premier obstacle au triomphe de l'athéisme. Et ce n'est que parce qu'ils en sont les bourreaux qu'ils croient de bonne foi connaître le peuple, ce qu'il veut et ce qu'il vaut. Ils ne savent pas qu'au jour dit, lorsque le prêtre criera au prolétariat « *au nom de Dieu, sois soumis* », nous lui dirons « *au nom de la liberté, sois un homme* » ; quand le propriétaire et le patron lui diront, menaçants « *travaille, prends de la peine et donne-nous le fruit de ton labeur car si tu ne nous le donnes pas, tu voles et Dieu te punira* », nous lui répéterons au nom de la justice « *ce que tu crées avec le travail de tes mains et obtiens à la sueur de ton front est tien ; celui qui te l'a volé depuis tant de siècles est le voleur qui aurait dû être puni et ne l'a pas été* ». Hommes de la monarchie et du privilège, nous sommes convaincus que le peuple nous suivra et rompra avec son ancien Dieu implacable. Si vous n'en êtes pas aussi convaincus, si vous ne savez pas que la *liberté* et le *bien-être* sont le véritable *dieu* du prolétariat, invoquez donc les foudres de l'Eternel, mais faites vite !

Invoquez-les vite car le *Socialisme* vous talonne de près.

Hommes du privilège encore une fois ne souriez pas à ces mots. Vos pères, les officiers libres qui vous ont appris à lire, vous ont dit que celui-ci est une *utopie* ; ils vous ont dit que la justice, le droit et la loi sont de votre côté et vous vous êtes pacifiquement endormis au milieu des statuts et des codes.

Certains d'entre vous sont peut-être même de bonne foi. Eux-mêmes victimes de la grande propriété, des grandes industries, de la grande banque, ils subissent des deux côtés et se font, sans s'en rendre compte, les bourreaux du paysan et de l'ouvrier. Nous nous adressons à ceux-là. Nous leur disons d'avoir le courage de regarder la question sociale en face : leurs illusions disparaîtront et la vérité leur apparaîtra, sévère, inexorable.

Parmi toutes les statistiques de l'heureux royaume d'Italie, deux données sont d'une simplicité et d'une éloquence extraordinaires :

Population : près de 25 millions ;

Imposés sur les immeubles, les terres cultivées et le commerce : près de 2 millions.

Tout le monde sait qui sont ces deux millions de braves citoyens contribuables et ce qu'ils font.

Une partie d'entre eux trime trois fois par an pour exiger un loyer qui augmente chaque année au fur et à mesure que les mariages dans le peuple donnent naissance à de nouveaux locataires. Une autre partie a la générosité de permettre au paysan de travailler les terres qu'il ne sait ou ne veut pas cultiver lui-même et la magnanimité de lui laisser, sur le fruit de son travail, à peine de quoi ne pas mourir trop tôt de faim et de froid. Une autre partie, enfin, passe sa vie à étudier la quantité des produits et la quantité des besoins et trouve le moyen de se faire des tas d'or sur la faim, le froid, la lumière, la soif, c'est-à-dire sur les innombrables misères et les rares joies du peuple. Ces tas d'or en font par la suite les ennemis et les tyrans du travail et leur font asservir inévitablement le peuple ouvrier.

Tous sont de braves gens. Ils ont une *situation sociale respectable*, ils sont électeurs, éligibles et souvent députés ; c'est pour eux que prêche le curé, pour eux qu'est fait le code civil, pour eux qu'existent le juge, l'huissier, le sbire et le gendarme ; pour eux les écoles, les livres, les sciences, les musées, les théâtres, les chevaux et les cochers, les voies ferrées et les télégraphes, tout est pour eux, car eux seuls peuvent jouir de la civilisation, à eux seuls reviennent les jouissances et les félicités de la vie.

Mais que font et que sont les autres 23 millions d'Italiens ? Bourgeois et privilégiés, vous êtes-vous jamais posé cette question ?

Vous le savez, les 23 millions travaillent du lever du soleil à son coucher et ce sont eux qui font et paient la civilisation dont vous jouissez. Ce sont eux qui créent tout ce que vous consommez, depuis votre pain jusqu'à votre luxe effréné ; sans vous ils seraient libres et heureux, sans eux, vous mourriez de faim. Vous le savez, ils sont malheureux parce que le propriétaire et le capital les dépouille, ils sont esclaves parce qu'ils ne peuvent jouir de la liberté politique trompeuse qu'en toute connaissance de cause vous leur avez accordée. Ce sont des malheureux parce que vous ne voulez pas que les lumières de la science éclairent leur esprit. Mais vous le savez, ceux qui sont la force *créatrice* sont également la force *destructrice*.

Bourgeois et privilégiés, la révolution qui s'approche *veut et doit détruire* le privilège qui fait servir la grande majorité du peuple italien à vos besoins et à vos caprices, qui éloigne cette majorité de toutes les joies de la vie pour la jeter dans la plus profonde misère, qui lui refuse tout droit, jusqu'à celui de travailler et de vivre ! *L'inégalité* qui depuis des siècles sépare les hommes en deux classes, oisifs et ouvriers, privilégiés et prolétaires, riches et pauvres, instruits et incultes, heureux et malheureux, bourreaux et victimes, doit disparaître.

La révolution *veut l'égalité du point de départ pour tous les hommes* ; elle veut pour *tous* la même éducation et instruction, pour tous les instruments du travail : la terre au paysan, le capital à l'ouvrier. Elle veut *détruire la propriété héréditaire* qui est la base et la raison de tant d'injustices ; elle nie le droit de succession qui est un droit à l'oisiveté ; elle affirme en revanche le droit à l'égalité qui est le droit au travail.

Bourgeois et privilégiés, ne vous placez pas en obstacle sur la voie de la révolution. Quand l'heure sonnera, laissez passer la justice du peuple : elle veut



détruire les choses et non les hommes. Mais si les hommes s'attachent aux choses, ils disparaîtront avec elles.

L'ancienne société privilégiée disparaîtra ainsi pour toujours, et avec elle ses désastreuses exigences. Le grand Etat centralisé avec toutes ses ignobles infamies tombera, comme par enchantement, sous le souffle de la révolution et la nouvelle société se constituera spontanément au nom de la liberté et du bonheur des Italiens. Il se formera ainsi librement *des fédérations d'entités autonomes locales, nées de la révolution sociale, ayant pour unique fondement le travail librement associé.*

ITALIENS ! Les événements se précipitent : d'un côté la banqueroute de l'Etat approche, tandis que de l'autre la révolution avance, inexorable. Acceptez son programme : *justice, c'est-à-dire égalité, c'est-à-dire liberté.* Acceptez cette parole sainte. Pour ceux qui la récusent, il en existe une autre qui murmure depuis des siècles à l'oreille du peuple : *vengeance.*

\* \* \* \* \*

### **1866. – Programme de la révolution démocratique et sociale italienne**

Programme de la révolution démocratique-sociale italienne

1866

Brochure anonyme, Naples, 1866

Traduction IISG

Publié d'après la première publication.

Depuis plusieurs siècles l'Europe ressent un besoin irrésistible, depuis des siècles elle aspire à une organisation définitive, sans jamais parvenir ni à l'un ni à l'autre.

Une succession d'idées nouvelles et de bouleversements nouveaux agite depuis des siècles ses divers peuples, mais ces idées ont été en grande partie exploitées et les diverses insurrections n'ont réussi qu'à chasser brièvement la tyrannie qui est revenue, plus obstinée et plus féroce, mieux resserrer les chaînes de tous.

Pourquoi ces impatiences insatisfaites des peuples ? Pourquoi l'impuissance des révolutions dont une force occulte semble même freiner le cours impétueux ? La raison profonde en est l'organisation actuelle de l'Europe, divisée en grands centres où conflue la vie de toutes les localités et de tous les individus pour y être opprimée.

Avec leurs souverains, leur clergé, leur aristocratie, leurs armées permanentes et leur bourgeoisie bureaucratique, agraire et spéculatrice, ces centres sont unis en une véritable ligue de fait fondée sur des intérêts et des privilèges communs.

Cette ligue possède son droit diplomatique, son droit divin et son droit historique. Elle a un objectif primordial : l'équilibre européen et l'établissement d'une prépondérance politique quelle qu'elle soit. Elle a un ennemi encore hésitant mais terrible : le peuple. Les derniers bouleversements politiques des divers peuples européens, fondés sur le principe de nationalité, n'ont rien pu contre cette ligue car, dans leur imprévoyance, ils ont voulu conserver le vice du système. Ils ont voulu les grands *centres nationaux* avec leur souverain, leur clergé, leur armée, leur *noblesse* et leur bureaucratie, sans comprendre qu'en tendant la main à leurs ennemis naturels, ils se battaient pour une question de forme et de mots, sans comprendre que le *véritable peuple* restait étranger et indifférent, sans que cela profite en rien à sa vie et à sa liberté. Cette même organisation centralisatrice a alors détruit, dès leur éclosion, les soi-disantes révolutions qui sont mortes sans honneur entre les mains des monarchies et ont servi involontairement et inconsciemment à des manœuvres diplomatiques.

Cela était cependant inévitable. Une seule nation ne peut impunément défier la réaction de l'Europe d'autant moins lorsque la partie la plus forte et la plus capable de sacrifice, c'est-à-dire le *véritable peuple*, reste étrangère au mouvement ou, crédule, sert aux fins des castes qui la mettent en avant pour ne lui rendre par la suite que désillusion et punition. De plus, lorsqu'on s'insurge au nom d'un principe qui n'est pas commun à tous, intérieurement et extérieurement, on ne peut provoquer l'action simultanée des autres peuples ou obtenir leur secours.

Pour gagner cette lutte séculaire il faut donc opposer la ligue des peuples à celle des rois et des castes. Pour réaliser cette ligue des peuples, il faut dorénavant s'insurger au nom d'un principe commun à tous les peuples et avec un drapeau que tous puissent et doivent suivre de la même manière.

Ce principe commun à tous ne peut être mis en pratique que d'une seule façon, à savoir par la Révolution Démocratique et Sociale, et le drapeau que tous les peuples suivront ne peut porter qu'une seule devise : *Egalité* et *liberté*, ces besoins impérieux qui devront être mis en œuvre, avec la force sauvage et légitime du peuple, jusqu'à leur ultime réalisation.

C'est pourquoi les propositions du programme de la Révolution Démocratique et Sociale sont les suivantes :

1. Abolition du *Droit Divin* ;
2. Abolition du *Droit Diplomatique* ;
3. Abolition du *Droit Historique* ;
4. Renoncement à toute idée de prépondérance nationale ;
5. Liberté de l'individu dans la Commune ;
6. Liberté des Communes et libre fédération de celles-ci dans la Province et dans la Nation ;
7. Abolition de l'actuel *Droit public et privé* ;
8. Egalité politique de tous ;
9. Abolition de tout privilège personnel et royal ;

10. Emancipation du travail par rapport au capital ;
11. Propriété unique : les instruments du travail à celui qui travaille ; la terre à celui qui la cultive ;
12. Libre fédération des nations entre elles <sup>1</sup>.

Toute action ou mouvement insurrectionnel s'écartant des propositions ci-dessus sera considéré par nous comme réactionnaire et tendant à sacrifier le peuple sur l'autel souillé des ambitions et des privilèges.

## RÈGLEMENT

1. Tout l'ensemble de la société prendra le nom de Société des légionnaires de la Révolution sociale italienne.

2. Les frères de la Société porteront tous indistinctement le nom de légionnaires de la Révolution sociale italienne.

3. La direction suprême de la Société sera placée entre les mains d'un pouvoir central qui prendra le nom de Comité Central.

4. L'ensemble de la péninsule italienne sera divisé en grandes Sections territoriales, plus ou moins déterminées en fonction des conditions historiques et géographiques. Chacune de ces grandes Sections constituera une famille. La circonscription de chaque famille sera déterminée par des ordonnances spéciales du Comité central qui se mettra d'accord à cet effet avec les Légionnaires de la famille elle-même.

5. La direction de la Société sera représentée auprès de chaque famille par un Etat-Major nommé directement par le Comité Central dont il dépendra et avec lequel il communiquera le plus activement possible. L'Etat-Major ne comptera pas plus de cinq membres et pas moins de trois, sauf dans le cas où le Comité Central, dans le cadre d'une mesure exceptionnelle, et sous sa responsabilité la plus stricte, jugera bon de déroger à ces limites.

6. Chaque famille sera divisée en Sections territoriales, plus ou moins vastes, en fonction de ce qui conviendra sur le plan local. Dans chacune de ces Sections résidera une Lieutenance directement nommée par l'Etat-Major de la famille qui fixera la circonscription de chaque Lieutenance de Section dépendant de lui en accord avec les légionnaires de cette même Section. Toutes les Lieutenances d'une même famille dépendront de l'Etat-Major de cette famille. Chaque Lieutenance ne comptera pas plus de cinq et pas moins de trois membres, sauf dans les cas où l'Etat-Major jugerait opportun, dans le cadre d'une mesure exceptionnelle et sous sa responsabilité la plus stricte, de déroger à ces limites.

7. Chaque Lieutenance de Section sera divisée en d'autres Sections territoriales plus ou moins vastes en fonction des conditions locales. Dans chacune de ces Sections résidera une Sous-lieutenance nommée directement

---

<sup>1</sup> NOTE DE BAKOUNINE : Ces propositions seront développées en parties dans des circulaires de ce Comité Central.

par la Lieutenance respective dont elle dépend. La circonscription de chaque Sous-lieutenance de Section sera fixée par la Lieutenance respective en accord avec les Légionnaires appartenant à la même Sous-lieutenance. Chaque Sous-lieutenance ne comptera pas plus de cinq et pas moins de trois membres, sauf dans le cas où la Lieutenance, dans le cadre d'une mesure exceptionnelle et sous sa responsabilité la plus stricte, jugerait bon de déroger à ces limites.

8. Le centre des Etats-Majors, des Lieutenances et Sous-lieutenances sera fixé en fonction du temps, du lieu et des circonstances jugés opportuns par les Organes respectifs dont il serait la résidence.

9. Bien que les Lieutenances soient directement nommées par les Etats-Majors et les Sous-lieutenances par leurs propres lieutenances, dans certains cas spécifiques et à titre de mesure exceptionnelle le comité Central pourra nommer directement les Lieutenances et Sous-lieutenances et fixer leurs circonscriptions territoriales respectives.

10. Le Comité Central restera inconnu de tout l'ensemble de la société. Il désignera un Légionnaire jouissant de toute sa confiance pour réaliser la liaison visible entre lui-même et chaque Etat-Major.

11. Tous les Etats-Majors de la société resteront inconnus les uns des autres ; chacun sera inconnu de l'ensemble des Légionnaires appartenant tant à sa circonscription qu'à toute autre. Chacun d'eux nommera cependant un Légionnaire jouissant de sa pleine confiance, chargé de réaliser la liaison visible entre lui-même et chacune des Lieutenances dépendant de lui.

12. Toutes les Lieutenances de la société resteront inconnues les unes des autres : et chacune d'elles restera inconnue de l'ensemble des Légionnaires appartenant tant à sa circonscription qu'aux autres. Elle déléguera cependant un Légionnaire, jouissant de sa pleine confiance, avec la tâche de réaliser la liaison visible entre elle-même et chacune des Sous-lieutenances dépendantes d'elle.

13. Toutes les Sous-lieutenances resteront inconnues les unes des autres : et chacune d'elles restera inconnue de l'ensemble des Légionnaires de la Société. Chacune veillera cependant à déléguer un Légionnaire, ou plus d'un, si elle le juge opportun, jouissant de sa pleine confiance, chargé de réaliser la liaison visible entre elle-même et tous les Légionnaires dépendant d'elle.

14. Un signe de reconnaissance spécial, appelé Mot Sacré, sera commun au Comité central, aux Etats-Majors, aux Lieutenances et aux Sous-lieutenances. Il sera déterminé par le Comité central et communiqué en temps utile aux Etats-majors, Lieutenances et Sous-lieutenances. Le Mot Sacré sera ordinairement modifié chaque trimestre ; à titre extraordinaire, il pourra l'être chaque fois que cela sera jugé utile par le Comité central.

15. Enfin, au sein du Comité central, des Etats-majors, des Lieutenances et Sous-lieutenances sera élu un Censeur à qui sera confié le Livre Noir. Il y sera indiqué, en code uniquement connu des membres de l'Organe auquel le Livre Noir appartient, les noms de tous les Légionnaires de la Société s'il

s'agit du Livre Noir du Comité central, ceux des Légionnaires appartenant à chaque famille s'il s'agit de celui des Etats-majors, ceux des Légionnaires dépendant de la Lieutenance s'il s'agit de celui des Lieutenances, enfin ceux des Légionnaires dépendant de la Sous-lieutenance s'il s'agit du Livre Noir des Sous-lieutenances.

16. Une Section du Comité central sera constituée en Section de surveillance générale. Elle sera chargée de veiller à la sécurité générale de la Société.

17. Au sein des Etats-majors comme des Lieutenances et des Sous-lieutenances sera constitué un Office spécial de surveillance chargé de la sécurité de leurs circonscriptions respectives.

18. Conformément aux instructions du Comité central et en s'y adaptant strictement pour toutes les questions du jour, les Etats-majors, les Lieutenances et les Sous-lieutenances chercheront à diriger l'opinion publique et à provoquer toutes les manifestations qu'ils estimeront utiles à l'objectif. Il leur faudra en outre être toujours extrêmement attentifs à éviter, dans la mesure du possible, que les dites manifestations soient imputées à la Société de la Révolution sociale Italienne. Cette extrême prudence sera considérée comme une règle stricte, de la plus haute importance, et même comme une obligation Sacrée, à tous les niveaux de l'action de propagande de la Société.

19. L'admission des frères dans les rangs de la Société, soit sur proposition d'un membre compétent du Comité central, des Etats-majors, des Lieutenances et Sous-lieutenances, soit sur celle d'un quelconque Légionnaire, sera toujours subordonnée aux normes suivantes :

A. – Le frère candidat sera avant tout mis à l'épreuve de toutes les façons possibles quant à la parfaite adéquation de ses convictions politiques, révolutionnaires et sociales avec les principes fondamentaux de la Société de la Révolution sociale Italienne, et cela sans qu'il puisse soupçonner, même comme hypothèse très lointaine, l'objectif de ces pratiques. Il conviendra d'étudier, dans la mesure du possible, le sérieux de son caractère, l'énergie de ses passions, le niveau de son intelligence.

B. – Tous les renseignements possibles seront réunis sur sa vie antérieure publique et privée, sur les opinions politiques, révolutionnaires et sociales qu'il a eues auparavant, et en général sur toutes ses qualités personnelles telles qu'elles se sont manifestées dans tous les événements plus ou moins importants ayant pu le concerner.

C. – Un rapport détaillé des résultats sera fourni à l'Organe dont il dépend directement, avec proposition d'admission.

D. – Avant discussion de la proposition, il sera demandé, par les voies de communication habituelles, à la Sous-lieutenance de la Section territoriale à laquelle le candidat appartient, si elle a connaissance de motifs s'opposant à son admission.

E. – Si la Sous-lieutenance interrogée déclare la candidature inadmissible, la proposition sera rejetée sans discussion. Si celle-ci ne présente

aucun motif d'opposition, la proposition sera mûrement débattue. La candidature sera considérée acceptée si elle obtient l'unanimité des voix.

F. – Une fois la candidature du nouveau frère retenue, l'organe révolutionnaire social qui le recevra, lorsqu'il ne s'agit pas d'une Sous-lieutenance, confiera l'admission effective à la Sous-lieutenance de la circonscription à laquelle appartient le frère candidat ; celle-ci désignera toujours dans tous les cas un Légionnaire de toute confiance pour toutes les démarches nécessaires pour admettre le candidat accepté dans la Société et l'accueillir dans les rangs des Légionnaires.

20. La mission du Légionnaire de la Société de la Révolution sociale Italienne comprend des droits et des devoirs.

A. – Liberté, égalité, fraternité sont les droits qui font du Légionnaire un être libre et actif, jouissant de toute la dignité d'être humain et fraternellement lié à l'humanité entière pour son propre bonheur.

B. – Travail, Propagande, Action sont les devoirs à partir desquels le Légionnaire développera ses propres ressources économiques, affranchies des privilèges sociaux et dans la plus grande indépendance possible, dans la mesure où les conditions sociales actuelles viciées le permettent. Il se constituera le centre actif d'une sphère aussi vaste que possible de relations propagandistes, révolutionnaires et sociales au sein des populations parmi lesquelles il vit. Il se préparera à être le plus utile possible aux factions de la future Révolution sociale Italienne, entraînant son corps à tous les exercices physiques pouvant l'endurcir, fortifiant son esprit de toutes les notions militaires possibles qui pourront le rendre capable de diriger de façon révolutionnaire un noyau plus ou moins nombreux de gens armés.

21. Par les soins du Comité central, chaque Légionnaire recevra un manuel technique, rédigé de la façon la plus condensée et la plus simple, qui lui servira de guide tant pour s'entraîner aux exercices physiques que pour acquérir les notions militaires les plus indispensables. Le Comité indiquera lui-même, par circulaires imprimées, les méthodes les plus adaptées à la propagande Révolutionnaire sociale.

22. Le mystère le plus profond entourera la personnalité des Légionnaires auxquels il est solennellement interdit d'entrer en contact les uns avec les autres, même s'ils font partie de la même famille, de la même Lieutenance ou Sous-lieutenance, sauf dans le cas prévu à l'article suivant.

Le Légionnaire mettra en œuvre tout seul toutes les ressources de son intelligence, de sa moralité et de son activité révolutionnaire dans la sphère qui lui est propre, l'élargissant le plus possible, jusqu'à ce que les trompettes de la Révolution sociale Italienne appellent sous les armes les Légionnaires qui prendront la tête des multitudes armées. Il est absolument interdit de dévoiler son appartenance même lorsque l'action de propagande met en contact immédiat deux, ou plus de deux, frères Légionnaires.

23. Les Légionnaires sont autorisés à dévoiler leur appartenance à leurs frères au moyen des signes de reconnaissance chaque fois que cela est prescrit par disposition spéciale du Comité central, des Etats-majors, des Lieutenances ou des Sous-lieutenances, ainsi que dans les deux cas suivants :

A. – Lorsqu'un danger sérieux menace la sécurité de la société ou celle de l'individu lui-même ;

B. – Lorsque l'individu a sérieusement besoin de l'appui ou du secours de ses frères.

24. Les signes seront de deux ordres : Signes symboliques et Mot d'Ordre. Les uns et les autres seront déterminés par le Comité central qui les communiquera en temps utile aux Etats-majors, aux Lieutenances, aux Sous-lieutenances et à tous les Légionnaires par la voie de leurs organes respectifs. Le renouvellement de ces signes se fera tous les trimestres par les soins du Comité central qui les communiquera en temps utile à l'ensemble de la société.

25. La correspondance entre le Comité central et les Etats-majors, entre ces derniers et les Lieutenances, entre celles-ci et les Sous-lieutenances ainsi qu'entre celles-ci et les Légionnaires qui en dépendent sera réglée par des dispositions spéciales qui seront émises à cet effet par le Comité central au moyen de circulaires secrètes.

26. Le duel est expressément interdit entre frères de la Société. Au cas où un différend personnel surgirait entre deux Légionnaires quels qu'ils soient, s'ils se connaissent ils s'en remettront à l'arbitrage d'un Jury nommé par les parties ; s'ils ne se connaissent pas et qu'un Organe quelconque apprend la possibilité d'un duel entre deux Légionnaires, il s'interposera immédiatement de sa propre autorité par l'intermédiaire de l'Organe de communication intermédiaire entre les Légionnaires et les Sous-lieutenances, ordonnant que le différend soit remis à un Jury qu'ils nommeront eux-mêmes. Cette même procédure sera toujours appliquée dans tous les autres cas où un Légionnaire, ou plus d'un, se trouverait obligé de recourir pour une raison quelconque à la Justice ordinaire contre un frère.

27. Si un membre quelconque de la Société vient à contrevenir d'une quelconque façon aux dispositions ci-dessus, il sera jugé selon les normes suivantes.

A. – Si le contrevenant a agi par imprudence ou légèreté, l'Organe dont il dépend directement le réprimandera plus ou moins sévèrement, selon les cas.

B. – Si le contrevenant a agi par tromperie ou toute autre forme d'immoralité, sans qu'il s'agisse toutefois de trahison ou de reniement, l'Organe dont dépend directement le coupable lui interdira provisoirement l'exercice de la mission révolutionnaire et sociale. Ensuite, il fera son rapport à l'Etat-Major direct qui fixera les limites de l'interdiction prononcée à

condition toutefois qu'il n'estime pas qu'il s'agit d'une immoralité tellement grave qu'elle rende incompatible la personne coupable avec la dignité morale de la Société des Légionnaires. Dans ce cas extrême, l'Etat-Major prononcera l'expulsion du coupable des rangs de la Société. Il en fera rapport au Comité central qui communiquera l'information à l'ensemble de la Société.

C. – Si jamais il s'agit de trahison ou de reniement, l'interdiction immédiate sera prononcée, comme en (B), et un rapport sera transmis à l'Etat-Major. Celui-ci, après un débat approfondi et pondéré au cours duquel il constatera la réalité de la faute, condamnera le coupable à la malédiction et à l'infamie. La condamnation sera immédiatement suivie de l'expulsion du coupable des rangs de la Société. Un tel malheur fera l'objet d'un Bulletin secret du Comité central qui liera aux pas du traître ou de l'apostat la haine jurée de tous les Légionnaires de la Société, lesquels tenteront de toutes les façons possibles de le perdre moralement et de l'empêcher de nuire à nouveau.

28. Provisoirement, et jusqu'à ce que l'organisation complète de la Société puisse permettre des mesures plus fermes et plus régulières, le Comité central fixera une contribution annuelle de cent liras italiennes par Section de Lieutenance, dont une partie devra être versée dès que la Lieutenance sera déclarée constituée.

Sur cette somme, quarante liras seront retenues par les Etats-majors correspondants pour couvrir les frais dans la mesure du possible, et soixante liras seront versées à la Trésorerie du Comité central par l'intermédiaire de l'Organe de l'Etat-major, en un nombre de versements laissé à la discrétion des Lieutenances.

29. Pour percevoir cette contribution et même en augmenter le montant, il sera fait appel aux dons volontaires des Légionnaires, l'imposition d'une quelconque contribution obligatoire étant pour l'instant interdite.

\* \* \* \* \*



### 1867. – Lettre au *Kolokol*

20 avril 1867

Naples

Moscou, RGALI f.2197, o.1, ed.chr.211

Traduction IISG

Publié d'après une copie de la main de Dragomanov.

20 avril 1867. Naples

Cher Herzen,

J'ai reçu à l'instant trois numéros du *Kolokol*, dans lesquels j'ai appris pour la première fois que le *Golos* avait reproduit un article du *Vartchavskij Dnevnik*<sup>1</sup> sur l'existence à l'étranger d'une société d'incendiaires et de contrefacteurs de billets de crédit russes, et où on peut lire, entre autres : « L'existence de la société d'incendiaires, à laquelle appartiennent Herzen et Bakounin avec leur bande, est un fait irréfutable, et de fait, elle a été mentionnée dans le rapport du très dévoué chef de police général », etc. (lequel, celui de Varsovie ou celui de Pétersbourg ?)

J'ai pris grand plaisir à lire les quelques lignes que tu as publiées dans ce même numéro en réponse à cette stupide calomnie. J'ai également lu ta lettre à M. Aksakov<sup>2</sup>, à qui je n'aurais pas écrit, car il a été après Katkov<sup>1</sup> un

---

<sup>1</sup> « Le Quotidien de Varsovie ».

<sup>2</sup> *Ivan Aksakov* (1823-1886) homme de lettres russe fondateur du mouvement slavophile. Après quelques tentatives de faire carrière dans l'administration, il se consacre à partir de 1852 à la littérature et acquiert une grande renommée. Il prend part à la guerre de Crimée. A partir de 1857 il collabore avec un nouveau journal, *Rousskaïa besseda*, ultra-nationaliste et slavophile et écrit dans *Den* (Le Jour). Il devient un orateur et un polémiste de renom.

La position d'Aksakov sur la question polonaise était relativement complexe et en fin de compte son analyse de la situation (sinon ses motivations et les objectifs) ne différait pas tant que cela de celle de Bakounine, même s'il considérait que l'insurrection polonaise était « la rébellion d'une partie de la population, principalement des villes, de la basse *szlachta* et de prolétaires de toute sorte, soulevés et dirigés par des démagogues fous et enragés »<sup>2</sup> – Herzen et Bakounine faisant partie des démagogues. Selon Aksakov, la majorité de la population polonaise était composée de paysans maltraités par les grands propriétaires. Il tentait d'engager le gouvernement russe d'utiliser l'antagonisme des classes dans les campagnes et d'engager des réformes importantes en faveur des paysans pour les libérer de l'emprise des propriétaires. Il fallait créer une paysannerie solide pour faire contre-poids à la noblesse. C'était, disait-il, « la seule voie politique que le gouvernement devait suivre s'il voulait conserver la Pologne ». Aksakov était convaincu que « la partie saine de la population renversera le joug des démagogues et en appellera de nouveau à l'empereur russe, le suppliant d'accepter de prendre de nouveau la Pologne entre ses bras puissants. » (*Op. cit.*, p. 82.)

de ceux qui ont principalement encouragé Murav'ev et les champions du pillage et des sévices russes en Pologne, qui ont déshonoré le nom russe et retardé de quelques années la libération de la Russie. J'ai lu sa réponse, insérée en p. 239 de la *Kolokol*. Il y dit : « Que M. Herzen ait ouvert dans *Kolokol* une souscription en faveur du fonds populaire polonais (si c'était vrai, je n'y verrais pas de mon point de vue le moindre mal, mais voyons c'est un pur mensonge inventé pour les besoins de la polémique, donc du point de vue de l'accusateur, une calomnie malintentionnée et comment dirais-je en termes plus courtois ? indécente) qui utilise l'argent collecté, entre autres, à payer des gendarmes bourreaux, des empoisonneurs et des incendiaires ». Les tortionnaires élaboussés par leur propre fange et par l'innocent sang polonais, continuent afin d'apaiser leur conscience qui n'est pas encore tout à fait éteinte et de ne pas mourir de honte à calomnier leurs nobles victimes. « Que M. Herzen partage les opinions de Bakounin qui a tramé la fameuse expédition ratée de secours aux Polonais est un fait irréfutable. M. Herzen n'a pas renié la solidarité avec les Polonais. Par conséquent la question est uniquement de savoir si c'est par le glaive seul ou également par le feu qu'a été causé à la Russie le préjudice auquel M. Herzen a pris une part sinon immédiate, du moins indirecte et morale. »

Tu es assez fort, Herzen, pour n'avoir pas besoin de l'aide d'autrui, aussi vais-je répondre en mon seul nom. Si tu n'avais pas engagé cette polémique, je continuerais à me taire, comme je l'ai fait jusqu'à présent, sans me soucier

---

Peu après le début de l'insurrection polonaise, Aksakov publia dans son journal, *Den*, une lettre de lui signée Kasianov, de Paris, attaquant Bakounine et Herzen pour la proclamation publiée dans le *Kolokol* en faveur des Polonais. Aksakov publia la réponse de Herzen en accusant, dans un commentaire, Bakounine et Herzen d'être des traîtres à la cause russe et orthodoxe.

<sup>1</sup> *Mikhail Nikiforovitch. Katkov* (1818-1887) auteur, éditeur et critique littéraire russe. – La personnalité de Katkov est emblématique des contradictions dans lesquelles se sont trouvés les libéraux russes sous les règnes de Nicolas I et Alexandre II. Il fut professeur à l'université de Moscou, journaliste au *Messenger russe*, un journal anglophile et libéral, puis, à partir de 1861 à la *Gazette de Moscou*. Il attaquait avec vigueur les vices de l'absolutisme et défendait la cause du progrès et de la décentralisation. Il en vint cependant à considérer que Herzen, Ogarev et Bakounine s'engageaient dans une fausse voie et déconsidéraient le libéralisme. Il les attaqua comme responsables des violences attribuées aux progressistes en Russie. L'insurrection polonaise et le soutien que lui apporta Herzen, Ogarev et Bakounine le confirma dans ses vues. Non sans quelque raison, Katkov souligna la concordance entre l'insurrection de Varsovie et l'agitation révolutionnaire en Russie. Katkov soutint la répression de l'insurrection polonaise et réclama l'annexion de la Pologne à la Russie. Tout d'abord libéral partisan des initiatives locales et du *self-government*, il en vint à condamner toute initiative locale comme attentatoire aux droits de la monarchie absolue.

de ce que disent de moi les MM. Sarjatin et Kraevskij<sup>1</sup>, Katkov et Aksakov, et autres. Leurs attaques encouragées par les sourires du très haut ne me surprennent pas : ils font leur métier. Leur répondre signifierait reconnaître le droit de les estimer, or je ne puis avoir d'estime pour eux.

Je ne juge pas non plus utile de répondre pour le peuple russe. « Les honnêtes gens, dis-tu toi-même, ne le croiront pas, et nous n'avons cure des autres. »

La police russe sait mieux que quiconque qu'entre toi et moi il n'y a jamais eu aucun complot et que ni moi ni toi n'avons incendié de maisons ou fabriqué de faux papiers. Et que la police soit parvenue à assurer pareille ineptie grâce à un monarque manquant par trop d'audace et de perspicacité, n'est pas notre affaire, mais celle du tsar, l'affaire de sa candeur insigne qui n'a vraiment pas de bornes. Après avoir étouffé durant les cinq dernières années, dix et presque cent fois plus de gens que son terrible père pendant trente-deux ans de règne, il a cru et il croit même à présent sans plaisanter qu'il est quand même le bienheureux monarque, le père, le bienfaiteur, le libérateur de la Russie !

Si la police s'ingéniait à l'assurer que nous nous proposons, toi et moi, de dérober la Cloche Ivan<sup>2</sup> ou le Roi des Canons<sup>3</sup>, il y croirait exactement de la même façon.

Dans sa réponse, M. Aksakov aborde une autre question, celle de notre participation à tous deux à l'affaire polonaise. Je me crois tenu de dire quelques mots afin d'éclaircir cette question non pas à M. Aksakov, de qui je n'ai absolument pas cure, mais aux honnêtes gens de Russie, parce qu'il me semble que cette question ne leur a pas encore été éclaircie de manière suffisante, déterminée et nette. De nouveau, et pour les mêmes raisons, je vais répondre en mon seul nom.

Dans un prochain numéro de votre revue, j'aborderai, si vous m'y autorisez, l'examen de cette importante question de mon point de vue. Je vous prévient d'avance, amis, que mes opinions divergeront parfois d'avec les vôtres ; mais cela, n'est-ce pas, ne vous empêchera pas de les publier, assorties des réserves et notes que vous jugerez nécessaires.

Oui, j'ai effectivement participé à l'expédition polonaise ratée en mer Baltique, expédition que je n'ai nullement tramée mais que j'ai entièrement approuvée. Dans les prochains numéros je vous dirai sur quelles bases et avec quel but précis j'y ai participé. A présent j'achève cette lettre sur la confession suivante :

Oui, j'ai souhaité le succès le plus complet de la dernière révolution polonaise et, dans la mesure de mes forces, j'ai été prêt à contribuer à son triom-

---

<sup>1</sup> *Kraevsky Andrei Alexandrovich* (1810-1889) éditeur, journaliste russe.

<sup>2</sup> Allusion au Clocher d'Ivan le Grand, au Kremlin.

<sup>3</sup> Le Tsar Pouchka (« roi des canons ») est un canon gigantesque exposé au Kremlin à Moscou, à côté de la *Tsar Kolokol*. Il a été fondu en 1586 par le maître russe Andreï Tchokhov.

phe ; premièrement, parce que, bien que son programme fût loin de correspondre à nos désirs et à nos convictions socialistes, et bien que, justement pour cette raison, elle eût abusé son propre peuple et a en même temps nui à la cause de la libération des peuples de Petite et de Grande Russie, cette révolution était à l'égard de l'Etat pétersbourgeois une cause sacrée et juste ; et deuxièmement, son succès eût causé un important préjudice non pas à la Russie, comme le dit M. Aksakov, mais à l'Empire de toutes les Russies ; en fait, ce qui cause un préjudice à ce dernier et qui contribue à la destruction de cette sinistre prison tataro-allemande, vise inmanquablement à la libération et au bien des peuples russes qui y sont enfermés.

M. Bakounin

\*\*\*\*\*

**1867. – Extrait d'une lettre au *Kolokol***

3 mai 1867

Naples

source: Moscou, RGALI f.2197, o.1, ed.chr.211

Traduction IISG

Extrait. Publié d'après une copie de la main de Dragomanov.

3 mai 1867

Dans les dernières lettres, amis, vous me réprimandez d'avoir placé le nom de M. Aksakov à côté de ceux de Katkov et Cie et vous dites qu'il y a entre eux et lui un abîme, que son intégrité est hors de doute. Comme vous le connaissez personnellement, vous pouvez mieux juger de lui que moi, et comme j'estime votre jugement, je suis prêt à exécuter votre demande et à reprendre mes paroles brutales et sans doute injustes. De plus je ne puis avoir aucun sentiment personnel ni pour ni contre M. Aksakov ; nous ne nous sommes en effet pas rencontrés une seule fois de la vie. J'ai connu de près, j'ai aimé et estimé de tout cœur son excellent frère Konstantin Sergeevitch<sup>1</sup>,

---

<sup>1</sup> *Konstantin Sergejevitch Aksakov* (1817-1860), critique littéraire et écrivain russe. Il fit partie de la première génération de slavophiles. Il fit ses études à Moscou et fréquenta le cercle Stankevitch avec lequel il rompit lorsqu'il adopta les thèses slavophiles d'Ivan Kireevsky (Kireevskij de Bakounine) et d'Aleksey Khomyakov (Chomjakov de Bakounine). Il tenta de concilier ses vues sur la mission religieuse et historique du paysan russe avec la philosophie de Hegel. Plus tard, il abandonna l'hégélianisme et devint radicalement anti-européen.

Bakounine avait en quelque sorte répondu d'avance aux slavophiles qui diagnostiquaient la décadence de l'Europe, dans une lettre à un Polonais, Stanislaw

malgré les divergences d'opinion qui nous séparaient si profondément. Depuis lors, j'ai été, autant qu'il m'en souvienne, un révolutionnaire alors que lui malgré son cœur ardent et véritablement héroïque, qui sacrifiait sans cesse les théories à sa nature, était un slavophile obéissant et un humble chrétien orthodoxe. Par son dévouement enflammé, qui ignorait la critique, à la doctrine de Chomjakov<sup>1</sup> et des Kireevskij<sup>2</sup>, il aurait surpassé n'importe quel slavophile d'aujourd'hui, ce qui ne l'empêchait toutefois jamais d'être un homme honnête, au sens élevé du terme, ne l'empêchait pas de placer les lois générales de l'humanité et les instincts innés au-dessus de tout sur terre, au-dessus même du patriotisme. C'était un vieux Moscovite fanatique, c'est vrai, mais son fanatisme s'arrêtait toujours devant le respect du droit humain, il n'étouffait pas la voix de la conscience, ni les impératifs de la justice. Sa férocité de vieux Moscovite était toujours subordonnée à la noble religion de ce qui de nos jours s'appelle « l'humanisme ». En tant que véritable champion de l'orthodoxie, il a par exemple, avec Chomjakov et les frères Kireevskij, jeté l'anathème théorique sur la Pologne catholique ; mais dans la pratique, écoutant l'instinct humain supérieur, dont la présence constante le rendait justement honnête homme, il a plusieurs fois, au risque d'aliéner sa propre liberté, visité, aux côtés de Stankevitch, le bague moscovite des Polonais qui allaient être déportés en Sibérie, en punition de prétendus crimes politiques, et abandonnant toutes ses théories au seuil de la prison, devenu sincère avec lui-même, il leur a témoigné une ardente et respectueuse sympathie, s'est montré prêt à faire tout ce qu'il pouvait pour eux. Je me rappelle son doux sourire compatissant, je me rappelle son émotion continue quand son cousin germain Kartatchevskij, maltraité par les jésuites, entonnait de sa voix sauvage mais pleine de passion contenue : « Jeszeze Polska nie sgine-la »<sup>3</sup>. Son fanatisme de Moscovite orthodoxe ne l'empêchait pas de com-

---

Tchórzewski, le 24 avril 1864 : « En Occident, le flux de la réaction a également pris fin ; celui de la révolution commence. En rejetant l'idée aberrante, digne du "Den" d'Aksakov, l'idée de séparer le mouvement russe et slave du mouvement européen, soi-disant mort, mais en fait simplement moribond en train de ressusciter, nous devons enfin comprendre que dans toute l'Europe, sans en excepter notre Russie, il y a deux camps, deux patries : l'un s'appelle la révolution, l'autre, la contre-révolution. »

<sup>1</sup> *Aleksey Stepanovich Khomyakov* (1804-1860), poète religieux, co-fondateur avec Kireyevsky du mouvement slavophile. Khomyakov pensait que le socialisme et le capitalisme étaient des produits de la décadence occidentale. L'Occident était incapable de résoudre les problèmes spirituels de l'homme car il était fondé sur la compétition et l'absence de coopération.

<sup>2</sup> *Ivan Vasilyevich Kireyevsky* (1806-1856), critique littéraire et philosophe qui fréquenta dans sa jeunesse le cercle de Dmitry Venevitinov et Vladimir Odoesky. Il fut influencé par Schelling dont il suivit les cours. Son séjour en Europe le convainquit de la nature corrompue de la civilisation occidentale.

<sup>3</sup> *Polska nie zginęła* (la Pologne n'a pas encore péri), chant également connu sous le nom de « Mazurka de Dąbrowski ». Mazurka dont la musique a été composée par

prendre l'aspect sain et légitime du fanatisme d'Etat polonais. Konstantin Sergeevitch, avec ses amis ci-dessus mentionnés, était déjà à ce moment un ennemi de l'Etat pétersbourgeois et de façon générale du système étatique, et sous ce rapport il m'avait même devancé. Je me suis plusieurs fois demandé : la dernière insurrection polonaise et le bruit creux soulevé en cette occasion par la diplomatie européenne pouvaient-ils ou non l'inciter à se précipiter, avec tous les autres coryphées du parti slavophile, dans le camp du milieu impérial pétersbourgeois qu'il détestait ? Je ne me hasarde pas à donner la réponse à cette question ; de si nombreuses transformations miraculeuses se sont opérées sous nos yeux qu'il serait difficile de répondre de la persistance théorique et de la constance de Constantin Sergeevitch Aksakov même. Mais voici ce dont je réponds : si fort, passionné et faux que soit son engouement, jamais il ne sera le soutien ni l'instigateur du bourreau Murav'ev, il ne serrera pas la main des pilleurs de la Garde et des espions ; il se détournera avec indignation, répulsion et horreur des sévices infligés aux Polonais désarmés, et il reniera les siens plutôt que de les laisser couvrir d'insultes les nobles victimes assassinées. Enfin, après cet amusement il n'ira pas à Varsovie pour organiser la Pologne. S'il manquait de sens politique pour comprendre qu'à l'ombre des milieux impériaux pétersbourgeois, dans les conditions nécessaires à l'existence de l'Etat de toutes les Russies, une organisation populaire sérieuse n'est pas possible et n'a pas sa place, et que dans cette conjoncture toute tentative démocratique doit infailliblement se transformer en mesure étatique, et par conséquent, antipopulaire, son noble et sensible instinct lui dirait que maintenant à Varsovie un homme honnête n'a pas sa place.

Tout ceci, I.S. Aksakov ne l'a ni compris ni senti. Entraîné par un patriotisme étatique étroit, sauvage et à la fois funeste pour la Russie, il a oublié tout ce qui est humain et s'est placé lui-même en position de criminel contre l'humanité, criminel contre la liberté, le bien et la dignité de la Russie, lesquels sont impossibles en dehors et contre l'humanité. Il a fait don de toute sa force morale et intellectuelle pour soutenir le crime étatique, accompli et à accomplir par le gouvernement et ses bourreaux en Pologne, et après cela, il n'a cessé de calomnier la Russie, assurant qu'elle avait besoin de ce crime pour assurer son salut.

Mais malgré tout ceci, je suis prêt à répéter avec vous que M. Aksakov est un honnête homme <sup>1</sup>, mais à une seule condition : vous devez convenir avec

---

Józef Wybicki en 1797 pour remonter le moral des soldats polonais servant dans la Légion polonaise, qui faisait partie des armées révolutionnaires en Italie conduites par Bonaparte. Jan Henryk Dąbrowski était le général à la tête des troupes polonaises. *Mazurek Dąbrowskiego* est devenu officiellement l'hymne national polonais en 1926.

<sup>1</sup> La rupture entre Herzen et Ivan Aksakov fut difficile pour les deux hommes, qui avaient été amis et s'estimaient. Herzen avait écrit dans le *Kolokol* un article chaleureux à l'occasion de la mort de Constantin, le frère d'Ivan Aksalov. Ce dernier était

moi que tout ce que nous imputerons à son honnêteté, nous l'ôterons à sa faculté d'entendement.

M. Bakounin

\*\*\*\*\*

## 1867. – La question slave

### (Lettre à Alexandre Herzen)

Août 1867

*Libertà e Giustizia. Foglio settimanale democratico-sociale*, Naples, 31 août  
et 8 septembre 1867

Traduction : IISG

Original en français. Publié d'après la première publication

Mon cher Herzen,

Je ne te remercierai pas pour les paroles flatteuses que tu as eu la bonté de m'adresser dans ta lettre. Il n'est pas besoin de compliments entre nous, car tu n'as fait qu'exprimer ta pensée. Mais je crains, mon cher ami, que cette lettre ne crée quelque malentendu et ne nous fasse passer tous deux dans l'opinion mal informée de l'Europe comme des partisans de la politique panslaviste entreprise par l'empereur Nicolas, puis poursuivie avec ardeur par le gouvernement russe, que nous n'avons, quant à nous, jamais cessé au contraire de combattre durant toute notre vie.

A propos du second Congrès Slave (et non du premier comme tu le nommes improprement, car le premier, autrement plus important que celui-ci, s'est tenu à Prague en 1848 sous le prétexte d'une exposition ethnographique slave, et je m'honore véritablement d'en avoir fait partie), à propos donc de ce nouveau Congrès qui s'est tenu à Moscou<sup>1</sup>, tu t'étonnes et t'attristes

---

convaincu que les nihilistes russes étaient des activistes formés par Herzen. Dans un article qu'il écrivit contre eux en 1863, Aksalov déclara cependant : « Herzen, malgré ses extrêmes qui frisent le crime, se situe du point de vue moral bien plus haut que ces jeunes gens qu'il a engendrés et qu'il a éduqués. Il y a de la force en lui, il y a du cœur, il y a un intérêt chaleureux dans le bien de la société, même s'il la comprend assez mal. » Cité par Stephen Lukashevich, *Ivan Aksakov, 1823-1886: a study in Russian thought and politics*, p. 84.

<sup>1</sup> Dans un contexte de montée du nationalisme russe s'ouvrit le 10 mai 1867 à Moscou un « congrès slave » lors duquel l'enthousiasme de la fraternisation des peuples slaves ne résista pas à l'attitude des Russes et à leur complexe de « frère aîné ». La Pologne subissait encore la répression consécutive à l'insurrection de 1863. Elle fut absente du congrès.

de ce que mon nom n'y ait pas été prononcé étant donné, comme tu le dis justement, que je fus un des premiers Russes à avoir pris parti, non seulement théoriquement, mais de façon active et pratique, au développement, sinon à la solution définitive, mon Dieu encore tellement lointaine, de la grande et difficile émancipation de la race slave. Et en effet c'est une affaire ni simple, ni petite, car il s'agit de libérer cent millions d'esclaves qui vivent en Europe, y compris les soixante millions de slaves de l'Empire russe. Leur esclavage n'est peut-être pas moins grave de celui des Slaves en Turquie. Tu me rends en outre cette justice que je me suis toujours estimé satisfait d'agir au mieux de mes convictions intimes sans me préoccuper d'une vaine gloire, ni de la reconnaissance publique. Puis, après avoir plaisanté sur les déformations si étranges que tes idées et les miennes ont dû subir avant d'être présentées au public, tant à St. Pétersbourg qu'à Moscou, tu ajoutes à peu près ceci : « Peu nous importe d'être nommés ou non, si le grain que nous avons semé a produit une moisson où le froment se mêle certainement à l'ivraie, mais qui promet néanmoins une récolte abondante. »

A ce point, mon cher Herzen, je dois faire une observation et au besoin protester. Tu ne voulais certainement pas dire que la cause à laquelle, au milieu des banquets et des festins, ce congrès d'imbéciles et d'imposteurs slaves a consacré ses travaux est la même que celle à laquelle toi et moi avons consacré notre vie depuis que nous avons pris conscience de nous-mêmes ?

Si c'était là ta pensée, je devrais en effet protester de toutes les forces de mon âme. Mais tu n'as pu penser cela. Qu'y a-t-il de commun entre l'objectif vers lequel nous avons toujours tendu et celui qui est aujourd'hui recherché à St. Pétersbourg et à Moscou avec l'autorisation du gouvernement russe ? Quelle solidarité peut-il y avoir entre nous, adversaires irréconciliables non seulement de la tyrannie impériale, mais de tout système violemment unitaire qui sous prétexte de nous gouverner nous écrase et nous étouffe, et ces panslavistes, esclaves volontaires, fanatiques de cette monstrueuse centralisation que l'on nomme empire russe ? Nous avons toujours voulu la liberté, toute la liberté, scientifique, sociale, politique et religieuse ; ils ont toujours et partout préféré le servage en toute chose. Nous avons recherché la vérité sans réserve ; eux l'éternel mensonge. Nous avons toujours voulu être des hommes avant d'être russes, ces Russes finiront par oublier qu'ils sont des hommes. Pervertis par les ridicules vanités plus que par les passions d'un patriotisme sauvage, ils ont déshonoré le nom russe et avili la cause de notre patrie. Encore une fois, qu'y a-t-il de commun entre eux et nous ?

Toi, Herzen, tu as pu un jour être d'accord avec eux sur l'une ou l'autre des idées que tu as exposées avec tant de lucidité dans tes écrits concernant l'organisation communale de la propriété de la terre de notre pays et ce que tu nommes si justement le socialisme traditionnel et naturel du paysan russe. Mais même en cela, quel abîme entre vous ! Nos panslavistes voudraient faire prédominer dans cette jouissance commune de la terre l'élément patriarcal, l'autorité paternelle, et surtout l'autorité tutélaire et suprême du tsar,



ce père dénaturé de toute la nation, avec pour conséquence nécessaire l'inévitable autorité de ses fonctionnaires à la main leste tant pour voler que pour bâtonner, le tout avec la bénédiction de notre chère et sainte Eglise orthodoxe officielle. Toi, socialiste jusqu'au fond de l'âme, tu abhorres le patriarcalisme et le régime paternaliste, cause constante de stagnation et d'apathie, d'abrutissement et de lente corruption tant pour les familles que pour les peuples. Tu penses que l'on pourrait se passer du Tsar et de ses fonctionnaires. Tu détestes autant notre bureaucratie cléricale que la bureaucratie militaire et civile, ou plutôt tu n'aimes pas et ne respectes pas du tout notre Eglise, cette institution de police religieuse qui vit pour le bénéfice de l'Etat – Eglise la plus brutale, la plus stupide et la plus abjecte de toutes – toi qui repousses en général ce qui s'appelle le culte de l'Etat.

Puis, pour en venir aux derniers points, tu es, du moins en théorie, l'adversaire résolu de toute religion et de toute Eglise, comme de toute autorité de l'Etat. Tu veux la libre organisation de la société *du bas vers le haut*, en fonction des attractions naturelles, des intérêts et des besoins de celle-ci et sans autre guide que la raison, tant générale qu'individuelle, tant scientifique que pratique, et *non du haut vers le bas*, selon la méthode des états centralistes et unitaires qui se fondent toujours et en chaque circonstance sur la violence armée et l'intoxication systématique des populations rendues esclaves par le mensonge religieux. Ce mensonge qui dans les pays civilisés et pour la jeunesse instruite, est cependant remplacé par une fausse science et par le doctrinarisme mesquin d'un petit nombre de penseurs officiels, patentés et privilégiés, et de ce fait même anxieuse de mentir au nom de cette vérité qu'ils se donnent pour mission d'enseigner. Amoureux de la liberté, tu réclames pour tous des moyens d'existence raisonnables et réels et tu exiges la participation de tous à la propriété de la terre et du capital. En un mot, tu es *fédéraliste*, tu es *socialiste*. Je le suis avec toi. Qu'y a-t-il donc de commun entre nous et les panslavistes de Moscou ? Si moi-même été d'accord avec eux sur un point : le fait de ne pas avoir voulu ignorer la question slave, comme tant d'autres Russes de notre tendance. Je me suis toujours rendu compte que cette question était de la plus haute importance non seulement pour la Russie, mais aussi pour toute l'Europe, et que l'avenir de celle-ci dépendait de la façon de la résoudre. Je me suis en conséquence toujours posé ce dilemme : entre les mains de la liberté la question slave sera-t-elle un puissant instrument pour libérer la Russie de son actuel esclavage ? Ou bien aux mains de l'empire russe deviendra-t-elle une arme non moins puissante contre la liberté de toute l'Europe ? D'ailleurs, à l'instar des panslavistes indépendants et sincères – les panslavistes à la solde du gouvernement russe n'ont ni opinions, ni passions – je me sens slave. Comme ces pauvres nigauds de la politique panslaviste impériale, j'éprouve une profonde sympathie pour nos frères slaves également opprimés par la Prusse, l'Autriche, la Turquie et l'Empire russe.

Il existe une simple petite différence entre ces panslavistes et moi : ils attendent l'émancipation de la race slave de l'essor de la puissance de l'empire

des Tsars tandis que je l'attends de sa destruction. Car je suis convaincu que tant qu'existera cet empire, les demi-Slaves de la Grande Russie, les Slaves purs de la Petite Russie, de la Podolie, de la Volhynie, de la Russie blanche, de Lithuanie et de Pologne seront maintenus par lui dans le plus brutal des esclavages non tant à cause de la malignité de notre gouvernement qui ne s'est du reste jamais piqué de bonté, qu'à cause des nécessités inhérentes à l'existence même de l'Empire. Les parties de ce fatal agglomérat impérial, étrangères les unes aux autres par instinct et par intérêt, ne sont liées par rien d'autre que par la force persuasive du sabre et du knout<sup>1</sup>, l'Empire ne peut régner et durer que par la seule violence. Fatalement despotique à l'intérieur, il ne peut que vouloir et réaliser à l'extérieur l'anéantissement de toute liberté. Il faut donc être tout à fait fou pour attendre de lui l'émancipation des Slaves de la Prusse, de l'Autriche et de la Turquie ! A-t-on jamais vu la bestialité donner la main à l'humanité et le despotisme à la liberté ?

Mais quand donc voudra-t-on comprendre une fois pour toutes que seuls les hommes et les nations libres peuvent créer, servir et protéger la liberté et que si le despotisme s'en mêle, c'est seulement pour la trahir et la chasser ? Esclaves plus que tous les autres esclaves du monde, les panslavistes moscovites prétendent donner la liberté aux autres ! Mais commencez d'abord vous-mêmes à briser vos propres chaînes ; donnez d'abord au monde cette preuve d'indépendance, de dignité, d'humanité, avant d'aller prêcher aux nations la justice et la liberté ! Sinon, chaque fois que vous en parlerez, on vous prendra à juste titre pour des imposteurs ou pour les instruments de l'imposture.

Ce que je crains le plus pour nos frères slaves c'est justement cette imposture traditionnelle dans notre empire. Violent à l'intérieur, le gouvernement russe a toujours été à l'extérieur extrêmement hypocrite, donnant de lui jusqu'à maintenant une image telle qu'il estime ne pouvoir donner libre cours à sa chère et naturelle brutalité sans se mettre lui-même en danger. La Pologne et la petite Russie, des pays slaves par excellence, en savent quelque chose ! Ce que je crains le plus pour mes frères slaves c'est l'action même de ce gouvernement, avilissante, démoralisante et tellement pernicieuse pour les Slaves, tellement destructrice de ce qui forme la vie même et tout l'avenir de la race slave, que j'ai toujours soutenu qu'il valait mieux pour nos frères qu'ils supportent encore un moment l'oppression barbare des Turcs et toutes les vexations civilisatrices des Allemands plutôt que d'être sauvés par les Tsars. Car en les couvrant de leur monstrueuse et énorme protection, ceux-ci risqueraient de tuer en eux ce que ni les Turcs, ni les Allemands ne sont jamais parvenus à anéantir : l'âme slave, la langue et les coutumes slaves, leur liberté naturelle et celle de leurs communes et de leurs provinces, leur socialisme traditionnel, cette solidarité économique qui n'exclut personne de la jouissance de la terre et de leur belle fraternité slave. En un mot tous les

---

<sup>1</sup> Le *knout* est le fouet qui était utilisé pour fouetter les criminels et les délinquants politiques.

éléments si précieux que les slaves ont conservé au fil des siècles, au travers des plus terribles événements et qui, fécondés par un nouvel esprit, par l'esprit de la grande Justice, de la grande Liberté et de la Fraternité universelle, pourront être un jour les fondements d'une nouvelle civilisation.

### **1867. – Réponse de Bakounin à Herzen**

*(Continuation, voir le numéro précédent)*

Une autre différence, énorme, me sépare de nos panslavistes. Ils sont unitaires à tout prix, préférant toujours l'ordre public à la liberté, tandis que je suis anarchiste et préfère la liberté à l'ordre public, ou plutôt, pour ne pas donner gain de cause à mes ennemis pour si peu, je suis fédéraliste de la tête aux pieds. J'adore la fraternité et l'union et j'estime que l'humanité tendra irrésistiblement à s'unir dans la liberté pour former, je ne sais pas quand, la grande fraternité mondiale. Mais je déteste l'unité centraliste, celle que l'on brade aujourd'hui sur les grands marchés où l'on troque le salut des peuples : à St. Pétersbourg, Vienne, Berlin, Paris, aujourd'hui peut-être même à... et de tous temps à Rome. Il s'agit là d'une opinion éminemment autocratique, catholique, religieuse, divine, surhumaine et par conséquent mazzinienne. Elle est commune à la Convention nationale, aux Robespierre, St. Just, Napoléon, aux fanatiques panslavistes de l'orthodoxie gréco-moscovite et surtout au pape, ce grand hérétique pour nous autres schismatiques ! J'exècre donc cette unité, véritable tombeau de l'esprit et de la liberté, en ce qui concerne non seulement l'organisation interne des nations, mais aussi celle des races. Je ne peux donc que détester le panslavisme, mais en même temps le pangermanisme, le panlatinisme et tous les pan'ismes de la terre, convaincu que sous chacune de ces notions se cache une négation de l'humanité et un terrible danger pour la liberté universelle. Il est vrai que cela permet parfois de conquérir, et même de conserver un moment, une formidable puissance matérielle, d'ailleurs toujours gagnée à partir de sacrifices de l'esprit, mais jamais de parvenir à une grandeur intellectuelle et morale et même pas à une prospérité durable. Cela peut apporter à l'humanité des calamités, jamais le bien.

Pour revenir au Congrès Slave qui s'est tenu à Moscou et que toi, mon cher, tu nommes improprement universel alors que les Polonais n'y étaient pas, je le considère comme une véritable catastrophe et un grand malheur pour la cause slave. Ces députés slaves qui ont sans doute perdu tout espoir dans la force potentielle et la vitalité interne de leurs populations au point de sacrifier au tsar Alexandre le sentiment jaloux d'autonomie et l'esprit d'indépendance locale qui constituent le fond même du caractère slave, sont allés à St. Pétersbourg quémander l'aide d'un empire qui n'est pas slave, qui n'est d'ailleurs russe que de nom et qui a toujours trompé, trahi et vendu les Slaves ; d'un empire qui n'a jamais su respecter aucun droit ni même aucune

coutume populaires, qui impose par exemple aujourd'hui despotiquement à la population de la Petite Russie la langue de la Grande Russie, tout comme au siècle dernier il leur avait de la même façon imposé le servage ; d'un empire qui dès le début de son existence n'a rien su faire qu'exploiter, sac-cager, soumettre, chasser, étouffer, massacrer les peuples et les individus pour le seul profit de son formidable troupeau de fonctionnaires et pour la plus grande gloire de son véritable Dieu : le Tsar. Ces députés, je le dis, ont choisi le plus triste moment pour faire cet acte d'abandon d'eux-mêmes et de soumission.

Herzen, tu te plains de ce que mon nom a été oublié lors de ce Congrès Slave. Mais on a oublié un nom bien plus important que le mien, celui de cette grande, noble et infortunée Pologne, sans la résurrection et la reconstruction de laquelle il n'y aura jamais ni liberté, ni existence slaves et dont le nouvel empereur slave, Alexandre II <sup>1</sup>, précisément à la veille de cette réunion de députés à Moscou, a ordonné l'anéantissement et la russification, c'est-à-dire la complète et définitive tartaro-germanisation. Pour arriver en Russie, beaucoup de ces députés ont dû traverser cette Pologne encore tout ensanglantée, dévastée et frémissante des horreurs de la dernière répression. Ils y ont certainement retrouvé les traces de la fraternité *Moscovite* <sup>2</sup>, et en vérité je ne comprends pas comment, avertis par ces signes terribles, ils n'ont pas rebroussé chemin et fui loin de ce congrès sacrilège ! Mais non ! Ils sont bravement passé sur le cadavre de la nation slave pour aller serrer la main de ses bourreaux. Voici le véritable caractère de ce congrès : il s'est tenu sur le cadavre de la Pologne. Niais ou traîtres, imbéciles ou fourbes, idiots ou scélérats, tels sont les caractères dominants des membres de cette néfaste réunion des députés russes et slaves, à Moscou. Et ceux que l'on ne peut classer dans aucune de ces catégories, ceux qui furent seulement entraînés ou trompés, ont dû revenir chez eux à jamais guéris de la fraternité moscovite.

J'ai lu, mon cher Herzen, les comptes rendus de ce congrès de Moscou auquel notre gouvernement, sans doute pour rendre la représentation moscovite plus complète et plus véridique, a fait assister en grand uniforme une foule de grands et petits fonctionnaires, sans omettre les âmes damnées des Ôuvalov, les employés de la haute police, y compris même les gendarmes qui sont naturellement les plus ardents patriotes de l'empire. Les coryphées de la littérature aujourd'hui tolérée et autorisée, ceux de la littérature proté-

---

<sup>1</sup> Alexandre II succède à son père Nicolas I<sup>er</sup> en 1855. En 1867 la Pologne est annexée à l'empire russe par le tsar Alexandre II

<sup>2</sup> NOTE DE BAKOUNINE. – J'accepte pour ma part cette épithète de moscovite dont se servent à tort les Polonais pour nous désigner tous, peuple et gouvernement. Je l'accepte pour l'appliquer exclusivement à tout notre monde officiel. C'est ainsi que l'entendent les russes de Petite Russie qui appellent même leurs compatriotes moscovites du moment qu'ils deviennent soldats, employés ou même hommes de lettres ou écrivains dévoués du gouvernement russe.

gée et vendue, certains bureaucrates rouges et démocrates patentés de l'Etat : voici les Démosthène et les Cicéron russes du congrès. J'ai lu leurs discours : quels mensonges ! Quel abus sacrilège des plus saintes paroles et quelles pensées abjectes ! Que d'enfantillages et de forfanteries ridicules ! Quelle vile servilité et quel égoïsme ! On pourrait dire que tous les fripons et toutes les canailles de la terre se sont rassemblés pour annoncer au monde l'avènement de la stupidité et de la plus totale démoralisation ! Est-ce donc cela le programme d'une race jeune et pleine d'avenir, d'une race qui, peut-être à tort, se vante d'être l'héritière des deux autres qui l'ont précédée dans l'histoire ?

Un jeune Serbe a écrit dans l'*Album* d'une grande dame de Moscou ces paroles mémorables : « Heureux le peuple qui possède une noblesse nationale ! » Malheureux ! Pour le punir de cette énormité, je l'aurais *simplement* condamné à se mettre dans la peau d'un paysan russe d'il y a dix ou même cinq ans, que dis-je même d'aujourd'hui, pour lui faire oublier pour toujours le charme des noblesses nationales. Un Russe a prononcé un discours de la plus grande bouffonnerie dont le contenu équivalait à peu près à ceci : « Nous autres Russes trouvons toutes les occasions pour nous soûler. La joie tout comme la tristesse nous font boire. A votre arrivée nous nous sommes soûlés pour manifester notre joie, et aujourd'hui, nous buvons parce que nous sommes tristes de vous voir partir. Nous espérons que nous nous rencontrerons à nouveau et nous soûlerons encore ensemble. » Eh oui ! Pauvres Slaves, pauvres niais ! Ce malheureux a raison de faire le bouffon. Lorsque vous vous serez mis sous la protection de l'empereur de Russie, il ne vous restera aucun autre réconfort que celui-là et, comme le peuple russe, désespérant d'une réalité au moins apparemment sans issue, trop réalistes peut-être pour vous contenter de consolations religieuses, vous chercherez le paradis dans l'ivresse.

Mais le plus beau discours fut celui du prince Tcherkasskij <sup>1</sup>. J'ai eu tort de dire que personne dans ce congrès ne s'est souvenu de la Pologne. L'un des plus anciens et plus importants députés tchèques, Rieger, autrefois partisan obstiné de l'Autriche et aujourd'hui russophile, un de ceux qui cherchent le salut de leur patrie non dans la vérité ni la fermeté des principes, mais dans les intrigues de la diplomatie, eut cependant honte du lâche silence observé par tous ces slaves réunis quant à la grande nation slave malheureuse et absente, et dans un discours très timide, tout peureux et plein de concessions envers les bourreaux de cette nation dont il avait accepté la gracieuse hospitalité, osa dire cependant que la Pologne avait le droit de venir occuper sa place légitime dans un congrès slave. Le prince Tcherkasskij lui répondit. Ancien slavophile et partisan de l'ancienne Moscovie des Boyards, le prince Tcherkasskij s'est rendu célèbre en contribuant plus que quiconque au main-

---

<sup>1</sup> Sans doute le prince *Vladimir Aleksandrovitch Tcherkassky* (1824-1878) qui collabora avec Milioutine à partir de 1859 pour jeter les bases de l'émancipation des serfs.

tien des punitions corporelles dans nos communes rurales ; polonophobe rusé, il fut l'un de ces fonctionnaires volontaires qui après la victoire suivirent le conseiller d'Etat Miljutin en Pologne pour la démocratiser au profit de la Russie. Vous me comprenez ! La plupart de ces démocrates-réformateurs sont revenus chez eux les poches pleines ! C'est donc à cet homme, grand connaisseur de la question polonaise, qu'il revint de répondre à Rieger.

« La Pologne », dit-il, « est une nation slave coupable et traîtresse. Elle a perdu tout droit à notre sympathie et même à notre commisération. Nos cœurs ne sont cependant pas de bois et si elle revient vers nous, sans son arrogance et sa fierté habituelles, mais avec repentir et humilité, alors, mais alors seulement, nous pourrons lui pardonner ! »

A ce discours, aucun des députés slaves n'a quitté la salle ! Tu comprends, Herzen, que ni ton nom, ni le mien ne pouvaient et ne devaient être prononcés lors de cette réunion.

Mais tel n'a pas été le caractère du premier Congrès slave qui s'est tenu à Prague en 1848. Il n'était pas le résultat du désespoir et de l'abandon de tout principe, de tout droit, de toute foi et de toute dignité humaine, comme cela fut le cas du congrès de Moscou. Ce dernier est le fruit de la profonde démoralisation qui a envahi l'Europe après les essais de révolution avortés de 1848 et 1849 [1849], après la catastrophe de Novare <sup>1</sup>, la soumission de la Hongrie, le coup d'Etat de décembre, les triomphes de la politique de Cavour, la sanglante répression de la dernière insurrection polonaise, les conquêtes des Austro-Prussiens au Danemark et enfin les récents triomphes de la politique et de l'unité prusso-bismarkienne dans toute l'Allemagne... en un mot, de la consécration en Europe du règne exclusif de la force et des grandes.....

Mais le Congrès de Prague fut fils de la Révolution. Il en avait toute la jeunesse, toute la générosité, toute la foi ! Foi hélas déjà éteinte, mais qui fut cependant une preuve de vie et une garantie de l'avenir.

Dans un opuscule, que je rendrai public le plus tôt possible, je traiterai des travaux de ce congrès et de la part que j'y ai prise. Mais avant de terminer cette lettre, il me faut y ajouter encore quelque chose.

*(continué)# [L'article n'eut pas de suite]*

\* \* \* \* \*

## **1867. – Essence de la religion**

---

<sup>1</sup> Le 23 mars 1849 eut lieu à Novare une bataille entre les troupes sardes et autrichiennes dirigées par le feldmarschal Joseph Radetzky qui mit fin à la première guerre d'indépendance italienne. Un général polonais, Wojciech Chrzanowski, dirigeait les troupes italiennes.

**Essence de la religion**

1867

Source : *Libertà e Giustizia. Foglio settimanale democratico-sociale*, Naples, 3 et 4 novembre, 1<sup>er</sup> décembre 1867

Traduction: IISG

Original en français. Publié d'après la première publication.

Depuis leur origine et pendant toute l'existence des Etats, auprès de la caste des nobles et des guerriers il y eut toujours, tel un complément nécessaire, une autre caste vagabonde et parasite, celle des prêtres, indispensables aux guerriers pour légitimer et sanctifier leurs conquêtes et justifier les actes iniques, brutaux et violents et les plus monstrueuses cruautés, comme autant de manifestations de la volonté divine.

Etre éminemment social et consciencieux, l'homme est à ce point ainsi fait par la nature que même lorsqu'il commet les plus grandes infamies, non content du profit qu'il en tire, il recherche aussi quelque prétexte et quelque motif plausible pour justifier ses actes tant devant sa propre conscience que devant celle du public. Il est certain qu'il y a toujours une grande hypocrisie dans cette tendance à se disculper et à faire croire que ce qui est noir est blanc. Mais cette hypocrisie n'est pas seulement une manifestation négative du sentiment et du besoin de justice qui existe au fond de tout homme, de quelque façon qu'il ait été doté par la nature. Faire taire cette inclination à la justice, en contenir le développement naturel parce que toujours contraire à toute inégalité et à tout privilège, ou la falsifier au point d'exclure le plus grand nombre au profit d'une minorité oppressive, puissante et divinement privilégiée: telle est l'œuvre séculaire de la religion.

Toutes les religions passées et présentes, sans exclure le moins du monde le christianisme, ont été la religion du plus fort. C'est la conséquence nécessaire de la nature même de la religion.

Il ne convient certes pas ici d'étudier par quelles voies les hommes sont parvenus à créer leurs dieux. Je crois néanmoins nécessaire de se pencher sur la question afin de démontrer ce qui est pour moi une vérité incontestable, à savoir que le christianisme, et surtout le catholicisme, a exercé à une certaine époque une influence délétère et démoralisatrice sur les races slaves. Recherchons-en les causes.

La religion, dit-on, est le premier éveil de la raison humaine. Oui ! mais sous la forme d'une aberration. La religion, ajoute-t-on avec quelque raison, commence par la crainte. Rien de plus vrai en effet. En s'éveillant aux premiers rayons de ce soleil intérieur que l'on appelle conscience de soi, mais très lentement, pas à pas, depuis l'assoupissement magnétique, l'existence uniquement instinctive qu'il menait dans l'état de pure innocence ou d'animalité, l'homme né, à l'égal de tout animal, dans la crainte du monde extérieur qui, s'il le soutient d'un côté, de l'autre l'entoure et le menace de mort à chaque instant, l'homme a nécessairement eu cette même crainte pour premier objet de sa réflexion naissante. Les choses et tous les êtres qui,

plus que tout autres, lui inspirèrent cette terreur instinctive ou réflexe non encore étayée par la raison furent ses premiers dieux. Voyant en eux une puissance qu'ils n'avaient pas, il les supplia, les adora, les divinisa, leur attribua toutes les qualités au fur et à mesure qu'il les découvrait en lui-même. Mais au fur et à mesure que sa réflexion se raffermissait, qu'il embrassait un monde plus vaste, obéissant d'abord instinctivement puis consciemment à cette loi de causalité qui le fait remonter des effets et des manifestations apparents aux forces mystérieuses et invisibles qui les produisent, ou qu'il croit les produire, l'homme créa l'idée de la cause première et se la représenta comme l'Être suprême, l'être par excellence, absolu et immense, en qui tout le monde existant trouve son origine et dont il émane d'une façon ou d'une autre. A cette divinité universelle créée par l'imagination de l'homme, mais un peu aussi par sa réflexion, et qui dans le polythéisme se disperse et se morcelle en une multitude de dieux apparents, hiérarchiquement coordonnés ou subordonnés l'un à l'autre et dont le monothéisme, sacrifiant les dieux secondaires, reconstitue à nouveau l'unité, à cet être suprême et infini, dis-je, séparé pour toujours de la vie réelle et opposé au monde visible, à ce dieu fictif relégué dans un ciel fictif, l'homme fit l'hommage d'attribuer toutes ses propres perfections naturelles. Il en résulta que l'anthropomorphisme fut l'essence de toute religion et que le ciel, séjour des dieux immortels, n'étant en réalité rien d'autre qu'un miroir fidèle transmettant au croyant sa propre image à l'envers, s'enrichit, de nos propres mains et à nos dépens, de toutes les dépouilles terrestres. La religion est donc bel et bien un vol commis par l'imagination religieuse aux dépens de la terre et des hommes et à l'avantage du ciel et des dieux.

Mais l'action de la religion ne consiste pas seulement à enlever à la terre les puissances naturelles et à l'homme ses qualités purement humaines à mesure qu'il les découvre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de lui-même, pour les transformer, par l'effet de son imagination, en autant d'attributs et entités divins. En réalisant cette transmutation, la religion en change radicalement la nature, les falsifie et les corrompt et leur donne une direction totalement opposée à leur première destination. C'est pour cela que la raison humaine, cette unique source de toute vérité pour l'homme, en devenant raison divine devient incompréhensible et s'impose aux croyants comme la révélation de l'absurde. C'est pourquoi le respect pour le ciel devient mépris pour la terre et l'adoration de la divinité devient cruauté pour les hommes. L'amour humain, cette immense solidarité fondée sur l'identité naturelle, intellectuelle et morale de tous les êtres humains dont le développement devra tôt ou tard embrasser l'humanité toute entière sans distinction d'origine, de couleur et de race, cette attraction totalement humaine, toute terrestre, à peine transformée en charité divine devient d'un seul coup le fléau de l'humanité. Le sang versé depuis les débuts de l'Histoire, les innombrables tortures infligées à l'humanité, les massacres de millions de victimes, l'extermination de peuples entiers au nom de la religion et pour la plus grande gloire de Dieu en sont les preuves. Tous les dieux, à commencer par ceux du polythéisme jusqu'à celui



du monothéisme judaïque, chrétien et mahométan sont, comme l'observait Proudhon, le penseur le plus hardi et le plus sincère de ce siècle, des êtres misanthropes au plus haut degré, jaloux du bonheur et surtout de la dignité des hommes. Ils n'accordent à une très petite quantité d'élus leur grâce capricieuse et avare que pour abandonner à leur rage exterminatrice et à leur cupidité sanguinaire les masses maudites et déshéritées ; de sorte que la justice elle-même, cette mère future de l'égalité, à peine transportée au ciel par l'imagination religieuse et transformée en justice divine, elle retombe aussitôt sur terre, tel un arbitre divin, et en qualité de grâce céleste sème partout l'iniquité, la violence, les privilèges et toutes les monstrueuses inégalités du soi-disant droit historique.

Je ne puis cependant affirmer par là que la religion est un mal. Si elle l'a jamais été et si, malheureusement elle l'est encore aujourd'hui, c'est un mal naturel et inévitable, tout comme peuvent l'être le développement de n'importe quelle faculté humaine, les erreurs et les fautes. Elle est, comme nous l'avons dit plus haut, la première expansion de la raison humaine dans la déraison divine, la première lumière de la vérité humaine à travers le mensonge divin, la première manifestation de la justice à travers les iniquités de la grâce. Enfin elle est l'apprentissage de la liberté à travers le jeu des hommes et des dieux. Mais, une fois traversée cette épreuve inévitable, il faudra bien finir par renverser les idoles et ce n'est qu'en renversant la divinité fictive que l'on pourra conquérir la raison raisonnable, la vérité vraie, la justice réelle et la liberté.

Or s'il est vrai, d'une part, que grâce à la religion les peuples sauvages se sont peu à peu libérés des fers où la nature les avait jetés, il est tout aussi incontestable que la religion, en les libérant de ce joug naturel, les a bien vite condamnés à porter les chaînes mille fois plus lourdes des dieux, des hommes forts et des castes privilégiées. Tous les vainqueurs de l'Histoire ont toujours trouvé dans la religion la consécration de leurs triomphes et de leurs invasions. Les crimes les plus horribles, les injustices les plus atroces, les cruautés qui font dresser les cheveux sur la tête ont été de tous temps et chez tous les peuples, justifiés, sanctifiés et souvent commandés par la religion. On est véritablement abasourdi de voir dans l'Histoire combien toutes les religions ont été féroces, y compris le christianisme, cette religion de l'amour et du pardon, ou qui se veut telle, et à quel point elles ont été sans pitié l'une envers l'autre et envers les peuples qu'elles se donnaient la peine de sauver. Du reste, cela est tout à fait naturel : la cruauté est la base mystérieuse et essentielle de toute religion et se retrouve dans l'idée même du sacrifice et de l'expiation. Quelle est en effet la religion qui ne prône pas le sacrifice de l'humain au divin, du réel au fictif, de la vie à la mort ? Les dieux sont, comme les ombres antiques, des fantômes qui vivent en s'abreuvant de sang. Toutes les religions sont donc fondées sur le sang, baptisées et confirmées par le sang. Les deux religions en apparence le moins sanguinaires, l'islam et le christianisme, sont certainement celles qui ont versé le plus de sang.

Cela doit expliquer un fait très étrange qui, ces dernières années, a frappé toute l'Europe de stupeur. Lorsque grâce à l'initiative de quelques hommes grands et nobles se produisit une agitation salutaire pour l'abolition de la peine de mort, elle rencontra dans tous les pays la plus vive résistance des prêtres. Catholiques, protestants, orthodoxes grecs ou moscovites, tous les prêtres sans distinction de climat, de langue et de culte, réalisèrent à l'unanimité qu'en s'attaquant à la peine de mort on détruisait la base et la raison même de leur existence.

Examinons donc cette raison et cette base.

*(continué)*

### **1867. – Essence de la religion**

(Continuation, voir le numéro précédent)

J'ai dit plus haut que toute religion est un sacrifice. Mais le sacrifice religieux suppose trois personnes : l'homme-victime, le dieu-fantôme et le sacrifiant, c'est-à-dire le prêtre-bourreau. Deux de ces personnes seulement sont réelles, la première et la dernière, la seconde n'étant que fantôme derrière lequel se cache le prêtre et qui ne vit que de sacrifices. Le prêtre cependant ne se sacrifie jamais ou presque jamais lui-même, mais il sacrifie volontiers les autres : tels sont sa mission, son métier et son éternel aliment. Parmi les prêtres, même les meilleurs, on rencontre toujours, près du parasite oisif, l'exécuteur des œuvres saintes, le divin bourreau. Il en est malgré cela qui se sacrifient, et qui sont en même temps bourreau et victime. Mais c'est là une véritable exception, il y en a un sur cent. Ce sont les fanatiques sincères. Tous les fondateurs ou grands réformateurs de religions doivent faire partie de ce nombre, car il est impossible de communiquer au milieu des masses la flamme d'une nouvelle croyance si on n'en est pas brûlé intérieurement ou si on n'en a pas le sentiment le plus vif et le plus réel. Tous les héros religieux, tels Zoroastre, Moïse, Bouddha, Christ, Mahomet et par la suite leurs envoyés et apôtres furent des voyants, des croyants, des prophètes.

On ne peut en dire autant des prêtres des religions de l'antiquité qui ne furent presque jamais fondées sur la foi, mais sur la tradition, sur l'habitude de sentir, de penser, d'agir et de vivre d'une certaine manière consacrée par le temps, en un mot sur la routine qui exerce toujours une grande influence sur l'homme. Chez les prêtres des anciennes religions ne survit plus l'énergie individuelle de la foi, mais l'esprit tout-puissant de la caste. Or, si cette caste s'appuie sur le principe d'hérédité comme dans le monde antique, ou sur l'éducation systématiquement avilissante comme dans la société moderne, le résultat sera à peu près toujours le même. Elle formera toujours un corps compact d'hommes inexorablement séparés du reste de la société et strictement liés entre eux par le mensonge qu'ils doivent croire, soutenir et propager dans leur intérêt commun.

Les prêtres ajoutent-ils véritablement foi aux extravagances qu'ils affichent ? Voilà une question très difficile à laquelle il est malaisé de répondre. Il est évident qu'il y a eu en tous temps des prêtres trop intelligents pour être croyants et bien trop au courant de ce qui se passe dans les sacristies et derrière le rideau de l'autel, pour tout avaler et pour gober naïvement tous les anciens et nouveaux miracles. Avec une sincérité qui l'honore, Léon X s'exclama : « Combien nous a rapporté cette petite histoire du Christ<sup>1</sup> ? » Ces prêtres sont les têtes fortes, les politicards de l'Eglise, ceux qui savent le mieux faire leurs affaires ici-bas, mais qui cependant, comme le prouve l'Histoire, ne sont pas moins les persécuteurs implacables des laïques incrédules. A leurs côtés on voit toujours un groupe de prêtres entièrement fanatiques, à la foi énergique et ardente. La catégorie des prêtres intelligents s'en sert et s'en méfie à la fois. Elle tire profit de l'odeur de sainteté qui émane de tout le corps du clergé à la vie austère et vertueuse et de l'abnégation souvent héroïque de ces prêtres simples et franchement religieux ; mais elle s'en méfie, craignant que par excès de simplicité, de bonne foi et de zèle, ils ne compromettent la politique de l'Eglise et surtout ne prennent au sérieux la conscience et la foi, afin de ne pas donner prétexte à quelque nouvelle hérésie. Luther ébranla l'Eglise catholique jusqu'en ses fondements pour avoir cru aveuglement qu'elle était irréprochable.

Entre ces deux minorités opposées se trouve la masse des prêtres, de ceux qui en ont tous les défauts, mais non les qualités, car ils n'en ont ni la grande intelligence des uns ni la vive foi des autres et forment, du fait de leur état intellectuel et moral, une sorte de juste milieu entre la croyance stupide et le calcul intéressé. C'est principalement chez ceux-ci que l'esprit de caste se révèle puissant, puisque ne valant presque rien par eux-mêmes ils ne peuvent avoir un semblant d'existence qu'en troupeau. Quelle est donc l'âme qui pousse ce troupeau ?

Toute religion, païenne ou chrétienne, judaïque ou mahométane, suppose nécessairement les trois faits suivants :

1. L'indignité presque absolue de l'homme et la nécessité donc de se réconcilier au moyen de sacrifices et d'expiations avec la divinité offensée et courroucée ;
2. L'incapacité de se relever seul et de reconnaître la vérité vraie, absolue, la seule qu'il importe de connaître, à l'aide de sa raison ;

---

<sup>1</sup> « On sait de temps immémorial combien cette fable de Jésus-Christ nous a été profitable. » Cette phrase a été attribuée au pape Léon X (1475-1521) mais est considérée comme apocryphe, la première mention qui en fut faite se situant quarante ans après sa mort. On ne prête cependant qu'aux riches : Léon X s'est illustré par son cynisme et la corruption de sa politique. En outre, son pontificat restera dans l'histoire attaché à la controverse sur la vente des indulgences (pour remplir les caisses de l'Eglise, on fait croire aux fidèles qu'ils auront, moyennant finances, des réductions de peine au purgatoire ou en enfer.)

3. L'impossibilité de créer la loi morale tout seul et au moyen de l'union de sa raison et de sa volonté et d'établir la paix, l'ordre public et la justice dans la société.

Pour le salut des hommes il est donc nécessaire que la divinité réconciliée leur accorde le pardon et la grâce, qu'elle leur révèle la vérité divine, absolue, qu'elle leur donne en même temps la loi et qu'une fois établi en leur sein l'ordre religieux, politique et social, elle continue à les gouverner selon ses vues, toutes choses qui seraient extrêmement malaisées pour la divinité fantôme, même impossible à mener à bonne fin s'il n'existait entre le dieu fictif et l'homme réel un être également réel : le prêtre. Unique représentant de la divinité sur terre, le prêtre s'acquitte du triple rôle de réconciliateur, de révélateur et de directeur suprême de la société humaine.

Imaginons maintenant un homme simple, mortel comme les autres, mais portant Dieu au-dedans de lui : quel monstre ! Chacune de ses pensées est une inspiration venant d'en haut, chacune de ses paroles, chacun de ses gestes sont une manifestation de la volonté divine. S'il ordonne, il faut lui obéir, car c'est Dieu en personne qui ordonne. Pour ce Dieu, dont il est plein, le prêtre est tout et les millions d'hommes qui l'entourent ne sont rien. Plongés dans l'abîme de la perdition et des ténèbres, ils doivent se prosterner devant lui, étant donné que lui seul tient entre ses mains la lumière et la grâce, la malédiction et le salut. Il peut délier et lier, pardonner et condamner.

Quel peut être l'état d'âme d'un homme ainsi placé en avant de la multitude ? S'il fait partie de la catégorie des hommes forts et des politiques intelligents, ce sera un malin qui profitera de l'imbécillité et de la cruauté des masses ignorantes, tant pour son intérêt propre que pour celui de sa caste où il puise son existence et sa force. S'il s'agit d'un fanatique croyant, il aura sans doute pitié de ces foules, mais il les méprisera en même temps, et il faut qu'il les méprise, étant donné que la divinité rassemble toutes les perfections et que l'homme, aux antipodes de Dieu, l'homme non élu et non purifié par la grâce, est, par voie de conséquence nécessaire et naturelle, le réceptacle de toutes les imperfections, de toutes les impuretés et de toutes les stupidités. On ne pourrait lui reconnaître aucune qualité indépendante, naturelle et digne de respect, sans proclamer de ce fait même l'inutilité ou du moins l'inefficacité relative de Dieu et sans en démystifier la gloire. Le christianisme, dernière religion, puisqu'il exprime l'essence même de toute religion, le christianisme est à ce point convaincu de l'immensité infinie de l'abîme qui sépare l'homme de Dieu, que pour le combler il a fallu le sacrifice, le suicide de Dieu, suicide cependant inutile et manqué car Dieu, ressuscité par la foi chrétienne, continue encore aujourd'hui à nous écraser de toute sa désolante et inhumaine perfection.

S'il aime Dieu, le prêtre sincère et croyant doit nécessairement mépriser et haïr tout ce qui est humain. Les deux principes, humain et divin, se heurtent et se nient réciproquement. Le prêtre doit donc reconnaître que tout ce qui semble humainement vrai, juste, bon et beau est le mensonge absolu, l'iniquité absolue, le mal et le laid absolus face à Dieu, que tout ce qui est

naturel est maudit et que seul l'inverse et le surnaturel méritent notre respect et notre sympathie. Toutes les affections terrestres, trésors de l'homme naturel, tout ce qui constitue la noblesse et la vertu de l'homme humain et terrestre, amour de la famille, tendresse conjugale, affection fraternelle, amour des enfants pour les parents et des parents pour les enfants, amitié, honneur, dignité personnelle, patriotisme, piété, humanité, culte des arts et des sciences et adoration de la vérité et de la justice à tout prix, tout cela doit être sacrifié sans pitié à l'amour divin. Ce n'est qu'à cette condition que l'on peut être un prêtre sincère. Le prêtre doit tuer l'homme en lui et extirper toute sympathie de son cœur, toute pitié charnelle et terrestre. Car rien n'irrite davantage la jalousie outrageuse du ciel que ce sentiment, cette idée et ce culte de l'humanité qui, pressentis et en quelque sorte prophétisés par les plus grands esprits de la Grèce antique, puis redécouverts à l'époque de la Renaissance, furent enfin proclamés comme nouveau dogme d'une religion toute humaine par le grand XVIII<sup>e</sup> siècle, d'abord par les philosophes et un peu plus tard par l'immense et salutaire révolution, la plus belle des révolutions qui ait été réalisée sur terre, révolution au milieu de laquelle nous vivons, qui nous sauvera nous et nos arrière-petits-enfants et dont nous sommes aujourd'hui, ah oui ! les serviteurs trop timides et trop faibles.

*(continuation et fin, voir le numéro précédent).*

Aucune religion, même pas celle des anciens Grecs, comparativement la plus humaine, n'a ni compris, ni embrassé, ni pu embrasser et tolérer l'idée de l'humanité. Pour avoir deviné cette idée, Socrate fut condamné à boire la ciguë en vertu d'un jugement solennel rendu par la plus libre et la plus civilisée des cités du monde antique. Les religions orientales ne connurent que des castes, non des hommes. La religion judaïque, base et point de départ du christianisme, est tout aussi inhumaine. Jéhovah, assignant la terre de Canaan au peuple élu, hésita-t-il à ordonner à Moïse, c'est horrible à dire, d'exterminer toutes les populations païennes ? Et quand les Hébreux, plus humains que leur Dieu, en épargnèrent une partie, ils s'attirèrent la terrible colère et l'implacable vengeance de ce seigneur impitoyable. La religion gréco-latine ne reconnaissait que les citoyens, excluant tout le reste du genre humain qu'elle vouait indifféremment à la mort ou à l'esclavage. Enfin, il n'est point vrai que le christianisme ait inauguré l'ère de l'humanité, car en dépit de toutes les apparences de mansuétude et de charité, il n'est pas de religion plus féroce et plus inhumaine. Il est vrai qu'il a anéanti le patriotisme et le culte de la cité. Et à cet égard il s'est montré dès le tout début non pas humain, mais cosmopolite. Mais il n'a détruit toutes ces patries terrestres que pour en fonder une beaucoup plus limitée, la cité des élus, là-haut dans le ciel. Il convient de rappeler cette phrase si terrible : « Beaucoup sont appelés, mais peu sont élus. »

Et surtout furent impitoyablement et inexorablement chassés tous ces milliers de millions d'hommes qui ne furent même pas appelés puisqu'ils moururent avant la venue du Christ. Puis d'autres millions de millions d'hommes

nés après le Christ, non appelés eux non plus parce que la propagande chrétienne ne leur parvint jamais. Enfin, si on se limite aux peuples chrétiens et que l'on se place du point de vue de l'Eglise catholique on aura beau jeu d'exclure tous les peuples empoisonnés par le protestantisme et par le schisme gréco-oriental. Si à l'inverse nous commençons par le monde grec, il faudra exclure les protestants et le troupeau catholique. Et si nous étions protestants sérieux et sincères, nous devrions proclamer avec Luther, Melancthon et surtout Calvin, que ne seront sauvés que le nombre infiniment petit de ceux qui furent élus depuis l'éternité par la grâce divine et que par conséquent l'immense majorité du genre humain est damnée. D'autre part, chaque Eglise proclame à son tour que même en son sein le nombre des graciés, comparé à celui des damnés, forme une minorité presque imperceptible. De sorte qu'en nous appuyant sur les chiffres, nous serons tout à fait en droit de proclamer que le christianisme est la religion de la damnation et non du salut, la religion du Dieu parfait, c'est-à-dire de l'inhumanité absolue. Le prêtre chrétien est le représentant obligé de la divine cruauté.

Je sais trop bien qu'il existe un bon nombre de prêtres d'un naturel si bon et doux, qui, pleins d'une sympathie profonde et réelle pour les hommes, s'efforcent de concilier l'humain avec le divin. Ainsi, Fénelon le bienveillant, touché par une tendresse pieuse pour ces enfants qui meurent sans avoir pu recevoir le baptême, osa écrire que Dieu dans son infinie miséricorde trouve le moyen de sauver ces innocentes petites créatures. Bossuet, le fougueux, l'orthodoxe Bossuet, eut vite recours à toutes les foudres de sa sainte rhétorique pour anéantir cette pitié qu'il qualifiait à juste titre de vile et de coupable. Oui, il avait mille fois raison, car si l'on veut être chrétien, il faut accepter comme base fondamentale d'un christianisme sérieux le dogme de la rédemption et reconnaître que tout homme naît dans le péché, dans un abîme de perdition et de mort, qu'il n'y a de salut que par le sacrifice et le sang de Jésus-Christ, fils de Dieu ; qu'il n'existe pas d'autre moyen pour participer au salut que celui du baptême et de la foi et que, par conséquent, l'enfant encore à jeun de foi et sans baptême doit être inexorablement condamné. Prétendre le contraire signifie détruire depuis les racines le mystère divin de l'Incarnation, de la Révélation et de la Rédemption, c'est-à-dire renverser Dieu pour l'amour des hommes.

Le prêtre qui conserve encore un caractère humain est un malheureux, et très souvent un martyr, qui s'ingénie en vain à concilier en lui l'inconciliable : la divinité avec l'humanité. Dans cette lutte, l'une ou l'autre doit succomber et le plus souvent c'est la divinité qui triomphe quand celui-ci est humilié et a ainsi le cœur brisé, quand il a sacrifié ses affections terrestres, sa libre pensée, la dignité naturelle de son caractère, sa noble fierté, quand il se couvre la tête de cendres, se prosterne dans la poussière et proclame qu'il n'est rien.

Chez les meilleurs prêtres, chez les plus humains et bienveillants, pour peu qu'ils restent prêtres et ne jettent pas leur soutane, c'est toujours le ciel qui triomphe. Le ciel ! c'est-à-dire l'esprit, la volonté, l'intérêt collectif du corps

sacerdotal tout entier qui le domine et l'anéantit en tant que personne libre, l'absorbe dans son ensemble mystérieux et formidable, au point de n'être plus rien d'autre que ses représentants-esclaves et des machines. Et si un prêtre n'est point cruel, cupide et ambitieux pour lui-même, il est toujours cruel, ambitieux et cupide dans l'intérêt de l'Eglise, souvent inconsciemment et involontairement, et même avec la ferme conviction de favoriser ceux qu'il tourmente et chasse au nom de son Dieu qu'il conquière comme quelque chose de réel.

Toute Église, païenne ou chrétienne, a toujours contemplé deux objectifs, la *domination et la richesse*, ou mieux, un seul, le premier, car la richesse n'est qu'un moyen, le plus efficace, pour acquérir la puissance. Et, il faut être juste, les prêtres furent les premiers à le savoir. Le phénomène si étrange que nous offre aujourd'hui l'Eglise catholique dont le principe même est fondé sur le mépris des biens de ce monde et qui malgré cela considère l'affaire du patrimoine ecclésiastique comme une question de vie et de mort et proclame le pouvoir temporel comme un quasi dogme, s'explique d'une manière toute naturelle : Dieu étant devenu fainéant, les miracles trop rares et la croyance dans ces miracles presque nulle, il ne reste que la richesse pour soutenir le pouvoir vacillant de l'Eglise.

Toute Église, tout corps sacerdotal, de quelque religion que ce soit, veulent et doivent vouloir être puissants. Etant les seuls représentants de la divinité sur terre, les prêtres doivent dominer : tel est le fondement essentiel et invariable de toute croyance sacerdotale, depuis que les religions existent sur terre. L'intime pensée de tous les prêtres du monde passé et présent, et qui est aussi vive en eux aujourd'hui qu'elle l'était il y a mille ans bien qu'ils n'osent le dire ouvertement, est que leur caste seule doit régner sur les hommes et que tout homme non revêtu du pouvoir sacerdotal, roi, noble ou peuple, doit faire partie du troupeau humain qu'ils ont le privilège et la mission exclusive de faire paître, selon l'expression favorite des papes de Rome. Leur idéal est le gouvernement théocratique illimité et pur.

Malheureusement pour eux, mais heureusement pour la société, les prêtres ont toujours rencontré une limite dans les prétentions rivales de la caste guerrière. Mais nous ne pouvons nous occuper ici de cet autre fléau de l'humanité que l'on appelle le militarisme. Disons seulement que le prêtre et le soldat sont deux carnivores qui s'affrontent à coups de crocs pour savoir qui sera le premier à dévorer la victime.

M. Bakounin

\* \* \* \* \*

## **1866. – Le Catéchisme révolutionnaire. – Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire <sup>1</sup>**

Mars 1866

Source : Amsterdam, IISG, Archives Bakounin

Publié d'après une copie de la main de Zoja Sergeevna Obolenskaja.

### **I. Objet de la Société**

1. Cette société a pour objet le triomphe du Principe de la Révolution dans le monde, par conséquent la dissolution radicale de toutes les organisations et institutions religieuses, politiques, économiques et sociales actuellement existantes, et la reconstitution de la société Européenne d'abord, et ensuite mondiale, sur les bases de la liberté, de la raison, de la justice et du travail.

2. Une telle œuvre ne saurait être de courte durée. L'association se constitue donc pour un temps indéfini et ne cessera d'exister que le jour où le triomphe de son principe dans le monde entier lui sera sa raison d'être.

### **II. Catéchisme Révolutionnaire**

1. Négation de l'existence d'un Dieu réel, extramondial, personnel, et par conséquent aussi de toute révélation et de toute intervention divine dans les affaires du monde et de l'humanité. Abolition du service et du culte de la Divinité.

2. Remplaçant le culte de Dieu par le respect et l'amour de l'humanité, nous affirmons

- la raison humaine comme critérium unique de la vérité ;
- la conscience humaine, comme base de la justice ;
- la liberté individuelle et collective, comme unique créateur de l'ordre de l'humanité.

---

<sup>1</sup> *Avertissement.* – Le texte ici présenté des « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire », dont le « Catéchisme révolutionnaire » constitue presque la totalité, est le texte intégral.

Le texte de Bakounine contient des lacunes qui peuvent être dues au caractère un peu brouillon de l'auteur, ou à des erreurs de transcription. Lorsque certains mots évidents manquent, nous les avons mis entre crochets. Dans d'autres cas, nous avons signalé en note la modification pour que le lecteur se fasse juge.

Bakounine a introduit des subdivisions : II, 1, *a*, dans une succession pas toujours évidente. Nous les avons conservées, pour respecter son texte, mais le lecteur ne devra pas s'étonner si parfois après un 8. il manque le 9., si après un *h*, il manque le *i*, ou s'il y a deux *s*.

Certains paragraphes étant très longs, nous en avons créés qui ne sont pas dans le texte original pour en rendre la lecture plus aisée.



3. La liberté, c'est le droit absolu de tout homme ou femme majeurs, de ne point chercher d'autre sanction à leurs actes que leur propre conscience et leur propre raison, de ne les déterminer que par leur volonté propre, et de n'en être par conséquent responsables que vis-à-vis d'eux-mêmes d'abord ; ensuite vis-à-vis de la société dont ils font partie, mais en tant seulement qu'ils consentent librement à en faire partie.

4. Il n'est point vrai que la liberté d'un individu soit limitée par celle de tous les autres. L'homme n'est réellement libre qu'autant que sa liberté, librement reconnue et représentée comme par un miroir, par la conscience libre de tous les autres, trouve sa confirmation et son extension à l'infini dans leur liberté. L'homme n'est vraiment libre que parmi des hommes également libres ; et comme il n'est libre qu'à titre humain, l'esclavage d'un seul homme sur la terre, étant une offense contre le principe même de l'humanité, est une négation de la liberté de tous.

5. La liberté de chacun n'est donc réalisable que dans l'égalité de tous. La réalisation de la liberté dans l'égalité de droit et de fait est la justice.

6. Il n'existe qu'un seul dogme, qu'une seule loi, qu'une seule base morale pour les hommes ; c'est la liberté. Respecter la liberté de son prochain, c'est le devoir, l'aimer, l'aider, le servir, c'est la vertu.

7. Exclusion absolue de tout principe d'autorité et de Raison l'Etat. La société humaine, ayant été primitivement un fait naturel, antérieur à la liberté et au réveil de l'humaine pensée, devenue plus tard un fait religieux, organisé selon le principe de l'autorité divine et humaine, doit se reconstituer aujourd'hui sur la base de la liberté, qui doit devenir désormais le seul principe constitutif de son organisation politique aussi bien qu'économique. L'ordre dans la société doit être la résultante du plus grand développement possible de toutes les libertés locales, collectives, et individuelles.

8. L'organisation politique et économique de la vie sociale doivent partir par conséquent, non plus comme aujourd'hui de haut en bas, et du centre à la circonférence, par principe d'unité et de centralisation forcée, mais de bas en haut et de la circonférence au centre, par principe d'association et de fédération libres.

### **9. Organisation politique.**

Il est impossible de déterminer une norme concrète, universelle et obligatoire pour le développement intérieur et pour l'organisation politique des nations ; l'existence de chacune étant subordonnée à une foule de conditions historiques, géographiques, économiques différentes et qui ne permettront jamais d'établir un modèle d'organisation également bon et acceptable pour toutes. Une telle entreprise absolument dénuée d'utilité pratique, porterait d'ailleurs atteinte à la richesse et à la spontanéité de la vie qui se plaît dans la diversité infinie, et ce qui plus est, serait contraire au principe même de la liberté. Pourtant il est des conditions essentielles, absolues, en dehors desquelles la réalisation pratique et l'organisation de la liberté seront toujours impossibles.

Ces conditions sont :

**a.** L'abolition radicale de toute religion officielle et de toute Eglise privilégiée, ou seulement protégée, payée et entretenue par l'Etat. Liberté absolue de conscience et de propagande pour chacun, avec la faculté illimitée d'élever autant de temples, qu'il plaira à chacun, à ses Dieux quels qu'ils fussent, et de payer et d'entretenir les prêtres de sa religion.

**b.** Les Eglises, considérées comme corporations religieuses, ne jouiront d'aucun des droits politiques qui seront attribués aux associations productives ; ne pourront ni hériter, ni posséder des biens en commun, excepté leurs maisons ou établissements de prière ; et ne pourront jamais s'occuper de l'éducation des enfants ; l'unique objet de leur existence étant la négation systématique de la morale, de la liberté, et la sorcellerie lucrative.

**c.** Abolition de la Monarchie. République.

**d.** Abolition des classes, des rangs, des privilèges et de toutes sortes de distinctions. Egalité absolue des droits politiques pour tous, hommes et femmes. Suffrage universel.

**e.** Abolition, dissolution et banqueroute sociale, politique, judiciaire, bureaucratique et financière de l'Etat tutélaire, transcendant, centraliste, doublure et *alter ego* de l'Eglise, et comme tel, cause permanente d'appauvrissement, d'abrutissement et d'asservissement pour les peuples. Comme conséquence naturelle, abolition de toutes les universités de l'Etat, le soin de l'instruction publique devant appartenir exclusivement aux communes et aux associations libres ; abolition de la magistrature de l'Etat, tous les juges devant être élus par le peuple ; abolition des codes criminels et civils, qui sont actuellement en vigueur en Europe, parce que tous, également inspirés par le culte de Dieu, de l'Etat, de la famille religieusement ou politiquement consacrée, et de la propriété – sont contraires au droit humain, et parce que le code de la liberté ne pourrait être créé que par la seule liberté. Abolition des banques et de toutes les autres institutions de crédit de l'Etat. Abolition de toute administration centrale, de la bureaucratie, des armées permanentes et de la police de l'Etat.

**f.** Election immédiate et directe de tous les fonctionnaires publics, judiciaires et civils, aussi bien que de tous les représentants ou conseillers nationaux, provinciaux et communaux par le peuple, c'est-à-dire par le suffrage universel, de tous les individus, hommes et femmes majeurs.

**g.** Réorganisation intérieure de chaque pays en prenant pour point de départ et pour base la liberté absolue des individus, des associations productives et des communes.

#### **h. Droits individuels**

1. Droit pour chacun, homme ou femme depuis la première heure de sa naissance jusqu'à l'âge de sa majorité, d'être complètement entretenu, surveillé, protégé, élevé, instruit dans toutes les écoles publiques : primaires, secondaires, supérieures, industrielles, artistiques et scientifiques, aux frais de la société.

2. Droit égal pour chacun d'être conseillé et soutenu par cette dernière, dans la mesure du possible, au commencement de la carrière, que chaque individu devenu majeur choisira librement ; après quoi la société, l'ayant déclaré absolument libre, n'exercera plus sur lui ni surveillance, ni autorité aucune et déclinant vis-à-vis de lui toute autre responsabilité ne lui devra plus que respect et au besoin la protection de sa liberté.

3. La liberté de chaque individu majeur – homme et femme – doit être absolue et complète ; liberté d'aller et de venir, de professer hautement toutes les opinions possibles, d'être fainéant ou actif, immoral ou moral, de disposer en un mot de sa propre personne et de son bien à sa guise, sans en rendre compte à personne, liberté de vivre, soit honnêtement par son propre travail, soit en exploitant honteusement la charité ou la confiance privée, pourvu que cette charité et cette confiance soient volontaires et ne leur soient prodiguées que par des individus majeurs.

4. Liberté illimitée de toute sorte de propagande par les discours, par la presse, dans les réunions publiques et privées, sans autre frein à cette liberté que la puissance salutaire, naturelle de l'opinion publique. Liberté absolue d'associations, sans en excepter celles qui par leur objet seront ou paraîtront immorales, et même celles qui auraient pour objet la corruption et la distraction de la liberté individuelle et publique.

5. La liberté ne peut et ne doit se défendre que par la liberté, et c'est un contre-sens dangereux que de vouloir y porter atteinte sous le prétexte sérieux de la protéger, et comme la morale n'a pas d'autre source, d'autre stimulant, d'autre arme, d'autre objet que la liberté, et comme elle n'est elle-même rien que la liberté, toutes les restrictions qu'on a imposées à cette dernière, dans le but de protéger la morale, ont toujours tourné au détriment de celle-ci. La psychologie, la statistique et toute l'histoire nous prouvent que l'immoralité individuelle et sociale a toujours été la conséquence nécessaire d'une mauvaise éducation publique et privée, de l'absence et de la dégradation de l'opinion publique, qui n'existe, ne se développe et ne se moralise jamais que par la seule liberté, et la conséquence surtout d'une organisation vicieuse de la société.

L'expérience nous apprend, dit l'illustre statisticien français Quetelet<sup>1</sup>, que c'est la société qui prépare toujours les crimes et que les malfaiteurs ne sont que les instruments fatals qui les accomplissent ! Il est donc inutile d'opposer à l'immoralité sociale les rigueurs d'une législation qui empiéterait sur la liberté individuelle. L'expérience nous apprend au contraire que le système répressif et autoritaire, loin d'en avoir arrêté les débordements, l'a toujours

---

<sup>1</sup> Adolphe Quetelet (1796-1874) est belge, mais d'origine française. C'était un mathématicien, astronome, naturaliste et statisticien fondateur de l'Observatoire royal de Belgique. Il élève la statistique au rang de science et préside à Bruxelles en 1853 le premier congrès international de statistique. Il est l'auteur de *Sur l'homme et le développement de ses facultés, essai d'une physique sociale* (1835). Pour l'anecdote, il est l'inventeur de l'indice de masse corporelle.

plus profondément et plus largement développé dans les pays qui s'en sont trouvés atteints ; et que la morale publique et privée a toujours descendu et monté à mesure que la liberté des individus se rétrécissait ou s'élargissait. Et que par conséquent pour moraliser la société actuelle, nous devons commencer d'abord par détruire de fond en comble toute cette organisation politique et sociale fondée sur l'inégalité, sur le privilège, sur l'autorité divine et sur le mépris de l'humanité, et après l'avoir reconstruite sur les bases de la plus complète égalité, de la justice, du travail, et d'une éducation rationnelle uniquement inspirée par le respect humain, nous devons lui donner l'opinion publique pour garde, et pour âme, la liberté la plus absolue.

**6.** Pourtant la société ne doit point rester complètement désarmée contre les individus parasites, malfaisants et nuisibles. Le travail devant être la base de tous les droits politiques, la société, communes, provinces ou nation, chacune dans sa circonscription respective, pourra en priver tous les individus majeurs qui n'étant ni invalides, ni malades, ni vieillards, vivront aux frais de la charité publique ou privée avec l'obligation de les leur restituer <sup>1</sup> aussitôt qu'ils recommenceront à vivre de leur propre travail.

**7.** La liberté de chaque individu humain étant inaliénable, la société ne souffrira jamais qu'un individu quelconque aliène juridiquement sa liberté, ou qu'il l'engage par contrat vis-à-vis d'un autre individu autrement que sur le pied de la plus entière égalité et réciprocité. Elle ne pourra pourtant pas empêcher qu'un homme ou une femme, dénués de tout sentiment de dignité personnelle, ne se mettent sans contrat, vis-à-vis d'un autre individu dans un rapport de servitude volontaire ; mais elle les considérera comme des individus vivant de la charité privée et par conséquent destitués de la jouissance des droits politiques, pendant toute la durée de cette servitude.

**8.** Toutes les personnes qui auront perdu leurs droits politiques seront également privées de celui d'élever et de garder leurs enfants. En cas d'infidélité à un engagement librement contracté ou bien en cas d'attaque ouverte ou prouvée contre la propriété, contre la personne et surtout contre la liberté d'un citoyen, soit indigène, soit étranger, la société infligera au délinquant, indigène ou étranger, les peines déterminées par ses lois <sup>2</sup>.

**10.** Abolition absolue de toutes les peines dégradantes et cruelles, des punitions corporelles et de la peine de mort, en tant que consacrée et exécutée par la loi. Abolition de toutes les peines à terme indéfini ou trop long et qui ne laissent aucun espoir, aucune possibilité réelle de réhabilitation ; le crime devant être considéré comme une maladie, et la punition plutôt comme une cure que comme une revendication de la société.

**11.** Tout individu condamné par les lois d'une société quelconque, comme province ou nation, conservera le droit de ne point se soumettre à la peine qui lui aura été imposée, en déclarant qu'il ne veut plus faire partie de cette

---

<sup>1</sup> Les droits politiques.

<sup>2</sup> Il n'y a pas de § 9.

société. Mais dans ce cas celle-ci aura à son tour le droit de l'expulser de son sein et de le déclarer en dehors de sa garantie et de sa protection.

**12.** Retombé ainsi sous la loi naturelle – œil pour œil, dent pour dent – au moins sur le terrain occupé par cette société, le réfractaire pourra être pillé, maltraité, même tué sans que celle-ci s'en inquiète. Chacun pourra s'en défaire comme d'une bête malfaisante ; jamais pourtant l'asservir, ni l'employer comme esclave.

### **Droits des Associations**

Les associations coopératives ouvrières sont un fait nouveau dans l'histoire ; nous assistons aujourd'hui à leur naissance, et nous pouvons seulement pressentir, mais non déterminer à cette heure l'immense développement que sans aucun doute elles prendront, et les nouvelles conditions politiques et sociales qui en surgiront dans l'avenir. Il est possible et même fort probable que, dépassant un jour les limites des communes, des provinces, et même des Etats actuels, elles donnent une nouvelle constitution à la société humaine tout entière, partagée non plus en nations, mais en groupes industriels différents, et organisée selon les besoins non de la politique, mais de la production. Ceci regarde l'avenir.

Quant à nous, nous ne pouvons poser aujourd'hui que ce principe absolu : quel que soit leur objet, toutes les associations, comme tous les individus doivent jouir d'une liberté absolue. La société, ni aucune partie de la société : commune, province ou nation, n'a le droit d'empêcher des individus libres de s'associer librement dans un but quelconque : religieux, politique, scientifique, industriel, artistique, ou même de corruption mutuelle et d'exploitation des innocents et des sots, pourvu qu'ils ne soient point mineurs.

Combattre les charlatans et les associations pernicieuses, c'est uniquement l'affaire de l'opinion publique. Mais la société a le devoir et le droit de refuser la garantie sociale, la reconnaissance juridique et les droits politiques et civils, à toute association, comme corps collectif, qui par son objet, ses règlements, ses statuts serait contraire aux principes fondamentaux de sa constitution, et dont tous les membres ne seraient pas unis sur un pied d'égalité et de réciprocité parfaite ; sans pourtant pouvoir en priver les membres eux-mêmes seulement pour le fait de leur participation à des associations non régularisées par la garantie sociale.

La différence entre les associations régulières et irrégulières sera donc celle-ci : Les associations juridiquement reconnues comme corps collectifs, auront à ce titre le droit de poursuivre devant la justice sociale tous les individus, membres ou étrangers, aussi bien que toutes les autres associations régulières qui auront manqué à leur engagement envers elles. Les associations juridiquement non reconnues n'auront point ce droit à titre de corps collectif ; mais aussi elles ne pourront être soumises à ce titre à aucune responsabilité juridique, tous leurs engagements devant être nuls aux yeux d'une société qui n'aura point sanctionné leur existence collective, ce qui pourtant ne pourra

libérer aucun de leurs membres des engagements qu'ils auront pris individuellement <sup>1</sup>.

*j.* La division d'un pays en régions, provinces, districts et communes, ou en départements et communes comme en France, dépendra naturellement de la disposition, des habitudes historiques, des nécessités actuelles et de la nature particulière de chaque pays. Il ne peut y avoir ici que deux principes communs et obligatoires pour chaque pays, qui voudra organiser sérieusement chez lui la liberté. Le premier : c'est que toute l'organisation doit procéder de bas en haut, de la commune à l'unité centrale du pays à l'Etat, par voie de fédération. La seconde, c'est qu'il y ait entre la commune et l'Etat au moins un intermédiaire autonome : le département, la région ou la province. Sans quoi, la commune, prise dans l'acception restreinte de ce mot, serait toujours trop faible pour résister à la pression uniformément et despotiquement centralisatrice de l'Etat ; ce qui ramènerait nécessairement chaque pays au régime despotique de la France monarchique, comme nous en avons eu deux fois l'exemple en France ; le despotisme ayant eu toujours sa racine beaucoup plus dans l'organisation centralisatrice de l'Etat que dans les dispositions naturellement toujours despotiques des rois.

*k.* La base de toute organisation politique d'un pays doit être la commune absolument autonome représentée toujours par la majorité des suffrages de tous les habitants – hommes et femmes à titre égal – majeurs. Aucun pouvoir n'a le droit de se mêler dans sa vie, dans ses actes, et dans son administration intérieurs. Elle nomme et destitue par élection tous les fonctionnaires : administrateurs et juges, et administre sans aucun contrôle les biens communaux et ses finances. Chaque commune aura le droit incontestable de créer indépendamment de toute sanction supérieure sa propre législation et sa propre constitution. Mais pour entrer dans la fédération provinciale et pour faire partie intégrante d'une province, elle devra absolument conformer sa charte particulière aux principes fondamentaux de la constitution provinciale et la faire sanctionner par le parlement de cette province. Elle devra se soumettre aussi aux jugements du tribunal provincial et aux mesures, qui après avoir été sanctionnées par le vote du parlement provincial, lui seront ordonnées par le gouvernement de la province. Autrement elle sera exclue de la solidarité, de la garantie et communauté, hors de la loi provinciale.

*l.* La province ne doit être rien qu'une fédération libre des communes autonomes. Le parlement provincial comprenant soit une seule chambre composée de représentants de toutes les communes, soit deux chambres, dont l'une comprendrait les représentants des communes, l'autre les représentants de la population provinciale tout entière, indépendamment des communes. Le parlement provincial, sans s'ingérer aucunement dans l'administration intérieure des communes, devra établir les principes fondamentaux qui devront constituer la charte provinciale et qui devront être obligatoires <sup>2</sup> pour toutes les communes

---

<sup>1</sup> Il n'y a pas de § *i.*

<sup>2</sup> Le texte de Bakounine dit: « obligatifs ».

qui voudront participer au parlement<sup>1</sup> provincial. Ces principes, qui forment l'objet même de ce catéchisme, se trouvent récapitulés dans l'article II.

Prenant ces principes pour base, le parlement codifiera sur la législation provinciale, tant par rapport aux devoirs et aux droits respectifs des individus, des associations et des communes, qu'aux peines qui devront imposées à chacun en cas d'infraction aux lois par lui établies ; laissant pourtant aux législations communales le droit de diverger de la législation provinciale sur les points secondaires, mais jamais dans la base ; tendant à l'unité réelle, vivante, non à l'uniformité, et se confiant, pour former une unité encore plus intime, à l'expérience, au temps, au développement de la vie en commun, aux propres convictions et nécessités des communes, à la liberté en un mot, jamais à la pression ni à la violence du pouvoir provincial, car la vérité et la justice même, violemment imposées, deviennent iniquité et mensonge.

Le parlement provincial établira la charte constitutive et la fédération des communes, leurs droits et leurs devoirs respectifs, ainsi que leurs devoirs et leurs droits vis-à-vis du parlement, du tribunal et du gouvernement provincial. Il votera toutes les lois, dispositions et mesures qui seront commandées soit par les besoins de la province tout entière, soit par des résolutions du parlement national, sans perdre jamais de vue l'autonomie provinciale, ni l'autonomie des communes. Sans jamais s'ingérer dans l'administration intérieure des communes, il établira la part de chacune, soit dans les impôts nationaux, soit dans les impôts provinciaux. Cette part sera répartie par la commune elle-même entre tous les habitants valides et majeurs.

Il contrôlera enfin tous les actes, sanctionnera ou rejettera toutes les propositions du gouvernement provincial qui sera naturellement toujours électif. Le tribunal provincial, également électif, jugera sans appel toutes les causes entre individus et communes, entre associations et communes, entre commune et commune, et en première instance toutes les causes entre la commune et le gouvernement ou le parlement de la province.

**m.** La Nation ne doit être rien qu'une fédération de provinces autonomes. Le Parlement national comprenant soit une seule chambre composée de représentants de toutes les provinces, soit deux chambres [dont] l'une comprendrait les représentants des provinces, l'autre les représentants de la population nationale tout entière indépendamment des provinces, – le Parlement National, sans s'ingérer aucunement dans l'administration et dans la vie politique intérieure des provinces, devra établir les principes fondamentaux qui devront constituer la Charte Nationale et qui seront obligatoires pour toutes les provinces qui voudront participer au pacte National, [dont] les principes sont récapitulés dans l'article II. Les prenant pour base, le Parlement National établira le code National, laissant aux codes provinciaux le droit d'en diverger sur des points secondaires, jamais sur les bases. Il établira la Charte Constitutive de la fédération des provinces ; votera toutes les lois, dispositions et mesures qui seront commandées par les besoins de la nation tout entière ;

---

<sup>1</sup> Le texte de Bakounine dit: « parti ».

établira les impôts nationaux et les répartira entre les provinces, laissant à celles-ci le soin de les répartir entre les communes respectives, contrôlera enfin tous les actes, adoptera ou réglera les propositions du gouvernement exécutif national, qui sera toujours électif et à terme, formera les alliances nationales, fera la paix et la guerre et seule aura le droit d'ordonner pour un terme toujours déterminé la formation d'une armée nationale.

Le gouvernement ne sera que l'exécuteur de ses volontés. Le tribunal national, jugera sans appel toutes les causes des individus, des associations, des communes contre la province, aussi bien que dans tous les débats entre provinces. Dans les causes entre les provinces et l'Etat, qui seront également soumises à son jugement, les provinces pourront en appeler au tribunal International, s'il se trouve un jour établi.

*n.* La Fédération internationale comprendra toutes les nations qui se seront unies sur les bases ci-dessus et ci-dessous développées. Il est probable, il est fort désirable que lorsque l'heure de la grande révolution aura de nouveau sonné, toutes les nations qui suivront la bannière de l'émancipation populaire, se donnent la main pour une alliance constante et intime contre la coalition des pays qui se mettront sous les ordres de la réaction. Cette alliance devra former une fédération restreinte d'abord et comme le germe de la fédération universelle des peuples qui dans l'avenir devra embrasser toute la terre. La fédération internationale des peuples révolutionnaires avec un parlement, un tribunal et un comité directoire internationaux, sera basé naturellement sur les principes mêmes de la révolution. Appliqués à la politique internationale, ces principes sont :

1. Chaque pays, chaque nation, chaque peuple, petits ou grands, faibles ou forts, chaque région, chaque province, chaque commune ont le droit absolu de disposer de leur sort, de déterminer leur existence propre, de choisir leurs alliances, de s'unir et de se séparer, selon leurs volontés et besoins, sans aucun égard pour les soi-disant droits historiques et pour les nécessités politiques, commerciales ou stratégiques des Etats. L'union des parties en un tout, pour être vraie, féconde et forte, doit être absolument libre. Elle doit uniquement résulter des nécessités locales intérieures [et] de l'attraction mutuelle des parties – attraction et nécessités dont les parties sont seules juges.
2. Abolition absolue du soi-disant droit historique et de l'horrible droit de conquête, comme contraires au principe de la liberté.
3. Négation absolue de la politique d'agrandissement, de gloire et de puissance de l'Etat-politique qui, faisant de chaque pays une forteresse qui exclut de son sein tout le reste de l'humanité, le force pour ainsi dire de se considérer comme l'humanité tout entière, de se suffire absolument à lui-même, de s'organiser en lui-même comme un monde indépendant de toute humaine solidarité, et de mettre sa prospérité et sa gloire dans le mal qu'il fera aux autres nations. Un pays conquérant est nécessairement un pays intérieurement esclave.



4. La gloire et la grandeur d'une nation consistent uniquement dans le développement de son humanité. Sa force, son unité, la puissance de sa vitalité intérieure se mesurent uniquement par le degré de sa liberté. En prenant la liberté pour base, on arrive nécessairement à l'union ; mais de l'unité on arrive difficilement, sinon jamais à la liberté. Et si l'on y arrive, ce n'est qu'en détruisant une unité qui a été faite en dehors de la liberté.

5. La prospérité et la liberté des nations, comme les individus, sont absolument solidaires – et par conséquent liberté absolue de commerce, de transaction et de communication entre tous les pays fédérés. Abolition des frontières, des passeports et des douanes. Chaque citoyen d'un pays fédéré doit jouir de tous les droits politiques dans tous les autres pays, appartenant à la même fédération.

6. La liberté de tous, individus et corps collectifs, étant solidaire, aucune nation, aucune province, aucune commune et association ne sauraient être opprimées, sans que toutes les autres ne fussent et ne se sentent menacées dans leur liberté. Chacun pour tous, et tous pour chacun, – tel doit être la règle sacrée et des douanes. Chaque citoyen d'un pays fédéré doit jouir de tous les droits politiques dans tous les autres pays, appartenant à la même fédération.

7. Aucun des pays fédérés ne pourra conserver d'armée permanente, ni d'institution qui séparerait le soldat du citoyen. Causes de ruine, de corruption, d'abrutissement et de tyrannie intérieures, les armées permanentes et le métier de soldat sont [en outre une menace] <sup>1</sup> contre la prospérité et l'indépendance de tous les autres pays. Chaque citoyen valide doit au besoin devenir soldat pour la défense soit de ses foyers, soit de la liberté. L'armement national doit être organisé dans chaque pays par communes et par provinces, à peu près comme dans les Etats-Unis de l'Amérique et en Suisse.

8. Le Parlement international, composé soit d'une seule chambre comprenant les représentants de toutes les nations, soit de deux chambres, comprenant l'une, ces mêmes représentants – l'autre les représentants directs de toute la population comprise par la fédération internationale, sans distinction de nationalité, – Le parlement fédéral <sup>2</sup>, ainsi composé, établira le pacte international et la législation fédérale que lui seul aura encore la mission de développer et de modifier selon les besoins du temps.

Le tribunal international n'aura d'autre mission que de juger en dernière instance entre les Etats et leurs provinces respectives. Quant aux différends <sup>3</sup> qui pourraient surgir entre deux Etats fédérés, ils ne pourront être jugés en première et en dernière instance que par le parlement international, qui décidera encore sans appel, dans toutes les questions de

---

<sup>1</sup> Le texte original dit « sont encore une réserve ».

<sup>2</sup> Par cohérence avec le début de la phrase, Bakounine aurait dû dire: « le Parlement international ».

<sup>3</sup> Le texte dit “différences”.

politique commune et de guerre, au nom de la fédération révolutionnaire tout entière, contre la coalition réactionnaire <sup>1</sup>.

**9.** Aucun Etat fédéré ne pourra jamais faire la guerre à un autre Etat fédéré. Le parlement international ayant prononcé son jugement, l'Etat condamné doit s'y soumettre. Sinon tous les autres Etats de la fédération devront interrompre leurs communications avec lui, le mettre en dehors de la loi fédérale, de la solidarité et de la communion fédérale et en cas d'attaque de sa part s'armer solidairement contre lui.

**10.** Tous les Etats faisant partie de la fédération révolutionnaire, devront prendre une part active à toute guerre que l'un d'eux ferait à un Etat non fédéré – chaque pays fédéré avant de la déclarer doit en avertir le parlement international, et ne la déclarer que si celui-ci [trouve] qu'il y a une raison suffisante pour la guerre. S'il le trouve, le directoire exécutif fédéral prendra la cause de l'Etat offensé et demandera à l'Etat agresseur étranger, au nom de toute la fédération révolutionnaire, une prompte réparation. Si au contraire le parlement juge qu'il n'y a pas eu d'agression ni d'offense réelle, il conseillera à l'Etat qui se plaint de ne point commencer la guerre, en l'avertissant que s'il la commence, il la fera tout seul.

**11.** Il faut espérer qu'avec le temps les Etats fédérés renonçant au luxe ruineux des représentations particulières, se contenteront d'une représentation diplomatique fédérale.

**12.** La Fédération internationale révolutionnaire restreinte, sera toujours ouverte aux peuples qui voudront y entrer plus tard, sur la base des principes et de la solidarité militante et active de la révolution ci-dessus et ci-dessous exposées, mais sans jamais faire la moindre concession de principes à aucun. Par conséquent ne pourront être reçus dans la fédération que les peuples qui auront accepté tous les principes récapitulés dans l'article II.

### **10. Organisation sociale.**

Sans égalité politique, point de liberté politique réelle, mais l'égalité politique ne deviendra possible que lorsqu'il y aura égalité économique et sociale.

**a.** L'égalité n'implique pas le nivellement des différences individuelles, ni l'identité intellectuelle, morale et physique des individus. Cette diversité de capacités et de forces, ces différences de races, de nations, de sexes, d'âges et d'individus, loin d'être un mal social, constituent au contraire la richesse de l'humanité. L'égalité économique et sociale n'implique [pas] non plus le nivellement des fortunes individuelles en tant que produits de la capacité, de l'énergie productive et de l'économie de chacun.

---

<sup>1</sup> On ne voit pas ce que cette "coalition réactionnaire" vient faire dans ce paragraphe qui traite des différends entre Etats fédérés. L'explication se trouve au paragraphe *e* du « Résumé des principes fondamentaux de ce catéchisme » situé en fin de texte, où Bakounine évoque la « coalition réactionnaire des pays encore esclaves ».

**b.** L'égalité et la justice réclament uniquement : une organisation de la société telle, que tout individu humain naissant à la vie y trouve, en tant que cela dépendra non de la nature mais de la société, des moyens égaux pour le développement de son enfance et de son adolescence jusqu'à l'âge de sa virilité <sup>1</sup>, pour son éducation et pour son instruction d'abord, et plus tard pour l'exercice des forces différentes que la nature aura mises en chacun pour le travail. Cette égalité de point de départ que la justice réclame pour chacun, sera impossible tant qu'existera le droit de succession.

**c.** La justice, autant que la dignité humaine, exigent que chacun soit uniquement le fils de ses œuvres. Nous repoussons avec indignation le dogme du péché, de la honte et de la responsabilité héréditaires. Par là même conséquence nous devons rejeter l'hérédité fictive de la vertu, des honneurs et des droits ; celle de la fortune aussi. L'héritier d'une fortune quelconque n'est plus entièrement le fils de ses œuvres et sous le rapport du point de départ il est privilégié.

**d.** Abolition du droit d'héritage. Tant que ce droit existera, la différence héréditaire des classes, des positions, des fortunes, l'inégalité sociale en un mot et le privilège subsisteront sinon en droit, du moins de fait. Mais l'inégalité de fait, par une loi inhérente à la société, produit toujours l'inégalité des droits ; l'inégalité sociale devient nécessairement inégalité politique. Et sans égalité politique avons-nous dit, point de liberté, dans le sens universel, humain, vraiment démocratique de ce mot ; la société restera toujours divisée en deux parts inégales, dont l'une immense, comprenant toute la masse populaire, sera opprimée et exploitée par l'autre. Donc le droit de succession est contraire au triomphe de la liberté et si la société veut devenir libre, elle doit l'abolir.

**e.** Elle doit l'abolir parce que reposant sur une fiction, ce droit est contraire au principe même de la liberté. Tous les droits individuels, politiques et sociaux, sont attachés à l'individu réel et vivant. Une fois mort il n'a plus [la] volonté fictive d'un individu qui n'est plus et qui au nom de la mort opprime les vivants. Si l'individu mort tient à l'exécution de sa volonté, qu'il vienne l'exécuter lui-même s'il le peut, mais il n'a pas le droit d'exiger que la société mette toute sa puissance et son droit au service de sa non-existence.

**f.** Le but légitime et sérieux du droit de succession a été toujours d'assurer aux générations à venir les moyens de se développer et de devenir des hommes. Par conséquent, seul le Fonds d'éducation et d'instruction

---

<sup>1</sup> On ne peut accuser Bakounine ni de misogynie ni de machisme car il accorde aux droits des femmes une place décisive. Ce « jusqu'à l'âge de sa virilité » au lieu de « jusqu'à l'âge de sa maturité » est donc surprenant. Lapsus, ou vieux reste inconscient de comportement patriarcal ?

Au paragraphe *h*, 1, il parle de « Droit pour chacun, homme ou femme depuis la première heure de sa naissance jusqu'à l'âge de sa majorité... »

Au point 10, *f*, il évoque « l'instruction de tous les enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de la majorité et de leur émancipation complète ».

publique aura le droit d'hériter, avec l'obligation de pourvoir également à l'entretien, à l'éducation et à l'instruction de tous les enfants, depuis leur naissance jusqu'à l'âge de la majorité et de leur émancipation complète. De cette manière tous les parents seront également rassurés sur le sort de leurs enfants ; et comme l'égalité de tous est une condition fondamentale de la moralité de chacun, et que tout privilège est une source d'immoralité, tous les parents, dont l'amour pour leurs enfants est raisonnable et aspire non à leur vanité, mais à leur humaine dignité, s'ils avaient même la possibilité de leur laisser un héritage qui les placerait dans un position privilégiée, préféreront pour eux le régime de la plus complète égalité.

**g.** L'inégalité résultant du droit de succession une fois abolie, restera toujours, quoique considérablement amoindrie, celle qui résultera de la différence des capacités, des forces et de l'énergie productive des individus, différence qui à son tour, sans jamais disparaître entièrement, s'amoindra toujours de plus en plus sous l'influence d'une éducation et d'un système d'organisation sociale égalitaires ; et qui d'ailleurs, une fois le droit de succession aboli, ne pèsera jamais sur les générations à venir.

**h.** Le travail étant seul producteur de richesse, chacun est libre sans doute soit de mourir de faim, soit d'aller vivre dans les déserts ou dans les forêts parmi les bêtes sauvages, mais quiconque veut vivre au milieu de la société doit gagner sa vie par son propre travail, au risque d'être considéré comme un parasite, comme un exploiteur du bien, c'est à-dire du travail d'autrui, comme un voleur.

**i.** Le travail est la base fondamentale de la dignité et du droit humain. Car c'est uniquement par le travail libre et intelligent, que l'homme, devenant créateur à son tour et conquérant, sur le monde extérieur et sur sa propre bestialité, son humanité et son droit, crée le monde civilisé.

Le déshonneur qui dans le monde antique, aussi bien que dans la société féodale, fut attaché à l'idée du travail, et qui en grande partie y reste encore attaché aujourd'hui, malgré toutes les phrases que nous entendons répéter chaque jour sur la dignité, – ce mépris stupide du travail a deux sources : la première c'est cette conviction si caractéristique des anciens et qui même aujourd'hui compte encore des partisans secrets : que pour donner à une portion quelconque de l'humaine société le moyen de s'humaniser par la science, par les arts, par la connaissance et par l'exercice du droit, il faut qu'une autre portion, naturellement plus nombreuse se voue au travail, comme esclave. Ce principe fondamental de la civilisation antique fut la cause de sa ruine.

La cité corrompue et désorganisée par le désœuvrement privilégié des citoyens, minée d'un autre côté par l'action imperceptible et lente mais constante de ce monde déshérité des esclaves, moralisés malgré l'esclavage et maintenus dans leur force primitive par l'action salutaire du travail même forcé, – tomba sous les coups des peuples barbares, auxquels, par leur naissance avaient appartenu en grande partie ces esclaves. – Le Christianisme, cette religion des esclaves, n'avait plus tard

détruit l'antique inégalité, que pour en créer une nouvelle : le privilège de la grâce et de l'élection divines sur l'inégalité produite naturellement par le droit de conquête, sépara de nouveau la société humaine en deux camps, la canaille et la noblesse, les serfs et les maîtres, en attribuant à ces derniers le noble métier des armes et du gouvernement ; et ne laissant aux serfs que le travail non seulement avili, mais encore maudit. La même cause produisit nécessairement les mêmes effets ; le monde nobiliaire, énervé<sup>1</sup> et démoralisé<sup>2</sup> par le privilège du désœuvrement tomba en 1789 sous les corps des serfs, travailleurs révoltés, unis et puissants. Alors fut proclamé la liberté du travail, sa réhabilitation en droit. Mais seulement en droit, car de fait le travail reste encore déshonoré, asservi. La première source de cet asservissement, – nommément celle qui consistait dans le dogme de l'inégalité politique des hommes, – ayant été formée par la grande révolution, il faut attribuer le mépris actuel du travail à la seconde, qui n'est autre que la séparation, qui s'est faite et qui existe dans sa force encore aujourd'hui, entre le travail intellectuel et le travail manuel et qui, reproduisant sous une forme nouvelle l'antique inégalité, partage de nouveau le monde social en deux camps : la minorité privilégiée désormais non par la loi, mais par le capital, et la majorité des travailleurs forcés, non plus par le droit inique du privilège légal, mais par la faim.

En effet, aujourd'hui, la dignité du travail est déjà théoriquement reconnue et l'opinion publique admet, qu'il est honteux de vivre sans travailler. Seulement, comme le travail humain, considéré dans sa totalité, se divise en deux parts, dont l'une, toute intellectuelle et déclarée exclusivement noble, comprend les sciences, les arts et dans l'industrie : l'application des sciences et des arts, l'idée, la conception, l'invention, le calcul, le gouvernement et la direction générale ou subordonnée des forces ouvrières ; et l'autre seulement l'exécution manuelle, réduite à une action purement mécanique, sans intelligence, sans idée, par cette loi économique et sociale de la division du travail, – les privilégiés du capital, sans en excepter ceux qui y sont le moins autorisés par la mesure de leurs capacités individuelles, s'emparent de la première, et laissent la seconde au peuple. Il en résulte trois grands maux : l'un pour les privilégiés du capital ; l'autre pour les masses populaires ; et le troisième procédant de l'un et de l'autre, pour la production des richesses, pour le bien-être, pour la justice et pour le développement intellectuel et moral de la société tout entière.

Le mal dont souffrent les classes privilégiées est celui-ci : en se faisant la belle part dans la répartition des fonctions sociales, ils s'en font une, de plus en plus mesquine, dans le monde intellectuel et moral. Il est parfaitement

---

<sup>1</sup> Dans le sens ancien du mot, « énerver » signifiait « ôter les nerfs ».

<sup>2</sup> Le texte de l'IISG dit : « moralisé » Il s'agit manifestement d'un lapsus de Bakounine ou d'une erreur de transcription. Quelques lignes plus haut Bakounine parle des esclaves qui ont été « moralisés malgré l'esclavage et maintenus dans leur force primitive par l'action salutaire du travail même forcé ».

vrai qu'un certain degré de loisir est absolument nécessaire pour le développement de l'esprit, des sciences et des arts ; mais ce doit être un loisir gagné, succédant aux saines fatigues d'un travail journalier, un loisir juste et dont la possibilité, dépendant uniquement du plus ou du moins d'énergie, de capacité et de bonne volonté dans l'individu, serait socialement égale pour tout le monde. Tout loisir privilégié au contraire, loin de fortifier l'esprit, – l'énerve, le démoralise et le tue. Toute l'histoire nous le prouve à quelques rares exceptions, les classes privilégiées sous le rapport de la fortune et du rang, ont toujours été les moins productives sous le rapport de l'esprit, et les plus grandes découvertes dans les sciences, dans les arts et dans l'industrie, ont été faites pour la plupart du temps par des hommes qui, dans leur jeunesse ont été forcés de gagner leur vie par un rude travail.

L'humaine nature est ainsi faite, que la possibilité du mal en produit inmanquablement et toujours la réalité, et que la moralité de l'individu dépend beaucoup plus des conditions de son existence et du milieu dans lequel il vit, que de sa volonté propre. Sous ce rapport ainsi que sous tous les autres, la loi de la solidarité sociale est inexorable, de sorte que pour moraliser les individus il ne faut pas tant s'occuper de leur conscience que de la nature de leur existence sociale, et il n'est point d'autre moralisateur, ni pour la société, ni pour les individus, que la liberté dans la plus parfaite égalité. Prenez le plus sincère démocrate et mettez-le sur un trône quelconque, s'il n'en descend aussitôt, il deviendra inmanquablement une canaille. Un homme né dans l'aristocratie, si par un heureux hasard il ne prend pas en mépris et en haine son rang, et s'il n'a pas honte de l'aristocratie, sera nécessairement un homme aussi nul que vain, soupirant après le passé, inutile dans le présent et adversaire passionné de l'avenir. De même le bourgeois, enfant chéri du capital et du loisir privilégié, fera tourner son loisir en désœuvrement, en corruption, en débauche, ou bien s'en servira comme d'une arme terrible pour asservir encore davantage les classes ouvrières, et finira par soulever contre lui une révolution plus terrible que celle de 1793.

Le mal dont souffre le peuple est encore plus facile à déterminer : il travaille pour autrui, et son travail privé de liberté, de loisir et d'intelligence, et par-là même avili, le dégrade, l'écrase et le tue. Il est forcé de travailler pour autrui, parce que né dans la misère et privé de toute instruction et de toute éducation rationnelle, moralement esclave grâce aux influences religieuses, il se voit jeté dans la vie désarmé, discrédité, sans initiative et sans volonté propre. Forcé par la faim, dès sa plus tendre enfance à gagner sa triste vie, il doit vendre sa force physique, son travail, aux plus dures conditions, sans avoir ni la pensée, ni la faculté matérielle d'en exiger d'autres. Réduit au désespoir par la misère, quelquefois il se révolte – mais manquant de cette unité et de cette force que donne la pensée, mal conduit, le plus souvent trahi et vendu par ses chefs, et ne sachant presque jamais à qui s'en prendre des maux qu'il endure, – frappant le plus souvent à faux, il a jusqu'à

présent du moins échoué dans ses révoltes et, fatigué d'une lutte stérile, il est toujours retombé sous l'antique esclavage.

Cet esclavage durera tant que le capital, restant en dehors de l'action collective des forces ouvrières, l'exploitera <sup>1</sup>, et tant que l'instruction, qui dans une société bien organisée, devrait être également répartie sur tout le monde, ne développant que l'intelligence d'une classe privilégiée, attribuera à cette dernière toute la partie spirituelle du travail, et ne laissera au peuple que la brutale application de ses forces physiques asservies et toujours condamnées à exécuter des idées qui ne sont pas les siennes. Par cette injuste <sup>2</sup> et funeste division, le travail du peuple, devenant un travail purement mécanique et pareil à celui d'une bête de somme, est déshonoré, méprisé et par une conséquence naturelle déshérité de tout droit. Il en résulte pour la société sous le rapport politique, intellectuel et moral un mal immense.

La minorité jouissant du monopole et de la science, par l'effet même de ce privilège, est frappée à la fois à l'intelligence et au cœur, jusqu'au point de devenir stupide à force d'instruction – car rien n'est aussi malfaisant et stérile que l'intelligence patentée et privilégiée. D'un autre côté le peuple, absolument dénué de science, écrasé par un travail quotidien mécanique, capable d'abrutir plutôt que de développer son intelligence naturelle, privé de la lumière qui pourrait lui montrer la voie de sa délivrance, se débat vainement dans son baignoire forcé, et comme il a toujours pour lui la force que donne le nombre, il met toujours en péril l'existence même de la société. Il est donc nécessaire que la division inique établie entre le travail intellectuel et le travail manuel soit autrement établie.

La production économique de la société, qui en souffre elle-même considérablement, – l'intelligence séparée de l'action corporelle s'énerve, se dessèche, se flétrit, tandis que la force corporelle de l'homme, séparée de l'intelligence s'abrutit et dans cet état de séparation artificielle, aucune ne produit la moitié de ce qu'elle peut, de ce qu'elle doit produire lorsque réunies dans une nouvelle synthèse sociale elles ne formeront plus qu'une seule action productive. Lorsque l'homme de science travaillera et l'homme de travail pensera, le travail intelligent et libre sera considéré comme le plus beau titre de gloire pour l'homme, comme la base de sa dignité, de son droit, comme la manifestation de son pouvoir humain sur la terre ; – et l'humanité sera constituée <sup>3</sup>.

**k.** Le travail intelligent et libre sera nécessairement un travail associé. Libre sera chacun de s'associer ou de ne point s'associer pour le travail ; mais il n'est point de doute qu'à l'exception des travaux d'imagination et dont la

---

<sup>1</sup> Le texte de l'IISG dit : « l'exploitation ».

<sup>2</sup> Le texte de l'IISG dit : « injustice »

<sup>3</sup> Il n'y a pas de § j.

nature exige la centralisation<sup>1</sup> de l'intelligence individuelle en elle-même, dans toutes les entreprises individuelles et même scientifiques ou artistiques qui demandent par leur nature le travail associé, l'association sera préférée par tout le monde, par la simple raison que l'association multiplie d'une manière merveilleuse les forces productives de chacun, et que chacun devenant membre et coopérateur d'une association productive, avec moins de temps et beaucoup moins de peine gagnera beaucoup plus.

Lorsque les associations productives et libres cessant d'être les esclaves et devenant à leur tour les maîtresses et les propriétaires du capital qui leur sera nécessaire, comprendront dans leur sein, à titre de membres coopérateurs à côté des forces ouvrières, émancipées par l'instruction générale, toutes les intelligences spéciales réclamées par chaque entreprise, lorsque se combinant entre elles, toujours librement, selon leurs besoins et selon leur nature, dépassant tôt ou tard toutes les frontières nationales, elles formeront une immense fédération économique, avec un parlement éclairé par des données aussi larges que précises et détaillées d'une statistique mondiale, telle qu'il n'en peut encore exister aujourd'hui et qui, combinant l'offre avec la demande – pourra gouverner, déterminer et respecter entre différents pays la production de l'industrie mondiale, de sorte qu'il n'y aura plus de crises commerciales ou industrielles, de stagnation forcée, de désastres, plus de peines, ni de capitaux perdus ; alors le travail humain, l'émancipation de chacun et de tous régénérera le monde.

*l.* La terre, avec toutes ses richesses naturelles, est la propriété de tout le monde, mais elle ne sera possédée que par ceux qui la cultiveront.

*m.* La femme différente de l'homme, mais non à lui inférieure, intelligente, travailleuse et libre comme lui, est déclarée son égale dans les droits comme dans toutes les fonctions et devoirs politiques et sociaux.

*n.* Abolition non de la famille naturelle, mais de la famille légale, fondée sur le droit civil et sur la propriété. Le mariage religieux et civil est remplacé par le mariage libre. Deux individus majeurs et de sexe différent ont le droit de s'unir et de se séparer selon leur volonté, leurs intérêts mutuels et les besoins de leur cœur, sans que la société aie le droit, soit d'empêcher leur union, soit de les y maintenir malgré eux. Le droit de succession étant aboli et l'éducation de tous les enfants étant assurée par la société, toutes les raisons qui ont été jusqu'à présent alléguées pour la consécration politique et civile de l'irrévocabilité du mariage disparaissent, et l'union des deux sexes doit être rendue à son entière liberté, qui ici, comme partout et toujours est la condition sine qua non de la sincère moralité. Dans le mariage libre, l'homme et la femme doivent également jouir d'une liberté absolue. Ni la violence de la passion, ni les droits librement accordés dans le passé ne pourront servir d'excuse pour aucun attentat de la part de l'un

---

<sup>1</sup> La version du Catéchisme présentée par Daniel Guérin remplace le texte de Bakounine par « concentration ».



contre la liberté de l'autre – et chaque attentat pareil sera considéré comme un crime.

**o.** Du moment qu'une femme porte un enfant dans son sein, jusqu'à ce qu'elle ne l'ait mis au monde, elle a droit à une subvention de la part de la société, payée non pour le compte de la femme mais pour celui de l'enfant. Toute mère qui voudra nourrir et élever ses enfants, recevra également de la société tout le prix de leur entretien et de la peine due<sup>1</sup> aux enfants.

**p.** Les parents auront le droit de garder près d'eux leurs enfants et de s'occuper de leur éducation, sous la tutelle et sous le contrôle suprême de la société qui conservera toujours le droit et le devoir de séparer les enfants de leurs parents, toutes les fois que ceux-ci, soit par leur exemple, soit par leurs préceptes ou traitement brutal, inhumain, pourront démoraliser ou même entraver le développement de leurs enfants.

**q.** Les enfants n'appartiennent ni à leurs parents, ni à la société, ils s'appartiennent à eux-mêmes et à leur future liberté. Comme enfants, jusqu'à l'âge de leur émancipation, ils ne sont libres qu'en possibilité, et doivent se trouver sous le régime de l'autorité. Les parents sont leurs tuteurs naturels il est vrai – mais le tuteur légal et suprême, c'est la société, qui a le droit et le devoir de s'en occuper, parce que son propre avenir dépend de la direction intellectuelle et morale qu'on donnera aux enfants, et qui ne peut donner la liberté aux majeurs, qu'à condition de surveiller l'éducation des mineurs.

**r.** L'école doit remplacer l'Eglise avec l'immense différence que celle-ci, en distribuant son éducation religieuse, n'a point d'autre but que d'éterniser le régime de l'humaine minorité et de l'autorité soi-disant divine, tandis que l'éducation et l'instruction de l'école n'ayant au contraire d'autre fin que l'émancipation réelle des enfants lorsqu'ils seront arrivés à l'âge de la majorité, ne sera autre chose que leur initiation graduelle et progressive à la liberté, par le triple développement de leurs forces physiques, de leur esprit et de leur volonté. La raison, la vérité, la justice, le respect humain, la conscience de la dignité personnelle, solidaire et inséparable de la dignité humaine dans autrui, l'amour de la liberté pour soi-même et pour tous les autres, le culte du travail comme base et condition de tout droit ; le mépris de la déraison, du mensonge, de l'injustice, de la lâcheté, de l'esclavage et du désœuvrement, telles devront être les bases fondamentales de l'éducation publique.

Elle doit former des hommes, tout d'abord – ensuite des spécialités ouvrières et des citoyens, et à mesure qu'elle avancera, avec l'âge des enfants, l'autorité devra naturellement faire de plus en plus place à la liberté, afin que les adolescents arrivés à l'âge de la majorité, étant émancipés par la loi, puissent avoir oublié comment dans leur enfance, ils ont été gouvernés et conduits autrement que par la liberté. – Le respect humain, ce germe de la liberté, doit être présent même dans les actes les plus sévères

---

<sup>1</sup> Le texte de l'IISG dit : « dévouée ».

et les plus absolus de l'autorité. Toute l'éducation morale est là ; inculquez ce respect aux enfants et vous en aurez fait des hommes.

**s.** L'instruction primaire et secondaire une fois terminée, les enfants selon leurs capacités et leurs sympathies, conseillés, éclairés mais non violentés par leurs supérieurs, choisiront une école supérieure ou spéciale quelconque. En même temps chacun devra s'appliquer à l'étude théorique et pratique de la branche d'industrie qui lui plaira davantage, et la somme qu'il aura gagnée par son travail durant cet apprentissage, lui sera remise à sa majorité<sup>1</sup>.

**s.** Une fois l'âge de la majorité atteint, l'adolescent sera proclamé libre et maître absolu de ses actes. En échange de soins que la société lui a prodigués durant son enfance, elle exigera de lui trois choses : qu'il reste libre, qu'il vive de son travail, et qu'il respecte la liberté d'autrui. Et comme les crimes et les vices dont souffre la société actuelle sont uniquement le produit d'une mauvaise organisation sociale – on pourra être certain, qu'avec une organisation et une éducation de la société basées sur la raison, sur la justice, sur la liberté, sur le respect humain et sur la plus complète égalité, le bien deviendra la règle, et le mal une maladive exception, qui diminuera de plus en plus sous l'influence toute-puissante de l'opinion publique moralisée.

**t.** Les vieillards, les invalides, les malades, entourés de soins, de respect et jouissant de tous leurs droits tant politiques que sociaux, seront traités et entretenus avec profusion aux frais de la société.

### **Résumé des principes fondamentaux de ce Catéchisme**

**a.** Négation de Dieu.

**b.** Le respect de l'humanité doit remplacer le culte de la divinité. La raison humaine reconnue comme critérium unique de la vérité ; la conscience humaine comme base de la justice et de la liberté individuelle et collective comme source et base unique de l'ordre dans l'humanité.

**c.** La liberté de chacun n'est réalisable que dans l'égalité de tous. La réalisation de la liberté dans l'égalité est la justice.

**d.** Exclusion absolue du principe d'autorité et de raison d'Etat. La liberté doit être l'unique principe constitutif de toute organisation sociale, politique aussi bien qu'économique. L'ordre dans la société doit être [la] résultante du plus grand développement possible de toutes les libertés locales, collectives et individuelles. Toute l'organisation tant politique qu'économique doit porter par conséquent non plus comme aujourd'hui de haut en bas et du centre à la circonférence par principe d'unité, mais de bas en haut et de la circonférence au centre par principe d'association et de fédération libres.

---

<sup>1</sup> Il y a deux § s !

e. Organisation politique. Abolition de toute Eglise officielle, protégée et payée par l'Etat. Liberté absolue de conscience et de culte, avec le droit illimité pour chacun d'élever des temples à ses dieux et de payer ses prêtres. Liberté absolue des associations religieuses, qui ne jouiront d'ailleurs d'aucun droit politique et civil, ni ne pourront s'occuper de l'éducation des enfants. Abolition et banqueroute de l'Etat centralisateur et tutélaire. – Liberté absolue de l'individu en ne reconnaissant les droits politiques qu'à ceux qui vivront de leur travail à condition qu'ils respectent la liberté d'autrui. Suffrage universel, liberté illimitée de la presse, de la propagande, des discours, et des réunions publiques et privées.

Liberté d'association absolue n'accordant pourtant la reconnaissance juridique qu'à celles qui par leur objet et leur constitution antérieure ne se mettront pas en contradiction avec les principes fondamentaux de la société. Autonomie absolue de la commune avec le droit d'administration et même de législation intérieure, – sauf à les conformer aux principes fondamentaux qui serviront de base à la constitution provinciale si la commune veut faire partie de la fédération jouissant de la garantie provinciale. La Province ne doit être que la fédération des communes. – Autonomie de la province vis-à-vis de la nation, avec le droit d'administration et de législation intérieures, sauf à les conformer aux principes fondamentaux de la constitution nationale, si la province veut faire partie de la fédération et jouir de la garantie nationale. – La nation ne doit être que la fédération des provinces qui veulent librement en faire partie, avec le devoir de respecter l'autonomie de chacune, mais ayant pourtant le droit d'exiger que la constitution et la législation particulières de chaque province qui veut faire partie de la fédération et jouir de la garantie nationale, soient conformes dans les points essentiels à la constitution et à la législation nationales dans toutes les affaires qui concernent soit le rapport mutuel des provinces, soit les intérêts généraux de la nation tout entière.

Chaque province exécute les décrets votés par le parlement national et à lui signifiés par le gouvernement national, et chacune doit se soumettre aux arrêts du tribunal national, sauf à en appeler au tribunal international, quand celui-ci existera. En cas de refus d'obéissance dans l'un de ces trois cas, la province sera mise hors la loi, et hors de la solidarité nationale, et en cas d'attaque de sa part contre une des provinces fédérées, elle sera remise à la raison par l'armée nationale. Abolition des soi-disant droits historiques, de conquête et de toute politique d'arrondissement, d'agrandissement, de gloire et de puissance extérieure de l'Etat. La prospérité, comme la liberté de toutes les nations sont solidaires et chacune doit chercher sa puissance dans la liberté. L'indépendance nationale est un droit national, inaliénable

comme celui de l'individu, à ce titre, elle doit être sacrée, mais non à titre de droit historique.

De ce qu'un pays a été uni à un autre pendant des siècles, fût-ce même volontairement, il ne s'en suit pas qu'il doit subir cette union s'il n'en veut plus ; car les générations passées n'ont jamais eu le droit d'aliéner la liberté des générations présentes et à venir. Donc, chaque nation, chaque province, chaque commune, auront le droit absolu de disposer d'elles-mêmes, de s'allier avec d'autres aussi bien que de rompre leurs alliances passées et présentes et d'en former de nouvelles, sans qu'il soit dans le droit et dans l'intérêt d'aucun autre pays de les en empêcher. Chaque violence sous ce rapport devra être réprimée par la fédération nationale tout entière, car toute attaque contre la liberté d'un seul pays est une insulte, une menace, une attaque indirecte contre la liberté de toutes les nations. – Enfin, Fédération internationale et solidarité révolutionnaire des peuples libres, contre la coalition réactionnaire des pays encore esclaves.

*f. Organisation sociale.* – L'égalité politique est impossible sans l'égalité économique. – L'égalité économique et la justice sociale sont impossibles tant que dans l'organisation de la société, il n'y aura pour chaque individu humain, naissant à la vie, une parfaite égalité de point de départ, consistant dans l'égalité des moyens d'entretien, d'éducation, d'instruction et plus tard d'application des différentes capacités et forces, que la nature aura mises en chacun. Abolition du droit de succession. Le fonds d'éducation publique seul aura droit d'hériter, ayant à sa charge l'entretien, la surveillance, l'éducation et l'instruction complète des enfants, depuis leur naissance jusqu'à leur majorité.

Le travail étant l'unique producteur de richesse, tout homme doit travailler pour vivre, sinon il sera considéré comme voleur. Le travail intelligent et libre, base de l'humaine dignité et de tous les droits politiques et le travail individuel, se fondent chaque jour davantage dans le travail associé. La terre, propriété de tout le monde, ne sera possédée que par ceux qui la cultivent. Égalité de l'homme et de la femme dans tous les droits politiques et sociaux. Abolition de la famille légale fondée sur le droit civil et sur la propriété. – Mariage libre. Les enfants n'appartiennent ni aux parents, ni à la société. – La tutelle suprême des enfants, leur éducation et leur instruction appartiennent à la société. – L'école remplacera l'Église. Son but : la création de l'homme libre. Abolition des prisons et des bourreaux. – Respect et soin aux vieillards, aux invalides, aux malades.

**12. Politique révolutionnaire.** – C'est notre conviction fondamentale, que toutes les libertés nationales étant solidaires, les révolutions particulières de tous les pays doivent l'être aussi ; que désormais en Europe, comme dans tout le monde civilisé, il n'y aura plus des révolutions, mais seulement la révolution

universelle, comme il n'y a plus qu'une seule réaction européenne et mondiale ; que, par conséquent, tous les intérêts particuliers, toutes les vanités, prétentions, jalousies et hostilités nationales, doivent se fondre aujourd'hui dans l'unique intérêt commun et universel de la révolution, qui assurera la liberté et l'indépendance de chaque nation, par la solidarité de toutes. Que la sainte alliance de la réaction mondiale et la conspiration des rois, du clergé, de la noblesse et de la féodalité bourgeoise, appuyées sur d'énormes budgets, sur des armées permanentes, sur une bureaucratie formidable, armées de tous les terribles moyens que leur donne la centralisation moderne avec l'habitude et pour ainsi dire avec la routine de l'action et le droit de conspirer et de tout faire à titre légal, sont un fait immense, menaçant, écrasant, et que, pour le combattre, pour lui opposer un fait d'une égale puissance, pour le vaincre et le détruire, il ne faut rien moins que l'alliance et l'action révolutionnaires simultanées de tous les peuples du monde civilisé. Contre cette réaction mondiale, la révolution isolée d'aucun peuple ne saurait réussir, elle serait une folie par conséquent, une faute pour lui-même et une trahison, un crime contre toutes les autres actions. Désormais, le soulèvement de chaque peuple doit se faire non en vue de lui-même, mais en vue de tout le monde. Mais, pour qu'une nation se soulève en vue et au nom de tout le monde, il faut qu'elle ait le programme de tout le monde, assez large, assez profond, assez vrai, assez humain en un mot, pour embrasser les intérêts de tout le monde, et pour électriser les passions de toutes les masses populaires de l'Europe, sans différence de nationalités. Ce programme ne peut être que celui de la révolution démocratique et sociale.

a. L'objet de la révolution démocratique et sociale, peut être défini en deux mots<sup>1</sup> :

*Politiquement*, c'est l'abolition du droit historique, du droit de conquête et du droit diplomatique. C'est l'émancipation complète des individus et des associations – du joug de l'autorité divine et humaine, – c'est la destruction absolue de toutes les unions et agglomérations forcées des communes dans les provinces, des provinces et des pays conquis dans l'Etat. Enfin, c'est la dissolution radicale de l'Etat centraliste, tutélaire, autoritaire, avec toutes les institutions militaires, bureaucratiques, gouvernementales, administratives, judiciaires et civiles. C'est en un mot la liberté rendue à tout le monde, aux individus comme à tous les corps collectifs, associations, communes, provinces, régions et nations, et la garantie mutuelle de cette liberté par la fédération.

*Socialement*, c'est la confirmation de l'égalité politique par l'égalité économique. C'est au commencement de la carrière de chacun, l'égalité de point de départ, égalité non naturelle, mais sociale, pour chacun, c'est-à-dire égalité des moyens d'entretien, d'éducation, d'instruction pour chaque enfant, garçon ou fille, jusqu'à l'époque de sa majorité.

---

<sup>1</sup> Il n'y a pas de § b.

